



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**n° 100 du 24 décembre 2020**

**- Hebdo -**

**Le contenu intégral des textes et/ou les documents et plans annexés peuvent être consultés  
auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES**

# **SOMMAIRE**

## **n° 100 du 24 décembre 2020**

### **- Hebdo -**

#### **SGAR**

Arrêté SGAR/2020/834 du 18 décembre 2020 portant renouvellement de la commission académique de concertation de l'enseignement privé

#### **ARS**

Arrêté ARS-PDL-DOSA-ASP-70-2020-49-PHARMACIE du 03 décembre 2020 Constatant la cessation définitive d'activité de l'officine de pharmacie sise 18 rue Nationale, Le Mesnil-en-Vallée à MAUGES-SUR-LOIRE (49410)

Arrêté ARS-PDL-DOSA-ASP-71-2020-49-PHARMACIE du 08 décembre 2020 portant modification de la licence 49#000332 d'une officine de pharmacie

Arrêté ARS-PDL-DOSA-ASP-73-2020-44-OXYGENE du 14 décembre 2020 Portant modification de l'arrêté ARS-PDL/DOSA/ASP/54/2018/44 du 20 juillet 2018 ayant autorisé la SAS IXAIR MEDICAL à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical depuis le site de rattachement sis ZA. de Bel Air, rue de la Gautronnière au CELLIER (44850)

Arrêté ARS-PDL-DOSA-ASP-72-2020-44-PHARMACIE du 16 décembre 2020 portant modification de la licence 44#000346 d'une officine de pharmacie

Décision ARS-PDL/DOSA/598/2020/44 du 17 décembre 2020 accordant à l'Association Psy'Activ le transfert géographique temporaire de la postcure située sur le site du Clos Toreau à St Sébastien-Sur-Loire vers un bâtiment appartenant à l'ADMR situé à Divatte sur Loire, à La Chapelle Basse Mer,

Décision ARS-PDL/DOSA/599/2020/85 du 17 décembre 2020 accordant la confirmation de de créer une activité biologique d'assistance médicale à la procréation pour la conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux, sur le site de la Clinique Saint-Charles, à La Roche-Sur-Yon,

Décision ARS-PDL/DOSA/600/2020/44 du 17 décembre 2020 accordant la l'autorisation à l'Association « Les Œuvres de Pen-Bron » de créer une activité de soins de suite et de réadaptation en médecine physique et de réadaptation pédiatrique, sur le site du Centre MPR Côte d'Amour, à Saint-Nazaire,

Décision ARS-PDL/DOSA/601/2020/44 du 17 décembre 2020 accordant la confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation non spécialisés, détenue par le Centre de Soins de Suite et de Réadaptation de Montfaucon Montigné, au profit de l'Association APF France et la création de 3 places par transformation d'un lit,

Décision ARS-PDL/DOSA/602/2020/44 du 17 décembre 2020 accordant la confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation pour les affections liées aux conduites addictives détenue par l'association EVEA, des sites de la Roche-Sur-Yon et des Sables d'Olonne, au profit de l'Association OPPELIA.

Arrêté ARS-PDL-DT53- PARCOURS/2020/39 du 17 décembre 2020 portant désignation de Mr GUINGOUIN directeur par intérim de l'EHPAD la Baconnière-Juvigné à compter du 1 janvier 2021.

Arrêté ARS-PDL-DT53- PARCOURS/2020/40 du 18 décembre 2020 portant désignation de Mme CHERBONNEL directrice par intérim de l'EHPAD Fougerolles et Landivy à compter du 1 janvier 2021.

Arrêté ARS-PDL-DOSA-ASP-74-2020-49-LBM du 18 décembre 2020 portant autorisation administrative de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale -LABOUEST

Arrêté ARS-PDL/DOSA/PPA/32-2020/49 du 21 décembre 2020 fixant la programmation prévisionnelle pour la période de 2021 à 2025 des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens des Établissements et Services Médico-Sociaux de Maine et Loire accueillant des Personnes Agées.

Décision ARS-PDL/DOSA/PDS/2020/18 du 21 décembre 2020 fixant le montant des dotations globales 2020 des établissements accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques relevant d'un financement assurance maladie

Arrêté ARS-PDL/DOSA/DPPA/028/2020/44 du 21 décembre 2020 modificatif portant renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Saint Gabriel à THOUARE SUR LOIRE géré par l'Association Saint Gabriel à THOUARE SUR LOIRE.

Arrêté ARS-PDL/DAS/ASP/681/2020/PDL/ZONAGE/MG du 23 décembre 2020 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins pour la profession de médecin,

Arrêté ARS-PDL/DAS/ASP/682/2020/PDL/ZONAGE/IDE du 23 décembre 2020 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins pour la profession d'infirmier,

Arrêté ARS-PDL/DAS/ASP/683/2020/PDL/CONTRATS/IDE du 23 décembre 2020 relatif aux contrats incitatifs pour la profession d'infirmiers

Arrêté ARS-PDL-DOSA-ASP-75-2020-44-PHARMACIE du 23 décembre 2020 portant la demande d'autorisation de commerce électronique de médicaments et de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments lié à l'officine de pharmacie sise Centre commercial Leclerc ZA La Guerche Rue Guy de la Fontaine- BOX 4 à SAINT-BREVINS-LES-PINS (44250) exploitée par Madame Justine LETOURNEUX et Monsieur Yves-Marie LETOURNEUX

## **DIRM NAMO**

Arrêté DIRM NAMO 47/2020 du 17 décembre 2020 portant approbation de la délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire n° 12/2020 du 27 novembre 2020 fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche à pied professionnelle sur le littoral de la Vendée

Arrêté 48/20 en date du 21 décembre 2020 portant modification du règlement local de la station de pilotage des Sables d'Olonne

Arrêté 50/2020 en date du 21 décembre 2020 portant sur le règlement local de la station de pilotage de la Loire.

## **DRAAF**

Arrêté 2020/DRAAF/74 du 21 décembre 2020 relatif au plan de compétitivité et de l'adaptation des exploitations agricoles (PCAE), (volet animal), mis en œuvre dans le cadre du programme de développement rural des Pays de la Loire, opération 4.1.1 "investissement dans les bâtiment d'élevage".

Arrêté 2020/DRAAF/75 du 24 décembre 2020 relatif au cadrage régional des actions mises en oeuvre au titre de l'accompagnement à l'installation-transmission en agriculture (AITA) pour l'année 2021.

## **RECTORAT RÉGION ACADÉMIQUE PAYS DE LA LOIRE et ACADÉMIE DE NANTES**

Arrêté 2020/nouveau-rectorat-EPLE/20. FI du 01 septembre 2020 arrêté conférant délégation de signature aux chefs d'établissement et à certains fonctionnaires, en matière financière.

Arrêté 2020/nouveau-rectorat-EPLE/21. ADMI du 01 septembre 2020 arrêté conférant délégation de signature aux chefs d'établissement, en matière administrative.

Secrétariat Général  
pour les Affaires Régionales  
Région Pays de la Loire





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général pour les affaires régionales**

**ARRÊTÉ N° SGAR/2020/ 834  
portant renouvellement de la commission académique  
de concertation de l'enseignement privé**

**Le préfet de la région Pays de la Loire**

- VU** le code de l'Éducation, notamment les articles L.442-10, L.442-11, R.442-63, R.442-64 et R.442-69 ;
- VU** la loi n° 59.1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés ;
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, modifiée et complétée par la loi n°85.97 du 25 janvier 1985 ;
- VU** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique – Monsieur Didier MARTIN ;
- VU** le décret n° 89.789 du 23 octobre 1989 modifiant le décret n° 85.1204 du 13 novembre 1985 relatif aux commissions de concertation créées par l'article 27.8 de la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 modifiée ;
- VU** le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux dispositions réglementaires du livre IV (titre IV, chapitre II, section 3, article L442-11) du code de l'éducation abrogeant le décret n° 85.1204 du 13 novembre 1985 relatifs aux commissions de concertation créées par l'article 27.8 de la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 modifiée ;
- VU** la circulaire interministérielle n° 85.460 du 9 décembre 1985 relative à la mise en œuvre du transfert de compétence en matière d'enseignement. Établissements d'enseignement privés. Mise en place des commissions de concertation ;

- VU** la circulaire du 13 juillet 1990 relative au renouvellement des commissions de concertation instituées au siège de chaque académie ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 avril 1994 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SGAR/2016/492 portant renouvellement de la commission académique de concertation de l'enseignement privé ;

**CONSIDERANT** la proposition de renouvellement des membres de la commission académique de concertation de l'enseignement privé du rectorat de l'académie de Nantes du 9 décembre 2020,

**SUR** proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** La commission académique de concertation de l'enseignement privé instituée au siège de l'académie de Nantes est composée comme suit :

### **1 - Au titre des personnes désignées par l'État**

- Le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique, président,
- Le recteur de l'académie de Nantes.

En qualité de représentants des services académiques

#### **Titulaires**

Monsieur Pierre JAUNIN  
Secrétaire général de  
l'académie de Nantes

Madame Annie FORVEILLE  
Secrétaire Générale  
Adjointe de l'académie de  
Nantes

Monsieur Yves BOURDIN  
Déléguée académique à  
l'action éducative et à la  
pédagogie  
Monsieur Bruno

#### **Suppléants**

Monsieur Arnaud SIMON  
Secrétaire Général Adjoint  
de l'académie de Nantes

Monsieur Alain MICHEL  
Rectorat de Nantes  
Chef de bureau DPME 2

Madame Véronique BLUTEAU-DAVY  
Doyenne des inspecteurs d'académie  
Inspecteurs pédagogiques régionaux

Madame Marie-Line BOURGOIN

GRATKOWSKI  
Délégué académique à la  
formation professionnelle  
initiale et continue

Doyenne des inspecteurs de  
l'éducation nationale  
Enseignement général et technique

En qualité de personnes qualifiées dans les domaines économique, social,  
éducatif et culturel

**Titulaires**

Monsieur Eric GROUD  
Elu de la CCI des Pays de la  
Loire

Monsieur Marc LE BOURHIS  
Directeur régional des  
affaires culturelles des Pays  
de la Loire

Monsieur Thierry PERIDY  
Directeur régional et  
départemental de la  
jeunesse, des sports et de la  
cohésion sociale

**Suppléants**

Monsieur Bruno NEVEU  
Directeur Formations Compétences  
à la CCI des Pays de la Loire

Monsieur Christophe FENNETEAU  
Chef du service Territoires et Publics  
à la DRAC des Pays de la Loire

Madame Marion DEBOUCHE  
Inspectrice de la jeunesse et des sports

**2 - Au titre des représentants des collectivités territoriales**

En qualité de conseillers régionaux

**Titulaires**

Monsieur Antoine CHEREAU  
Vice-président du conseil  
régional

Madame Isabelle LEROY  
Vice-présidente du conseil  
régional

Madame Maï-HAEFFELIN  
Conseillère régionale

**Suppléants**

Monsieur Maxence DE RUGY  
Conseiller régional

Monsieur Philippe BARRÉ  
Conseiller régional

Madame Violaine LUCAS  
Conseillère régionale

En qualité de conseillers départementaux

**Titulaires**

Madame Christine ORAIN  
Vice-présidente du conseil  
départemental de la Loire-  
Atlantique

**Suppléants**

Monsieur Michel HERVE  
Conseiller départemental de la  
Mayenne

Madame Régine BRICHET  
Secrétaire du conseil  
départemental du Maine-et-  
Loire

Monsieur Régis VALLIENNE  
Vice-président du Conseil  
départemental de la Sarthe

Monsieur Laurent BOUDELIER  
Conseiller départemental de la  
Vendée

Monsieur Arnaud CHARPENTIER  
Conseiller départemental  
de la Vendée

### En qualité de maires

#### Titulaires

Madame Aline BRAY  
Maire d'Orée d'Anjou (49)

Madame Anne-Marie  
COULON  
Maire de Mouzeuil-Saint-  
Martin (85)

Monsieur Daniel COUDREUSE  
Maire de Brûlon (72)

#### Suppléants

Madame Cécile GESSANT  
Maire de Sautron (44)

Monsieur Etienne GIFFARD  
Maire d'Aron (53)

Monsieur Maurice VAVASSEUR  
Maire de Ballon-Saint-Mars (72)

### 3 – En qualité de représentants des chefs d'établissements de l'enseignement privé

#### En qualité de représentants des chefs d'établissements d'enseignement

#### Titulaires

##### Premier degré

Monsieur Pierre HAMARD  
Directeur de l'école Sainte-  
Agnès d'Angers

Monsieur Gildas MARTINEAU  
Directeur de l'école Sainte-Thérèse  
de Saint-Sébastien-sur-Loire

##### Second degré

Monsieur Christophe GAUTIER  
Directeur collège et lycée  
Blanche-de-Castille à Nantes

Monsieur Yann LEANDRE  
Directeur collège Saint-Paul et  
lycée Notre-Dame à Rezé

Monsieur Daniel ROBERT-  
CHANAL  
Directeur collège Notre-Dame  
du Bretonnet à Cholet

Monsieur Loïc BAUDET  
Directeur collège et lycée  
Sainte-Ursule à Luçon

En qualité de représentants des maîtres de l'enseignement privé

**Titulaires**

**Suppléants**

Premier degré

Monsieur Hervé BETARD  
École privée Notre Dame  
à Challans

Madame Myriam DORVAL  
Ecole Notre-Dame de Lourdes  
à Sainte-Pazanne

Second degré

Madame Magalie DARGNIES  
Lycée Saint-Martin à Nort-sur-  
Erdre

Monsieur Michaël SABLE RENOIR  
Collège Saint Joseph à Savenay

Monsieur Dominique  
CAILLE  
Lycée Saint Dominique à  
Saint-Herblain

Monsieur Denis BOCHE  
Collège Théophane Vénard à Nantes

En qualité de représentants des parents d'élèves

**Titulaires**

**Suppléants**

Monsieur Vincent PILON  
488, rue Pablo Picasso  
53100 MAYENNE

Madame Marie BUFFET  
2 bis, rue Colombel  
44000 NANTES

Monsieur Sébastien  
CHAMBEYRON  
27, rue Albert Calmette  
44300 NANTES

Monsieur Sébastien LEON  
15, rue des Closeaux  
53240 SAINT-JEAN-SUR-MAYENNE

Madame Marie-Françoise  
PASQUIER  
433 ter, route de Clisson  
44230 SAINT-SEBASTIEN-SUR-  
LOIRE

Madame Anaïs PARIS  
7, rue Fénelon  
72000 LE MANS

- ARTICLE 2** La durée du mandat des membres titulaires et suppléants de la commission est de trois ans à compter de la date du présent arrêté.
- ARTICLE 3** Le secrétariat de la commission académique de concertation de l'enseignement privé est assuré par le rectorat de l'académie de Nantes.
- ARTICLE 4** L'arrêté préfectoral n° SGAR/2016/492 est abrogé.
- ARTICLE 5** Le secrétaire général pour les affaires régionales et le recteur de l'académie de Nantes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et notifié à chacun des membres.

Fait à Nantes, le 8 DEC. 2019



Didier MARTIN

Agence Régionale de Santé  
des Pays de la Loire

ARRETE N° ARS-PDL/DOSA/ASP/70/2020/49

Constatant la cessation définitive d'activité de l'officine de pharmacie  
sise 18 rue Nationale, Le Mesnil-en-Vallée à MAUGES-SUR-LOIRE (49410)

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5125-5-1 et L. 5125-22 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

Vu la décision n° ARS-PDL/DG/2020/034 du 30 octobre 2020 portant désignation de Madame Elodie PERIBOIS en qualité de directrice par intérim de la direction de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie (DOSA) ;

Vu l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2020-048 du 30 octobre 2020, portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie, et à plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28/08/1984 octroyant la licence n° 49#000280 à l'officine de pharmacie sise 18 rue Nationale, Le Mesnil-en-Vallée à MAUGES-SUR-LOIRE (49410) ;

Considérant le courrier déposé par le pharmacien titulaire, Madame Nicole BOYER, auprès de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire le 30 novembre 2018 ;

Considérant le courrier de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire en date du 17 janvier 2019 prenant acte de la cessation d'activité du pharmacien titulaire, Madame Nicole BOYER, au 31 mars 2019 et de son souhait de conserver le bénéfice de la licence 49#000280 pour une durée de douze mois, soit jusqu'au 31 mars 2020 ;

Considérant qu'en application de l'ordonnance n° 2020-306 susvisée, la validité de la licence 49#000280 a été prorogée de plein droit pour une durée de trois mois depuis la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire, soit jusqu'au 10 octobre 2020 ;

Considérant que suite à la cessation d'activité de Madame Nicole BOYER, aucun pharmacien n'a pris sa suite dans l'exploitation de l'officine de pharmacie, qui est demeurée fermée au public ;

Considérant ainsi qu'aucune activité n'ayant été constatée pendant douze mois consécutifs, la cessation d'activité de l'officine de pharmacie est réputée définitive ;

Considérant la caducité de la licence 49#000280 au 10 octobre 2020 minuit ;



**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La cessation définitive d'activité de l'officine de pharmacie sise 18 rue Nationale, Le Mesnil-en-Vallée à MAUGES-SUR-LOIRE (49410) est constatée au 10 octobre 2020 à minuit ;

La licence n° 49#000280 est caduque à cette date.

**ARTICLE 2** : Le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux sera modifié en conséquence.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 4** : La Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le **03 DEC. 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,  
La responsable du département Accès aux soins primaires,



**Evelyne RIVET**



ARRETE N° ARS-PDL/DOSA/ASP/71/2020/49

portant modification de la licence n° 49#000332 d'une officine de pharmacie

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5125-3 et R. 5125-11 ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

Vu la décision n° ARS-PDL/DG/2020/034 du 30 octobre 2020 portant désignation de Madame Elodie PERIBOIS en qualité de directrice par intérim de la direction de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie (DOSA) ;

Vu l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2020-048 du 30 octobre 2020, portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie, et à plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SG-BI-90-596 en date du 31 juillet 1990 octroyant la licence n° 49#000332 à l'officine de pharmacie sise Lieu-dit Le Bocage à BEAUPREAU (49600) ;

Considérant que toute modification de l'adresse d'une officine de pharmacie sans déplacement est portée à la connaissance du directeur général de l'agence régionale de santé qui la prend en compte dans un arrêté modificatif de la licence de l'officine ;

Considérant le courriel reçu le 3 décembre 2020 de Maître Anne-Lyse THOMAS, notaire intervenant dans la cession du fonds d'officine de la pharmacie HAVET, située Centre commercial Saint Anne à BEAUPREAU (49600) - licence n° 49#000332, afin de compléter l'adresse de la pharmacie ;

Considérant l'attestation du Maire de la commune de BEAUPREAU-EN-MAUGES (49600) en date du 14 septembre 2020, indiquant que l'emplacement de l'officine est désormais dénommé « Centre commercial Saint Anne, rue Sainte Anne, Beaupréau » dans cette commune ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté n° SG-BI-90-596 en date du 31 juillet 1990 portant licence n° 49#000332 est modifié comme suit :

Les termes :

**« Lieu-dit Le Bocage à BEAUPREAU (49600) »**

sont remplacés, chaque fois qu'ils apparaissent, par les termes :

**« Centre commercial Saint Anne, rue Sainte Anne, Beaupréau  
à BEAUPREAU-EN-MAUGES (49600) »**

Le reste de la licence est sans changement.

**ARTICLE 2** : Le fichier National des établissements sanitaires et sociaux sera modifié en conséquence.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera communiqué pour information au représentant régional désigné par chaque syndicat représentatif de la profession au sens de l'article L. 162-33 du code de la sécurité sociale pour les Pays de la Loire et au Conseil régional Pays de la Loire de l'Ordre des pharmaciens.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 5** : La Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

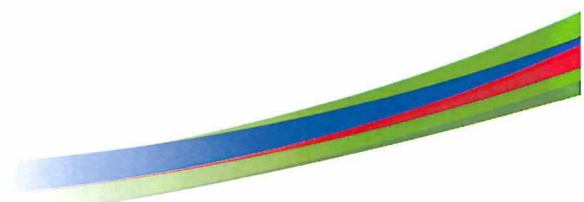
Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le 8 décembre 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,  
La responsable du département Accès aux soins primaires,



Evelyne RIVET





**ARRETE N° ARS-PDL/DOSA/ASP/73/2020/44**

Portant modification de l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/ASP/54/2018/44 du 20 juillet 2018 ayant autorisé la SAS IXAIR MEDICAL à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical depuis le site de rattachement sis ZA de Bel Air, rue de la Gautronnière au CELLIER (44850)

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique et notamment l'article L.4211-5 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2015 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical, entré en vigueur le 22 juillet 2016 ;

Vu la décision n° ARS-PDL/DG/2020/034 du 30 octobre 2020 portant désignation de Madame Elodie PERIBOIS en qualité de directrice par intérim de la direction de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie (DOSA) ;

Vu l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2020-048 du 30 octobre 2020, portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie, et à plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/ASP/54/2018/44 en date du 20 juillet 2018 ayant autorisé la SAS IXAIR MEDICAL, structure dispensatrice ayant son siège social PA de la Colombe 40 rue de la Hervière à LA COLOMBE (50800), à dispenser de l'oxygène à usage médical depuis un site de rattachement sis ZA de Bel Air, rue de la Gautronnière au CELLIER (44850) ;

Considérant la demande d'autorisation, reçue le 14 janvier 2020, effectuée par la SAS IXAIR MEDICAL, relative à une modification affectant les éléments sur la base desquels l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/ASP/54/2018/44 a été édicté ;

Considérant le courrier en date du 14 septembre 2020 par lequel l'Agence régionale de santé Pays de la Loire a prolongé le délai d'instruction afin de respecter la procédure contradictoire entre la structure et le pharmacien inspecteur de santé publique ;

Considérant que la demande d'autorisation concerne la modification de l'aire géographique desservie depuis le site de rattachement du CELLIER ;

Considérant que la modification envisagée est conforme à l'arrêté ministériel du 16 juillet 2015 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Considérant que les conditions techniques de fonctionnement sont satisfaisantes et permettent d'autoriser l'activité demandée suite au rapport d'inspection établi le 10 décembre 2020 par un Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire ;

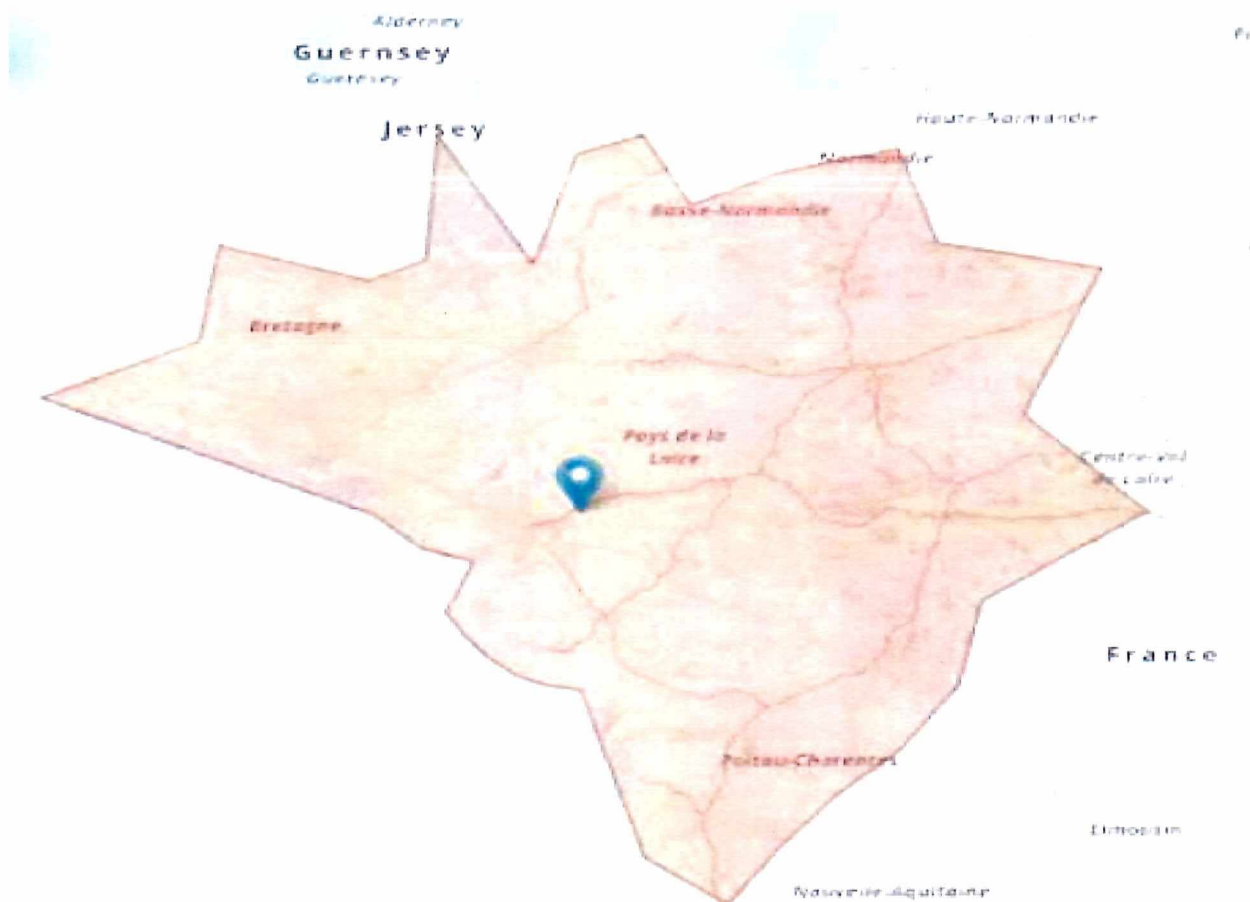
## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/ASP/54/2018/44 en date du 20 juillet 2018 est modifié comme suit :

« La SAS IXAIR MEDICAL, structure dispensatrice ayant son siège social PA de la Colombe 40 rue de la Hervière à LA COLOMBE (50800), inscrite au fichier national des établissements sanitaires et sociaux sous le numéro FINESS EJ 50 002 319 7, est autorisée à dispenser de l'oxygène à usage médical depuis un site de rattachement ZA de Bel Air, rue de la Gautronnière au CELLIER (44850) ;

Le site de rattachement est identifié par le répertoire national des entreprises et des établissements sous le numéro SIRET 490 548 013 00013. Il est inscrit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux sous le numéro FINESS ET 44 005 581 2.

L'autorisation est octroyée pour l'aire géographique suivante, telle que définie dans la demande d'autorisation, permettant une intervention au domicile des patients, à partir du site de rattachement du CELLIER (44850), dans un délai maximum de trois heures de route, en conditions usuelles de circulation et sous réserve de la mise en œuvre effective de l'organisation annoncée notamment l'augmentation du temps de présence pharmaceutique au regard de l'aire géographique aussi étendu :





Cette aire géographique couvre les régions ou départements suivants :

- **la région Pays de la Loire** ;
- **en région Centre-Val-de-Loire** : Indre et Loire (37) ;
- **en région Bretagne** : Morbihan (56) et Ille et Vilaine (35) ;
- **en région Nouvelle Aquitaine** : Deux Sèvres (79) et Vienne (86). »

**ARTICLE 2** : Toute modification substantielle, concernant l'aire géographique desservie, l'agencement des locaux où se déroule l'activité liée à la dispensation de l'oxygène à usage médical sur le site de rattachement et/ou l'installation d'un site de stockage annexe, doit faire l'objet d'une autorisation préalable par le Directeur général de l'Agence régionale de santé. Toute autre modification qui affecterait les éléments sur la base desquels l'autorisation a été délivrée doit faire préalablement l'objet d'une déclaration au Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire.

**ARTICLE 3** : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2015 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical. Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 5** : La Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.  
Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le 14 décembre 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,  
La Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie,

  
Elodie PERIBOIS





ARRETE N° ARS-PDL/DOSA/ASP/A-72/2020/44  
portant modification de la licence n° 44#000346 d'une officine de pharmacie

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5125-3 et R. 5125-11 ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPILET, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

Vu l'arrêté n° ARS-PDL-DG-2020-48 du 30 octobre 2020, portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie, et à plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 01 juin 1972 octroyant la licence n° 44#000346 à l'officine de pharmacie sise Centre Commercial « Sillon de Bretagne », lieu-dit « L'Angevinière » - local n° 31 à SAINT HERBLAIN (44800) ;

Considérant que toute modification de l'adresse d'une officine de pharmacie sans déplacement est portée à la connaissance du directeur général de l'agence régionale de santé qui la prend en compte dans un arrêté modificatif de la licence de l'officine ;

Considérant l'arrêté n° ARS-PDL-DOSA-ASP-57-2020-44 du 4 novembre 2020 portant modification de la licence n° 44#000346 d'une officine de pharmacie ;

Considérant que l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté comporte une erreur matérielle ;

Considérant la demande sur démarches simplifiées reçu le 23 octobre 2020 par lequel la SELARL PHARMACIE DU SILLON sollicite la modification de la licence n° 44#000346 afin de prendre en compte le changement de la dénomination de la voie où est situé l'emplacement de l'officine de pharmacie qu'elle exploite à SAINT HERBLAIN (44800) ;

Considérant l'attestation du Maire de la commune de SAINT HERBLAIN (44800) en date du 22 octobre 2020, indiquant que l'emplacement de l'officine est désormais dénommé « Centre commercial Sillon Shopping » dans cette commune ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral en date du 01 juin 1972 portant licence n° 44#000346 est modifié comme suit :

Les termes :

**« Centre Commercial "Sillon de Bretagne", lieu-dit "L'Angevinière" - local n° 31 »**

sont remplacés, chaque fois qu'ils apparaissent, par les termes :

**« Centre Commercial Sillon Shopping, 8 avenue des Thebaudieres à SAINT HERBLAIN (44800) »**

Le reste de la licence est sans changement.



**ARTICLE 2** : L'arrêté n° ARS-PDL-DOSA-ASP-57-2020-44 du 4 novembre 2020 est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le fichier National des établissements sanitaires et sociaux sera modifié en conséquence.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera communiqué pour information au représentant régional désigné par chaque syndicat représentatif de la profession au sens de l'article L. 162-33 du code de la sécurité sociale pour les Pays de la Loire et au Conseil régional Pays de la Loire de l'Ordre des pharmaciens.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 6** : Le Directeur de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le 16 DEC. 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,  
La responsable du département Accès aux soins primaires,



Evelyne RIVET



## DECISION

**Accordant à l'Association Psy'Activ le transfert géographique temporaire de la postcure située sur le site du Clos Toreau à St Sébastien-Sur-Loire vers un bâtiment appartenant à l'ADMR situé à Divatte sur Loire, à La Chapelle Basse Mer.**

**Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20, R 6122-23 à R 6122-44 et D 6122-38,

VU l'arrêté ARS/PDL/DG/2018/0040 en date du 18 mai 2018 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire 2018-2022,

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé ARS-PDL/DOSA/n°588/2020/44 du 15 Octobre 2020 fixant le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins,

VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean Jacques COIPILET, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire,

VU les articles D 6124-301 à D 6124-305 du code de la santé publique relatifs aux conditions techniques de fonctionnement des structures de soins alternatives à l'hospitalisation,

VU la décision ARS-PDL/DAS/ASR/772/2016/44 en date du 13 décembre 2016 renouvelant tacitement, l'activité de psychiatrie générale selon la modalité de postcure psychiatrique. La durée de validité de l'autorisation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> août 2016, pour une durée de cinq ans.

VU la publication de l'arrêté du 10/07/2020 prorogeant de 6 mois toutes les autorisations valide au 10/07/2020, la date d'échéance est donc reportée au 1er février 2022,

VU la demande formulée par l'Association Psy'Activ concernant le transfert géographique temporaire de la postcure située sur le site du Clos Toreau à St Sébastien-Sur-Loire vers un bâtiment appartenant à l'ADMR situé à Divatte sur Loire à La Chapelle Basse Mer,

VU l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins du 26 Novembre 2020,

CONSIDERANT que l'activité répond aux besoins de santé de la population et qu'elle est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé,

CONSIDERANT que ce transfert géographique permettra de mieux répondre aux objectifs d'accessibilité architecturale, de qualité et de sécurité des soins dans des locaux mieux adaptés à cette prise en charge dans un lieu plus favorable au rétablissement et à l'accompagnement des patients, en attendant la finalisation de la construction du nouveau bâtiment à Carquefou d'ici deux ans,

CONSIDERANT que les conditions techniques de fonctionnement proposées sont satisfaisantes,

.../...



## Décide

**Article 1** : L'autorisation est accordée à l'Association Psy'Activ en vue du transfert géographique temporaire du Centre de la postcure située sur le site du Clos Toreau à St Sébastien-Sur-Loire vers un bâtiment appartenant à l'ADMR situé à Divatte sur Loire à La Chapelle Basse Mer.

**Article 2** : La durée de validité de l'autorisation ne sera pas modifiée.

**Article 3** : La date d'échéance de l'autorisation est fixée au 1er février 2022.

**Article 4** : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES Cedex 2) ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES cedex 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 5** : La directrice adjointe de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à Nantes

Le 17 DEC. 2020

Le Directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ



N° ARS-PDL/DOSA/599/2020/85

## DECISION

**Accordant l'autorisation au Laboratoire de biologie SELAS BIORYLIS de créer une activité biologique d'assistance médicale à la procréation pour la conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux, sur le site de la Clinique Saint-Charles, à La Roche-Sur-Yon.**

**Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20, R 6122-23 à R 6122-44 et D 6122-38,

VU l'arrêté ARS/PDL/DG/2018/0040 en date du 18 mai 2018 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire 2018-2022,

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé ARS-PDL/DOSA/n°588/2020/44 du 15 Octobre 2020 fixant le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins,

VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean Jacques COIPLLET, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire,

VU les articles L 2142-1 à L 2142-4 et R 2142-1 à R 2142-53 du code de la santé publique fixant les conditions d'autorisation et de fonctionnement des établissements de santé, des laboratoires d'analyses de biologie médicale et des autres organismes pour les activités d'assistance médicale à la procréation,

VU l'Arrêté du 30 juin 2017 relatif aux règles de bonnes pratiques cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation,

VU la demande formulée par le Laboratoire de biologie SELAS BIORYLIS de création d'une activité biologique d'assistance médicale à la procréation pour la conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux, sur le site de la Clinique Saint-Charles, à La Roche-Sur-Yon,

VU l'avis favorable de l'Agence de Biomédecine du 25 novembre 2020, sous réserves de la désignation d'un référent pour la préservation de la fertilité et de l'élaboration d'une convention avec un établissement de santé pour la prise en charge des patients relevant des indications de prélèvement et conservation de tissus germinaux,

VU l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins du 26 Novembre 2020,

CONSIDERANT que l'activité répond aux besoins de santé de la population et qu'elle est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé,

CONSIDERANT que les conditions techniques de fonctionnement proposées sont satisfaisantes,

.../...



## Décide

**Article 1** : La création d'une activité biologique d'assistance médicale à la procréation pour la conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux, est accordée au Laboratoire de biologie SELAS BIORYLIS, situé sur le site de la Clinique Saint-Charles, 11 Boulevard René Lévesque, à La Roche-Sur-Yon.

**Article 2** : La durée de validité de la présente autorisation est de 7 ans à compter de la réception de la déclaration, prévue à l'article R 6122-37 du code de la santé publique, de début de mise en œuvre de l'activité autorisée.

**Article 3** : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES Cedex 2) ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES cedex 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 4** : La directrice adjointe de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à Nantes

Le 17 DEC. 2020

Le Directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ



## DECISION

**Accordant l'autorisation à l'Association « Les Œuvres de Pen-Bron » de créer une activité de soins de suite et de réadaptation en médecine physique et de réadaptation pédiatrique, sur le site du Centre MPR Côte d'Amour, à Saint-Nazaire.**

**Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire par intérim**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 1431-2, L 1432-2, L 6114-2, L 6122-1 à L 6122-14-1, R 6122-23 à R 6122-44 et D 6122-38,

VU l'arrêté ARS/PDL/DG/2018/0040 en date du 18 mai 2018 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire 2018-2022,

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé ARS-PDL/DOSA/n°588/2020/44 du 15 Octobre 2020 fixant le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins,

VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean Jacques COIPILET, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire,

VU les articles R 6123-118 à R 6123-126 du code de la santé publique fixant les conditions d'implantation applicables à l'activité de soins de suite et de réadaptation,

VU les articles D 6124-177-1 à D 6124-177-16 du code de la santé publique fixant les conditions techniques de fonctionnement applicables à l'activité de soins de suite et de réadaptation,

VU les articles D 6124-301 à D 6124-305 du code de la santé publique relatifs aux conditions techniques de fonctionnement des structures de soins alternatives à l'hospitalisation,

VU les articles D 6124-177-17 à D 6124-177-20 du code de la santé publique fixant les conditions particulières de prise en charge spécialisée des affections de l'appareil locomoteur,

VU les articles D 6124-177-21 à D 6124-177-325 du code de la santé publique fixant les conditions particulières à la prise en charge spécialisée des affections du système nerveux,

VU la demande formulée par l'Association « Les Œuvres de Pen-Bron » de créer trois places de soins de suite et de réadaptation spécialisés pour les affections de l'appareil locomoteur et deux places pour les affections du système nerveux pour la prise en charge des enfants, sur le site du Centre MPR Côte d'Amour, à Saint-Nazaire.

VU l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins du 26 Novembre 2020,

CONSIDERANT que l'activité répond aux besoins de santé de la population,

CONSIDERANT que le projet proposé est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé,

CONSIDERANT que cette création constituera une alternative et un relais de l'hospitalisation complète de l'ESEAN et de la pédiatrie du Centre Hospitalier de Saint-Nazaire pour les patients du bassin nazairien.

CONSIDERANT que cette offre permettra également d'assurer le lien avec les enfants accompagnés par les établissements médico-sociaux, qui pourraient nécessiter une prise en charge au sein du Centre MPR.

CONSIDERANT que les conditions techniques de fonctionnement proposées sont satisfaisantes,

.../...





## Décide

**Article 1** : La création d'une activité de soins de suite et de réadaptation en médecine physique et de réadaptation pédiatrique, est accordée à l'Association « Les Œuvres de Pen-Bron » sur le Centre de Médecine Physique et de Rééducation Côte d'Amour, 57, rue Michel Ange à Saint-Nazaire.

**Article 2** : La durée de validité de la présente autorisation est de 7 ans à compter de la réception de la déclaration, prévue à l'article R 6122-37 du code de la santé publique, de début de mise en œuvre de l'activité autorisée.

**Article 3** : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES Cedex 2) ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES cedex 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 4** : La directrice adjointe de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à Nantes

Le 17 DEC. 2020

Le Directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ



## DECISION

**Accordant la confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation non spécialisés, actuellement détenue par le Centre de Soins de Suite et de Réadaptation de Montfaucon-Montigné, 7, rue Guillaume René Macé à Montfaucon-Montigné au profit de l'Association APF France et la création de 3 places par transformation d'un lit,**

**Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20, R 6122-23 à R 6122-44 et D 6122-38,

VU l'arrêté ARS/PDL/DG/2018/0040 en date du 18 mai 2018 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire 2018-2022,

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé ARS-PDL/DOSA/n°588/2020/44 du 15 Octobre 2020 fixant le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins,

VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean Jacques COIPLLET, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire,

VU la décision ARS-PDL/DOSA/ 250 /2019/44 du directeur général de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire renouvelant tacitement l'autorisation accordée au Centre de Soins de Suite et de Réadaptation de Montfaucon-Montigné pour l'exercice de l'activité de soins de suite et de réadaptation non spécialisés pour adultes en hospitalisation complète sur le site de l'établissement 7, rue Guillaume-René Mace à Montfaucon-Montigné.

VU la demande de confirmation formulée par l'Association APF France Handicap, à son profit, de l'autorisation précédemment détenue le Centre de Soins de Suite et de Réadaptation de Montfaucon-Montigné, pour l'exercice de l'activité de soins de suite et de réadaptation non spécialisés sur le site situé au 7, rue Guillaume René Macé à Montfaucon-Montigné, et la création de 3 places par transformation d'un lit,

VU le procès-verbal du Conseil d'Administration de l'Association APF du 16 mai 2020,

VU l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins du 26 Novembre 2020,

CONSIDERANT que l'activité répond aux besoins de santé de la population et qu'elle est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé,

CONSIDERANT que cette demande de confirmation permettra de conforter l'intérêt des usagers, de développer des filières d'accompagnement et de préserver et pérenniser l'emploi des salariés,

CONSIDERANT que cette demande de confirmation ne modifie pas les autorisations et le nombre d'implantations dans le territoire de santé du Maine-et-Loire pour cette activité de soins,

CONSIDERANT que cette demande de confirmation d'autorisation au bénéfice de l'APF permettra de pérenniser une offre sanitaire de qualité sur le territoire,

CONSIDERANT que ce projet est réalisé de manière à garantir une réponse de proximité en lien avec les acteurs institutionnels et libéraux, complémentaire avec l'offre des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 49,

CONSIDERANT que les conditions techniques de fonctionnement proposées sont satisfaisantes,

.../...





## Décide

**Article 1** : La confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation non spécialisés précédemment détenue le Centre de Soins de Suite et de Réadaptation de Montfaucon-Montigné, est accordée à l'Association APF France Handicap.

**Article 2** : La création de 3 places par transformation d'un lit est accordée à l'Association APF France Handicap.

**Article 3** : La durée de validité de l'autorisation d'activité de soins de suite et de réadaptation ne sera pas modifiée.

**Article 4** : La date d'échéance de la présente autorisation est fixée au 23 juillet 2027.

**Article 5** : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES Cedex 2) ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 NANTES cedex 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 5** : La directrice adjointe de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à Nantes

Le **17 DEC. 2020**  
Le Directeur général,

  
Jean-Jacques COIPLÉ

## DECISION

**Accordant la confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation pour les affections liées aux conduites addictives pour 35 lits d'hospitalisation complète et 10 places d'hospitalisation à temps partiel, détenue par l'association EVEA, des sites de la Roche-Sur-Yon et des Sables d'Olonne, au profit de l'Association OPPELIA.**

**Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20, R 6122-23 à R 6122-44 et D 6122-38,

VU l'arrêté ARS/PDL/DG/2018/0040 en date du 18 mai 2018 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire 2018-2022,

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé ARS-PDL/DOSA/n°588/2020/44 du 15 Octobre 2020 fixant le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins,

VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean Jacques COIPLLET, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire,

VU les articles D 6124-301 à D 6124-305 du code de la santé publique relatifs aux conditions techniques de fonctionnement des structures de soins alternatives à l'hospitalisation,

VU la décision ARS-PDL/DOSA/250/2019/44 en date du 17 septembre 2019 renouvelant tacitement, l'autorisation accordée à l'Association EVEA pour l'activité de soins de suite et de réadaptation avec mention de prise en charge spécialisée des adultes pour les affections liées aux conduites addictives en hospitalisation complète et en hospitalisation à temps partiel sur le site de l'établissement Les Métives à La Roche-sur-Yon et l'activité de soins de suite et de réadaptation avec mention de prise en charge spécialisée des adultes pour les affections liées aux conduites addictives en hospitalisation complète sur le site de l'établissement Les Métives aux Sables d'Olonne.

VU la demande formulée par l'Association Oppelia concernant la confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation pour les affections liées aux conduites addictives pour 35 lits d'hospitalisation complète et 10 places d'hospitalisation à temps partiel, détenue par l'association EVEA (espace vendéen en addictologie), des sites de la Roche Sur Yon et des Sables d'Olonne, au profit OPPELIA à Paris.

VU l'avis favorable de la commission spécialisée de l'organisation des soins du 26 Novembre 2020,

CONSIDERANT que l'activité répond aux besoins de santé de la population et qu'elle est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé,

CONSIDERANT que les conditions techniques de fonctionnement proposées sont satisfaisantes,

.../...



## Décide

**Article 1** : La confirmation de l'autorisation de l'activité de soins de suite et de réadaptation pour les affections liées aux conduites addictives pour 35 lits d'hospitalisation complète et 10 places d'hospitalisation à temps partiel, détenue par l'association EVEA (espace vendéen en addictologie), des sites de la Roche-Sur-Yon et des Sables d'Olonne, est accordée au profit de l'Association OPPELIA.

**Article 2** : La durée de validité de la présente autorisation ne sera pas modifiée.

**Article 3** : La date d'échéance de l'autorisation est fixée au 23 juillet 2027.

**Article 4** : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES Cedex 2) ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES cedex 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 5** : La directrice adjointe de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à Nantes

Le 17 DEC. 2020

Le Directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ





Arrêté n° ARS-PDL-DT53-PARCOURS/2020/39  
Portant désignation d'un directeur par intérim

**Le directeur général de l'Agence régionale de santé**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L 1432-2 ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

VU le décret n° 2005-920 modifié du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2005-921 modifié du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires et sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPILET, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

VU le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté ministériel du 9 mai 2012 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

VU l'instruction DGOS/RH4/DGCS/4B/2014/281 du 13 octobre 2014 relative à la mise en œuvre de la procédure d'intérim des fonctions de directeur d'un établissement mentionné à l'article 2 de la loi 86-33 susvisée ;

Considérant la nécessité d'assurer la direction intérimaire de l'EHPAD de JUVIGNE-LA BACONNIERE ;

## ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, Mr Gérard GUINGOUIN, directeur du Centre hospitalier d'ERNEE est chargé d'assurer l'intérim de direction de l'EHPAD de JUVIGNE-LA BACONNIERE jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur.

Article 2 : Au titre de ses fonctions, Mr Gérard GUINGOUIN percevra une rémunération complémentaire conformément au décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 susvisé, correspondant à une majoration temporaire mensuelle de sa part fonctions de 300 € versée par l'établissement d'affectation et remboursée, par le biais d'une convention, par l'établissement bénéficiaire de l'intérim.

Article 3 : La directrice de l'appui à la transformation et de l'accompagnement de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire, les présidents des conseils d'administration de l'EHPAD de Juvigné et La Baconnière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et notifié aux fonctionnaires concernés, à leurs établissements d'affectation et d'exercice d'intérim ainsi qu'au Centre national de gestion.

Fait à Nantes, le 17/12/2020

Pour le Directeur général,

  
Laurence BROAWEYS  
Directrice de l'Appui à la Transformation et de  
l'Accompagnement



Arrêté n° ARS-PDL-DT53-PARCOURS/2020/40  
Portant désignation d'un directeur par intérim

**Le directeur général de l'Agence régionale de santé**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L 1432-2 ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

VU le décret n° 2005-920 modifié du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2005-921 modifié du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires et sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

VU le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté ministériel du 9 mai 2012 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

VU l'instruction DGOS/RH4/DGCS/4B/2014/281 du 13 octobre 2014 relative à la mise en œuvre de la procédure d'intérim des fonctions de directeur d'un établissement mentionné à l'article 2 de la loi 86-33 susvisée ;

Considérant la nécessité d'assurer la direction intérimaire de l'EHPAD de FOUGEROLLES-LANDIVY ;

## ARRETE

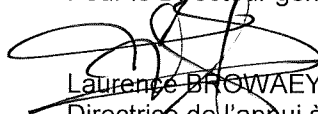
Article 1<sup>er</sup> : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, Mme Monique CHERBONNEL, directrice de l'EHPAD de GORRON-LE PAS est chargée d'assurer l'intérim de direction de l'EHPAD de FOUGEROLLES-LANDIVY jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur.

Article 2 : Au titre de ses fonctions, Mme Monique CHERBONNEL percevra une rémunération complémentaire conformément au décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 susvisé, correspondant à une majoration temporaire mensuelle de sa part fonctions de **333** € versée par l'établissement d'affectation et remboursée, par le biais d'une convention, par l'établissement bénéficiaire de l'intérim.

Article 3 : La directrice de l'appui à la transformation et de l'accompagnement de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire, les présidents des conseils d'administration de l'EHPAD de Fougerolles-du-Plessis et Landivy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et notifié aux fonctionnaires concernés, à leurs établissements d'affectation et d'exercice d'intérim ainsi qu'au Centre national de gestion.

Fait à Nantes, le 18 décembre 2020

Pour le Directeur général,



Laurence BROWAEYS  
Directrice de l'appui à la transformation  
et de l'accompagnement



ARRETE N° ARS-PDL/DOSA/ASP/74/2020/49

portant modification de l'autorisation administrative de fonctionnement  
d'un laboratoire de biologie médicale

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 6222-2, L.6222-5, L.6223-4 et D6221-24 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLÉ, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

Vu la décision n° ARS-PDL/DG/2020/034 du 30 octobre 2020 portant désignation de Madame Elodie PERIBOIS en qualité de directrice par intérim de la direction de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie (DOSA) ;

Vu l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2020-048 du 30 octobre 2020, portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie, et à plusieurs de ses collaborateurs ;

Considérant l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/ASP/A-03/2020/49 du 17 janvier 2020 portant autorisation administrative de fonctionnement délivrée par le directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire à la SELAS « LABOUEST » ;

Considérant la demande d'autorisation administrative adressée par la SELAS « LABOUEST », par l'intermédiaire de la SELARL AVODIRE, avocats, en vue d'ouvrir un nouveau site, ouvert au public, situé 10 rue de la Loire à MAUGES-SUR-LOIRE (49620) et concomitamment de fermer le site ouvert au public situé 4 boulevard Bessonneau à ANGERS (49100).

Considérant que cette demande a été enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, le 19 octobre 2020 ;

Considérant que les conseils compétents de l'ordre des médecins et des pharmaciens ont été informés de l'opération envisagée ;

Considérant que l'opération envisagée est conforme aux dispositions du code de la santé publique et aux dispositions transitoires et finales de l'ordonnance du 13 janvier 2010 ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SELAS « LABOUEST » est autorisée à ouvrir un nouveau site, ouvert au public, situé 10 rue de la Loire à MAUGES SUR LOIRE (49620) et, concomitamment, fermer le site ouvert au public situé 4 boulevard Bessonneau à ANGERS (49100).

**ARTICLE 2** : A compter du 29 mars 2021, le laboratoire de biologie médicale « LABOUEST » est autorisé à fonctionner dans les conditions et sur les sites mentionnés dans l'état récapitulatif de situation annexé au présent arrêté.



**ARTICLE 3** : Le fichier national des établissements sanitaires et sociaux sera modifié en conséquence.

**ARTICLE 4** : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire de biologie médicale ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière doivent faire l'objet d'une déclaration au Directeur général de l'Agence Régionale de la Santé Pays de la Loire.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 6** : La Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le 18 décembre 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de  
santé Pays de la Loire,  
La Directrice par intérim de l'offre de santé et en  
faveur de l'autonomie



**Elodie PERIBOIS**



## ARRETE

N° ARS-PDL/DOSA/PPA/ 32 -2020/49  
N° CD 49/DGA DSS/DOAA/PA N°

**fixant la programmation prévisionnelle pour la période de 2021 à 2025  
des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens des Etablissements  
et Services Médico-Sociaux de Maine-et-Loire accueillant des Personnes Agées**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DES PAYS DE LA LOIRE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE**

**Vu** le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L313-11, L313-12 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de sécurité sociale pour 2016, notamment l'article 75 ;

**Vu** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la Société au vieillissement, et notamment l'article 58 ;

**Vu** la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017, notamment l'article 89-I.5 ;

**Vu** la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, notamment l'article 70 ;

**Vu** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

**Vu** le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean Jacques COIPLÉT, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire ;

**SUR** proposition du Directeur de l'Offre de Santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé ;

**SUR** proposition du Directeur général des services départementaux ;

## ARRETEMENT

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Le présent arrêté abroge l'arrêté N°ARS-PDL/DOSA/PPA-PPH/07-2020/49 et CD49/DGA DSS/DOAA/PA N°2020 du 23/01/2020.

### **Article 2** :

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), les résidences autonomie (RA), les accueils de jour et les hébergements temporaires autonomes (AJA/HTA) ainsi que les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) feront l'objet d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu dans les conditions prévues à l'article L313-11 du CASF ou au IV ter de l'article L313-12.

### **Article 3** :

La liste annexée au présent arrêté précise l'identification des organismes gestionnaires gérant des établissements et services accueillant des personnes âgées concernés par un CPOM, ainsi que l'année prévisionnelle de signature du CPOM.

### **Article 4** :

Cette programmation pourra faire l'objet d'une révision annuelle.

### **Article 5** :

Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 NANTES Cedex 01, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **Article 6** :

Le Directeur de l'Offre de Santé et en faveur de l'Autonomie et le Président du Conseil Départemental du Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Pays de la Loire et du département du Maine-et-Loire.

Fait à Nantes, le **21 DEC. 2020**

Pour le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation

  
Jean-Jacques COIPLLET

Le Président du Conseil Départemental  
de Maine-et-Loire

  
Christian GILLET



## PROGRAMME 2021 :

| FINESS juridique | ORGANISME GESTIONNAIRE                 | FINESS géo.   | ESMS inclus dans le périmètre du CPOM  | COMMUNE   |
|------------------|--|---|--|---|
| 490001377        | ASS ANGEVINE BIENFAISANCE              | 490002797   | EHPAD LA BUISSAIE  | MURS ERIGNE   |
| 490017084        | ASSOCIATION AU FIL DE L'AGE            | 490017092   | AJ autonome AU FIL DE L'AGE  | OREE D'ANJOU  |
| 490536588        | ASSOCIATION LA ROSSIGNOLERIE           | 490019676   | EHPAD MARCEL LEBRETON  | ANGERS  |
| 490535663        | ASSOCIATION SOINS SANTE                | 490532108<br>490016862  | SSIAD SOINS SANTE<br>AJ SOINS SANTE  | ANGERS<br>TIERCE  |
| 490535093        | ASSOCIATION LES CAPUCINS               | 490536562   | EHPAD LES CAPUCINS   | ANGERS  |
| 490534740        | CCAS SAUMUR                            | 490002904<br>490004009  | EHPAD LA SAGESSE<br>RA FOYER CLAIR SOLEIL  | SAUMUR<br>SAUMUR  |
| 490000395        | CH DE LA CORNICHE ANGEVINE             | 490536083<br>490002318  | EHPAD CH DE LA CORNICHE ANGEVINE<br>EHPAD CH DE LA CORNICHE ANGEVINE   | CHALONNES SUR LOIRE<br>ROCHEFORT SUR LOIRE  |
| 490007689        | CH INTERCOMMUNAL LYS HYROME            | 490536133<br>490002425  | EHPAD CHI LYS HYROME<br>EHPAD CHI LYS HYROME   | CHEMILLE EN ANJOU<br>LYS HAUT LAYON   |
| 490000429        | CH LAYON-AUBANCE                       | 490536166<br>490002102<br>490008141<br>490002391              | EHPAD CH LAYON-AUBANCE<br>EHPAD CH LAYON AUBANCE<br>EHPAD CH LAYON-AUBANCE<br>EHPAD CH LAYON-AUBANCE                                     | TERRANJOU<br>BRISSAC LOIRE AUBANCE<br>BELLEVIGNE EN LAYON<br>BELLEVIGNE EN LAYON  |
| 490000783        | EHPAD JARDIN DES MAGNOLIAS             | 490000858<br>490541687  | EHPAD JARDIN DES MAGNOLIAS<br>SSIAD MAULEVRIER   | MAULEVRIER<br>MAULEVRIER  |
| 490015765        | ETABLISSEMENT DE SANTÉ BAUGEOIS VALLEE | 490536059<br>490536067<br>490002235<br>490002227<br>490538865 | EHPAD ES BAUGEOIS VALLEE<br>EHPAD ES BAUGEOIS VALLEE<br>EHPAD ES BAUGEOIS VALLEE<br>EHPAD ES BAUGEOIS VALLEE<br>SSIAD ES BAUGEOIS VALLEE | BAUGE EN ANJOU<br>BEAUFORT EN ANJOU<br>LA MENITRE<br>MAZE MILON<br>BAUGE EN ANJOU |
| 490001666        | LES PETITES SOEURS DES PAUVRES         | 490003688   | EHPAD MA MAISON  | ANGERS  |
| 490001211        | LES RESIDENCES BOCAGE D'ANJOU          | 490002417<br>490002086<br>490002193                           | EHPAD LES RESIDENCES BOCAGE D'ANJOU<br>EHPAD LES RESIDENCES BOCAGE D'ANJOU<br>EHPAD LES RESIDENCES BOCAGE D'ANJOU                        | ERDRE EN ANJOU<br>BECON LES GRANITS<br>LE LION D'ANGERS                           |
| 490017043        | RELAIS ET PRESENCE                     | 490017050   | AJ autonome RELAIS ET PRESENCE   | CHOLET  |
| 490001153        | RESIDENCE DES SOURCES                  | 490002342   | EHPAD RESIDENCE DES SOURCES  | SEVREMOINE  |

## PROGRAMME 2022 :

| FINESS juridique | ORGANISME GESTIONNAIRE                 | FINESS géo.   | ESMS inclus dans le périmètre du CPOM   | COMMUNE   |
|------------------|--|---|---|---|
| 490535218        | ANJOU SOINS SERVICES ACCOMPAGNEMENT    | 490541679<br>490537594  | SPASAD A2S<br>SSIAD SANTE LOIRE VALLEE DE L'AUTHION   | ANGERS<br>LONGUE JUMELLES   |
| 490001468        | ASS AIDE SOCIALE AUX ANCIENS           | 490002920<br>490542669  | EHPAD LA BLANCHINE<br>SSIAD LA BLANCHINE  | LA TESSOUALLE<br>LA TESSOUALLE  |
| 490000080        | ASS AU FIL DU TEMPS EN EVRE ET PLAINE  | 490000056   | EHPAD BEL AIR   | MAUGES SUR LOIRE  |
| 490001492        | ASS D'AIDE SOCIALE AUX ANCIENS         | 490002953   | EHPAD ST JOSEPH   | BEAUPREAU EN MAUGES   |
| 490018587        | ASS DE GESTION DES MR ST CHARLES       | 490007481<br>490003720  | EHPAD SAINT CHARLES<br>EHPAD SAINT CHARLES EPIRÉ  | ANGERS<br>BOUCHEMAINE   |
| 490017357        | ASS FRANCOISE D'ANDIGNE                | 490541497   | EHPAD FRANÇOISE D'ANDIGNE   | MAUGES SUR LOIRE  |
| 490541174        | ASS GESTION MR ST JOSEPH               | 490003761   | EHPAD SAINT JOSEPH  | JARZE VILLAGES  |
| 490001393        | ASSOC MAISON DE RETRAITE               | 490002813   | EHPAD SAINTE CLAIRE   | SEGRE EN ANJOU BLEU   |
| 490536919        | ASS SOINS MAINTIEN A DOMICILE          | 490532074   | SSIAD SOINS ET MAINTIEN A DOMICILE  | CHOLET  |
| 490534997        | ASSOCIATION CENTRE SOINS NORD SEGREEN  | 490532058   | SSIAD NORD-OUEST SEGREEN  | OMBREE D'ANJOU  |
| 490001690        | ASSOCIATION DU PRIEURE                 | 490003795   | EHPAD LE PRIEURE  | MONTILLIERS   |
| 490544236        | ASSOCIATION LE BOCAGE                  | 490544244   | SSIAD LE BOCAGE   | VAL D'ERDRE AUXENCE   |
| 490012184        | ASSOCIATION SANTE SERVICES CHOLETAIS   | 490532041   | SSIAD SANTE SERVICES CHOLETAIS  | CHOLET  |
| 490004488        | ASSOCIATION SSIAD LOIRE ET MAUGES      | 490541075   | SSIAD LOIRE ET MAUGES   | MAUGES SUR LOIRE  |
| 490543006        | ASSOCIATION VAL DE MOINE               | 490543014   | SSIAD VAL DE MOINE  | SEVREMOINE  |
| 490019825        | CCAS BEAUPREAU                         | 490015583   | SSIAD DU CENTRE MAUGES  | BEAUPREAU EN MAUGES   |
| 490536646        | CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE         | 490530896   | EHPAD LE CLAIR LOGIS  | SEVREMOINE  |
| 490000411        | CENTRE HOSPITALIER LUCIEN BOISSIN      | 490536158   | EHPAD CH LUCIEN BOISSIN   | LONGUE JUMELLES   |
| 440000313        | CH CHATEAUBRIANT NOZAY POUANCE (44-49) | 440021368<br>440018133<br>440047629<br>440021327<br>490536174<br>490011517<br>490012192 | EHPAD CH CHATEAUBRIANT<br>EHPAD CH CHATEAUBRIANT<br>EHPAD CH CHATEAUBRIANT<br>EHPAD CH NOZAY<br>EHPAD CH THIERRY DE LANGERAYE<br>EHPAD CH POUANCE<br>SSIAD CH POUANCE | CHATEAUBRIANT<br>CHATEAUBRIANT<br>CHATEAUBRIANT<br>NOZAY<br>OMBRE D'ANJOU<br>OMBRE D'ANJOU<br>OMBRE D'ANJOU |
| 490001179        | EHPAD LE BOURG JOLY                    | 490002367   | EHPAD LE BOURG JOLY   | LOIRE AUTHION   |
| 490020161        | EHPAD RESIDENCES LES CHENES DU BELLAY  | 490002136<br>490002201  | EHPAD LES CHENES DU BELLAY<br>EHPAD LES CHENES DU BELLAY  | DRAIN/ OREE D'ANJOU<br>LIRE/ OREE D'ANJOU   |
| 490001088        | EHPAD PUBLIQUE DE MORANNES             | 490002276   | EHPAD LES BORDS DE SARTHE   | MORANNES SUR SARTHE<br>DAUMERAY   |
| 490003704        | RESIDENCE SAINTE ANNE SAS              | 490538832   | EHPAD SAINTE ANNE   | SAUMUR  |



|                        |                               |                        |  |                       |
|------------------------|-------------------------------|------------------------|--|-----------------------|
| 490000981              | RESIDENCES LES HAUTS DE MAINE | 490002151<br>490002169 | EHPAD RESIDENCE LES HAUTS DE MAINE<br>EHPAD RESIDENCE LES HAUTS DE MAINE | ECOULANT FENEU        |
| 490004579<br>490003670 | SA EMERA 49                   | 490542792<br>490538576 | EHPAD LA RETRAITE<br>EHPAD LAC DE MAINE                                  | ANGERS<br>BOUCHEMAINE |

## PROGRAMME 2023 :

| FINESS juridique | ORGANISME GESTIONNAIRE                | FINESS géo.                         | ESMS inclus dans le périmètre du CPOM                                      | COMMUNE  |
|------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--|--|
| 490001658        | ASS CONGREGATION LES AUGUSTINES       | 490003662                           | EHPAD LES AUGUSTINES   | ANGERS   |
| 490001443        | ASS DE BIENFAISANCE                   | 490002896                           | EHPAD DU LATTAY  | VAL DU LAYON                                     |
| 490535721        | ASS. SOEURS AINEES JEANNE DELANOUE    | 490007432                           | EHPAD SOEURS AINEES J DELANOUE   | SAUMUR   |
| 490001310        | ASSOCIATION NAZARETH                  | 490002730                           | EHPAD NAZARETH   | CHOLET   |
| 490016359        | ASSOCIATION SAINTE MARIE DES BUIS     | 490002052                           | EHPAD SAINTE MARIE   | SEVREMOINE                                       |
| 490534732        | CCAS ANGERS                           | 490541117<br>490003837              | EHPAD CESAR GEOFFRAY<br>EHPAD GASTON BIRGE                                 | ANGERS<br>ANGERS                                 |
| 490000403        | CH DOUÉ EN ANJOU                      | 490536141<br>490002284<br>490541695 | EHPAD CH DOUE EN ANJOU<br>EHPAD CH DOUE EN ANJOU<br>SSIAD CH DOUE EN ANJOU | DOUE EN ANJOU<br>LYS HAUT LAYON<br>DOUE EN ANJOU |
| 490015757        | CIAS ALLONNES                         | 490008786                           | EHPAD LE BOIS CLAIRAY  | ALLONNES   |
| 490001104        | EHPAD LES CORDELIERES                 | 490002292                           | EHPAD LES CORDELIERES  | LES PONTS DE CE                                  |
| 490001229        | EHPAD LES TROENES                     | 490002433                           | EHPAD LES TROENES  | MONTREVAULT SUR EVRE                             |
| 920028560        | FONDATION PARTAGE ET VIE              | 490007515                           | EHPAD SAINT FRANCOIS   | ANGERS   |
| 490020468        | POLE LIGERIE LES MONCELLIERES (44-49) | 440002087<br>490020476              | EHPAD LES RIVES DE L'AUXENCE<br>EHPAD LES MONCELLIERES                     | LOIREAUXENCE<br>INGRANDES - LE FRESNE<br>S/LOIRE |

PROGRAMME 2024 :

| FINESS juridique | ORGANISME GESTIONNAIRE            | FINESS géo.                         | ESMS inclus dans le périmètre du CPOM   | COMMUNE   |
|------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|---|---|
| 490001484        | ACAOAB                            | 490002854<br>490002946              | EHPAD DE SEVRET<br>EHPAD SAINTE ANNE  | CHEMILLE EN ANJOU<br>TIERCE                                 |
| 490001385        | ASS ENTRAIDE AUX PERS AGEES       | 490002805                           | EHPAD CLAIREFONTAINE  | NOYANT VILLAGES   |
| 490001476        | ASSOCIATION DE BIENFAISANCE       | 490002938                           | EHPAD L'AIR DU TEMPS  | SEVREMOINE  |
| 490017761        | ASSOCIATION EHPAD VIVRE ENSEMBLE  | 490002862<br>490003787<br>490007424 | EHPAD VIVRE ENSEMBLE – REGINA MUNDI<br>EHPAD VIVRE ENSEMBLE – L'ANGEVINIERE<br>EHPAD VIVRE ENSEMBLE – ROSE GIET | CHEMILLE EN ANJOU<br>CHEMILLE EN ANJOU<br>CHEMILLE EN ANJOU |
| 490009339        | ASSOCIATION MARIE BERNARD         | 490007440                           | EHPAD MARIE BERNARD   | SEVREMOINE  |
| 490001336        | ASSOCIATION SAINT-VETERIN         | 490002755                           | EHPAD SAINT VETERIN   | GENNES VAL DE LOIRE   |
| 490541190        | CCAS SOMLOIRE                     | 490541208                           | EHPAD L'EPINETTE  | SOMLOIRE  |
| 490542958        | CCAS VERNANTES                    | 490540481                           | EHPAD DES DEUX CLOCHERS   | VERNANTES   |
| 490001864        | EHPAD LES FONTAINES               | 490530987                           | EHPAD LES FONTAINES   | CHEMILLE EN ANJOU   |
| 490000932        | EHPAD LES HAUTS DU CHATEAU        | 490002110                           | EHPAD LES HAUTS DU CHATEAU  | CHAMPTOCE SUR LOIRE   |
| 490001237        | EHPAD LES PLAINES                 | 490002458                           | EHPAD LES PLAINES   | TRELAZE   |
| 490000833        | EHPAD LES FONTAINES               | 490000866                           | EHPAD LES FONTAINES   | LES HAUTS D'ANJOU   |
| 490007820        | EHPAD MR SAINT SAUVEUR            | 490538840                           | EHPAD LE CERCLE DES AINES ANGERS  | ANGERS  |
| 590019568        | OMEG AGE GESTION                  | 490003928                           | EHPAD THARREAU  | CHOLET  |
| 490001674        | SAS LES JARDINS D'IROISE DE BRION | 490003696                           | EHPAD LES JARDINS D'IROISE DE BRION - LES BLOUINES  | LES BOIS D'ANJOU  |
| 490008331        | SIVM CANTON SUD SAUMUR            | 490542644                           | EHPAD ALIENOR D'AQUITAINE   | FONTEVRAUD L'ABBAYE   |
| 490535713        | UNION FAMILIALE VICTIMES GUERRE   | 490536471                           | EHPAD JEANSON   | ANGERS  |

PROGRAMME 2025 :

| FINESS juridique | ORGANISME GESTIONNAIRE               | FINESS géo.                                      | ESMS inclus dans le périmètre du CPOM   | COMMUNE                                   |
|------------------|--------------------------------------|--|---|---|
| 490001252        | ARMAF MAISON RETRAITE                | 490002532  | EHPAD LE COTEAU   | MONTREVAULT SUR EVRE                      |
| 490018488        | CIAS DU CHOLETAIS                    | 490536547<br>490017480<br>490004249<br>490016565 | EHPAD LA CORMETIERE<br>EHPAD VAL de MOINE<br>EHPAD LE VAL D'EVRE<br>AJ autonome LES MAGNOLIAS | CHOLET<br>CHOLET<br>TREMONTINES<br>CHOLET |
| 490020088        | GCSMS MAUGES DIVATTE                 | 490002763  | EHPAD D'OREE  | OREE D'ANJOU                              |
| 490534823        | NOTRE DAME DE CHARITE DU BON PASTEUR | 490007473  | EHPAD EUPHRASIE PELLETIER   | ANGERS                                    |
| 330050899        | SAS COLISEE PATRIMOINE GROUP (49)    | 490003647  | EHPAD IASO  | LOIRE AUTHION                             |



**DECISION**

fixant le montant des dotations globales 2020  
des établissements accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques  
relevant d'un financement assurance maladie

**Le Directeur Général de l'Agence  
Régionale de Santé des Pays-de-la-Loire**

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

VU la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 ;

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 22 septembre 2017 nommant Monsieur Jean-Jacques COIPLÉ directeur général de l'ARS des Pays-de-la-Loire, à compter du 1er octobre 2017 ;

VU l'arrêté du 29 mai 2019 fixant pour l'année 2019 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 7 juillet 2020, paru au JO le 5 septembre 2020, fixant pour 2020 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'instruction interministérielle N° DGCS/SD1A/SD5C/DGS/SP2/SP3/DSS/1A/2020/106 du 21 juillet 2020 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2020 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques: appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et « Un chez soi d'abord »;

VU les arrêtés délivrant les autorisations de fonctionnement des établissements concernés ;

VU les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) conclus entre l'ARS des Pays de la Loire et les CSAPA ambulatoires de la région Pays de la Loire pour la période 2019-2022, avec une mise en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

VU le rapport d'orientations budgétaires du 23 octobre 2020 élaboré par l'agence régionale de santé au titre de l'exercice 2020 ;

VU les propositions budgétaires, les demandes de modifications, les dotations globales de financement 2020 notifiées aux associations et établissements concernés ;

## DECIDE

**Article 1 :** Les dotations globales de financement des établissements accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques financés par crédits d'assurance maladie sont fixées comme suit pour l'année 2020 :

| Raison sociale organisme gestionnaire    | FINESS    | Raison sociale                               | Dotation globale 2020 |
|--|-----------|--|-----------------------|
| ASSOCIATION LES APSYADES                 | 440051449 | CSAPA APSYADES NANTES                        | 2 482 068 €           |
| CHU NANTES                               | 440030526 | CSAPA CHU NANTES                             | 457 649 €             |
| ASSOCIATION OPPELIA                      | 440030013 | CSAPA LA ROSE DES VENTS ST NAZAIRE           | 1 491 446 €           |
| ASSOCIATION OPPELIA                      | 440012011 | CSAPA LE TRIANGLE NANTES                     | 1 350 656 €           |
| ASSOC LIGERIEENNE D'ADDICTOLOGIE         | 490537248 | CSAPA ALIA                                   | 3 782 579 €           |
| CENTRE HOSPITALIER DE LAVAL              | 530007236 | CSAPA CH LAVAL                               | 1 692 844 €           |
| ASSOCIATION HYGIENE SOCIALE DE LA SARTHE | 720015791 | CSAPA AHSS                                   | 952 369 €             |
| ASSOCIATION MONTJOIE                     | 720008275 | CSAPA MONTJOIE                               | 957 361 €             |
| ASSOCIATION MONTJOIE                     | 530007343 | CSAPA Hébergement "Communauté thérapeutique" | 1 117 282 €           |
| ASSOC NATIONALE PREVENTION ALCOOLISME    | 850009580 | CSAPA ANPAA LA ROCHE SUR YON                 | 965 554 €             |
| ASSOCIATION EVEA-LA METAIRIE             | 850020918 | CSAPA LA METAIRIE LA ROCHE-SUR-YON           | 1 041 161 €           |
| ASSOCIATION OPPELIA                      | 440046084 | CAARUD L'ACOTHE NANTES                       | 590 876 €             |
| ASSOCIATION OPPELIA                      | 440046076 | CAARUD LA ROSE DES VENTS ST NAZAIRE          | 243 518 €             |
| ASSOC LIGERIEENNE D'ADDICTOLOGIE         | 490015799 | CAARUD ALIA                                  | 324 306 €             |
| ASSOCIATION AIDES                        | 530007483 | CAARUD AIDES LAVAL                           | 188 065 €             |
| ASSOCIATION MONTJOIE                     | 720017714 | CAARUD MONTJOIE                              | 221 694 €             |
| ASSOCIATION AIDES                        | 850010869 | CAARUD AIDES LA ROCHE SUR YON                | 285 329 €             |
| ASSOCIATION AURORE                       | 440046167 | ACT ENTRACT NANTES                           | 707 381 €             |
| ASSOCIATION MONTJOIE                     | 440029049 | ACT LOGIS 44 NANTES                          | 720 212 €             |
| ASSOCIATION MONTJOIE                     | 490019718 | ACT LOGIS MONTJOIE 49                        | 460 603 €             |
| ASSOCIATION LES DEUX RIVES               | 530008887 | ACT LES DEUX RIVES                           | 570 247 €             |
| ASSOCIATION MONTJOIE                     | 720018621 | ACT 72 MONTJOIE                              | 699 564 €             |
| ASSOCIATION PASSERELLES                  | 850025784 | ACT PASSERELLES                              | 586 509 €             |
| ASSOCIATION SAINT BENOIT LABRE           | 440046704 | LITS HALTE SOINS SANTE SAINT YVES            | 835 215 €             |
| ASSOCIATION ANEF-FERRER                  | 440053163 | LITS HALTE SOINS SANTE ANEF-FERRER           | 706 564 €             |
| ASSOC TARMAC                             | 720017847 | LITS HALTE SOINS SANTE ACCUEIL CENOMAN       | 753 243 €             |
| ASSOCIATION PASSERELLES                  | 850018292 | LHSS LA PASSERELLE LA ROCHE SUR YON          | 645 207 €             |
| ASSOCIATION France Horizon               | 490021250 | LHSS France Horizon                          | 28 286 €              |
| ASSOCIATION ST BENOIT LABRE              | 440054062 | LITS D'ACCUEIL MEDICALISE ST BENOIT LABRE    | 1 641 548 €           |
| ASSOCIATION France Horizon               | 490021268 | LITS D'ACCUEIL MEDICALISE                    | 903 444 €             |
| GCSMS UN CHEZ SOI D'ABORD                | 440056331 | ACT UN CHEZ SOI D'ABORD                      | 298 164 €             |
|  |           | TOTAL  | 27 700 944 €          |

**Article 2 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Greffé du TITSS-Cour administrative d'appel de Nantes-2 Place de l'Edit de Nantes-BP 18 529 - 44 185 Nantes cedex 4) dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 3 :** En application des dispositions de l'article R 314-36 du code susvisé, les dotations globales de fonctionnement fixées aux articles 1 et 2 de la présente décision seront publiées au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

**Article 4 :** Le directeur général de l'ARS Pays de la Loire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nantes, le **21 DEC. 2020**  
Pour le directeur général de l'Agence  
Régionale de Santé des Pays de la Loire

**Armelle TROHEL**  
Adjointe au Responsable du département  
« Parcours des personnes en situation de Handicap »  
Direction de l'Offre de Santé et en faveur  
de l'Autonomie



ARS-PDL/DOSA/DPPA/028/2020-44

CD44/DAUT/OMS/PA/2020 n°24

ARRÊTÉ modificatif portant renouvellement d'autorisation de  
l'EHPAD Saint Gabriel à THOUARÉ SUR LOIRE  
géré par l'Association Saint Gabriel à THOUARÉ SUR LOIRE

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DES PAYS DE LA LOIRE**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LOIRE-ATLANTIQUE**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;

**CONSIDERANT** que l'EHPAD a été autorisé conjointement le 28/10/2004 ;

**CONSIDERANT** les résultats positifs de l'évaluation externe prévue par l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**SUR** proposition du Directeur de l'Offre de Santé et en faveur de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé ;

**SUR** demande expresse du Directeur Général des services départementaux ;

## **ARRETEMENT**

**Article 1 :** l'arrêté ARS-PDL/DOSA/DPPA/021/2020-44 et CD44/DAUT/OMS/PA/2020 n° 5 du 29 septembre 2020 est modifié en son article 3.

Le renouvellement d'autorisation a été accordé au gestionnaire de l'établissement mentionné à l'article 3 du présent arrêté pour une durée de quinze ans à compter du 29/10/2019 pour la capacité de :

- 80 places d'hébergement permanent

**Article 2 :** la présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour l'ensemble des places.

**Article 3 :** les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| <b>N° FINESS entité juridique</b> | 440044477   |
| Dénomination                      | Association St Gabriel                                      |
| Adresse                           | La Hillière - 1 rue de la Pamprie - 44470 THOUARÉ SUR LOIRE |
| Statut juridique                  | 60  |
| Numéro SIREN                      | 440626471   |

|                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| <b>N° FINESS entité géographique</b> | 440044485   |
| Dénomination                         | EHPAD Saint Gabriel   |
| Adresse                              | La Hillière - 1 rue de la Pamprie – 44470 THOUARÉ SUR LOIRE |
| code catégorie établissement         | 500   |
| Numéro SIRET                         | 44062647100013  |
| mode fixation des tarifs             | 45  |

**Hébergement permanent personnes âgées dépendantes**

|                              |           |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 924       |
| code mode de fonctionnement  | 11        |
| code clientèle               | 711       |
| capacité autorisée           | 51 places |

**Hébergement permanent Alzheimer**

|                              |           |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 924       |
| code mode de fonctionnement  | 11        |
| code clientèle               | 436       |
| capacité autorisée           | 29 places |

**Article 4** : tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités administratives compétentes selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 5** : dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet :

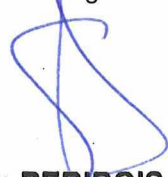
- d'un recours gracieux auprès des services de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Départemental de Loire-Atlantique,
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et de façon concomitante, auprès du Président du conseil départemental de Loire-Atlantique,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES – 6, allée de l'île Gloriette - CS 24111 44041 NANTES Cedex.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 6** : le Directeur de l'Offre de Santé et en faveur de l'Autonomie, le Directeur général des services du Département de Loire-Atlantique et le président de l'organisme gestionnaire de l'établissement concerné, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire et de la préfecture de Loire-Atlantique ainsi qu'au recueil des actes administratifs du Conseil Départemental de Loire-Atlantique.

Fait le **21 DEC. 2020**

Pour le Directeur Général de l'Agence  
Régionale de Santé  
et par délégation



**Elodie PERIBOIS**  
**Directrice Adjointe**  
Direction de l'Offre de Santé  
et en faveur de l'Autonomie

Pour le Président du conseil départemental  
La Directrice autonomie



Marie-Eve MOSSET

**ARRETE**  
**N° ARS-PDL/DOSA/681/2020**

**relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins pour la profession de médecin**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DES PAYS DE LA LOIRE**

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 632-6 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-14-1 et L.162-32-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1511-8 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 151 ter ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment son article 158 ;

Vu le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 modifié fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire - M. COIPLLET (Jean-Jacques)

Vu l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux dispositions applicables à la détermination des zones prévues à l'article L.1434-7 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'Assurance Maladie signée le 25 août 2016 ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2017 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique

Vu l'avis de la Commission Régionale Paritaire Médecin recueilli en date du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Vu l'avis de l'Union Régionale des Professionnels de Santé Médecins en date du 20 novembre 2020.

Vu l'avis des membres de la CRSA recueilli en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020.

Vu l'ensemble des avis recueillis à l'issue de la période de concertation ;

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Conformément à l'annexe « II - Détermination des seuils d'identification des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins » de l'arrêté du 13 novembre 2017 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, la liste des territoires de vie-santé définis en zones d'intervention prioritaire figure en annexe 1 du présent arrêté.

### ARTICLE 2 :

Conformément à l'annexe « II - Détermination des seuils d'identification des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins » de l'arrêté du 13 novembre 2017 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, la liste des territoires de vie-santé définis en zones d'actions complémentaires figure en annexe 2 du présent arrêté.

### ARTICLE 3 :

Conformément à l'annexe « III - La maille applicable » de l'arrêté du 13 novembre 2017 relatif à la méthodologie applicable à la profession de médecin pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique, lorsqu'une commune nouvelle est créée à partir de communes implantées dans plusieurs territoires de vie-santé distincts, elle est rattachée au territoire de vie-santé de la commune dont elle reprend le code commune.

### ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES cedex 2) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette - 44041 NANTES CEDEX 01).

Ces recours ne suspendent pas l'application du présent arrêté.



**ARTICLE 6 :**

Le Directeur Général Adjoint et la Directrice, par intérim, de l'Offre de Soins en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le

**23 DEC. 2020**

Le directeur général de l'Agence  
Régionale de Santé des Pays de la Loire  
Jean-Jacques COIPLÉ



**Annexe 1 : Liste des communes, territoires de vie-santé et quartiers politique de la ville identifiés en zones d'intervention prioritaire**

| Département | Commune                   | × È commu<br>ne | Territoire de vie-santé | Code territoire de<br>vie-santé |
|-------------|---------------------------|-----------------|-------------------------|---------------------------------|
| 44          | Avessac                   | 44007           | Redon                   | 35236                           |
| 44          | Bonnoeuvre                | 44017           | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180                           |
| 44          | Châteaubriant             | 44036           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Conquereuil               | 44044           | Guémené-Penfao          | 44067                           |
| 44          | Derval                    | 44051           | Derval                  | 44051                           |
| 44          | Erbray                    | 44054           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Fégréac                   | 44057           | Redon                   | 35236                           |
| 44          | Fercé                     | 44058           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Grand-Auverné             | 44065           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Guémené-Penfao            | 44067           | Guémené-Penfao          | 44067                           |
| 44          | Issé                      | 44075           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Jans                      | 44076           | Derval                  | 44051                           |
| 44          | Juigné-des-Moutiers       | 44078           | Pouancé                 | 49248                           |
| 44          | La Chapelle-Glain         | 44031           | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180                           |
| 44          | La Meilleraye-de-Bretagne | 44095           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Le Pin                    | 44124           | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180                           |
| 44          | Louisfert                 | 44085           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Lusanger                  | 44086           | Derval                  | 44051                           |
| 44          | Massérac                  | 44092           | Guémené-Penfao          | 44067                           |
| 44          | Maumusson                 | 44093           | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180                           |
| 44          | Moisdon-la-Rivière        | 44099           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Mouais                    | 44105           | Derval                  | 44051                           |
| 44          | Noyal-sur-Brutz           | 44112           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Petit-Auverné             | 44121           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Pierric                   | 44123           | Derval                  | 44051                           |
| 44          | Plessé                    | 44128           | Guémené-Penfao          | 44067                           |
| 44          | Rougé                     | 44146           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Ruffigné                  | 44148           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Saint-Aubin-des-Châteaux  | 44153           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Saint-Julien-de-Vouvantes | 44170           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Saint-Mars-la-Jaille      | 44180           | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180                           |
| 44          | Saint-Nicolas-de-Redon    | 44185           | Redon                   | 35236                           |
| 44          | Saint-Sulpice-des-Landes  | 44191           | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180                           |
| 44          | Saint-Vincent-des-Landes  | 44193           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Sion-les-Mines            | 44197           | Derval                  | 44051                           |
| 44          | Soudan                    | 44199           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Soulvache                 | 44200           | Châteaubriant           | 44036                           |
| 44          | Villepot                  | 44218           | Pouancé                 | 49248                           |
| 44          | Vritz                     | 44219           | Candé                   | 49054                           |
| 49          | Allonnes                  | 49002           | Bourgueil               | 37031                           |

|    |   |       |                         |       |
|----|---|-------|-------------------------|-------|
| 49 | Angrie  | 49008 | Candé                   | 49054 |
| 49 | Armaillé  | 49010 | Pouancé                 | 49248 |
| 49 | Brain-sur-Allonnes                                | 49041 | Bourgueil               | 37031 |
| 49 | Candé   | 49054 | Candé                   | 49054 |
| 49 | Carbay  | 49056 | Pouancé                 | 49248 |
| 49 | Cernusson   | 49057 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Challain-la-Potherie                              | 49061 | Candé                   | 49054 |
| 49 | Chanteloup-les-Bois                               | 49070 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Cizay-la-Madeleine                                | 49100 | Doué-la-Fontaine        | 49125 |
| 49 | Cléré-sur-Layon                                   | 49102 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Coron   | 49109 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Courléon  | 49114 | Bourgueil               | 37031 |
| 49 | Dénezé-sous-Doué                                  | 49121 | Doué-la-Fontaine        | 49125 |
| 49 | Doué-en-Anjou                                     | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49125 |
| 49 | Freigné   | 49144 | Saint-Mars-la-Jaille    | 44180 |
| 49 | La Breille-les-Pins                               | 49045 | Bourgueil               | 37031 |
| 49 | La Pellerine                                      | 49237 | Noyant                  | 49228 |
| 49 | La Plaine   | 49240 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Les Cerqueux                                      | 49058 | Mauléon                 | 79079 |
| 49 | Loiré   | 49178 | Candé                   | 49054 |
| 49 | Louresse-Rochemenier                              | 49182 | Doué-la-Fontaine        | 49125 |
| 49 | Lys-Haut-Layon                                    | 49373 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Maulévrier  | 49192 | Mauléon                 | 79079 |
| 49 | Montilliers                                       | 49211 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Montrevault-sur-Èvre                              | 49218 | Saint-Pierre-Montlimart | 49313 |
| 49 | Noyant-Villages                                   | 49228 | Noyant                  | 49228 |
| 49 | Ombree d'Anjou                                    | 49248 | Pouancé                 | 49248 |
| 49 | Passavant-sur-Layon                               | 49236 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Saint-Macaire-du-Bois                             | 49302 | Doué-la-Fontaine        | 49125 |
| 49 | Saint-Paul-du-Bois                                | 49310 | Vihiers                 | 49373 |
| 49 | Quartier Politique de la Ville (QPV)<br>de Saumur | 49328 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Somloire  | 49336 | Mauléon                 | 79079 |
| 49 | Tuffalun  | 49003 | Doué-la-Fontaine        | 49125 |
| 49 | Yzernay   | 49381 | Mauléon                 | 79079 |
| 53 | Ambrières-les-Vallées                             | 53003 | Ambrières-les-Vallées   | 53003 |
| 53 | Aron  | 53008 | Mayenne                 | 53147 |
| 53 | Assé-le-Bérenger                                  | 53010 | Évron                   | 53097 |
| 53 | Astillé   | 53011 | Cossé-le-Vivien         | 53077 |
| 53 | Averton   | 53013 | Villaines-la-Juhel      | 53271 |
| 53 | Bais  | 53016 | Évron                   | 53097 |
| 53 | Beaulieu-sur-Oudon                                | 53026 | Cossé-le-Vivien         | 53077 |
| 53 | Belgeard  | 53028 | Mayenne                 | 53147 |
| 53 | Blandouet-Saint Jean                              | 53228 | Évron                   | 53097 |
| 53 | Boulay-les-Ifs                                    | 53038 | Pré-en-Pail             | 53185 |

|    |                        |       |                       |       |
|----|------------------------|-------|-----------------------|-------|
| 53 | Brecé                  | 53042 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Brée                   | 53043 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Careilles              | 53047 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Chailland              | 53048 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Champéon               | 53051 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 |
| 53 | Champgenéteux          | 53053 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Chantrigné             | 53055 | Ambrières-les-Vallées | 53003 |
| 53 | Charchigné             | 53061 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Châtillon-sur-Colmont  | 53064 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Châtres-la-Forêt       | 53065 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Chevaigné-du-Maine     | 53069 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Colombiers-du-Plessis  | 53071 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Commer                 | 53072 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Contest                | 53074 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Cosmes                 | 53075 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Cossé-le-Vivien        | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Couesmes-Vaucé         | 53079 | Ambrières-les-Vallées | 53003 |
| 53 | Couptrain              | 53080 | Pré-en-Pail           | 53185 |
| 53 | Courbeville            | 53082 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Courcité               | 53083 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Crennes-sur-Fraubée    | 53085 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Désertines             | 53091 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Deux-Évailles          | 53092 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Ernée                  | 53096 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Évron                  | 53097 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Fougerolles-du-Plessis | 53100 | Louvigné-du-Désert    | 35162 |
| 53 | Gesnes                 | 53105 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Gesvres                | 53106 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Gorron                 | 53107 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Grazay                 | 53109 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Hambers                | 53113 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Hardanges              | 53114 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Hercé                  | 53115 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Izé                    | 53120 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Javron-les-Chapelles   | 53121 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Jublains               | 53122 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Juvigné                | 53123 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | La Bazoge-Montpinçon   | 53021 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | La Bazouge-des-Alleux  | 53023 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | La Chapelle-au-Riboul  | 53057 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | La Chapelle-Craonnaise | 53058 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | La Chapelle-Rainsouin  | 53059 | Évron                 | 53097 |
| 53 | La Croixille           | 53086 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | La Dorée               | 53093 | Louvigné-du-Désert    | 35162 |



|    |                             |       |                       |       |
|----|-----------------------------|-------|-----------------------|-------|
| 53 | La Haie-Traversaine         | 53111 | Ambrières-les-Vallées | 53003 |
| 53 | La Pallu                    | 53173 | Pré-en-Pail           | 53185 |
| 53 | La Pellerine                | 53177 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Landivy                     | 53125 | Louvigné-du-Désert    | 35162 |
| 53 | Larchamp                    | 53126 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Lassay-les-Châteaux         | 53127 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 |
| 53 | Le Ham                      | 53112 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Le Horps                    | 53116 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 |
| 53 | Le Housseau-Brétignolles    | 53118 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 |
| 53 | Le Pas                      | 53176 | Ambrières-les-Vallées | 53003 |
| 53 | Le Ribay                    | 53190 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Lesbois                     | 53131 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Levaré                      | 53132 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Lignières-Orgères           | 53133 | Pré-en-Pail           | 53185 |
| 53 | Livet                       | 53134 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Loupfougères                | 53139 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Marcillé-la-Ville           | 53144 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Martigné-sur-Mayenne        | 53146 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Mayenne                     | 53147 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Méral                       | 53151 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Mézangers                   | 53153 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Montaudin                   | 53154 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Montenay                    | 53155 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Montjean                    | 53158 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Montourtier                 | 53159 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Montreuil-Poulay            | 53160 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 |
| 53 | Montsûrs-Saint-Cénére       | 53161 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Moulay                      | 53162 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Neau                        | 53163 | Évron                 | 53097 |
| 53 | Neuilly-le-Vendin           | 53164 | Pré-en-Pail           | 53185 |
| 53 | Oisseau                     | 53170 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Parigné-sur-Braye           | 53174 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Peuton                      | 53178 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Placé                       | 53179 | Ernée                 | 53096 |
| 53 | Pontmain                    | 53181 | Louvigné-du-Désert    | 35162 |
| 53 | Pré-en-Pail-Saint-Samson    | 53185 | Pré-en-Pail           | 53185 |
| 53 | Quelaines-Saint-Gault       | 53186 | Cossé-le-Vivien       | 53077 |
| 53 | Rennes-en-Grenouilles       | 53189 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 |
| 53 | Saint-Aignan-de-Couptrain   | 53196 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Saint-Aubin-du-Désert       | 53198 | Villaines-la-Juhel    | 53271 |
| 53 | Saint-Aubin-Fosse-Louvain   | 53199 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Saint-Baudelle              | 53200 | Mayenne               | 53147 |
| 53 | Saint-Berthevin-la-Tannière | 53202 | Gorron                | 53107 |
| 53 | Saint-Calais-du-Désert      | 53204 | Pré-en-Pail           | 53185 |

|    |                             |       |                           |       |
|----|-----------------------------|-------|---------------------------|-------|
| 53 | Saint-Christophe-du-Luat    | 53207 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Cyr-en-Pail           | 53208 | Pré-en-Pail               | 53185 |
| 53 | Saint-Denis-de-Gastines     | 53211 | Ernée                     | 53096 |
| 53 | Sainte-Gemmes-le-Robert     | 53218 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Ellier-du-Maine       | 53213 | Louvigné-du-Désert        | 35162 |
| 53 | Sainte-Marie-du-Bois        | 53235 | Lassay-les-Châteaux       | 53127 |
| 53 | Saint-Erblon                | 53214 | Pouancé                   | 49248 |
| 53 | Sainte-Suzanne-et-Chammes   | 53255 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Fraimbault-de-Prières | 53216 | Mayenne                   | 53147 |
| 53 | Saint-Georges-Buttavent     | 53219 | Mayenne                   | 53147 |
| 53 | Saint-Georges-sur-Erve      | 53221 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Hilaire-du-Maine      | 53226 | Ernée                     | 53096 |
| 53 | Saint-Julien-du-Terroux     | 53230 | Lassay-les-Châteaux       | 53127 |
| 53 | Saint-Léger                 | 53232 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Loup-du-Gast          | 53234 | Ambrières-les-Vallées     | 53003 |
| 53 | Saint-Mars-du-Désert        | 53236 | Villaines-la-Juhel        | 53271 |
| 53 | Saint-Mars-sur-Colmont      | 53237 | Ambrières-les-Vallées     | 53003 |
| 53 | Saint-Mars-sur-la-Futaie    | 53238 | Louvigné-du-Désert        | 35162 |
| 53 | Saint-Ouën-des-Vallons      | 53244 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Pierre-des-Landes     | 53245 | Ernée                     | 53096 |
| 53 | Saint-Pierre-sur-Erve       | 53248 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Saint-Poix                  | 53250 | Cossé-le-Vivien           | 53077 |
| 53 | Saint-Thomas-de-Courceriers | 53256 | Villaines-la-Juhel        | 53271 |
| 53 | Senonnes                    | 53259 | Pouancé                   | 49248 |
| 53 | Simplé                      | 53260 | Cossé-le-Vivien           | 53077 |
| 53 | Soucé                       | 53261 | Ambrières-les-Vallées     | 53003 |
| 53 | Thorigné-en-Charnie         | 53264 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Torcé-Viviers-en-Charnie    | 53265 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Trans                       | 53266 | Villaines-la-Juhel        | 53271 |
| 53 | Vaiges                      | 53267 | Évron                     | 53097 |
| 53 | Vautorte                    | 53269 | Ernée                     | 53096 |
| 53 | Vieuvy                      | 53270 | Gorron                    | 53107 |
| 53 | Villaines-la-Juhel          | 53271 | Villaines-la-Juhel        | 53271 |
| 53 | Villepail                   | 53272 | Villaines-la-Juhel        | 53271 |
| 53 | Voutré                      | 53276 | Évron                     | 53097 |
| 72 | Aigné                       | 72001 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Aillières-Beauvoir          | 72002 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Ardenay-sur-Mérize          | 72007 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Assé-le-Boisne              | 72011 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Assé-le-Riboul              | 72012 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Aubigné-Racan               | 72013 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Avesnes-en-Saosnois         | 72018 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Avezé                       | 72020 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Beaufay                     | 72026 | Bonnétable                | 72039 |

|    |                        |       |                           |       |
|----|------------------------|-------|---------------------------|-------|
| 72 | Beaumont-Pied-de-Boeuf | 72028 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Beillé                 | 72031 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Berfay                 | 72032 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Bessé-sur-Braye        | 72035 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Blèves                 | 72037 | Mortagne-au-Perche        | 61293 |
| 72 | Boëssé-le-Sec          | 72038 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Bonnétable             | 72039 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Bouër                  | 72041 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Bouloire               | 72042 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Brette-les-Pins        | 72047 | Parigné-l'Évêque          | 72231 |
| 72 | Briosne-lès-Sables     | 72048 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Challes                | 72053 | Parigné-l'Évêque          | 72231 |
| 72 | Champagné              | 72054 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Champrond              | 72057 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Chantenay-Villedieu    | 72059 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Château-l'Hermitage    | 72072 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Chaufour-Notre-Dame    | 72073 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Chemiré-le-Gaudin      | 72075 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Chenu                  | 72077 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Chérancé               | 72078 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Cherré                 | 72080 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Cherreau               | 72081 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Cogners                | 72085 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Commerveil             | 72086 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Conflans-sur-Anille    | 72087 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Connerré               | 72090 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Contilly               | 72091 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Cormes                 | 72093 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Coudrecieux            | 72094 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Coulans-sur-Gée        | 72096 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Coulombiers            | 72097 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Coulongé               | 72098 | Le Lude                   | 72176 |
| 72 | Courcemont             | 72101 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Courcival              | 72102 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Courdemanche           | 72103 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Courgains              | 72104 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Courgenard             | 72105 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Dangeul                | 72112 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Degré                  | 72113 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Dehault                | 72114 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Dissay-sous-Courcillon | 72115 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Dissé-sous-Ballon      | 72116 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Dissé-sous-le-Lude     | 72117 | Le Lude                   | 72176 |

|    |                          |       |                           |       |
|----|--------------------------|-------|---------------------------|-------|
| 72 | Dollon                   | 72118 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Doucelles                | 72120 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Douillet                 | 72121 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Duneau                   | 72122 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Écommoy                  | 72124 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Écorpain                 | 72125 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Évaillé                  | 72128 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Fatines                  | 72129 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Fercé-sur-Sarthe         | 72131 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Flée                     | 72134 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Fresnay-sur-Sarthe       | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Fyé                      | 72139 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Grandchamp               | 72142 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Grééz-sur-Roc            | 72144 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Jauzé                    | 72148 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Juillé                   | 72152 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Jupilles                 | 72153 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | La Bazoge                | 72024 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | La Bosse                 | 72040 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | La Bruère-sur-Loir       | 72049 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | La Chapelle-aux-Choux    | 72060 | Le Lude                   | 72176 |
| 72 | La Chapelle-du-Bois      | 72062 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | La Chapelle-Huon         | 72064 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | La Chapelle-Saint-Aubin  | 72065 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | La Chapelle-Saint-Fray   | 72066 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | La Chapelle-Saint-Rémy   | 72067 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | La Ferté-Bernard         | 72132 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | La Fontaine-Saint-Martin | 72135 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | La Milesse               | 72198 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | La Suze-sur-Sarthe       | 72346 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Laigné-en-Belin          | 72155 | Mulsanne                  | 72213 |
| 72 | Lamnay                   | 72156 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Lavardin                 | 72157 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Lavareé                  | 72158 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Lavernat                 | 72160 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Le Breil-sur-Mérize      | 72046 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Le Grand-Lucé            | 72143 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Le Luart                 | 72172 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Le Lude                  | 72176 | Le Lude                   | 72176 |
| 72 | Le Tronchet              | 72362 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Les Aulneaux             | 72015 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Les Mées                 | 72192 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Lombron                  | 72165 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Louplande                | 72169 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |



|    |                           |       |                           |       |
|----|---------------------------|-------|---------------------------|-------|
| 72 | Louzes                    | 72171 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Luceau                    | 72173 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Luché-Pringé              | 72175 | Le Lude                   | 72176 |
| 72 | Maigné                    | 72177 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Maisoncelles              | 72178 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Malicorne-sur-Sarthe      | 72179 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Mamers                    | 72180 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Mansigné                  | 72182 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Marçon                    | 72183 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Maresché                  | 72186 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Marigné-Laillé            | 72187 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Marolles-les-Braults      | 72189 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Marolles-lès-Saint-Calais | 72190 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Marollette                | 72188 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Mayet                     | 72191 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Melleray                  | 72193 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Meurcé                    | 72194 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Mézeray                   | 72195 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Moitron-sur-Sarthe        | 72199 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Moncé-en-Saosnois         | 72201 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Monhoudou                 | 72202 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Montaillé                 | 72204 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Montbizot                 | 72205 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Montfort-le-Gesnois       | 72241 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Montmirail                | 72208 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Montreuil-le-Chétif       | 72209 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Montreuil-le-Henri        | 72210 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Montval-sur-Loir          | 72071 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Mulsanne                  | 72213 | Mulsanne                  | 72213 |
| 72 | Nauvay                    | 72214 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Neufchâtel-en-Saosnois    | 72215 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Nogent-le-Bernard         | 72220 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Nogent-sur-Loir           | 72221 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Nouans                    | 72222 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Noyen-sur-Sarthe          | 72223 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Nuillé-le-Jalais          | 72224 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Panon                     | 72227 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Parigné-l'Évêque          | 72231 | Parigné-l'Évêque          | 72231 |
| 72 | Peray                     | 72233 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Piacé                     | 72235 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Pirmil                    | 72237 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Pizieux                   | 72238 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Pontvallain               | 72243 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Préval                    | 72245 | La Ferté-Bernard          | 72132 |

|    |                            |       |                           |       |
|----|----------------------------|-------|---------------------------|-------|
| 72 | Prévelles                  | 72246 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Pruillé-l'Éguillé          | 72248 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Rahay                      | 72250 | Mondoubleau               | 41143 |
| 72 | René                       | 72251 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Requeil                    | 72252 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Roézé-sur-Sarthe           | 72253 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Rouperroux-le-Coquet       | 72259 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Ruaudin                    | 72260 | Mulsanne                  | 72213 |
| 72 | Saint-Aignan               | 72265 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Saint-Aubin-de-Locquenay   | 72266 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Aubin-des-Coudrais   | 72267 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Saint-Biez-en-Belin        | 72268 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Saint-Calais               | 72269 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Saint-Calez-en-Saosnois    | 72270 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Célerin              | 72271 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Saint-Christophe-du-Jambet | 72273 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Cosme-en-Vairais     | 72276 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Denis-des-Coudrais   | 72277 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Saint-Denis-d'Orques       | 72278 | Évron                     | 53097 |
| 72 | Sainte-Cérotte             | 72272 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Sainte-Jamme-sur-Sarthe    | 72289 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Sainte-Osmane              | 72304 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Sainte-Sabine-sur-Longève  | 72319 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Saint-Georges-de-la-Couée  | 72279 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Saint-Georges-du-Rosay     | 72281 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Saint-Georges-le-Gaultier  | 72282 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Germain-d'Arcé       | 72283 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Saint-Germain-sur-Sarthe   | 72284 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Gervais-de-Vic       | 72286 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Saint-Gervais-en-Belin     | 72287 | Mulsanne                  | 72213 |
| 72 | Saint-Jean-d'Assé          | 72290 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Saint-Jean-des-Échelles    | 72292 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Saint-Jean-du-Bois         | 72293 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Saint-Léonard-des-Bois     | 72294 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Longis               | 72295 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Maixent              | 72296 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Saint-Marceau              | 72297 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Saint-Mars-de-Locquenay    | 72298 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Saint-Mars-d'Outillé       | 72299 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Saint-Mars-la-Brière       | 72300 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Saint-Martin-des-Monts     | 72302 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Saint-Michel-de-Chavaignes | 72303 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Saint-Ouen-de-Mimbré       | 72305 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Ouen-en-Belin        | 72306 | Écommoy                   | 72124 |

|    |                          |       |                           |       |
|----|--------------------------|-------|---------------------------|-------|
| 72 | Saint-Paul-le-Gaultier   | 72309 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Pierre-de-Chevillé | 72311 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Saint-Pierre-des-Ormes   | 72313 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Pierre-du-Lorouër  | 72314 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Saint-Rémy-des-Monts     | 72316 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Rémy-du-Val        | 72317 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Saturnin           | 72320 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Saint-Ulphace            | 72322 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Saint-Victeur            | 72323 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Saint-Vincent-des-Prés   | 72324 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Saint-Vincent-du-Lorouër | 72325 | Le Grand-Lucé             | 72143 |
| 72 | Saosnes                  | 72326 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Sarcé                    | 72327 | Écommoy                   | 72124 |
| 72 | Savigné-sous-le-Lude     | 72330 | Le Lude                   | 72176 |
| 72 | Sceaux-sur-Huisne        | 72331 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Ségrie                   | 72332 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Semur-en-Vallon          | 72333 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Sougé-le-Ganelon         | 72337 | Fresnay-sur-Sarthe        | 72138 |
| 72 | Souillé                  | 72338 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Soulitré                 | 72341 | Champagné                 | 72054 |
| 72 | Souvigné-sur-Même        | 72342 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Surfonds                 | 72345 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Tassé                    | 72347 | La Suze-sur-Sarthe        | 72346 |
| 72 | Teillé                   | 72349 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Teloché                  | 72350 | Mulsanne                  | 72213 |
| 72 | Terrehault               | 72352 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Théligny                 | 72353 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Thoigné                  | 72354 | Marolles-les-Braults      | 72189 |
| 72 | Thoiré-sous-Contensor    | 72355 | Beaumont-sur-Sarthe       | 72029 |
| 72 | Thoiré-sur-Dinan         | 72356 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Thorigné-sur-Dué         | 72358 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Torcé-en-Vallée          | 72359 | Bonnétable                | 72039 |
| 72 | Trangé                   | 72360 | Chapelle-Saint-Aubin (La) | 72065 |
| 72 | Tresson                  | 72361 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Tuffé Val de la Chéronne | 72363 | Connerré                  | 72090 |
| 72 | Vaas                     | 72364 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Valennes                 | 72366 | Mondoubleau               | 41143 |
| 72 | Vancé                    | 72368 | Saint-Calais              | 72269 |
| 72 | Verneil-le-Chétif        | 72369 | Château-du-Loir           | 72071 |
| 72 | Vezot                    | 72372 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Vibraye                  | 72373 | Vibraye                   | 72373 |
| 72 | Villaines-la-Carelle     | 72374 | Mamers                    | 72180 |
| 72 | Villaines-la-Gonais      | 72375 | La Ferté-Bernard          | 72132 |
| 72 | Villaines-sous-Lucé      | 72376 | Le Grand-Lucé             | 72143 |

|    |                           |       |                         |       |
|----|---------------------------|-------|-------------------------|-------|
| 72 | Vivoin                    | 72380 | Beaumont-sur-Sarthe     | 72029 |
| 72 | Voivres-lès-le-Mans       | 72381 | La Suze-sur-Sarthe      | 72346 |
| 72 | Volnay                    | 72382 | Le Grand-Lucé           | 72143 |
| 72 | Vouvray-sur-Huisne        | 72383 | Connerré                | 72090 |
| 85 | Auchay-sur-Vendée         | 85009 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Avrillé                   | 85010 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Bazoges-en-Pareds         | 85014 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Beaurepaire               | 85017 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Bessay                    | 85023 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Bourneau                  | 85033 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Bournezeau                | 85034 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Chambretaud               | 85048 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Chantonnay                | 85051 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Château-Guibert           | 85061 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Chavagnes-les-Redoux      | 85066 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Corpe                     | 85073 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Doix lès Fontaines        | 85080 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Faymoreau                 | 85087 | Coulonges-sur-l'Autize  | 79101 |
| 85 | Fontenay-le-Comte         | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Foussais-Payré            | 85094 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Jard-sur-Mer              | 85114 | Jard-sur-Mer            | 85114 |
| 85 | La Caillère-Saint-Hilaire | 85040 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | La Chapelle-Thémer        | 85056 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | La Couture                | 85074 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | La Gaubretière            | 85097 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | La Jaudonnière            | 85115 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | La Jonchère               | 85116 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | La Meilleraie-Tillay      | 85140 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Le Bernard                | 85022 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Le Boupère                | 85031 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Le Champ-Saint-Père       | 85050 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Le Givre                  | 85101 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Le Langon                 | 85121 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Le Poiré-sur-Velluire     | 85177 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Les Epesses               | 85082 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Les Herbiers              | 85109 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Les Landes-Genusson       | 85119 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Les Pineaux               | 85175 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | L'Hermenault              | 85110 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Longèves                  | 85126 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Longeville-sur-Mer        | 85127 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | L'Orbrie                  | 85167 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Maillé                    | 85132 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Maillezais                | 85133 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |



|    |                                     |       |                         |       |
|----|-------------------------------------|-------|-------------------------|-------|
| 85 | Mallièvre                           | 85134 | Mauléon                 | 79079 |
| 85 | Mareuil-sur-Lay-Dissais             | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Marsais-Sainte-Radégonde            | 85137 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Mervent                             | 85143 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Monsireigne                         | 85145 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Montournais                         | 85147 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Montreuil                           | 85148 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Mouchamps                           | 85153 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Moutiers-les-Mauxfaits              | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Moutiers-sur-le-Lay                 | 85157 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Mouzeuil-Saint-Martin               | 85158 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Nieul-sur-l'Autise                  | 85162 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Péault                              | 85171 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Petosse                             | 85174 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Pissotte                            | 85176 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Poiroux                             | 85179 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Pouillé                             | 85181 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Pouzauges                           | 85182 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Réaumur                             | 85187 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Rochetrejoux                        | 85192 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Rosnay                              | 85193 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Saint-Avaugourd-des-Landes          | 85200 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Saint-Benoist-sur-Mer               | 85201 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Saint-Cyr-des-Gâts                  | 85205 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Cyr-en-Talmondais             | 85206 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Sainte-Cécile                       | 85202 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Sainte-Pexine                       | 85261 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 |
| 85 | Saint-Germain-de-Prinçay            | 85220 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Saint-Hilaire-des-Loges             | 85227 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Hilaire-la-Forêt              | 85231 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |
| 85 | Saint-Hilaire-le-Vouhis             | 85232 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Saint-Laurent-de-la-Salle           | 85237 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Mars-la-Réorthie              | 85242 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Saint-Martin-de-Fraigneau           | 85244 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Martin-des-Fontaines          | 85245 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Martin-Lars-en-Sainte-Hermine | 85248 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Saint-Mesmin                        | 85254 | Cerizay                 | 79062 |
| 85 | Saint-Michel-le-Cloucq              | 85256 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Paul-en-Pareds                | 85259 | Les Herbiers            | 85109 |
| 85 | Saint-Pierre-le-Vieux               | 85265 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Prouant                       | 85266 | Pouzauges               | 85182 |
| 85 | Saint-Valérien                      | 85274 | Fontenay-le-Comte       | 85092 |
| 85 | Saint-Vincent-Sterlanges            | 85276 | Chantonnay              | 85051 |
| 85 | Saint-Vincent-sur-Graon             | 85277 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 |

|    |                        |       |                   |       |
|----|------------------------|-------|-------------------|-------|
| 85 | Saint-Vincent-sur-Jard | 85278 | Jard-sur-Mer      | 85114 |
| 85 | Sérigné                | 85281 | Fontenay-le-Comte | 85092 |
| 85 | Sèvremont              | 85090 | Pouzauges         | 85182 |
| 85 | Sigournais             | 85282 | Chantonnay        | 85051 |
| 85 | Treize-Vents           | 85296 | Mauléon           | 79079 |
| 85 | Velluire               | 85299 | Fontenay-le-Comte | 85092 |
| 85 | Vix                    | 85303 | Fontenay-le-Comte | 85092 |
| 85 | Xanton-Chassenon       | 85306 | Fontenay-le-Comte | 85092 |

**Annexe 2 : Liste des communes, territoires de vie-santé et quartiers politique de la ville  
identifiés en zones d'action complémentaire**

| Département | Commune                  | Code commune | Territoire de vie-santé  | Code territoire de vie-santé |
|-------------|--------------------------|--------------|--------------------------|------------------------------|
| 44          | Assérac                  | 44006        | Herbignac                | 44072                        |
| 44          | Besné                    | 44013        | Pontchâteau              | 44129                        |
| 44          | Bouaye                   | 44018        | Bouaye                   | 44018                        |
| 44          | Bouée                    | 44019        | Savenay                  | 44195                        |
| 44          | Campbon                  | 44025        | Savenay                  | 44195                        |
| 44          | Chaumes-en-Retz          | 44005        | Sainte-Pazanne           | 44186                        |
| 44          | Chauvé                   | 44038        | Saint-Père-en-Retz       | 44187                        |
| 44          | Cordemais                | 44045        | Saint-Étienne-de-Montluc | 44158                        |
| 44          | Corsept                  | 44046        | Saint-Père-en-Retz       | 44187                        |
| 44          | Crossac                  | 44050        | Pontchâteau              | 44129                        |
| 44          | Divatte-sur-Loire        | 44029        | La Chapelle-Basse-Mer    | 44029                        |
| 44          | Drefféac                 | 44053        | Saint-Gildas-des-Bois    | 44161                        |
| 44          | Frossay                  | 44061        | Saint-Père-en-Retz       | 44187                        |
| 44          | Geneston                 | 44223        | Geneston                 | 44223                        |
| 44          | Guenrouet                | 44068        | Saint-Gildas-des-Bois    | 44161                        |
| 44          | Herbignac                | 44072        | Herbignac                | 44072                        |
| 44          | La Boissière-du-Doré     | 44016        | La Chapelle-Basse-Mer    | 44029                        |
| 44          | La Chapelle-des-Marais   | 44030        | Herbignac                | 44072                        |
| 44          | La Chapelle-Launay       | 44033        | Savenay                  | 44195                        |
| 44          | La Marne                 | 44090        | Machecoul                | 44087                        |
| 44          | La Remaudière            | 44141        | La Chapelle-Basse-Mer    | 44029                        |
| 44          | Lavau-sur-Loire          | 44080        | Savenay                  | 44195                        |
| 44          | Le Temple-de-Bretagne    | 44203        | Saint-Étienne-de-Montluc | 44158                        |
| 44          | Legé                     | 44081        | Legé                     | 44081                        |
| 44          | Loireauxence             | 44213        | Varades                  | 44213                        |
| 44          | Machecoul-Saint-Même     | 44087        | Machecoul                | 44087                        |
| 44          | Malville                 | 44089        | Savenay                  | 44195                        |
| 44          | Missillac                | 44098        | Pontchâteau              | 44129                        |
| 44          | Montbert                 | 44102        | Geneston                 | 44223                        |
| 44          | Montrelais               | 44104        | Varades                  | 44213                        |
| 44          | Paimboeuf                | 44116        | Saint-Père-en-Retz       | 44187                        |
| 44          | Paulx                    | 44119        | Machecoul                | 44087                        |
| 44          | Pontchâteau              | 44129        | Pontchâteau              | 44129                        |
| 44          | Port-Saint-Père          | 44133        | Bouaye                   | 44018                        |
| 44          | Prinquiau                | 44137        | Savenay                  | 44195                        |
| 44          | Quilly                   | 44139        | Saint-Gildas-des-Bois    | 44161                        |
| 44          | Saint-Aignan-Grandlieu   | 44150        | Bouaye                   | 44018                        |
| 44          | Sainte-Anne-sur-Brivet   | 44152        | Pontchâteau              | 44129                        |
| 44          | Sainte-Pazanne           | 44186        | Sainte-Pazanne           | 44186                        |
| 44          | Sainte-Reine-de-Bretagne | 44189        | Pontchâteau              | 44129                        |

|    |                            |       |                          |       |
|----|----------------------------|-------|--------------------------|-------|
| 44 | Saint-Étienne-de-Mer-Morte | 44157 | Machecoul                | 44087 |
| 44 | Saint-Étienne-de-Montluc   | 44158 | Saint-Étienne-de-Montluc | 44158 |
| 44 | Saint-Gildas-des-Bois      | 44161 | Saint-Gildas-des-Bois    | 44161 |
| 44 | Saint-Hilaire-de-Chaléons  | 44164 | Sainte-Pazanne           | 44186 |
| 44 | Saint-Léger-les-Vignes     | 44171 | Bouaye                   | 44018 |
| 44 | Saint-Lyphard              | 44175 | Herbignac                | 44072 |
| 44 | Saint-Mars-de-Coutais      | 44178 | Bouaye                   | 44018 |
| 44 | Saint-Père-en-Retz         | 44187 | Saint-Père-en-Retz       | 44187 |
| 44 | Saint-Viaud                | 44192 | Saint-Père-en-Retz       | 44187 |
| 44 | Savenay                    | 44195 | Savenay                  | 44195 |
| 44 | Sévérac                    | 44196 | Saint-Gildas-des-Bois    | 44161 |
| 44 | Touvois                    | 44206 | Legé                     | 44081 |
| 44 | Vair-sur-Loire             | 44163 | Varades                  | 44213 |
| 44 | Vigneux-de-Bretagne        | 44217 | Saint-Étienne-de-Montluc | 44158 |
| 49 | Antoigné                   | 49009 | Montreuil-Bellay         | 49215 |
| 49 | Artannes-sur-Thouet        | 49011 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Beaupréau-en-Mauges        | 49023 | Beaupréau                | 49023 |
| 49 | Bégyrolles-en-Mauges       | 49027 | Saint-Macaire-en-Mauges  | 49301 |
| 49 | Blou                       | 49030 | Longué-Jumelles          | 49180 |
| 49 | Bouillé-Ménard             | 49036 | Segré                    | 49331 |
| 49 | Bourg-l'Évêque             | 49038 | Segré                    | 49331 |
| 49 | Brézé                      | 49046 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Brossay                    | 49053 | Montreuil-Bellay         | 49215 |
| 49 | Chacé                      | 49060 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Chazé-sur-Argos            | 49089 | Segré                    | 49331 |
| 49 | Chemillé-en-Anjou          | 49092 | Chemillé-Melay           | 49092 |
| 49 | Courchamps                 | 49113 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Distré                     | 49123 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Épieds                     | 49131 | Montreuil-Bellay         | 49215 |
| 49 | Erdre-en-Anjou             | 49367 | Segré                    | 49331 |
| 49 | Fontevraud-l'Abbaye        | 49140 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Gennes-Val de Loire        | 49149 | Les Rosiers-sur-Loire    | 49261 |
| 49 | La Romagne                 | 49260 | Saint-Macaire-en-Mauges  | 49301 |
| 49 | Le Coudray-Macouard        | 49112 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Le May-sur-Èvre            | 49193 | Saint-Macaire-en-Mauges  | 49301 |
| 49 | Le Puy-Notre-Dame          | 49253 | Montreuil-Bellay         | 49215 |
| 49 | Les Rosiers-sur-Loire      | 49261 | Les Rosiers-sur-Loire    | 49261 |
| 49 | Les Ulmes                  | 49359 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Longué-Jumelles            | 49180 | Longué-Jumelles          | 49180 |
| 49 | Montreuil-Bellay           | 49215 | Montreuil-Bellay         | 49215 |
| 49 | Montsoreau                 | 49219 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Neuillé                    | 49224 | Longué-Jumelles          | 49180 |
| 49 | Parnay                     | 49235 | Saumur                   | 49328 |
| 49 | Rou-Marson                 | 49262 | Saumur                   | 49328 |



|    |                          |       |                         |       |
|----|--------------------------|-------|-------------------------|-------|
| 49 | Saint-Christophe-du-Bois | 49269 | Mortagne-sur-Sèvre      | 85151 |
| 49 | Saint-Clément-des-Levées | 49272 | Les Rosiers-sur-Loire   | 49261 |
| 49 | Saint-Cyr-en-Bourg       | 49274 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Saint-Just-sur-Dive      | 49291 | Montreuil-Bellay        | 49215 |
| 49 | Saint-Martin-de-la-Place | 49304 | Les Rosiers-sur-Loire   | 49261 |
| 49 | Saint-Philbert-du-Peuple | 49311 | Longué-Jumelles         | 49180 |
| 49 | Saint-Sigismond          | 49321 | Varades                 | 44213 |
| 49 | Saumur                   | 49328 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Segré-en-Anjou Bleu      | 49331 | Segré                   | 49331 |
| 49 | Sèvremoine               | 49301 | Saint-Macaire-en-Mauges | 49301 |
| 49 | Souzay-Champigny         | 49341 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Turquant                 | 49358 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Varennes-sur-Loire       | 49361 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Varrains                 | 49362 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Vaudelnay                | 49364 | Montreuil-Bellay        | 49215 |
| 49 | Vernantes                | 49368 | Longué-Jumelles         | 49180 |
| 49 | Vernoil-le-Fourrier      | 49369 | Longué-Jumelles         | 49180 |
| 49 | Verrie                   | 49370 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Vezins                   | 49371 | Chemillé-Melay          | 49092 |
| 49 | Villebernier             | 49374 | Saumur                  | 49328 |
| 49 | Vivy                     | 49378 | Longué-Jumelles         | 49180 |
| 53 | Ahuillé                  | 53001 | Saint-Berthevin         | 53201 |
| 53 | Alexain                  | 53002 | Saint-Berthevin         | 53201 |
| 53 | Ampoigné                 | 53004 | Château-Gontier         | 53062 |
| 53 | Andouillé                | 53005 | Saint-Berthevin         | 53201 |
| 53 | Argenton-Notre-Dame      | 53006 | Château-Gontier         | 53062 |
| 53 | Argentré                 | 53007 | Laval                   | 53130 |
| 53 | Arquenay                 | 53009 | Meslay-du-Maine         | 53152 |
| 53 | Athée                    | 53012 | Craon                   | 53084 |
| 53 | Azé                      | 53014 | Château-Gontier         | 53062 |
| 53 | Ballots                  | 53018 | Craon                   | 53084 |
| 53 | Bannes                   | 53019 | Sablé-sur-Sarthe        | 72264 |
| 53 | Bazougers                | 53025 | Meslay-du-Maine         | 53152 |
| 53 | Beaumont-Pied-de-Boeuf   | 53027 | Sablé-sur-Sarthe        | 72264 |
| 53 | Bierné                   | 53029 | Château-Gontier         | 53062 |
| 53 | Bonchamp-lès-Laval       | 53034 | Laval                   | 53130 |
| 53 | Bouchamps-lès-Craon      | 53035 | Craon                   | 53084 |
| 53 | Bouère                   | 53036 | Sablé-sur-Sarthe        | 72264 |
| 53 | Bouessay                 | 53037 | Sablé-sur-Sarthe        | 72264 |
| 53 | Bourgon                  | 53040 | Saint-Berthevin         | 53201 |
| 53 | Brains-sur-les-Marches   | 53041 | La Guerche-de-Bretagne  | 35125 |
| 53 | Châlons-du-Maine         | 53049 | Laval                   | 53130 |
| 53 | Champfrémont             | 53052 | Condé-sur-Sarthe        | 61117 |
| 53 | Changé                   | 53054 | Saint-Berthevin         | 53201 |

|    |                        |       |                        |       |
|----|------------------------|-------|------------------------|-------|
| 53 | Château-Gontier        | 53062 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Châtelain              | 53063 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Chemazé                | 53066 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Chémeré-le-Roi         | 53067 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Chérancé               | 53068 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Congrier               | 53073 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | Cossé-en-Champagne     | 53076 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 53 | Coudray                | 53078 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Craon                  | 53084 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Cuillé                 | 53088 | La Guerche-de-Bretagne | 35125 |
| 53 | Daon                   | 53089 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Denazé                 | 53090 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Entrammes              | 53094 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Fontaine-Couverte      | 53098 | La Guerche-de-Bretagne | 35125 |
| 53 | Forcé                  | 53099 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Fromentières           | 53101 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Gastines               | 53102 | La Guerche-de-Bretagne | 35125 |
| 53 | Gennes-sur-Glaize      | 53104 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Grez-en-Bouère         | 53110 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Houssay                | 53117 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | La Baconnière          | 53015 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | La Bazouge-de-Chemeré  | 53022 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | La Bigottière          | 53031 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | La Boissière           | 53033 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | La Brûlatte            | 53045 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | La Chapelle-Anthenaise | 53056 | Laval                  | 53130 |
| 53 | La Cropte              | 53087 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | La Gravelle            | 53108 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | La Roë                 | 53191 | La Guerche-de-Bretagne | 35125 |
| 53 | La Rouaudière          | 53192 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | La Selle-Craonnaise    | 53258 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | Laigné                 | 53124 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Laubrières             | 53128 | La Guerche-de-Bretagne | 35125 |
| 53 | Launay-Villiers        | 53129 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Laval                  | 53130 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Le Bignon-du-Maine     | 53030 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Le Bourgneuf-la-Forêt  | 53039 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Le Buret               | 53046 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Le Genest-Saint-Isle   | 53103 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | L'Huisserie            | 53119 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Livré-la-Touche        | 53135 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Loigné-sur-Mayenne     | 53136 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Loiron-Ruillé          | 53137 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Longuefuye             | 53138 | Château-Gontier        | 53062 |

|    |                            |       |                        |       |
|----|----------------------------|-------|------------------------|-------|
| 53 | Louvern                    | 53140 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Louvigné                   | 53141 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Madré                      | 53142 | Bagnoles-de-l'Orne     | 61483 |
| 53 | Maisoncelles-du-Maine      | 53143 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Marigné-Peuton             | 53145 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | M e                        | 53148 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Ménil                      | 53150 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Meslay-du-Maine            | 53152 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Montflours                 | 53156 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Montigné-le-Brillant       | 53157 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Niafl s                    | 53165 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Nuillé-sur-Vicoin          | 53168 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Olivet                     | 53169 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Origné                     | 53172 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Parn -sur-Roc              | 53175 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Pommerieux                 | 53180 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Port-Brillet               | 53182 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Préaux                     | 53184 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Ravigny                    | 53187 | Condé-sur-Sarthe       | 61117 |
| 53 | Renazé                     | 53188 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | Ruillé-Froid-Fonds         | 53193 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Sac                        | 53195 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Saint-Aignan-sur-Ro        | 53197 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | Saint-Berthevin            | 53201 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Saint-Brice                | 53203 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 53 | Saint-Charles-la-Forêt     | 53206 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Saint-Cyr-le-Gravelais     | 53209 | Argentré-du-Plessis    | 35006 |
| 53 | Saint-Denis-d'Anjou        | 53210 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 53 | Saint-Denis-du-Maine       | 53212 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Saint-Fort                 | 53215 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Saint-Georges-le-Fl chard  | 53220 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Saint-Germain-d'Anxure     | 53222 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Saint-Germain-de-Coulamer  | 53223 | Sill -le-Guillaume     | 72334 |
| 53 | Saint-Germain-le-Fouilloux | 53224 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Saint-Germain-le-Guillaume | 53225 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Saint-Jean-sur-Mayenne     | 53229 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Saint-Loup-du-Dorat        | 53233 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 53 | Saint-Martin-de-Conn e     | 53239 | Sill -le-Guillaume     | 72334 |
| 53 | Saint-Martin-du-Limet      | 53240 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | Saint-Michel-de-Feins      | 53241 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Saint-Michel-de-la-Ro      | 53242 | La Guerche-de-Bretagne | 35125 |
| 53 | Saint-Ou n-des-Toits       | 53243 | Saint-Berthevin        | 53201 |
| 53 | Saint-Pierre-des-Nids      | 53246 | Condé-sur-Sarthe       | 61117 |
| 53 | Saint-Pierre-la-Cour       | 53247 | Saint-Berthevin        | 53201 |

|    |                         |       |                        |       |
|----|-------------------------|-------|------------------------|-------|
| 53 | Saint-Pierre-sur-Orthe  | 53249 | Sillé-le-Guillaume     | 72334 |
| 53 | Saint-Quentin-les-Anges | 53251 | Craon                  | 53084 |
| 53 | Saint-Saturnin-du-Limet | 53253 | Renazé                 | 53188 |
| 53 | Saint-Sulpice           | 53254 | Château-Gontier        | 53062 |
| 53 | Saulges                 | 53257 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Soulgé-sur-Ouette       | 53262 | Laval                  | 53130 |
| 53 | Thuboeuf                | 53263 | Bagnoles-de-l'Orne     | 61483 |
| 53 | Val-du-Maine            | 53017 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Villiers-Charlemagne    | 53273 | Meslay-du-Maine        | 53152 |
| 53 | Vimarcé                 | 53274 | Sillé-le-Guillaume     | 72334 |
| 72 | Allonnes                | 72003 | Allonnes               | 72003 |
| 72 | Amné                    | 72004 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Ancinnes                | 72005 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Arçonnay                | 72006 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Arnage                  | 72008 | Arnage                 | 72008 |
| 72 | Arthezé                 | 72009 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Asnières-sur-Vègre      | 72010 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Auvers-le-Hamon         | 72016 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Auvers-sous-Montfaucon  | 72017 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Avesé                   | 72019 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Avoise                  | 72021 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Ballon-Saint Mars       | 72023 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Beaumont-sur-Dême       | 72027 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 |
| 72 | Bernay-en-Champagne     | 72033 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Bérus                   | 72034 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Béthon                  | 72036 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Bourg-le-Roi            | 72043 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Bousse                  | 72044 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Brains-sur-Gée          | 72045 | Allonnes               | 72003 |
| 72 | Brûlon                  | 72050 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Cérans-Foulletourte     | 72051 | Arnage                 | 72008 |
| 72 | Chahaignes              | 72052 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 |
| 72 | Champfleur              | 72056 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Changé                  | 72058 | Mans (Le)              | 72181 |
| 72 | Chassillé               | 72070 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Chemiré-en-Charnie      | 72074 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Chenay                  | 72076 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Chérisay                | 72079 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Chevillé                | 72083 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Clermont-Créans         | 72084 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Congé-sur-Orne          | 72088 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Conlie                  | 72089 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Coulaines               | 72095 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Courceboeufs            | 72099 | Coulaines              | 72095 |



|    |                        |       |                        |       |
|----|------------------------|-------|------------------------|-------|
| 72 | Courcelles-la-Forêt    | 72100 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Courtillers            | 72106 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Crannes-en-Champagne   | 72107 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Crissé                 | 72109 | Sillé-le-Guillaume     | 72334 |
| 72 | Crosnières             | 72110 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Cures                  | 72111 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Domfront-en-Champagne  | 72119 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Dureil                 | 72123 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Épineu-le-Chevreuil    | 72126 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Étival-lès-le-Mans     | 72127 | Allonnes               | 72003 |
| 72 | Fay                    | 72130 | Allonnes               | 72003 |
| 72 | Fillé                  | 72133 | Allonnes               | 72003 |
| 72 | Fontenay-sur-Vègre     | 72136 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Gesnes-le-Gandelin     | 72141 | Condé-sur-Sarthe       | 61117 |
| 72 | Guécélard              | 72146 | Arnage                 | 72008 |
| 72 | Joué-en-Charnie        | 72149 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Joué-l'Abbé            | 72150 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Juigné-sur-Sarthe      | 72151 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 |
| 72 | La Flèche              | 72154 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | La Guierche            | 72147 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | La Quinte              | 72249 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Le Bailleul            | 72022 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Le Grez                | 72145 | Sillé-le-Guillaume     | 72334 |
| 72 | Le Mans                | 72181 | Mans (Le)              | 72181 |
| 72 | Lhomme                 | 72161 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 |
| 72 | Lignon                 | 72163 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Livet-en-Saosnois      | 72164 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Loir en Vallée         | 72262 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 |
| 72 | Longnes                | 72166 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Louailles              | 72167 | Sablé-sur-Sarthe       | 72264 |
| 72 | Loué                   | 72168 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Louvigny               | 72170 | Alençon                | 61001 |
| 72 | Lucé-sous-Ballon       | 72174 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Mareil-en-Champagne    | 72184 | Loué                   | 72168 |
| 72 | Mareil-sur-Loir        | 72185 | La Flèche              | 72154 |
| 72 | Mézières-sous-Lavardin | 72197 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Mézières-sur-Ponthouin | 72196 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Moncé-en-Belin         | 72200 | Arnage                 | 72008 |
| 72 | Mont-Saint-Jean        | 72211 | Sillé-le-Guillaume     | 72334 |
| 72 | Moulins-le-Carbonnel   | 72212 | Condé-sur-Sarthe       | 61117 |
| 72 | Neuville-lalais        | 72216 | Conlie                 | 72089 |
| 72 | Neuville-sur-Sarthe    | 72217 | Coulaines              | 72095 |
| 72 | Neuville-en-Charnie    | 72218 | Sillé-le-Guillaume     | 72334 |

|    |                               |       |                    |       |
|----|-------------------------------|-------|--------------------|-------|
| 72 | Neuvy-en-Champagne            | 72219 | Conlie             | 72089 |
| 72 | Notre-Dame-du-Pé              | 72232 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Oisseau-le-Petit              | 72225 | Alençon            | 61001 |
| 72 | Oizé                          | 72226 | Arnage             | 72008 |
| 72 | Parcé-sur-Sarthe              | 72228 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Parennes                      | 72229 | Sillé-le-Guillaume | 72334 |
| 72 | Parigné-le-Pôlin              | 72230 | Arnage             | 72008 |
| 72 | Pezé-le-Robert                | 72234 | Sillé-le-Guillaume | 72334 |
| 72 | Pincé                         | 72236 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Poillé-sur-Vègre              | 72239 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Précigné                      | 72244 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Pruillé-le-Chétif             | 72247 | Allonnes           | 72003 |
| 72 | Rouessé-Fontaine              | 72254 | Alençon            | 61001 |
| 72 | Rouessé-Vassé                 | 72255 | Sillé-le-Guillaume | 72334 |
| 72 | Rouez                         | 72256 | Sillé-le-Guillaume | 72334 |
| 72 | Rouillon                      | 72257 | Allonnes           | 72003 |
| 72 | Ruillé-en-Champagne           | 72261 | Conlie             | 72089 |
| 72 | Sablé-sur-Sarthe              | 72264 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Saint-Christophe-en-Champagne | 72274 | Loué               | 72168 |
| 72 | Saint-Corneille               | 72275 | Coulaines          | 72095 |
| 72 | Saint-Georges-du-Bois         | 72280 | Allonnes           | 72003 |
| 72 | Saint-Jean-de-la-Motte        | 72291 | La Flèche          | 72154 |
| 72 | Saint-Ouen-en-Champagne       | 72307 | Loué               | 72168 |
| 72 | Saint-Paterne - Le Chevain    | 72308 | Alençon            | 61001 |
| 72 | Saint-Pavace                  | 72310 | Coulaines          | 72095 |
| 72 | Saint-Pierre-des-Bois         | 72312 | Loué               | 72168 |
| 72 | Saint-Rémy-de-Sillé           | 72315 | Sillé-le-Guillaume | 72334 |
| 72 | Saint-Symphorien              | 72321 | Loué               | 72168 |
| 72 | Sargé-lès-le-Mans             | 72328 | Coulaines          | 72095 |
| 72 | Savigné-l'Évêque              | 72329 | Coulaines          | 72095 |
| 72 | Sillé-le-Guillaume            | 72334 | Sillé-le-Guillaume | 72334 |
| 72 | Sillé-le-Philippe             | 72335 | Coulaines          | 72095 |
| 72 | Solesmes                      | 72336 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Souigné-Flacé                 | 72339 | Allonnes           | 72003 |
| 72 | Souigné-sous-Ballon           | 72340 | Coulaines          | 72095 |
| 72 | Souvigné-sur-Sarthe           | 72343 | Sablé-sur-Sarthe   | 72264 |
| 72 | Spay                          | 72344 | Arnage             | 72008 |
| 72 | Tassillé                      | 72348 | Loué               | 72168 |
| 72 | Tennie                        | 72351 | Conlie             | 72089 |
| 72 | Thorée-les-Pins               | 72357 | La Flèche          | 72154 |
| 72 | Vallon-sur-Gée                | 72367 | Loué               | 72168 |
| 72 | Vernie                        | 72370 | Conlie             | 72089 |
| 72 | Villaines-sous-Malicorne      | 72377 | La Flèche          | 72154 |
| 72 | Villeneuve-en-Perseigne       | 72137 | Alençon            | 61001 |

|    |                         |       |                       |       |
|----|-------------------------|-------|-----------------------|-------|
| 72 | Vion                    | 72378 | Sablé-sur-Sarthe      | 72264 |
| 72 | Viré-en-Champagne       | 72379 | Sablé-sur-Sarthe      | 72264 |
| 72 | Yvré-le-Pôlin           | 72385 | Arnage                | 72008 |
| 72 | Yvré-l'Évêque           | 72386 | Coulaines             | 72095 |
| 85 | Angles                  | 85004 | La Tranche-sur-Mer    | 85294 |
| 85 | Antigny                 | 85005 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | Barbâtre                | 85011 | Noirmoutier-en-l'Île  | 85163 |
| 85 | Bazoges-en-Paillers     | 85013 | Saint-Fulgent         | 85215 |
| 85 | Beauvoir-sur-Mer        | 85018 | Beauvoir-sur-Mer      | 85018 |
| 85 | Benet                   | 85020 | Niort                 | 79191 |
| 85 | Bouillé-Courdault       | 85028 | Niort                 | 79191 |
| 85 | Bouin                   | 85029 | Beauvoir-sur-Mer      | 85018 |
| 85 | Brem-sur-Mer            | 85243 | Bretignolles-sur-Mer  | 85035 |
| 85 | Bretignolles-sur-Mer    | 85035 | Bretignolles-sur-Mer  | 85035 |
| 85 | Breuil-Barret           | 85037 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | Cezais                  | 85041 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | Chaillé-les-Marais      | 85042 | Marans                | 17218 |
| 85 | Champagné-les-Marais    | 85049 | Luçon                 | 85128 |
| 85 | Chasnais                | 85058 | Luçon                 | 85128 |
| 85 | Chauché                 | 85064 | Les Essarts           | 85084 |
| 85 | Chavagnes-en-Paillers   | 85065 | Saint-Fulgent         | 85215 |
| 85 | Cheffois                | 85067 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | Curzon                  | 85077 | Luçon                 | 85128 |
| 85 | Damvix                  | 85078 | Niort                 | 79191 |
| 85 | Essarts en Bocage       | 85084 | Les Essarts           | 85084 |
| 85 | Falleron                | 85086 | Legé                  | 44081 |
| 85 | Grosbreuil              | 85103 | Talmont-Saint-Hilaire | 85288 |
| 85 | Grues                   | 85104 | L'Aiguillon-sur-Mer   | 85001 |
| 85 | La Barre-de-Monts       | 85012 | Saint-Jean-de-Monts   | 85234 |
| 85 | La Bretonnière-la-Claye | 85036 | Luçon                 | 85128 |
| 85 | La Chaize-Giraud        | 85045 | Bretignolles-sur-Mer  | 85035 |
| 85 | La Chapelle-aux-Lys     | 85053 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | La Châtaigneraie        | 85059 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | La Faute-sur-Mer        | 85307 | L'Aiguillon-sur-Mer   | 85001 |
| 85 | La Guérinière           | 85106 | Noirmoutier-en-l'Île  | 85163 |
| 85 | La Merlatière           | 85142 | Les Essarts           | 85084 |
| 85 | La Rabatelière          | 85186 | Saint-Fulgent         | 85215 |
| 85 | La Réorthe              | 85188 | Sainte-Hermine        | 85223 |
| 85 | La Taillée              | 85286 | Marans                | 17218 |
| 85 | La Tardière             | 85289 | La Châtaigneraie      | 85059 |
| 85 | La Tranche-sur-Mer      | 85294 | La Tranche-sur-Mer    | 85294 |
| 85 | La Verrie               | 85302 | Mortagne-sur-Sèvre    | 85151 |
| 85 | L'Aiguillon-sur-Mer     | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer   | 85001 |
| 85 | Lairoux                 | 85117 | Luçon                 | 85128 |

|    |                             |       |                      |       |
|----|-----------------------------|-------|----------------------|-------|
| 85 | Landevieille                | 85120 | Bretignolles-sur-Mer | 85035 |
| 85 | Le Gué-de-Velluire          | 85105 | Marans               | 17218 |
| 85 | Le Mazeau                   | 85139 | Niort                | 79191 |
| 85 | Le Perrier                  | 85172 | Saint-Jean-de-Monts  | 85234 |
| 85 | L'Épine                     | 85083 | Noirmoutier-en-l'Île | 85163 |
| 85 | Les Magnils-Reigniers       | 85131 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Liez                        | 85123 | Niort                | 79191 |
| 85 | L'Île-d'Elle                | 85111 | Marans               | 17218 |
| 85 | L'Île-d'Yeu                 | 85113 | L'Île-d'Yeu          | 85113 |
| 85 | Loge-Fougereuse             | 85125 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Luçon                       | 85128 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Marillet                    | 85136 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Menomblet                   | 85141 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Mesnard-la-Barotière        | 85144 | Saint-Fulgent        | 85215 |
| 85 | Moreilles                   | 85149 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Mortagne-sur-Sèvre          | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre   | 85151 |
| 85 | Mouilleron-Saint-Germain    | 85154 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Nalliers                    | 85159 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Noirmoutier-en-l'Île        | 85163 | Noirmoutier-en-l'Île | 85163 |
| 85 | Notre-Dame-de-Monts         | 85164 | Saint-Jean-de-Monts  | 85234 |
| 85 | Oulmes                      | 85168 | Niort                | 79191 |
| 85 | Puy-de-Serre                | 85184 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Puyravault                  | 85185 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Saint-André-Goule-d'Oie     | 85196 | Saint-Fulgent        | 85215 |
| 85 | Saint-Aubin-des-Ormeaux     | 85198 | Mortagne-sur-Sèvre   | 85151 |
| 85 | Saint-Aubin-la-Plaine       | 85199 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Saint-Denis-du-Payré        | 85207 | L'Aiguillon-sur-Mer  | 85001 |
| 85 | Sainte-Gemme-la-Plaine      | 85216 | Luçon                | 85128 |
| 85 | Sainte-Hermine              | 85223 | Sainte-Hermine       | 85223 |
| 85 | Sainte-Radégonde-des-Noyers | 85267 | Marans               | 17218 |
| 85 | Saint-Étienne-de-Brillouet  | 85209 | Sainte-Hermine       | 85223 |
| 85 | Saint-Étienne-du-Bois       | 85210 | Legé                 | 44081 |
| 85 | Saint-Fulgent               | 85215 | Saint-Fulgent        | 85215 |
| 85 | Saint-Gervais               | 85221 | Beauvoir-sur-Mer     | 85018 |
| 85 | Saint-Hilaire-de-Voust      | 85229 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Saint-Jean-de-Beugné        | 85233 | Sainte-Hermine       | 85223 |
| 85 | Saint-Jean-de-Monts         | 85234 | Saint-Jean-de-Monts  | 85234 |
| 85 | Saint-Juire-Champgillon     | 85235 | Sainte-Hermine       | 85223 |
| 85 | Saint-Laurent-sur-Sèvre     | 85238 | Mortagne-sur-Sèvre   | 85151 |
| 85 | Saint-Malô-du-Bois          | 85240 | Mortagne-sur-Sèvre   | 85151 |
| 85 | Saint-Martin-des-Noyers     | 85246 | Les Essarts          | 85084 |
| 85 | Saint-Martin-des-Tilleuls   | 85247 | Mortagne-sur-Sèvre   | 85151 |
| 85 | Saint-Maurice-des-Noues     | 85251 | La Châtaigneraie     | 85059 |
| 85 | Saint-Maurice-le-Girard     | 85252 | La Châtaigneraie     | 85059 |

|    |                         |       |                         |       |
|----|-------------------------|-------|-------------------------|-------|
| 85 | Saint-Michel-en-l'Herm  | 85255 | L'Aiguillon-sur-Mer     | 85001 |
| 85 | Saint-Pierre-du-Chemin  | 85264 | La Châtaigneraie        | 85059 |
| 85 | Saint-Sigismond         | 85269 | Niort                   | 79191 |
| 85 | Saint-Sulpice-en-Pareds | 85271 | La Châtaigneraie        | 85059 |
| 85 | Saint-Urbain            | 85273 | Beauvoir-sur-Mer        | 85018 |
| 85 | Tallud-Sainte-Gemme     | 85287 | La Châtaigneraie        | 85059 |
| 85 | Talmont-Saint-Hilaire   | 85288 | Talmont-Saint-Hilaire   | 85288 |
| 85 | Thiré                   | 85290 | Sainte-Hermine          | 85223 |
| 85 | Thouarsais-Bouildroux   | 85292 | La Châtaigneraie        | 85059 |
| 85 | Tiffauges               | 85293 | Saint-Macaire-en-Mauges | 49301 |
| 85 | Triaize                 | 85297 | Luçon                   | 85128 |
| 85 | Vendrennes              | 85301 | Saint-Fulgent           | 85215 |
| 85 | Vouillé-les-Marais      | 85304 | Marans                  | 17218 |
| 85 | Vouvant                 | 85305 | La Châtaigneraie        | 85059 |





ARRETE  
N° ARS-PDL/DOSA/682/2020

relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins et des zones dans lesquelles l'offre est particulièrement élevée concernant la profession d'infirmier, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DES PAYS DE LA LOIRE

Vu le code de la santé publique et notamment son article L1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 162-14-1 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment son article 158 ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire - M. COIPILET (Jean-Jacques) ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2020 relatif à la méthodologie applicable à la profession d'infirmier pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique [...] ;

Vu l'avis des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale du 13 juin 2019 relatif à l'avenant no 6 à la convention nationale des infirmiers libéraux, signée le 22 juin 2007 ;

Vu, conformément aux dispositions de l'article R1434-42 du code de la santé publique, l'avis de :

- l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) – infirmiers libéraux, consultée le 5 mars 2020, 25 août 2020 et le 17 septembre 2020

- la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, consultée le 1<sup>er</sup> décembre 2020,

Vu l'ensemble des avis recueillis lors de la concertation dans chaque département (Comités d'Accompagnement Territorial des Soins de 1<sup>er</sup> recours) ;

Considérant d'une part, les possibilités d'adaptation régionale de ce zonage en fonction de caractéristiques particulières des territoires et d'autre part, les conclusions de la concertation organisée au niveau régional avec les représentants de la profession ;

Considérant que l'annexe à l'arrêté du 10 janvier 2020 susvisé dispose que, pour la gestion des bassins de vie / cantons-ville situés sur plusieurs régions administratives, l'Agence Régionale de Santé qui regroupe le plus de population standardisé dans une zone située sur plusieurs régions est en charge du classement de ce territoire dans son entièreté qu'il soit contigu ou non contigu.

## ARRÊTE

### Article 1er :

Les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins et les zones dans lesquelles l'offre est particulièrement élevée concernant la profession d'infirmier sont arrêtées en région Pays de la Loire.

Ces zones sont réparties en cinq catégories :

- les zones très sous dotées ;
- les zones sous dotées ;
- les zones intermédiaires ;
- les zones très dotées ;
- les zones sur dotées.

La liste des bassins de vie et des communes classés dans chacune de ces zones figurent en annexe 1 de cet arrêté.

### Article 2 :

Les communes classées selon les catégories susvisées sont réparties ainsi qu'il suit :

- La liste des communes et bassins de vie de la région Pays de la Loire, qualifiés par l'ARS Pays de la Loire figure en annexe 1.
- La liste des communes de la région Pays de la Loire, rattachées à une zone dont la qualification relève de l'ARS d'une autre région, figure en annexe 2.
- La liste des communes appartenant à une autre région, mais rattachées à un bassin de vie canton-ville dont la qualification relève de l'ARS Pays de la Loire, figure en annexe 3.

### Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES cedex 2) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette – 44041 NANTES CEDEX 01).

Ces recours ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

### Article 5 :

Le Directeur Général adjoint et la Directrice par intérim de l'Offre de Santé en Faveur de l'Autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le **23 DEC. 2020**

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé  
des Pays de la Loire  
Jean-Jacques COIPLÉ



### Annexe 1

Liste des communes et bassins de vie de la région Pays de la Loire, qualifiés par l'ARS Pays de la Loire.

| Département administratif de la commune | Code du bassin de vie | Nom du bassin de vie / canton-ville | Code de la commune | Libellé de la commune  | Classement           |
|---|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------|
| Loire-Atlantique                        | 44113                 | Nozay                               | 44001              | Abbaretz               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44002                 | Aigrefeuille-sur-Maine              | 44002              | Aigrefeuille-sur-Maine | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44003                 | Ancenis                             | 44003              | Ancenis                | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44072                 | Herbignac                           | 44006              | Assérac                | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 4429                  | Saint-Sébastien-sur-Loire           | 44009              | Basse-Goulaine         | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4402                  | Baule-Escoublac                     | 44010              | Batz-sur-Mer           | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44129                 | Pontchâteau                         | 44013              | Besné                  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44015                 | Blain                               | 44015              | Blain                  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44180                 | Saint-Mars-la-Jaille                | 44017              | Bonnoeuvre             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4421                  | Rezé-1                              | 44018              | Bouaye                 | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44195                 | Savenay                             | 44019              | Bouée                  | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4421                  | Rezé-1                              | 44020              | Bouguenais             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44043                 | Clisson                             | 44022              | Boussay                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44015                 | Blain                               | 44023              | Bouvron                | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 4421                  | Rezé-1                              | 44024              | Brains                 | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44195                 | Savenay                             | 44025              | Campbon                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4404                  | Carquefou                           | 44026              | Carquefou              | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44110                 | Nort-sur-Erdre                      | 44027              | Casson                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44036                 | Châteaubriant                       | 44036              | Châteaubriant          | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 4431                  | Vertou                              | 44037              | Château-Thébaud        | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44186                 | Sainte-Pazanne                      | 44005              | Chaumes-en-Retz        | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44187                 | Saint-Père-en-Retz                  | 44038              | Chauvé                 | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4410                  | Machecoul                           | 44039              | Cheix-en-Retz          | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44043                 | Clisson                             | 44043              | Clisson                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44067                 | Guémené-Penfao                      | 44044              | Conquereuil            | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44188                 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu        | 44156              | Corcoué-sur-Logne      | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44158                 | Saint-Étienne-de-Montluc            | 44045              | Cordemais              | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44187                 | Saint-Père-en-Retz                  | 44046              | Corsept                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4424                  | Saint-Herblain-1                    | 44047              | Couëron                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 44003                 | Ancenis                             | 44048              | Couffé                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44129                 | Pontchâteau                         | 44050              | Crossac                | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44051                 | Derval                              | 44051              | Derval                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44169                 | Saint-Julien-de-Concelles           | 44029              | Divatte-sur-Loire      | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique                        | 4427                  | Saint-Nazaire-2                     | 44052              | Donges                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44161                 | Saint-Gildas-des-Bois               | 44053              | Drefféac               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44036                 | Châteaubriant                       | 44054              | Erbray                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44015                 | Blain                               | 44056              | Fay-de-Bretagne        | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique                        | 44036                 | Châteaubriant                       | 44058              | Fercé                  | 3-Zone intermédiaire |

|                  |       |                              |       |                           |                        |
|------------------|-------|------------------------------|-------|---------------------------|------------------------|
| Loire-Atlantique | 44187 | Saint-Père-en-Retz           | 44061 | Frossay                   | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44223 | Geneston                     | 44223 | Geneston                  | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44043 | Clisson                      | 44063 | Gétigné                   | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44043 | Clisson                      | 44064 | Gorges                    | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44065 | Grand-Auverné             | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44209 | Treillières                  | 44066 | Grandchamps-des-Fontaines | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44067 | Guémené-Penfao               | 44067 | Guémené-Penfao            | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44161 | Saint-Gildas-des-Bois        | 44068 | Guenrouet                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4409  | Guérande                     | 44069 | Guérande                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4429  | Saint-Sébastien-sur-Loire    | 44071 | Haute-Goulaine            | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44072 | Herbignac                    | 44072 | Herbignac                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44209 | Treillières                  | 44073 | Héric                     | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4424  | Saint-Herblain-1             | 44074 | Indre                     | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44075 | Issé                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44051 | Derval                       | 44076 | Jans                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre               | 44077 | Joué-sur-Erdre            | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 49248 | Pouancé                      | 44078 | Juigné-des-Moutiers       | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4402  | Baule-Escoublac              | 44055 | La Baule-Escoublac        | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44131 | Pornic                       | 44012 | La Bernerie-en-Retz       | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44169 | Saint-Julien-de-Concelles    | 44016 | La Boissière-du-Doré      | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44072 | Herbignac                    | 44030 | La Chapelle-des-Marais    | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille         | 44031 | La Chapelle-Glain         | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44212 | Vallet                       | 44032 | La Chapelle-Heulin        | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44195 | Savenay                      | 44033 | La Chapelle-Launay        | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4405  | Chapelle-sur-Erdre           | 44035 | La Chapelle-sur-Erdre     | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44015 | Blain                        | 44221 | La Chevallerais           | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4428  | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44041 | La Chevrolière            | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                        | 44224 | La Grignonais             | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4431  | Vertou                       | 44070 | La Haie-Fouassière        | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44188 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44083 | La Limouzinière           | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44087 | Machecoul                    | 44090 | La Marne                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44095 | La Meilleraye-de-Bretagne | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4423  | Saint-Brevin-les-Pins        | 44101 | La Montagne               | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44154 | Saint-Brevin-les-Pins        | 44126 | La Plaine-sur-Mer         | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 85146 | Montalgu                     | 44127 | La Planche                | 1-Zone très sous dotée |
| Loire-Atlantique | 44212 | Vallet                       | 44140 | La Regrippière            | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44169 | Saint-Julien-de-Concelles    | 44141 | La Remaudière             | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44003 | Ancenis                      | 44222 | La Roche-Blanche          | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44211 | La Turballe                  | 44211 | La Turballe               | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44195 | Savenay                      | 44080 | Lavau-sur-Loire           | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4428  | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44014 | Le Bignon                 | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4418  | Nort-sur-Erdre               | 44028 | Le Cellier                | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4402  | Baule-Escoublac              | 44049 | Le Croisic                | 3-Zone intermédiaire   |



|                  |       |                           |       |                       |                      |
|------------------|-------|---------------------------|-------|-----------------------|----------------------|
| Loire-Atlantique | 44015 | Blain                     | 44062 | Le Gâvre              | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44169 | Saint-Julien-de-Concelles | 44079 | Le Landreau           | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44169 | Saint-Julien-de-Concelles | 44084 | Le Loroux-Bottereau   | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44212 | Vallet                    | 44117 | Le Pallet             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4423  | Saint-Brevin-les-Pins     | 44120 | Le Pellerin           | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille      | 44124 | Le Pin                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4402  | Baule-Escoublac           | 44135 | Le Poulliguen         | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44158 | Saint-Étienne-de-Montluc  | 44203 | Le Temple-de-Bretagne | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44081 | Legé                      | 44081 | Legé                  | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44131 | Pornic                    | 44106 | Les Moutiers-en-Retz  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4431  | Vertou                    | 44198 | Les Sorinières        | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre            | 44205 | Les Touches           | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre            | 44082 | Ligné                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44213 | Varades                   | 44213 | Loireauxence          | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant             | 44085 | Louisfert             | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44051 | Derval                    | 44086 | Lusanger              | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44087 | Machecoul                 | 44087 | Machecoul-Saint-Même  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44002 | Aigrefeuille-sur-Maine    | 44088 | Maisdon-sur-Sèvre     | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44195 | Savenay                   | 44089 | Malville              | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                     | 44091 | Marsac-sur-Don        | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44067 | Guémené-Penfao            | 44092 | Massérac              | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille      | 44093 | Maumusson             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4404  | Carquefou                 | 44094 | Mauves-sur-Loire      | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44003 | Ancenis                   | 44096 | Mésanger              | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4409  | Guérande                  | 44097 | Mesquer               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44129 | Pontchâteau               | 44098 | Missillac             | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant             | 44099 | Moisdon-la-Rivière    | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44043 | Clisson                   | 44100 | Monnières             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44223 | Geneston                  | 44102 | Montbert              | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4427  | Saint-Nazaire-2           | 44103 | Montoir-de-Bretagne   | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44213 | Varades                   | 44104 | Montrelais            | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44051 | Derval                    | 44105 | Mouais                | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre            | 44107 | Mouzeil               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44212 | Vallet                    | 44108 | Mouzillon             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4496  | Nantes                    | 44109 | Nantes                | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre            | 44110 | Nort-sur-Erdre        | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44209 | Treillières               | 44111 | Notre-Dame-des-Landes | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant             | 44112 | Noyal-sur-Brutz       | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                     | 44113 | Nozay                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4425  | Saint-Herblain-2          | 44114 | Orvault               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44003 | Ancenis                   | 44115 | Oudon                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44187 | Saint-Père-en-Retz        | 44116 | Paimboeuf             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre            | 44118 | Pannecé               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44087 | Machecoul                 | 44119 | Paulx                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant             | 44121 | Petit-Auverné         | 3-Zone intermédiaire |

|                  |       |                              |       |                            |                      |
|------------------|-------|------------------------------|-------|----------------------------|----------------------|
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre               | 44122 | Petit-Mars                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44051 | Derval                       | 44123 | Pierric                    | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44211 | La Turballe                  | 44125 | Piriac-sur-Mer             | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44067 | Guémené-Penfao               | 44128 | Plessé                     | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44129 | Pontchâteau                  | 44129 | Pontchâteau                | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4428  | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44130 | Pont-Saint-Martin          | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44131 | Pornic                       | 44131 | Pornic                     | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4402  | Baule-Escoublac              | 44132 | Pornichet                  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4410  | Machecoul                    | 44133 | Port-Saint-Père            | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44003 | Ancenis                      | 44134 | Pouillé-les-Côteaux        | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44154 | Saint-Brevin-les-Pins        | 44136 | Préfailles                 | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44195 | Savenay                      | 44137 | Prinquiau                  | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                        | 44138 | Puceul                     | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44161 | Saint-Gildas-des-Bois        | 44139 | Quilly                     | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44002 | Aigrefeuille-sur-Maine       | 44142 | Remouillé                  | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4497  | Rezé                         | 44143 | Rezé                       | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre               | 44144 | Riaillé                    | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4410  | Machecoul                    | 44145 | Rouans                     | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44146 | Rougé                      | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44148 | Ruffigné                   | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                        | 44149 | Saffré                     | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4421  | Rezé-1                       | 44150 | Saint-Aignan-Grandlieu     | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4402  | Baule-Escoublac              | 44151 | Saint-André-des-Eaux       | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44153 | Saint-Aubin-des-Châteaux   | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44154 | Saint-Brevin-les-Pins        | 44154 | Saint-Brevin-les-Pins      | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44188 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44155 | Saint-Colomban             | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44129 | Pontchâteau                  | 44152 | Sainte-Anne-sur-Brivet     | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4404  | Carquefou                    | 44172 | Sainte-Luce-sur-Loire      | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44186 | Sainte-Pazanne               | 44186 | Sainte-Pazanne             | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44129 | Pontchâteau                  | 44189 | Sainte-Reine-de-Bretagne   | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44087 | Machecoul                    | 44157 | Saint-Étienne-de-Mer-Morte | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44158 | Saint-Étienne-de-Montluc     | 44158 | Saint-Étienne-de-Montluc   | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4431  | Vertou                       | 44159 | Saint-Fiacre-sur-Maine     | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44003 | Ancenis                      | 44160 | Saint-Géréon               | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44161 | Saint-Gildas-des-Bois        | 44161 | Saint-Gildas-des-Bois      | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4498  | Saint-Herblain               | 44162 | Saint-Herblain             | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44186 | Sainte-Pazanne               | 44164 | Saint-Hilaire-de-Chaléons  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44043 | Clisson                      | 44165 | Saint-Hilaire-de-Clisson   | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4423  | Saint-Brevin-les-Pins        | 44166 | Saint-Jean-de-Boiseau      | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 4409  | Guérande                     | 44168 | Saint-Joachim              | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 44169 | Saint-Julien-de-Concelles    | 44169 | Saint-Julien-de-Concelles  | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44170 | Saint-Julien-de-Vouvantes  | 3-Zone intermédiaire |
| Loire-Atlantique | 4421  | Rezé-1                       | 44171 | Saint-Léger-les-Vignes     | 2-Zone sous dotée    |
| Loire-Atlantique | 44043 | Clisson                      | 44173 | Saint-Lumine-de-Clisson    | 2-Zone sous dotée    |

|                  |       |                              |       |                              |                        |
|------------------|-------|------------------------------|-------|------------------------------|------------------------|
| Loire-Atlantique | 44188 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44174 | Saint-Lumine-de-Coutais      | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44072 | Herbignac                    | 44175 | Saint-Lyphard                | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4427  | Saint-Nazaire-2              | 44176 | Saint-Malo-de-Guersac        | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4410  | Machecoul                    | 44178 | Saint-Mars-de-Coutais        | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4418  | Nort-sur-Erdre               | 44179 | Saint-Mars-du-Désert         | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille         | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille         | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44154 | Saint-Brevin-les-Pins        | 44182 | Saint-Michel-Chef-Chef       | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4409  | Guérande                     | 44183 | Saint-Molf                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4499  | Saint-Nazaire                | 44184 | Saint-Nazaire                | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44187 | Saint-Père-en-Retz           | 44187 | Saint-Père-en-Retz           | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44188 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 44188 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4429  | Saint-Sébastien-sur-Loire    | 44190 | Saint-Sébastien-sur-Loire    | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille         | 44191 | Saint-Sulpice-des-Landes     | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44187 | Saint-Père-en-Retz           | 44192 | Saint-Viaud                  | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44193 | Saint-Vincent-des-Landes     | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4424  | Saint-Herblain-1             | 44194 | Sautron                      | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44195 | Savenay                      | 44195 | Savenay                      | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44161 | Saint-Gildas-des-Bois        | 44196 | Sévérac                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44051 | Derval                       | 44197 | Sion-les-Mines               | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44199 | Soudan                       | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44036 | Châteaubriant                | 44200 | Soulvache                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4405  | Chapelle-sur-Erdre           | 44201 | Sucé-sur-Erdre               | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44003 | Ancenis                      | 44202 | Teillé                       | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4404  | Carquefou                    | 44204 | Thouaré-sur-Loire            | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44081 | Legé                         | 44206 | Touvois                      | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44110 | Nort-sur-Erdre               | 44207 | Trans-sur-Erdre              | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                        | 44208 | Treffieux                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44209 | Treillières                  | 44209 | Treillières                  | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4427  | Saint-Nazaire-2              | 44210 | Trignac                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44213 | Varades                      | 44163 | Vair-sur-Loire               | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 44212 | Vallet                       | 44212 | Vallet                       | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44113 | Nozay                        | 44214 | Vay                          | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 4431  | Vertou                       | 44215 | Vertou                       | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 85146 | Montaigu                     | 44216 | Vieilleville                 | 1-Zone très sous dotée |
| Loire-Atlantique | 44158 | Saint-Étienne-de-Montluc     | 44217 | Vigneux-de-Bretagne          | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 44131 | Pornic                       | 44021 | Villeneuve-en-Retz           | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 49248 | Pouancé                      | 44218 | Villepot                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Loire-Atlantique | 49054 | Candé                        | 44219 | Vritz                        | 2-Zone sous dotée      |
| Loire-Atlantique | 4410  | Machecoul                    | 44220 | Vue                          | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire   | 4998  | Angers                       | 49007 | Angers                       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire   | 49054 | Candé                        | 49008 | Angrie                       | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire   | 49215 | Montreuil-Bellay             | 49009 | Antoigné                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire   | 49248 | Pouancé                      | 49010 | Armaillé                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire   | 49328 | Saumur                       | 49011 | Artannes-sur-Thouet          | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire   | 49345 | Thouarcé                     | 49012 | Aubigné-sur-Layon            | 2-Zone sous dotée      |

|                |       |                         |       |                        |                      |
|----------------|-------|-------------------------|-------|------------------------|----------------------|
| Maine-et-Loire | 4904  | Angers-4                | 49015 | Avrillé                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49017 | Baracé                 | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49018 | Baugé                   | 49018 | Baugé-en-Anjou         | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4903  | Angers-3                | 49020 | Beaucouzé              | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49021 | Beaufort-en-Anjou      | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4911  | Chemillé-Melay          | 49022 | Beaulieu-sur-Layon     | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49023 | Beaupréau               | 49023 | Beaupréau-en-Mauges    | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49183 | Le Louroux-Béconnais    | 49026 | Bécon-les-Granits      | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49301 | Saint-Macaire-en-Mauges | 49027 | Bégrolles-en-Mauges    | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4903  | Angers-3                | 49028 | Béhuard                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49345 | Thouarcé                | 49345 | Bellevigne-en-Layon    | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49050 | Brissac-Quincé          | 49029 | Blaison-Saint-Sulpice  | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49030 | Blou                   | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4902  | Angers-2                | 49035 | Bouchemaine            | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49331 | Segré                   | 49036 | Bouillé-Ménard         | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49331 | Segré                   | 49038 | Bourg-l'Évêque         | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49046 | Brézé                  | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49048 | Briollay               | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49050 | Brissac-Quincé          | 49050 | Brissac Loire Aubance  | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49215 | Montreuil-Bellay        | 49053 | Brossay                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49054 | Candé                   | 49054 | Candé                  | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49214 | Montreuil-Juigné        | 49055 | Cantenay-Épinard       | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49248 | Pouancé                 | 49056 | Carbay                 | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49057 | Cernusson              | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49060 | Chacé                  | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49054 | Candé                   | 49061 | Challain-la-Potherie   | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49063 | Chalennes-sur-Loire     | 49063 | Chalennes-sur-Loire    | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49064 | Chambellay             | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49244 | La Pommeraye            | 49068 | Champtocé-sur-Loire    | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49070 | Chanteloup-les-Bois    | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe  | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49063 | Chalennes-sur-Loire     | 49082 | Chaufonds-sur-Layon    | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49331 | Segré                   | 49089 | Chazé-sur-Argos        | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49090 | Cheffes                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49092 | Chemillé                | 49092 | Chemillé-en-Anjou      | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49067 | Chenillé-Champteussé   | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 4999  | Cholet                  | 49099 | Cholet                 | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49100 | Cizay-la-Madeleine     | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49102 | Cléré-sur-Layon        | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49107 | Cornillé-les-Caves     | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49109 | Coron                  | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49333 | Seiches-sur-le-Loir     | 49110 | Corzé                  | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49113 | Courchamps             | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 4910  | Chalennes-sur-Loire     | 49120 | Denée                  | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49121 | Dénezé-sous-Doué       | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49123 | Distré                 | 3-Zone intermédiaire |

|                |       |                         |       |                               |                      |
|----------------|-------|-------------------------|-------|-------------------------------|----------------------|
| Maine-et-Loire | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49125 | Doué-en-Anjou                 | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49127 | Durtal                  | 49127 | Durtal                        | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49323 | Saint-Sylvain-d'Anjou   | 49129 | Écouflant                     | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49130 | Écuillé                       | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49215 | Montreuil-Bellay        | 49131 | Épieds                        | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49331 | Segré                   | 49367 | Erdre-en-Anjou                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49132 | Étriché                       | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49214 | Montreuil-Juigné        | 49135 | Feneu                         | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49140 | Fontevraud-l'Abbaye           | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 44180 | Saint-Mars-la-Jaille    | 49144 | Freigné                       | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49261 | Les Rosiers-sur-Loire   | 49149 | Gennes-Val de Loire           | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49155 | Grez-Neuville                 | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49127 | Durtal                  | 49159 | Huillé                        | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49244 | La Pommeraye            | 49160 | Ingrandes-Le Fresne sur Loire | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49018 | Baugé                   | 49163 | Jarzé Villages                | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe  | 49170 | Juvardeil                     | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49333 | Seiches-sur-le-Loir     | 49076 | La Chapelle-Saint-Laud        | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49161 | La Jaille-Yvon                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49018 | Baugé                   | 49171 | La Lande-Chasles              | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49201 | La Ménitré                    | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49228 | Noyant                  | 49237 | La Pellerine                  | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49240 | La Plaine                     | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49063 | Chalonnnes-sur-Loire    | 49247 | La Possonnière                | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49301 | Saint-Macaire-en-Mauges | 49260 | La Romagne                    | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4918  | Saint-Macaire-en-Mauges | 49332 | La Séguinière                 | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 4913  | Cholet-2                | 49343 | La Tessoualle                 | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49112 | Le Coudray-Macouard           | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49176 | Le Lion-d'Angers              | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49301 | Saint-Macaire-en-Mauges | 49193 | Le May-sur-Èvre               | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49241 | Le Plessis-Grammoire          | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49215 | Montreuil-Bellay        | 49253 | Le Puy-Notre-Dame             | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49138 | Les Bois d'Anjou              | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4917  | Ponts-de-Cé             | 49167 | Les Garennes sur Loire        | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe  | 49065 | Les Hauts d'Anjou             | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 4917  | Ponts-de-Cé             | 49246 | Les Ponts-de-Cé               | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49127 | Durtal                  | 49257 | Les Rairies                   | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49261 | Les Rosiers-sur-Loire   | 49261 | Les Rosiers-sur-Loire         | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49359 | Les Ulmes                     | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49127 | Durtal                  | 49174 | Lézigné                       | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49054 | Candé                   | 49178 | Loiré                         | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49307 | Loire-Authion                 | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49180 | Longué-Jumelles               | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 4989  | Longuenée-en-Anjou      | 49200 | Longuenée-en-Anjou            | 2-Zone sous dotée    |
| Maine-et-Loire | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49182 | Louresse-Rochemenier          | 3-Zone intermédiaire |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49373 | Lys-Haut-Layon                | 2-Zone sous dotée    |



|                |       |                         |       |                              |                        |
|----------------|-------|-------------------------|-------|------------------------------|------------------------|
| Maine-et-Loire | 49333 | Seiches-sur-le-Loir     | 49188 | Marcé                        | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49244 | La Pommeraye            | 49244 | Mauges-sur-Loire             | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49194 | Mazé-Milon                   | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4913  | Cholet-2                | 49195 | Mazières-en-Mauges           | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe  | 49205 | Miré                         | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49127 | Durtal                  | 49209 | Montigné-lès-Rairies         | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49211 | Montilliers                  | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49215 | Montreuil-Bellay        | 49215 | Montreuil-Bellay             | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49214 | Montreuil-Juigné        | 49214 | Montreuil-Juigné             | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49216 | Montreuil-sur-Loir           | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49217 | Montreuil-sur-Maine          | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49313 | Saint-Pierre-Montlimart | 49218 | Montrevault-sur-Èvre         | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49219 | Montsoreau                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe  | 49220 | Morannes sur Sarthe-Daumeray | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49018 | Baugé                   | 49221 | Mouliherne                   | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4911  | Chemillé-Melay          | 49222 | Mozé-sur-Louet               | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4917  | Ponts-de-Cé             | 49223 | Mûrs-Erigné                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49224 | Neuillé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49228 | Noyant                  | 49228 | Noyant-Villages              | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4913  | Cholet-2                | 49231 | Nuaillé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49248 | Pouancé                 | 49248 | Ombree d'Anjou               | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 44003 | Ancenis                 | 49069 | Orée d'Anjou                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49235 | Parnay                       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49236 | Passavant-sur-Layon          | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4910  | Chalonnnes-sur-Loire    | 49259 | Rochefort-sur-Loire          | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49262 | Rou-Marson                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49183 | Le Louroux-Béconnais    | 49266 | Saint-Augustin-des-Bois      | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4906  | Angers-6                | 49267 | Saint-Barthélemy-d'Anjou     | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre      | 49269 | Saint-Christophe-du-Bois     | 1-Zone très sous dotée |
| Maine-et-Loire | 49183 | Le Louroux-Béconnais    | 49271 | Saint-Clément-de-la-Place    | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49261 | Les Rosiers-sur-Loire   | 49272 | Saint-Clément-des-Levées     | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49274 | Saint-Cyr-en-Bourg           | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4902  | Angers-2                | 49278 | Sainte-Gemmes-sur-Loire      | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49283 | Saint-Georges-sur-Loire | 49283 | Saint-Georges-sur-Loire      | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49244 | La Pommeraye            | 49284 | Saint-Germain-des-Prés       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4917  | Ponts-de-Cé             | 49288 | Saint-Jean-de-la-Croix       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4903  | Angers-3                | 49289 | Saint-Jean-de-Linières       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49215 | Montreuil-Bellay        | 49291 | Saint-Just-sur-Dive          | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4903  | Angers-3                | 49294 | Saint-Lambert-la-Potherie    | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4903  | Angers-3                | 49298 | Saint-Léger-des-Bois         | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4918  | Saint-Macaire-en-Mauges | 49299 | Saint-Léger-sous-Cholet      | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49302 | Saint-Macaire-du-Bois        | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49261 | Les Rosiers-sur-Loire   | 49304 | Saint-Martin-de-la-Place     | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49283 | Saint-Georges-sur-Loire | 49306 | Saint-Martin-du-Fouilloux    | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49050 | Brissac-Quincé          | 49308 | Saint-Melaine-sur-Aubance    | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49373 | Vihiers                 | 49310 | Saint-Paul-du-Bois           | 2-Zone sous dotée      |

|                |       |                         |       |                          |                        |
|----------------|-------|-------------------------|-------|--------------------------|------------------------|
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49311 | Saint-Philbert-du-Peuple | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 44213 | Varades                 | 49321 | Saint-Sigismond          | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49021 | Beaufort-en-Vallée      | 49326 | Sarrigné                 | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49328 | Saumur                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49063 | Chalonnnes-sur-Loire    | 49329 | Savennières              | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49330 | Sceaux-d'Anjou           | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49331 | Segré                   | 49331 | Segré-en-Anjou Bleu      | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49333 | Seiches-sur-le-Loir     | 49333 | Seiches-sur-le-Loir      | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49018 | Baugé                   | 49334 | Sermaise                 | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49301 | Saint-Macaire-en-Mauges | 49301 | Sèvremoine               | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49333 | Seiches-sur-le-Loir     | 49337 | Soucelles                | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4917  | Ponts-de-Cé             | 49338 | Soulaines-sur-Aubance    | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49214 | Montreuil-Juigné        | 49339 | Soulaire-et-Bourg        | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49341 | Souzay-Champigny         | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49345 | Thouarcé                | 49086 | Terranjou                | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49176 | Le Lion-d'Angers        | 49344 | Thorigné-d'Anjou         | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49347 | Tiercé                  | 49347 | Tiercé                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4913  | Cholet-2                | 49352 | Toutlemonde              | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4907  | Angers-7                | 49353 | Trélazé                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 4913  | Cholet-2                | 49355 | Trémentines              | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49125 | Doué-la-Fontaine        | 49003 | Tuffalun                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49358 | Turquant                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49183 | Le Louroux-Béconnais    | 49183 | Val d'Erdre-Auxence      | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 4988  | Val-du-Layon            | 49292 | Val-du-Layon             | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49361 | Varennes-sur-Loire       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49362 | Varrains                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49215 | Montreuil-Bellay        | 49364 | Vaudelnay                | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49368 | Vernantes                | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49369 | Vernoil-le-Fourrier      | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49370 | Verrie                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49323 | Saint-Sylvain-d'Anjou   | 49323 | Verrières-en-Anjou       | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49092 | Chemillé                | 49371 | Vezins                   | 2-Zone sous dotée      |
| Maine-et-Loire | 49328 | Saumur                  | 49374 | Villebernier             | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49323 | Saint-Sylvain-d'Anjou   | 49377 | Villevêque               | 3-Zone intermédiaire   |
| Maine-et-Loire | 49180 | Longué-Jumelles         | 49378 | Vivy                     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne        | 5308  | Huisserie               | 53001 | Ahuillé                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne        | 5314  | Mayenne                 | 53002 | Alexain                  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne        | 53003 | Ambrières-les-Vallées   | 53003 | Ambrières-les-Vallées    | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne        | 53062 | Château-Gontier         | 53004 | Ampoigné                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne        | 5305  | Ernée                   | 53005 | Andouillé                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne        | 53062 | Château-Gontier         | 53006 | Argenton-Notre-Dame      | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne        | 5302  | Bonchamp-lès-Laval      | 53007 | Argentré                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne        | 53147 | Mayenne                 | 53008 | Aron                     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne        | 53152 | Meslay-du-Maine         | 53009 | Arquenay                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne        | 53097 | Évron                   | 53010 | Assé-le-Bérenger         | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne        | 53077 | Cossé-le-Vivien         | 53011 | Astillé                  | 2-Zone sous dotée      |

|         |       |                       |       |                        |                        |
|---------|-------|-----------------------|-------|------------------------|------------------------|
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53012 | Athée                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53013 | Averton                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53014 | Azé                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53016 | Bais                   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53018 | Ballots                | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe      | 53019 | Bannes                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53025 | Bazougers              | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53026 | Beaulieu-sur-Oudon     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe      | 53027 | Beaumont-Pied-de-Boeuf | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53028 | Belgeard               | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53029 | Bierné                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53228 | Blandouet-Saint Jean   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5302  | Bonchamp-lès-Laval    | 53034 | Bonchamp-lès-Laval     | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53035 | Bouchamps-lès-Craon    | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe      | 53036 | Bouère                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe      | 53037 | Bouessay               | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail           | 53038 | Boulay-les-Ifs         | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53040 | Bourgon                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53042 | Brecé                  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53043 | Brée                   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53047 | Careilles              | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53048 | Chailland              | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5302  | Bonchamp-lès-Laval    | 53049 | Châlons-du-Maine       | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux   | 53051 | Champéon               | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5317  | Villaines-la-Juhel    | 53052 | Champfrémont           | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53053 | Champgenéteux          | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5316  | Saint-Berthevin       | 53054 | Changé                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées | 53055 | Chantrigné             | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53061 | Charchigné             | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53062 | Château-Gontier        | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53063 | Châtelain              | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53064 | Châtillon-sur-Colmont  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53065 | Châtres-la-Forêt       | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53066 | Chemazé                | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53067 | Chémeré-le-Roi         | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53068 | Chérancé               | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53069 | Chevaigné-du-Maine     | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53071 | Colombiers-du-Plessis  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53072 | Commer                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53188 | Renazé                | 53073 | Congrier               | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53074 | Contest                | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53075 | Cosmes                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe      | 53076 | Cossé-en-Champagne     | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53077 | Cossé-le-Vivien        | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53078 | Coudray                | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées | 53079 | Couesmes-Vaucé         | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail           | 53080 | Couptrain              | 2-Zone sous dotée      |

|         |       |                       |       |                        |                        |
|---------|-------|-----------------------|-------|------------------------|------------------------|
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53082 | Courbeville            | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53083 | Courcité               | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53084 | Craon                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53085 | Crennes-sur-Fraubée    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53089 | Daon                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53090 | Denazé                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53091 | Désertines             | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53092 | Deux-Évailles          | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5308  | Huisserie             | 53094 | Entrammes              | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53096 | Ernée                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53097 | Évron                  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5308  | Huisserie             | 53099 | Forcé                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53101 | Fromentières           | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53104 | Gennes-sur-Glaize      | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53105 | Gesnes                 | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53106 | Gesvres                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53107 | Gorron                 | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53109 | Grazay                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53110 | Grez-en-Bouère         | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53113 | Hambers                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53114 | Hardanges              | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53115 | Hercé                  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53117 | Houssay                | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53120 | Izé                    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53121 | Javron-les-Chapelles   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53122 | Jublains               | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53123 | Juvigné                | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5305  | Ernée                 | 53015 | La Baconnière          | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53021 | La Bazoge-Montpinçon   | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53022 | La Bazouge-de-Chemeré  | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53023 | La Bazouge-des-Allieux | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5305  | Ernée                 | 53031 | La Bigottière          | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53188 | Renazé                | 53033 | La Boissière           | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53045 | La Brûlatte            | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5302  | Bonchamp-lès-Laval    | 53056 | La Chapelle-Anthenaise | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53057 | La Chapelle-au-Riboul  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53058 | La Chapelle-Craonnaise | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53059 | La Chapelle-Rainsouin  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53086 | La Croixille           | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53087 | La Crupte              | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53108 | La Gravelle            | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées | 53111 | La Haie-Traversaine    | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail           | 53173 | La Pallu               | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53177 | La Pellerine           | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53188 | Renazé                | 53192 | La Rouaudière          | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53188 | Renazé                | 53258 | La Selle-Craonnaise    | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53124 | Laigné                 | 3-Zone intermédiaire   |

|         |       |                       |       |                          |                        |
|---------|-------|-----------------------|-------|--------------------------|------------------------|
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53126 | Larchamp                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux   | 53127 | Lassay-les-Châteaux      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53129 | Launay-Villiers          | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5399  | Laval                 | 53130 | Laval                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53030 | Le Bignon-du-Maine       | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53039 | Le Bourgneuf-la-Forêt    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53046 | Le Buret                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53103 | Le Genest-Saint-Isle     | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53112 | Le Ham                   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux   | 53116 | Le Horps                 | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux   | 53118 | Le Housseau-Brétignolles | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées | 53176 | Le Pas                   | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53190 | Le Ribay                 | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53131 | Lesbois                  | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron                | 53132 | Levaré                   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5308  | Huisserie             | 53119 | L'Huisserie              | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail           | 53133 | Lignières-Orgères        | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53134 | Livet                    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53135 | Livré-la-Touche          | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53136 | Loigné-sur-Mayenne       | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5313  | Loiron                | 53137 | Loiron-Ruillé            | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53138 | Longuefuye               | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel    | 53139 | Loupfougères             | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5302  | Bonchamp-lès-Laval    | 53140 | Louverné                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5308  | Huisserie             | 53141 | Louigné                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53143 | Maisoncelles-du-Maine    | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53144 | Marcillé-la-Ville        | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53145 | Marigné-Peuton           | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53146 | Martigné-sur-Mayenne     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53147 | Mayenne                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53148 | Mée                      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier       | 53150 | Ménil                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53151 | Méral                    | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine       | 53152 | Meslay-du-Maine          | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53153 | Mézangers                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53154 | Montaudin                | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53096 | Ernée                 | 53155 | Montenay                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5302  | Bonchamp-lès-Laval    | 53156 | Montflours               | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5308  | Huisserie             | 53157 | Montigné-le-Brillant     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien       | 53158 | Montjean                 | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53159 | Montourtier              | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux   | 53160 | Montreuil-Poulay         | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53161 | Montsûrs-Saint-Cénéry    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne               | 53162 | Moulay                   | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53097 | Évron                 | 53163 | Neau                     | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail           | 53164 | Neully-le-Vendin         | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53084 | Craon                 | 53165 | Niaflès                  | 2-Zone sous dotée      |



|         |       |                     |       |                             |                        |
|---------|-------|---------------------|-------|-----------------------------|------------------------|
| Mayenne | 5308  | Huisserie           | 53168 | Nuillé-sur-Vicoin           | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53147 | Mayenne             | 53170 | Oisseau                     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5313  | Loiron              | 53169 | Olivet                      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5301  | Azé                 | 53172 | Origné                      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne             | 53174 | Parigné-sur-Braye           | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5308  | Huisserie           | 53175 | Parné-sur-Roc               | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien     | 53178 | Peuton                      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53096 | Ernée               | 53179 | Placé                       | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53084 | Craon               | 53180 | Pommerieux                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5313  | Loiron              | 53182 | Port-Brillet                | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine     | 53184 | Préaux                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail         | 53185 | Pré-en-Pail-Saint-Samson    | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien     | 53186 | Quelaines-Saint-Gault       | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5317  | Villaines-la-Juhel  | 53187 | Ravigny                     | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53188 | Renazé              | 53188 | Renazé                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux | 53189 | Rennes-en-Grenouilles       | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine     | 53193 | Ruillé-Froid-Fonds          | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5302  | Bonchamp-lès-Laval  | 53195 | Sacé                        | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel  | 53196 | Saint-Aignan-de-Couptrain   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53188 | Renazé              | 53197 | Saint-Aignan-sur-Roë        | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel  | 53198 | Saint-Aubin-du-Désert       | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53107 | Gorron              | 53199 | Saint-Aubin-Fosse-Louvain   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53147 | Mayenne             | 53200 | Saint-Baudelle              | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5316  | Saint-Berthevin     | 53201 | Saint-Berthevin             | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53107 | Gorron              | 53202 | Saint-Berthevin-la-Tannière | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe    | 53203 | Saint-Brice                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail         | 53204 | Saint-Calais-du-Désert      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine     | 53206 | Saint-Charles-la-Forêt      | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron               | 53207 | Saint-Christophe-du-Luat    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53185 | Pré-en-Pail         | 53208 | Saint-Cyr-en-Pail           | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe    | 53210 | Saint-Denis-d'Anjou         | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53096 | Ernée               | 53211 | Saint-Denis-de-Gastines     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine     | 53212 | Saint-Denis-du-Maine        | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron               | 53218 | Sainte-Gemmes-le-Robert     | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux | 53235 | Sainte-Marie-du-Bois        | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 49248 | Pouancé             | 53214 | Saint-Erblon                | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron               | 53255 | Sainte-Suzanne-et-Chammes   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier     | 53215 | Saint-Fort                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53147 | Mayenne             | 53216 | Saint-Fraimbault-de-Prières | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53147 | Mayenne             | 53219 | Saint-Georges-Buttavent     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine     | 53220 | Saint-Georges-le-Flécharde  | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron               | 53221 | Saint-Georges-sur-Erve      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5314  | Mayenne             | 53222 | Saint-Germain-d'Anxure      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 72334 | Sillé-le-Guillaume  | 53223 | Saint-Germain-de-Coulamer   | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5316  | Saint-Berthevin     | 53224 | Saint-Germain-le-Fouilloux  | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5305  | Ernée               | 53225 | Saint-Germain-le-Guillaume  | 1-Zone très sous dotée |

|         |       |                        |       |                             |                        |
|---------|-------|------------------------|-------|-----------------------------|------------------------|
| Mayenne | 53096 | Ernée                  | 53226 | Saint-Hilaire-du-Maine      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5316  | Saint-Berthevin        | 53229 | Saint-Jean-sur-Mayenne      | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53127 | Lassay-les-Châteaux    | 53230 | Saint-Julien-du-Terroux     | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 49080 | Châteauneuf-sur-Sarthe | 53231 | Saint-Laurent-des-Mortiers  | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53232 | Saint-Léger                 | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 53233 | Saint-Loup-du-Dorat         | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées  | 53234 | Saint-Loup-du-Gast          | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel     | 53236 | Saint-Mars-du-Désert        | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées  | 53237 | Saint-Mars-sur-Colmont      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 72334 | Sillé-le-Guillaume     | 53239 | Saint-Martin-de-Connée      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53188 | Renazé                 | 53240 | Saint-Martin-du-Limet       | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier        | 53241 | Saint-Michel-de-Feins       | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 5313  | Loiron                 | 53243 | Saint-Ouën-des-Toits        | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53244 | Saint-Ouën-des-Vallons      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53096 | Ernée                  | 53245 | Saint-Pierre-des-Landes     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5317  | Villaines-la-Juhel     | 53246 | Saint-Pierre-des-Nids       | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 5313  | Loiron                 | 53247 | Saint-Pierre-la-Cour        | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53248 | Saint-Pierre-sur-Erve       | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 72334 | Sillé-le-Guillaume     | 53249 | Saint-Pierre-sur-Orthe      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien        | 53250 | Saint-Poix                  | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53084 | Craon                  | 53251 | Saint-Quentin-les-Anges     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53188 | Renazé                 | 53253 | Saint-Saturnin-du-Limet     | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53062 | Château-Gontier        | 53254 | Saint-Sulpice               | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel     | 53256 | Saint-Thomas-de-Courceriers | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine        | 53257 | Saulges                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 49248 | Pouancé                | 53259 | Senonnes                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53077 | Cossé-le-Vivien        | 53260 | Simplé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53003 | Ambrières-les-Vallées  | 53261 | Soucé                       | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 5308  | Huisserie              | 53262 | Soulgé-sur-Ouette           | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53264 | Thorigné-en-Charnie         | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53265 | Torcé-Viviers-en-Charnie    | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel     | 53266 | Trans                       | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53267 | Vaiges                      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine        | 53017 | Val-du-Maine                | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 53096 | Ernée                  | 53269 | Vautorte                    | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53107 | Gorron                 | 53270 | Vieuvy                      | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel     | 53271 | Villaines-la-Juhel          | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53271 | Villaines-la-Juhel     | 53272 | Villepail                   | 1-Zone très sous dotée |
| Mayenne | 53152 | Meslay-du-Maine        | 53273 | Villiers-Charlemagne        | 3-Zone intermédiaire   |
| Mayenne | 72334 | Sillé-le-Guillaume     | 53274 | Vimarcé                     | 2-Zone sous dotée      |
| Mayenne | 53097 | Évron                  | 53276 | Voutré                      | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe  | 7211  | Mans-2                 | 72001 | Aigné                       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe  | 72180 | Mamers                 | 72002 | Aillières-Beauvoir          | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe  | 7216  | Mans-7                 | 72003 | Allonnes                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe  | 72089 | Conlie                 | 72004 | Amné                        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe  | 7220  | Sillé-le-Guillaume     | 72005 | Ancinnes                    | 3-Zone intermédiaire   |

|        |       |                        |       |                        |                        |
|--------|-------|------------------------|-------|------------------------|------------------------|
| Sarthe | 7209  | Mamers                 | 72006 | Arçonnay               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72054 | Champagné              | 72007 | Ardenay-sur-Mérize     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7215  | Mans-6                 | 72008 | Arnage                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72154 | La Flèche              | 72009 | Arthezé                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72010 | Asnières-sur-Vègre     | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe     | 72011 | Assé-le-Boisne         | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72012 | Assé-le-Riboul         | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72013 | Aubigné-Racan          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72016 | Auvers-le-Hamon        | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72017 | Auvers-sous-Montfaucon | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults   | 72018 | Avesnes-en-Saosnois    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72019 | Avesse                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard       | 72020 | Avezé                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72021 | Avoise                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable             | 72023 | Ballon-Saint Mars      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 49127 | Durtal                 | 72025 | Bazouges Cré sur Loir  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable             | 72026 | Beaufay                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72028 | Beaumont-Pied-de-Boeuf | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir | 72027 | Beaumont-sur-Dême      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72090 | Connerré               | 72031 | Beillé                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72032 | Berfay                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72089 | Conlie                 | 72033 | Bernay-en-Champagne    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume     | 72034 | Bérus                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais           | 72035 | Bessé-sur-Braye        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume     | 72036 | Béthon                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard       | 72038 | Boëssé-le-Sec          | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable             | 72039 | Bonnétable             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72041 | Bouëf                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72090 | Connerré               | 72042 | Bouloire               | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume     | 72043 | Bourg-le-Roi           | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72154 | La Flèche              | 72044 | Bousse                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7207  | Loué                   | 72045 | Brains-sur-Gée         | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72231 | Parigné-l'Évêque       | 72047 | Brette-les-Pins        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable             | 72048 | Briosne-lès-Sables     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72050 | Brûlon                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7208  | Lude                   | 72051 | Cérans-Foulletourte    | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir | 72052 | Chahaignes             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72231 | Parigné-l'Évêque       | 72053 | Challes                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72054 | Champagné              | 72054 | Champagné              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers                 | 72056 | Champfleuf             | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72057 | Champrond              | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7202  | Changé                 | 72058 | Changé                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72059 | Chantenay-Villedieu    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72070 | Chassillé              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72124 | Écommoy                | 72072 | Château-l'Hermitage    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7216  | Mans-7                 | 72073 | Chaufour-Notre-Dame    | 2-Zone sous dotée      |

|        |       |                      |       |                        |                        |
|--------|-------|----------------------|-------|------------------------|------------------------|
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72074 | Chemiré-en-Charnie     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe   | 72075 | Chemiré-le-Gaudin      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers               | 72076 | Chenay                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72077 | Chenu                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72078 | Chérancé               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume   | 72079 | Chérisay               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72080 | Cherré                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72081 | Cherreau               | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72083 | Chevillé               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72154 | La Flèche            | 72084 | Clermont-Créans        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72085 | Cogners                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72086 | Commervell             | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72087 | Conflans-sur-Anille    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers               | 72088 | Congé-sur-Orne         | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72089 | Conlie                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72090 | Connerré               | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72091 | Contilly               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72093 | Cormes                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72094 | Coudrecieux            | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7213  | Mans-4               | 72095 | Coulaines              | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7207  | Loué                 | 72096 | Coulans-sur-Gée        | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72097 | Coulombiers            | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72176 | Le Lude              | 72098 | Coulongé               | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72099 | Courseboeufs           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche            | 72100 | Courcelles-la-Forêt    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72101 | Courcemont             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72102 | Courcival              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72103 | Courdemanche           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72104 | Courgains              | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72105 | Courgenard             | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72106 | Courtillers            | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72107 | Crannes-en-Champagne   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72109 | Crissé                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche            | 72110 | Crosnières             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72111 | Cures                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72112 | Dangeul                | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7207  | Loué                 | 72113 | Degré                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72114 | Dehault                | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72115 | Dissay-sous-Courcillon | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72116 | Dissé-sous-Ballon      | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72176 | Le Lude              | 72117 | Dissé-sous-le-Lude     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72118 | Dollon                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72119 | Domfront-en-Champagne  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72120 | Doucelles              | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72121 | Douillet               | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72122 | Duneau                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72123 | Dureil                 | 3-Zone intermédiaire   |

|        |       |                        |       |                          |                        |
|--------|-------|------------------------|-------|--------------------------|------------------------|
| Sarthe | 72124 | Écommoy                | 72124 | Écommoy                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais           | 72125 | Écorpain                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72126 | Épineu-le-Chevreuil      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7221  | Suze-sur-Sarthe        | 72127 | Étival-lès-le-Mans       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais           | 72128 | Évaillé                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72054 | Champagné              | 72129 | Fatines                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7216  | Mans-7                 | 72130 | Fay                      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72131 | Fercé-sur-Sarthe         | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7221  | Suze-sur-Sarthe        | 72133 | Fillé                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72134 | Flée                     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72136 | Fontenay-sur-Vègre       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe     | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe     | 72139 | Fyé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume     | 72141 | Gesnes-le-Gandelin       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72142 | Grandchamp               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72144 | Gréez-sur-Roc            | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7221  | Suze-sur-Sarthe        | 72146 | Guécélar                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable             | 72148 | Jauzé                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72149 | Joué-en-Charnie          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable             | 72150 | Joué-l'Abbé              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72151 | Juigné-sur-Sarthe        | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72152 | Juillé                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé          | 72153 | Jupilles                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable             | 72024 | La Bazoge                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable             | 72040 | La Bosse                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72049 | La Bruère-sur-Loir       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72176 | Le Lude                | 72060 | La Chapelle-aux-Choux    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 49127 | Durtal                 | 72061 | La Chapelle-d'Aligné     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard       | 72062 | La Chapelle-du-Bois      | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais           | 72064 | La Chapelle-Huon         | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7211  | Mans-2                 | 72065 | La Chapelle-Saint-Aubin  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7207  | Loué                   | 72066 | La Chapelle-Saint-Fray   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72090 | Connerré               | 72067 | La Chapelle-Saint-Rémy   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard       | 72132 | La Ferté-Bernard         | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72154 | La Flèche              | 72154 | La Flèche                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72135 | La Fontaine-Saint-Martin | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable             | 72147 | La Guierche              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7211  | Mans-2                 | 72198 | La Mîlesse               | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72089 | Conlie                 | 72249 | La Quinte                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72346 | La Suze-sur-Sarthe       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7204  | Écommoy                | 72155 | Laigné-en-Belin          | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72156 | Lamnay                   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7207  | Loué                   | 72157 | Lavardin                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72158 | Lavaré                   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72160 | Lavernat                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche              | 72022 | Le Bailleul              | 2-Zone sous dotée      |



|        |       |                        |       |                           |                        |
|--------|-------|------------------------|-------|---------------------------|------------------------|
| Sarthe | 72090 | Connerré               | 72046 | Le Breil-sur-Mérize       | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé          | 72143 | Le Grand-Lucé             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume     | 72145 | Le Grez                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré               | 72172 | Le Luart                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72176 | Le Lude                | 72176 | Le Lude                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7299  | Le Mans                | 72181 | Le Mans                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72362 | Le Tronchet               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72180 | Mamers                 | 72015 | Les Aulneaux              | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72180 | Mamers                 | 72192 | Les Mées                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir | 72161 | Lhomme                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche              | 72163 | Ligron                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume     | 72164 | Livet-en-Saosnois         | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72068 | La Chartre-sur-le-Loir | 72262 | Loir en Vallée            | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72054 | Champagné              | 72165 | Lombron                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72166 | Longnes                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe       | 72167 | Louailles                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72168 | Loué                      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72169 | Louplande                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers                 | 72170 | Louvigny                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72180 | Mamers                 | 72171 | Louzes                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72173 | Luceau                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers                 | 72174 | Lucé-sous-Ballon          | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72176 | Le Lude                | 72175 | Luché-Pringé              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72177 | Maigné                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré               | 72178 | Maisoncelles              | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72179 | Malicorne-sur-Sarthe      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers                 | 72180 | Mamers                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72124 | Écommoy                | 72182 | Mansigné                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir        | 72183 | Marçon                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                   | 72184 | Mareil-en-Champagne       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche              | 72185 | Mareil-sur-Loir           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72186 | Maresché                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72124 | Écommoy                | 72187 | Marigné-Lailié            | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults   | 72189 | Marolles-les-Braults      | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais           | 72190 | Marolles-lès-Saint-Calais | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers                 | 72188 | Marollette                | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72124 | Écommoy                | 72191 | Mayet                     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                | 72193 | Melleray                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe    | 72194 | Meurcé                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe     | 72195 | Mézeray                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72089 | Conlie                 | 72197 | Mézières-sous-Lavardin    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers                 | 72196 | Mézières-sur-Ponthouin    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe     | 72199 | Moitron-sur-Sarthe        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7204  | Écommoy                | 72200 | Moncé-en-Belin            | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72180 | Mamers                 | 72201 | Moncé-en-Saosnois         | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults   | 72202 | Monhoudou                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais           | 72204 | Montaillé                 | 2-Zone sous dotée      |

|        |       |                      |       |                        |                        |
|--------|-------|----------------------|-------|------------------------|------------------------|
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72205 | Montbizot              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72054 | Champagné            | 72241 | Montfort-le-Gesnois    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72373 | Vibraye              | 72208 | Montmirail             | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72209 | Montreuil-le-Chétif    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72210 | Montreuil-le-Henri     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72211 | Mont-Saint-Jean        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72071 | Montval-sur-Loir       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume   | 72212 | Moulins-le-Carbonnel   | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7204  | Écommoy              | 72213 | Mulsanne               | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72214 | Nauvay                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72215 | Neufchâtel-en-Saosnois | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72216 | Neuvillalais           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72217 | Neuville-sur-Sarthe    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72218 | Neuville-en-Charnie    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72219 | Neuvy-en-Champagne     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72220 | Nogent-le-Bernard      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72221 | Nogent-sur-Loir        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72232 | Notre-Dame-du-Pé       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72222 | Nouans                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe   | 72223 | Noyen-sur-Sarthe       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72224 | Nuillé-le-Jalais       | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume   | 72225 | Oisseau-le-Petit       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7208  | Lude                 | 72226 | Oizé                   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72227 | Panon                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72228 | Parcé-sur-Sarthe       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72229 | Parennes               | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7221  | Suze-sur-Sarthe      | 72230 | Parigné-le-Pölin       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72231 | Parigné-l'Évêque     | 72231 | Parigné-l'Évêque       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72233 | Peray                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72234 | Pezé-le-Robert         | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72235 | Piacé                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72236 | Pincé                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe   | 72237 | Pirmil                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72238 | Pizieux                | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72239 | Poillé-sur-Vègre       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72124 | Écommoy              | 72243 | Pontvallain            | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72244 | Précigné               | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72245 | Préval                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72246 | Prévelles              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7216  | Mans-7               | 72247 | Pruillé-le-Chétif      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72248 | Pruillé-l'Éguillé      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72251 | René                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72124 | Écommoy              | 72252 | Requeil                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe   | 72253 | Roézé-sur-Sarthe       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7220  | Sillé-le-Guillaume   | 72254 | Rouessé-Fontaine       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72255 | Rouessé-Vassé          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72256 | Rouez                  | 2-Zone sous dotée      |

|        |       |                      |       |                               |                        |
|--------|-------|----------------------|-------|-------------------------------|------------------------|
| Sarthe | 7210  | Mans-1               | 72257 | Rouillon                      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72259 | Rouperroux-le-Coquet          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7204  | Écommoy              | 72260 | Ruaudin                       | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72261 | Ruillé-en-Champagne           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72264 | Sablé-sur-Sarthe              | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72265 | Saint-Aignan                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72266 | Saint-Aubin-de-Locquenay      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72267 | Saint-Aubin-des-Coudrais      | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72124 | Écommoy              | 72268 | Saint-Biez-en-Belin           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72269 | Saint-Calais                  | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72270 | Saint-Calez-en-Saosnois       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72271 | Saint-Célerin                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72273 | Saint-Christophe-du-Jambet    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72274 | Saint-Christophe-en-Champagne | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7219  | Savigné-l'Évêque     | 72275 | Saint-Corneille               | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72276 | Saint-Cosme-en-Vairais        | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72277 | Saint-Denis-des-Coudrais      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 53097 | Évron                | 72278 | Saint-Denis-d'Orques          | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72272 | Sainte-Cérotte                | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72289 | Sainte-Jamme-sur-Sarthe       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72304 | Sainte-Osmane                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7207  | Loué                 | 72319 | Sainte-Sabine-sur-Longève     | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72279 | Saint-Georges-de-la-Couée     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7216  | Mans-7               | 72280 | Saint-Georges-du-Bols         | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72281 | Saint-Georges-du-Rosay        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72282 | Saint-Georges-le-Gaultier     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72283 | Saint-Germain-d'Arcé          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72284 | Saint-Germain-sur-Sarthe      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais         | 72286 | Saint-Gervais-de-Vic          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7204  | Écommoy              | 72287 | Saint-Gervais-en-Belin        | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72290 | Saint-Jean-d'Assé             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche            | 72291 | Saint-Jean-de-la-Motte        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72292 | Saint-Jean-des-Échelles       | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe   | 72293 | Saint-Jean-du-Bois            | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72294 | Saint-Léonard-des-Bois        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72295 | Saint-Longis                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72373 | Vibraye              | 72296 | Saint-Maixent                 | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72297 | Saint-Marceau                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72298 | Saint-Mars-de-Locquenay       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72124 | Écommoy              | 72299 | Saint-Mars-d'Outilly          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72054 | Champagné            | 72300 | Saint-Mars-la-Brière          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72302 | Saint-Martin-des-Monts        | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72303 | Saint-Michel-de-Chavaignes    | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72305 | Saint-Ouen-de-Mimbré          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72124 | Écommoy              | 72306 | Saint-Ouen-en-Belin           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72307 | Saint-Ouen-en-Champagne       | 2-Zone sous dotée      |

|        |       |                      |       |                            |                        |
|--------|-------|----------------------|-------|----------------------------|------------------------|
| Sarthe | 7209  | Mamers               | 72308 | Saint-Paterne - Le Chevain | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72309 | Saint-Paul-le-Gaultier     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72310 | Saint-Pavace               | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72311 | Saint-Pierre-de-Chevillé   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72312 | Saint-Pierre-des-Bois      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72313 | Saint-Pierre-des-Ormes     | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72314 | Saint-Pierre-du-Lorouër    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72315 | Saint-Rémy-de-Sillé        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72316 | Saint-Rémy-des-Monts       | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72317 | Saint-Rémy-du-Val          | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7211  | Mans-2               | 72320 | Saint-Saturnin             | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72321 | Saint-Symphorien           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72322 | Saint-Ulphace              | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72323 | Saint-Victeur              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72324 | Saint-Vincent-des-Prés     | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé        | 72325 | Saint-Vincent-du-Lorouër   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers               | 72326 | Saosnes                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72124 | Écommoy              | 72327 | Sarcé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7202  | Changé               | 72328 | Sargé-lès-le-Mans          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7219  | Savigné-l'Évêque     | 72329 | Savigné-l'Évêque           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72176 | Le Lude              | 72330 | Savigné-sous-le-Lude       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72331 | Sceaux-sur-Huisne          | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72332 | Ségrie                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72373 | Vibraye              | 72333 | Semur-en-Vallon            | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72334 | Sillé-le-Guillaume   | 72334 | Sillé-le-Guillaume         | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7219  | Savigné-l'Évêque     | 72335 | Sillé-le-Philippe          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72336 | Solesmes                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72138 | Fresnay-sur-Sarthe   | 72337 | Sougé-le-Ganelon           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72338 | Souillé                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7221  | Suze-sur-Sarthe      | 72339 | Souigné-Flacé              | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72340 | Souigné-sous-Ballon        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72054 | Champagné            | 72341 | Souiltré                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72342 | Souvigné-sur-Même          | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe     | 72343 | Souvigné-sur-Sarthe        | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 7221  | Suze-sur-Sarthe      | 72344 | Spay                       | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré             | 72345 | Surfonds                   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe   | 72347 | Tassé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                 | 72348 | Tassillé                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7201  | Bonnétable           | 72349 | Teillé                     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7204  | Écommoy              | 72350 | Teloché                    | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72089 | Conlie               | 72351 | Tennie                     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable           | 72352 | Terrehault                 | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard     | 72353 | Théligny                   | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72189 | Marolles-les-Braults | 72354 | Thoigné                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe  | 72355 | Thoiré-sous-Contensor      | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir      | 72356 | Thoiré-sur-Dinan           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche            | 72357 | Thorée-les-Pins            | 2-Zone sous dotée      |

|        |       |                         |       |                          |                        |
|--------|-------|-------------------------|-------|--------------------------|------------------------|
| Sarthe | 72090 | Connerré                | 72358 | Thorigné-sur-Dué         | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72039 | Bonnétable              | 72359 | Torcé-en-Vallée          | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7216  | Mans-7                  | 72360 | Trangé                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré                | 72361 | Tresson                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72090 | Connerré                | 72363 | Tuffé Val de la Chéronne | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir         | 72364 | Vaas                     | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72168 | Loué                    | 72367 | Vallon-sur-Gée           | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72269 | Saint-Calais            | 72368 | Vancé                    | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72071 | Château-du-Loir         | 72369 | Verneil-le-Chétif        | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72089 | Conlie                  | 72370 | Vernie                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72180 | Mamers                  | 72372 | Vezot                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72373 | Vibraye                 | 72373 | Vibraye                  | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72180 | Mamers                  | 72374 | Villaines-la-Carelle     | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72132 | La Ferté-Bernard        | 72375 | Villaines-la-Gonais      | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé           | 72376 | Villaines-sous-Lucé      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72154 | La Flèche               | 72377 | Villaines-sous-Malicorne | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 7209  | Mamers                  | 72137 | Villeneuve-en-Perseigne  | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe        | 72378 | Vion                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72264 | Sablé-sur-Sarthe        | 72379 | Viré-en-Champagne        | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72029 | Beaumont-sur-Sarthe     | 72380 | Vivoin                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Sarthe | 72346 | La Suze-sur-Sarthe      | 72381 | Voivres-lès-le-Mans      | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72143 | Le Grand-Lucé           | 72382 | Volnay                   | 2-Zone sous dotée      |
| Sarthe | 72090 | Connerré                | 72383 | Vouvray-sur-Huisne       | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7208  | Lude                    | 72385 | Yvré-le-Pôlin            | 1-Zone très sous dotée |
| Sarthe | 7202  | Changé                  | 72386 | Yvré-l'Évêque            | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85003 | Aizenay                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85294 | La Tranche-sur-Mer      | 85004 | Angles                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85005 | Antigny                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85006 | Apremont                 | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8513  | Roche-sur-Yon-2         | 85008 | Aubigny-Les Clouzeaux    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85009 | Auchay-sur-Vendée        | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85010 | Avrillé                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85163 | Noirmoutier-en-l'Île    | 85011 | Barbâtre                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent           | 85013 | Bazoges-en-Paillers      | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85014 | Bazoges-en-Pareds        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85178 | Le Poiré-sur-Vie        | 85015 | Beaufou                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85016 | Beaulieu-sous-la-Roche   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85017 | Beaurepaire              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85018 | Beauvoir-sur-Mer        | 85018 | Beauvoir-sur-Mer         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85178 | Le Poiré-sur-Vie        | 85019 | Bellevigny               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte       | 85020 | Benet                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85023 | Bessay                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85024 | Bois-de-Céné             | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85027 | Boufféré                 | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte       | 85028 | Bouillé-Courdault        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85018 | Beauvoir-sur-Mer        | 85029 | Bouin                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85033 | Bourneau                 | 3-Zone intermédiaire   |

|        |       |                         |       |                           |                        |
|--------|-------|-------------------------|-------|---------------------------|------------------------|
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85034 | Bournezeau                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85035 | Bretignolles-sur-Mer    | 85243 | Brem-sur-Mer              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85035 | Bretignolles-sur-Mer    | 85035 | Bretignolles-sur-Mer      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85037 | Breuil-Barret             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85041 | Cezais                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85047 | Challans                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85048 | Chambretau                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85049 | Champagné-les-Marais      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85051 | Chantonnay                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85058 | Chasnais                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8514  | Sables-d'Olonne         | 85060 | Château-d'Olonne          | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85061 | Château-Guibert           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85062 | Châteauneuf               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85084 | Les Essarts             | 85064 | Chauché                   | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent           | 85065 | Chavagnes-en-Paillers     | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85066 | Chavagnes-les-Redoux      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85067 | Cheffois                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85070 | Coëx                      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85071 | Commequiers               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85073 | Corpe                     | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 44043 | Clisson                 | 85076 | Cugand                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85077 | Curzon                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte       | 85078 | Damvix                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85080 | Doix lès Fontaines        | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8512  | Roche-sur-Yon-1         | 85081 | Dompierre-sur-Yon         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85084 | Les Essarts             | 85084 | Essarts en Bocage         | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 44081 | Legé                    | 85086 | Falleron                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85092 | Fontenay-le-Comte         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8503  | Chantonnay              | 85093 | Fougeré                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85094 | Foussais-Payré            | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85095 | Froidfond                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez   | 85100 | Givrand                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85102 | Grand'Landes              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85288 | Talmont-Saint-Hilaire   | 85103 | Grosbreuil                | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer     | 85104 | Grues                     | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85114 | Jard-sur-Mer            | 85114 | Jard-sur-Mer              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85234 | Saint-Jean-de-Monts     | 85012 | La Barre-de-Monts         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 44043 | Clisson                 | 85021 | La Bernardière            | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85025 | La Boissière-de-Montaigu  | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 8509  | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85026 | La Boissière-des-Landes   | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85036 | La Bretonnière-la-Claye   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 44043 | Clisson                 | 85039 | La Bruffière              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85040 | La Caillère-Saint-Hilaire | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85035 | Bretignolles-sur-Mer    | 85045 | La Chaize-Giraud          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8513  | Roche-sur-Yon-2         | 85046 | La Chaize-le-Vicomte      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85053 | La Chapelle-aux-Lys       | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85054 | La Chapelle-Hermier       | 3-Zone intermédiaire   |



|        |       |                         |       |                       |                        |
|--------|-------|-------------------------|-------|-----------------------|------------------------|
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85055 | La Chapelle-Palluau   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85056 | La Chapelle-Thémer    | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85059 | La Châtaigneraie      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85072 | La Copechagnière      | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85074 | La Couture            | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer     | 85307 | La Faute-sur-Mer      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8503  | Chantonnay              | 85089 | La Ferrière           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85096 | La Garnache           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85097 | La Gaubretière        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85178 | Le Poiré-sur-Vie        | 85098 | La Génétouze          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85163 | Noirmoutier-en-l'Île    | 85106 | La Guérinière         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85107 | La Guyonnière         | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85115 | La Jaudonnière        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85116 | La Jonchère           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85140 | La Meilleraie-Tillay  | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85084 | Les Essarts             | 85142 | La Merlatière         | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent           | 85186 | La Rabatelière        | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85223 | Sainte-Hermine          | 85188 | La Réorthie           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8599  | La Roche-sur-Yon        | 85191 | La Roche-sur-Yon      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85289 | La Tardière           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85294 | La Tranche-sur-Mer      | 85294 | La Tranche-sur-Mer    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre      | 85302 | La Verrie             | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer     | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez   | 85002 | L'Aiguillon-sur-Vie   | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85117 | Lairoux               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85118 | Landeronde            | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85035 | Bretignolles-sur-Mer    | 85120 | Landevieille          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85022 | Le Bernard            | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85031 | Le Boupère            | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85050 | Le Champ-Saint-Père   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez   | 85088 | Le Fenouiller         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85099 | Le Girouard           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85101 | Le Givre              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85121 | Le Langon             | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte       | 85139 | Le Mazeau             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85234 | Saint-Jean-de-Monts     | 85172 | Le Perrier            | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85177 | Le Poiré-sur-Velluire | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85178 | Le Poiré-sur-Vie        | 85178 | Le Poiré-sur-Vie      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8509  | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85285 | Le Tablier            | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85163 | Noirmoutier-en-l'Île    | 85083 | L'Épine               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85152 | Les Achards           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85038 | Les Brouzils          | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85082 | Les Epresses          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85109 | Les Herbiers          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85119 | Les Landes-Genusson   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85178 | Le Poiré-sur-Vie        | 85129 | Les Lucs-sur-Boulogne | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85131 | Les Magnils-Reigniers | 2-Zone sous dotée      |

|        |       |                         |       |                          |                        |
|--------|-------|-------------------------|-------|--------------------------|------------------------|
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85175 | Les Pineaux              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8514  | Sables-d'Olonne         | 85194 | Les Sables-d'Olonne      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85108 | L'Herbergement           | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85110 | L'Hermenault             | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte       | 85123 | Liez                     | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8517  | Talmont-Saint-Hilaire   | 85112 | L'Île-d'Olonne           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85113 | L'Île-d'Yeu             | 85113 | L'Île-d'Yeu              | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85125 | Loge-Fougereuse          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85126 | Longèves                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85127 | Longeville-sur-Mer       | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85167 | L'Orbrie                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85128 | Luçon                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85130 | Maché                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85132 | Maillé                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85133 | Maillezais               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85136 | Marillet                 | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85137 | Marsais-Sainte-Radégonde | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85138 | Martinet                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85141 | Menomblet                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85143 | Mervent                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent           | 85144 | Mesnard-la-Baroitière    | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85145 | Monsireigne              | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85146 | Montaigu                 | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85147 | Montournais              | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85148 | Montreuil                | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85197 | Montréverd               | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85149 | Moreilles                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre      | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre       | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85153 | Mouchamps                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8512  | Roche-sur-Yon-1         | 85155 | Mouilleron-le-Captif     | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85154 | Mouilleron-Saint-Germain | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85157 | Moutiers-sur-le-Lay      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85158 | Mouzeuil-Saint-Martin    | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85159 | Nalliers                 | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8513  | Roche-sur-Yon-2         | 85160 | Nesmy                    | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8517  | Talmont-Saint-Hilaire   | 85161 | Nieul-le-Dolent          | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85162 | Nieul-sur-l'Autise       | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85163 | Noirmoutier-en-l'Île    | 85163 | Noirmoutier-en-l'Île     | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85234 | Saint-Jean-de-Monts     | 85164 | Notre-Dame-de-Monts      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez   | 85189 | Notre-Dame-de-Riez       | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8514  | Sables-d'Olonne         | 85166 | Olonne-sur-Mer           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte       | 85168 | Oulmes                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                 | 85169 | Palluau                  | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85171 | Péault                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85174 | Petosse                  | 3-Zone intermédiaire   |

|        |       |                         |       |                              |                        |
|--------|-------|-------------------------|-------|------------------------------|------------------------|
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85176 | Pissotte                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85179 | Poiroux                      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85181 | Pouillé                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85182 | Pouzauges                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85184 | Puy-de-Serre                 | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85185 | Puyravault                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85182 | Pouzauges               | 85187 | Réaumur                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8509  | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85213 | Rives de l'Yon               | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85190 | Rocheservière                | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers            | 85192 | Rochetjoux                   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85193 | Rosnay                       | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent           | 85196 | Saint-André-Goule-d'Oie      | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre      | 85198 | Saint-Aubin-des-Ormeaux      | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85199 | Saint-Aubin-la-Plaine        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85200 | Saint-Avaugourd-des-Landes   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85201 | Saint-Benoist-sur-Mer        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                | 85204 | Saint-Christophe-du-Ligneron | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85205 | Saint-Cyr-des-Gâts           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85206 | Saint-Cyr-en-Talmondais      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer     | 85207 | Saint-Denis-du-Payré         | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85178 | Le Poiré-sur-Vie        | 85208 | Saint-Denis-la-Chevassse     | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85202 | Sainte-Cécile                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8517  | Talmont-Saint-Hilaire   | 85211 | Sainte-Flaive-des-Loups      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8517  | Talmont-Saint-Hilaire   | 85214 | Sainte-Foy                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85128 | Luçon                   | 85216 | Sainte-Gemme-la-Plaine       | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85223 | Sainte-Hermine          | 85223 | Sainte-Hermine               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85135 | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 85261 | Sainte-Pexine                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85223 | Sainte-Hermine          | 85209 | Saint-Étienne-de-Brillouet   | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 44081 | Legé                    | 85210 | Saint-Étienne-du-Bois        | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent           | 85215 | Saint-Fulgent                | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85217 | Saint-Georges-de-Montaigu    | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85218 | Saint-Georges-de-Pointindoux | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85220 | Saint-Germain-de-Prinçay     | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85018 | Beauvoir-sur-Mer        | 85221 | Saint-Gervais                | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez   | 85222 | Saint-Gilles-Croix-de-Vie    | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85146 | Montaigu                | 85224 | Saint-Hilaire-de-Loulay      | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez   | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez        | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85227 | Saint-Hilaire-des-Loges      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie        | 85229 | Saint-Hilaire-de-Voust       | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits  | 85231 | Saint-Hilaire-la-Forêt       | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85051 | Chantonnay              | 85232 | Saint-Hilaire-le-Vouhis      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85223 | Sainte-Hermine          | 85233 | Saint-Jean-de-Beugné         | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85234 | Saint-Jean-de-Monts     | 85234 | Saint-Jean-de-Monts          | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85223 | Sainte-Hermine          | 85235 | Saint-Juire-Champgillon      | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85152 | La Mothe-Achard         | 85236 | Saint-Julien-des-Landes      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte       | 85237 | Saint-Laurent-de-la-Salle    | 3-Zone intermédiaire   |

|        |       |                              |       |                                     |                        |
|--------|-------|------------------------------|-------|-------------------------------------|------------------------|
| Vendée | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre           | 85238 | Saint-Laurent-sur-Sèvre             | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez        | 85239 | Saint-Maixent-sur-Vie               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre           | 85240 | Saint-Malô-du-Bois                  | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers                 | 85242 | Saint-Mars-la-Réorthe               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85244 | Saint-Martin-de-Fraigneau           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85245 | Saint-Martin-des-Fontaines          | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85084 | Les Essarts                  | 85246 | Saint-Martin-des-Noyers             | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85151 | Mortagne-sur-Sèvre           | 85247 | Saint-Martin-des-Tilleuls           | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85051 | Chantonnay                   | 85248 | Saint-Martin-Lars-en-Sainte-Hermine | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8517  | Talmont-Saint-Hilaire        | 85250 | Saint-Mathurin                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie             | 85251 | Saint-Maurice-des-Noues             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie             | 85252 | Saint-Maurice-le-Girard             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85001 | L'Aiguillon-sur-Mer          | 85255 | Saint-Michel-en-l'Herm              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85256 | Saint-Michel-le-Cloucq              | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85109 | Les Herbiers                 | 85259 | Saint-Paul-en-Pareds                | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85003 | Aizenay                      | 85260 | Saint-Paul-Mont-Penit               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 44188 | Saint-Philbert-de-Grand-Lieu | 85262 | Saint-Philbert-de-Bouaine           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie             | 85264 | Saint-Pierre-du-Chemin              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85265 | Saint-Pierre-le-Vieux               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85182 | Pouzauges                    | 85266 | Saint-Prouant                       | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85226 | Saint-Hilaire-de-Riez        | 85268 | Saint-Révérend                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8505  | Fontenay-le-Comte            | 85269 | Saint-Sigismond                     | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie             | 85271 | Saint-Sulpice-en-Pareds             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85018 | Beauvoir-sur-Mer             | 85273 | Saint-Urbain                        | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85274 | Saint-Valérien                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85051 | Chantonnay                   | 85276 | Saint-Vincent-Sterlanges            | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85156 | Moutiers-les-Mauxfaits       | 85277 | Saint-Vincent-sur-Graon             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85114 | Jard-sur-Mer                 | 85278 | Saint-Vincent-sur-Jard              | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                     | 85280 | Sallertaine                         | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85281 | Sérigné                             | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85182 | Pouzauges                    | 85090 | Sèvremont                           | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85051 | Chantonnay                   | 85282 | Sigournais                          | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85047 | Challans                     | 85284 | Soullans                            | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie             | 85287 | Tallud-Sainte-Gemme                 | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85288 | Talmont-Saint-Hilaire        | 85288 | Talmont-Saint-Hilaire               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85223 | Sainte-Hermine               | 85290 | Thiré                               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8503  | Chantonnay                   | 85291 | Thorigny                            | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie             | 85292 | Thouarsais-Bouildroux               | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 49301 | Saint-Macaire-en-Mauges      | 85293 | Tiffauges                           | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 85146 | Montaigu                     | 85295 | Treize-Septiers                     | 1-Zone très sous dotée |
| Vendée | 85128 | Luçon                        | 85297 | Triaise                             | 2-Zone sous dotée      |
| Vendée | 8517  | Talmont-Saint-Hilaire        | 85298 | Vairé                               | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte            | 85299 | Velluire                            | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 8512  | Roche-sur-Yon-1              | 85300 | Venansault                          | 3-Zone intermédiaire   |
| Vendée | 85215 | Saint-Fulgent                | 85301 | Vendrennes                          | 1-Zone très sous dotée |

|        |       |                   |       |                  |                      |
|--------|-------|-------------------|-------|------------------|----------------------|
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte | 85303 | Vix              | 3-Zone intermédiaire |
| Vendée | 85059 | La Châtaigneraie  | 85305 | Vouvant          | 2-Zone sous dotée    |
| Vendée | 85092 | Fontenay-le-Comte | 85306 | Xanton-Chassenon | 3-Zone intermédiaire |

## Annexe 2

Liste des communes et bassins de vie, de la région Pays de la Loire, rattachées à une zone dont la qualification relève de l'ARS d'une autre région

| Département responsable de l'attribution | Code du bassin de vie | Nom du bassin de vie / canton-ville | Code de la commune | Libellé de la commune       | Classement             |
|--|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------------|
| Charente-Maritime                        | 17218                 | Marans                              | 85042              | Chaillé-les-Marais          | 2-Zone sous dotée      |
| Charente-Maritime                        | 17218                 | Marans                              | 85286              | La Taillée                  | 2-Zone sous dotée      |
| Charente-Maritime                        | 17218                 | Marans                              | 85105              | Le Gué-de-Velluire          | 2-Zone sous dotée      |
| Charente-Maritime                        | 17218                 | Marans                              | 85111              | L'Île-d'Elle                | 2-Zone sous dotée      |
| Charente-Maritime                        | 17218                 | Marans                              | 85267              | Sainte-Radégonde-des-Noyers | 2-Zone sous dotée      |
| Charente-Maritime                        | 17218                 | Marans                              | 85304              | Vouillé-les-Marais          | 2-Zone sous dotée      |
| Deux-Sevres                              | 79101                 | Coulonges-sur-l'Autize              | 85087              | Faymoreau                   | 2-Zone sous dotée      |
| Deux-Sevres                              | 79079                 | Mauléon                             | 49058              | Les Cerqueux                | 1-Zone très sous dotée |
| Deux-Sevres                              | 79079                 | Mauléon                             | 85134              | Mallièvre                   | 1-Zone très sous dotée |
| Deux-Sevres                              | 79079                 | Mauléon                             | 49192              | Maulévrier                  | 1-Zone très sous dotée |
| Deux-Sevres                              | 79062                 | Cerizay                             | 85254              | Saint-Mesmin                | 2-Zone sous dotée      |
| Deux-Sevres                              | 79079                 | Mauléon                             | 49336              | Somloire                    | 1-Zone très sous dotée |
| Deux-Sevres                              | 79079                 | Mauléon                             | 85296              | Treize-Vents                | 1-Zone très sous dotée |
| Deux-Sevres                              | 79079                 | Mauléon                             | 49381              | Yzernay                     | 1-Zone très sous dotée |
| Ille-Et-Vilaine                          | 35236                 | Redon                               | 44007              | Avessac                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-Et-Vilaine                          | 35125                 | La Guerche-de-Bretagne              | 53041              | Brains-sur-les-Marches      | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine                          | 35125                 | La Guerche-de-Bretagne              | 53088              | Cuillé                      | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine                          | 35236                 | Redon                               | 44057              | Fégréac                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-Et-Vilaine                          | 35125                 | La Guerche-de-Bretagne              | 53098              | Fontaine-Couverte           | 2-Zone sous dotée      |



|                 |       |                        |       |                          |                        |
|-----------------|-------|------------------------|-------|--------------------------|------------------------|
| Ille-Et-Vilaine | 35162 | Louvigné-du-Désert     | 53100 | Fougerolles-du-Plessis   | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35125 | La Guerche-de-Bretagne | 53102 | Gastines                 | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35162 | Louvigné-du-Désert     | 53093 | La Dorée                 | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35125 | La Guerche-de-Bretagne | 53191 | La Roë                   | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35162 | Louvigné-du-Désert     | 53125 | Landivy                  | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35125 | La Guerche-de-Bretagne | 53128 | Laubrières               | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35162 | Louvigné-du-Désert     | 53181 | Pontmain                 | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35006 | Argentré-du-Plessis    | 53209 | Saint-Cyr-le-Gravelais   | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-Et-Vilaine | 35162 | Louvigné-du-Désert     | 53213 | Saint-Ellier-du-Maine    | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35162 | Louvigné-du-Désert     | 53238 | Saint-Mars-sur-la-Futaie | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35125 | La Guerche-de-Bretagne | 53242 | Saint-Michel-de-la-Roë   | 2-Zone sous dotée      |
| Ille-Et-Vilaine | 35236 | Redon                  | 44185 | Saint-Nicolas-de-Redon   | 3-Zone intermédiaire   |
| Indre-Et-Loire  | 37031 | Bourgueil              | 49002 | Allonnes                 | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-Et-Loire  | 37031 | Bourgueil              | 49041 | Brain-sur-Allonnes       | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-Et-Loire  | 37031 | Bourgueil              | 49114 | Courléon                 | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-Et-Loire  | 37031 | Bourgueil              | 49045 | La Breille-les-Pins      | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-Et-Cher    | 41143 | Mondoubleau            | 72250 | Rahay                    | 1-Zone très sous dotée |
| Loir-Et-Cher    | 41143 | Mondoubleau            | 72366 | Valennes                 | 1-Zone très sous dotée |
| Orne            | 61293 | Mortagne-au-Perche     | 72037 | Blèves                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne            | 61483 | Bagnoles-de-l'Orne     | 53142 | Madré                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne            | 61483 | Bagnoles-de-l'Orne     | 53263 | Thuboeuf                 | 3-Zone intermédiaire   |

### Annexe 3

Liste des communes et bassins de vie, appartenant à une autre région,  
mais rattachées à un « bassin de vie canton-ville » dont la qualification relève de l'ARS Pays de la Loire

| Département administratif de la commune | Code du bassin de vie | Nom du bassin de vie / canton-ville | Code de la commune | Libellé de la commune   | Classement             |
|---|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|-------------------------|------------------------|
| Ille-et-Vilaine                         | 44067                 | Guémené-Penfao                      | 35064              | La Chapelle-de-Brain    | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-et-Vilaine                         | 49248                 | Pouancé                             | 35103              | Eancé                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-et-Vilaine                         | 44051                 | Derval                              | 35124              | Grand-Fougeray          | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-et-Vilaine                         | 44067                 | Guémené-Penfao                      | 35145              | Langon                  | 3-Zone intermédiaire   |
| Ille-et-Vilaine                         | 44067                 | Guémené-Penfao                      | 35249              | Sainte-Anne-sur-Vilaine | 3-Zone intermédiaire   |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37036              | Braye-sur-Maulne        | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37037              | Brèches                 | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37062              | Château-la-Vallière     | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72068                 | La Chartre-sur-le-Loir              | 37068              | Chemillé-sur-Dême       | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37084              | Couesmes                | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72068                 | La Chartre-sur-le-Loir              | 37101              | Épeigné-sur-Dême        | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37137              | Lublé                   | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37146              | Marcilly-sur-Maulne     | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37207              | Saint-Aubin-le-Dépeint  | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37223              | Saint-Laurent-de-Lin    | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37251              | Souvigné                | 2-Zone sous dotée      |
| Indre-et-Loire                          | 72071                 | Château-du-Loir                     | 37279              | Villiers-au-Bouin       | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72269                 | Saint-Calais                        | 41020              | Bonneveau               | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72269                 | Saint-Calais                        | 41030              | Cellé                   | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72068                 | La Chartre-sur-le-Loir              | 41070              | Couture-sur-Loir        | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72269                 | Saint-Calais                        | 41078              | Épuisay                 | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72373                 | Vibraye                             | 41177              | Le Plessis-Dorin        | 1-Zone très sous dotée |
| Loir-et-Cher                            | 72373                 | Vibraye                             | 41202              | Saint-Avit              | 1-Zone très sous dotée |
| Loir-et-Cher                            | 72269                 | Saint-Calais                        | 41238              | Savigny-sur-Braye       | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72269                 | Saint-Calais                        | 41250              | Sougé                   | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72068                 | La Chartre-sur-le-Loir              | 41263              | Tréhet                  | 2-Zone sous dotée      |
| Loir-et-Cher                            | 72068                 | La Chartre-sur-le-Loir              | 41279              | Villedieu-le-Château    | 2-Zone sous dotée      |

|             |       |                       |       |                            |                        |
|-------------|-------|-----------------------|-------|----------------------------|------------------------|
| Morbihan    | 44072 | Herbignac             | 56030 | Camoël                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Morbihan    | 44072 | Herbignac             | 56058 | Férel                      | 3-Zone intermédiaire   |
| Morbihan    | 44072 | Herbignac             | 56155 | Pérestin                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Morbihan    | 44129 | Pontchâteau           | 56212 | Saint-Dolay                | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 72132 | La Ferté-Bernard      | 61041 | Bellou-le-Trichard         | 1-Zone très sous dotée |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61074 | Carrouges                  | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 53003 | Ambrières-les-Vallées | 61075 | Ceaucé                     | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 72132 | La Ferté-Bernard      | 61079 | Ceton                      | 1-Zone très sous dotée |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61080 | Chahains                   | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61105 | Chemilli                   | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61107 | Ciral                      | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61182 | Gandelain                  | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61207 | Igé                        | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61213 | Lalacelle                  | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61231 | Longuenoë                  | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61286 | Montgaudry                 | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61319 | Origny-le-Roux             | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61327 | Pervenchères               | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61336 | Pouvrai                    | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61357 | Rouperroux                 | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61384 | Saint-Ellier-les-Bois      | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61388 | Saint-Fulgent-des-Ormes    | 3-Zone intermédiaire   |
| Orne        | 72132 | La Ferté-Bernard      | 61394 | Saint-Germain-de-la-Coudre | 1-Zone très sous dotée |
| Orne        | 53185 | Pré-en-Pail           | 61424 | Saint-Martin-des-Landes    | 2-Zone sous dotée      |
| Orne        | 72180 | Mamers                | 61476 | Suré                       | 3-Zone intermédiaire   |
| Deux-Sèvres | 49373 | Vihiers               | 79132 | Genneton                   | 2-Zone sous dotée      |
| Deux-Sèvres | 49215 | Montreuil-Bellay      | 79277 | Saint-Martin-de-Sanzay     | 3-Zone intermédiaire   |
| Deux-Sèvres | 49373 | Vihiers               | 79280 | Saint Maurice Étusson      | 2-Zone sous dotée      |
| Vienne      | 49215 | Montreuil-Bellay      | 86022 | Berrie                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Vienne      | 49215 | Montreuil-Bellay      | 86169 | Morton                     | 3-Zone intermédiaire   |
| Vienne      | 49215 | Montreuil-Bellay      | 86196 | Pouançay                   | 3-Zone intermédiaire   |

|        |       |                  |       |                             |                      |
|--------|-------|------------------|-------|-----------------------------|----------------------|
| Vienne | 49215 | Montreuil-Bellay | 86206 | Raslay                      | 3-Zone intermédiaire |
| Vienne | 49215 | Montreuil-Bellay | 86229 | Saint-Léger-de-Montbrillais | 3-Zone intermédiaire |
| Vienne | 49328 | Saumur           | 86250 | Saix                        | 3-Zone intermédiaire |



**ARRETE**  
**N° ARS-PDL/DOSA/683/2020**

**relatif à l'adoption des contrats types régionaux en faveur des aides à l'installation et du maintien des infirmiers en zones très sous-dotées**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DES PAYS DE LA LOIRE**

Vu le code de la santé publique et notamment son article L1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 162-14-1 ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment son article 158 ;

Vu le décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire - M. COIPLÉ (Jean-Jacques) ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2020 relatif à la méthodologie applicable à la profession d'infirmier pour la détermination des zones prévues au 1 o de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique [...] ;

Vu l'arrêté N° ARS-PDL/DOSA/682/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins et des zones dans lesquelles l'offre est particulièrement élevée concernant la profession d'infirmier

Vu le contrat type national prévu à sur la base du contrat type national prévu à l'article 3.3.1.1 et à l'annexe III de la convention nationale organisant les rapports entre les infirmiers et les caisses d'assurance maladie ;



## ARRÊTE

### Article 1er :

Le contrat type régional d'aide à l'installation des infirmiers, présenté dans l'annexe n°1, est arrêté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Article 2 :

Le contrat type régional d'aide à la première installation des infirmiers, présenté dans l'annexe n°2, est arrêté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Article 3 :

Le contrat type régional d'aide au maintien des infirmiers, présenté dans l'annexe n°3, est arrêté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES cedex 2) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette – 44041 NANTES CEDEX 01).

Ces recours ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

### Article 5 :

Le Directeur Général adjoint et la Directrice par intérim de l'Offre de Santé en Faveur de l'Autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le

**23 DEC. 2020**

Le directeur général de l'Agence Régionale  
de Santé des Pays de la Loire  
Jean-Jacques COIPLÉ



## ANNEXE 1

### CONTRAT TYPE REGIONAL D'AIDE A L'INSTALLATION DES INFIRMIERS DANS LES ZONES TRES SOUS DOTEES

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-12-2 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 18 juillet 2007 portant approbation de la convention nationale des infirmiers libéraux et reconduite le 25 juillet 2017 ;
- Vu l'avis portant approbation de l'avenant n° 6 à la convention nationale des infirmiers publié au journal officiel du 13 juin 2019 ;
- Vu l'arrêté du 10 janvier 2020 relatif à la méthodologie applicable à la profession d'infirmier pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/682/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé relatif à la détermination des zones prévues à l'article L. 1434-4 du code de santé publique ;
- Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/683/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire, relatif à l'adoption des contrats types régionaux en faveur des aides à l'installation et du maintien des infirmiers en zones très sous-dotées pris sur la base du contrat type national prévu à l'article 3.3.1.1 et à l'annexe III de la convention nationale ;

Il est conclu entre, d'une part,

**la Caisse Primaire d'Assurance Maladie** (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

**l'Agence Régionale de Santé** (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Pays de la Loire

Adresse : 17, boulevard Gaston Doumergue - CS 56233 - 44262 Nantes Cedex 2

représentée par Monsieur Jean-Jacques COIPILET – Directeur Général

Et, d'autre part, **l'infirmier** :

Nom, Prénom

Inscrit au tableau du conseil départemental de l'ordre des infirmiers de : .....

Sous le numéro .....

numéro ADELI :

numéro AM :

adresse professionnelle :

un contrat d'aide à l'installation en libéral des infirmiers dans les zones très sous-dotées.

#### Article 1 Champ du contrat d'installation

##### Article 1.1. Objet du contrat d'installation

Le contrat a pour objet de favoriser l'installation des infirmiers libéraux, en zones « très sous-dotées », par la mise en place d'une aide forfaitaire pour les accompagner dans cette période de fort investissement généré par leur installation à titre libéral dans ces zones (locaux, équipements, charges diverses etc.).

##### Article 1.2 Bénéficiaires du contrat d'installation

Le contrat d'installation est réservé aux infirmiers libéraux conventionnés s'installant dans une zone « très sous-dotée » telle que définie en application du 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique.

L'adhésion au contrat est individuelle. Par conséquent, chaque infirmier d'un cabinet de groupe doit accomplir à titre personnel les démarches d'adhésion.

Dans le cas d'un exercice en groupe, il joint à l'acte d'adhésion une copie du contrat de groupe.

Pour un même infirmier, le contrat d'aide à l'installation en libéral n'est cumulable ni avec le contrat d'aide au maintien défini à l'article 3.3.1.3 de la convention nationale, ni avec le contrat d'aide à la première installation en libéral défini à l'article 3.3.1.2 de la convention nationale.

Un infirmier ne peut bénéficier qu'une seule fois du contrat d'aide à l'installation en libéral.

## **Article 2 Engagements des parties dans le contrat d'installation**

### **Article 2.1 Engagements de l'infirmier**

L'infirmier s'engage :

- à remplir les conditions lui permettant de percevoir les aides à la modernisation et à l'informatisation (indicateurs socles) prévues à l'article 22 à la convention nationale des infirmiers ;
- à exercer pendant une durée minimale de cinq ans dans une zone « très sous-dotée » à compter de la date d'adhésion au contrat ;
- à justifier d'une activité libérale conventionnée réalisée à 50 % de son activité dans la zone très sous-dotée en ayant un honoraire annuel sans dépassement de plus de 10 000 € sur la zone la première année et 30 000 € les années suivantes (les honoraires sans dépassement correspondent aux honoraires liés à l'activité : AMI/AIS/DI/MAU/MCI, hors frais de déplacement et hors majorations nuit et dimanche) ;
- à exercer au sein d'un groupe formé d'infirmiers, d'un groupe pluri-professionnel quelle que soit sa forme juridique ou appartenir à une communauté professionnelle territoriale de santé telle que définie à l'article L. 1434-12 du code de la santé publique ou à une équipe de soins primaires définie à l'article L. 1411-11-1 du code de la santé publique avec formalisation d'un projet de santé commun déposé à l'ARS.

En outre, il s'engage à informer la caisse de la circonscription de son cabinet principal de son intention de cesser son activité dans la zone avant l'échéance du contrat, et ce sans délai.

#### Engagement optionnel

A titre optionnel, l'infirmier peut également s'engager à accueillir dans son cabinet un étudiant infirmier stagiaire pendant la durée de son stage de fin d'études dans les conditions précisées à l'annexe III de l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier.

### **Article 2.2 Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé**

En contrepartie du respect des engagements définis à l'article 2.1 par l'infirmier, l'assurance maladie s'engage à verser une aide forfaitaire à l'installation d'un montant de 27 500 euros au maximum.

Cette aide est versée de la manière suivante :

- au titre de la première année, 9 250 euros versés à la date de signature du contrat pour une activité libérale conventionnée sur la zone très sous-dotée d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ; pour l'infirmier exerçant entre un à trois jours par semaine à titre libéral sur la zone, le montant est proratisé sur la base de 100 % de l'aide versée pour une activité libérale d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ;
- au titre de la deuxième année, 9 250 euros versés avant le 30 avril de l'année civile suivante, pour une activité libérale conventionnée sur la zone très sous-dotée d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ; pour l'infirmier exerçant entre un à trois jours par semaine à titre libéral sur la zone, le montant est proratisé sur la base de 100 % de l'aide versée pour une activité libérale d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ;

- et ensuite, les trois années suivantes, 3000 euros par année, versés avant le 30 avril au titre de l'année civile précédente, sans proratisation en fonction de l'activité.

L'infirmier formé au tutorat et adhérant au contrat bénéficie également d'une rémunération complémentaire d'un montant de 150 euros par mois (pendant la durée du stage de fin d'études) s'il s'est engagé, à titre optionnel, à accueillir dans son cabinet un étudiant infirmier stagiaire à temps plein pendant la durée de son stage de fin d'études dans les conditions précisées à l'annexe III de l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier. Ce montant est proratisé en cas d'accueil à temps partiel d'un stagiaire.

Le versement des aides est conditionné au respect des engagements prévus au contrat.

En cas d'adhésion au cours d'une année civile, le respect des engagements est apprécié à compter du premier jour du mois suivant la date d'adhésion.

### **Article 3 Durée du contrat d'installation**

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature, sans possibilité de renouvellement.

### **Article 4 Résiliation du contrat d'installation**

#### **Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative de l'infirmier**

L'infirmier peut à tout moment décider de résilier son adhésion au contrat et ce, avant le terme de celui-ci.

Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du cabinet principal du professionnel, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informera l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d'assurance maladie du ressort du cabinet principal du professionnel procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par l'infirmier.

La somme proratisée à récupérer est calculée sur la base de la valeur totale de l'aide versée pour l'ensemble du contrat.

#### **Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie**

En cas d'absence de respect par l'infirmier de tout ou partie de ses engagements (infirmier ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat ou ne respectant plus ses engagements définis à l'article 2.1, la caisse l'informe par lettre recommandée avec accusé de réception de son intention de résilier le contrat.

L'infirmier dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier à l'infirmier la fin de son adhésion et récupérer les sommes indûment versées au titre du contrat au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation. La somme proratisée à récupérer est calculée sur la base de la valeur totale de l'aide versée pour l'ensemble du contrat. La caisse d'assurance maladie informe l'agence régionale de santé de cette résiliation.

### **Article 5 Conséquence d'une modification des zones très sous-dotées**

En cas de modification par l'ARS des zones très sous-dotées prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'installation de l'infirmier adhérant de la liste des zones très sous-dotées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par l'infirmier ou la caisse d'assurance maladie.

### **L'infirmier**

Nom Prénom

**La caisse d'assurance maladie**

Nom Prénom

**L'agence régionale de santé**

Nom Prénom

## ANNEXE 2

### CONTRAT TYPE D'AIDE A LA PREMIERE INSTALLATION DES INFIRMIERS DANS LES ZONES TRES SOUS DOTEES

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-12-2 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 18 juillet 2007 portant approbation de la convention nationale des infirmiers libéraux et reconduite le 25 juillet 2017 ;
- Vu l'avis portant approbation de l'avenant n° 6 à la convention nationale des infirmiers publié au journal officiel du 13 juin 2019 ;
- Vu l'arrêté du 10 janvier 2020 relatif à la méthodologie applicable à la profession d'infirmier pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/682/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé relatif à la détermination des zones prévues à l'article L. 1434-4 du code de santé publique ;
- Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/683/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire, relatif à l'adoption des contrats types régionaux en faveur des aides à l'installation et du maintien des infirmiers en zones très sous-dotées pris sur la base du contrat type national prévu à l'article 3.3.1.1 et à l'annexe III de la convention nationale ;

Il est conclu entre, d'une part,

**la Caisse Primaire d'Assurance Maladie** (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

**l'Agence Régionale de Santé** (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Pays de la Loire

Adresse : 17, boulevard Gaston Doumergue - CS 56233 - 44262 Nantes Cedex 2

représentée par Monsieur Jean-Jacques COIPIET – Directeur Général

Et, d'autre part, **l'infirmier** :

Nom, Prénom

Inscrit au tableau du conseil départemental de l'ordre des infirmiers de : .....

Sous le numéro .....

numéro ADELI :

numéro AM :

adresse professionnelle :

un contrat d'aide à la première installation en libéral des infirmiers dans les zones très sous-dotées.

#### **Article 1 Champ du contrat d'aide à la première installation en libéral**

##### **Article 1.1. Objet du contrat d'aide à la première installation en libéral**

Le contrat a pour objet de favoriser l'installation des infirmiers libéraux conventionnés débutant leur exercice professionnel en zones « très sous-dotées », par la mise en place d'une aide forfaitaire visant à les accompagner dans cette période de fort investissement généré par leur installation à titre libéral dans ces zones (locaux, équipements, charges diverses etc....).



## **Article 1.2 Bénéficiaires du contrat d'aide à la première installation en libéral**

Ce contrat est proposé aux infirmiers libéraux conventionnés s'installant en libéral dans une zone « très sous-dotée » telle que définie en application du 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique et sollicitant pour la première fois leur conventionnement avec l'assurance maladie.

L'adhésion au contrat est individuelle. Par conséquent, chaque infirmier d'un cabinet de groupe doit accomplir à titre personnel les démarches d'adhésion.

Dans le cas d'un exercice en groupe, il joint à l'acte d'adhésion une copie du contrat de groupe.

Pour un même infirmier, le contrat d'aide à la première installation en libéral n'est cumulable ni avec le contrat d'aide au maintien défini à l'article 3.3.1.3 de la convention nationale, ni avec le contrat d'aide à l'installation en libéral défini à l'article 3.3.1.1 de la convention nationale.

Un infirmier ne peut bénéficier qu'une seule fois du contrat d'aide à la première installation en libéral.

## **Article 2 Engagements des parties dans le contrat d'aide à la première installation en libéral**

### **Article 2.1 Engagements de l'infirmier**

L'infirmier s'engage :

- à remplir les conditions lui permettant de percevoir les aides à la modernisation et à l'informatisation (indicateurs socles) prévues à l'article 22 de la convention nationale des infirmiers ;
- à exercer pendant une durée minimale de cinq ans dans une zone « très sous-dotée » à compter de la date d'adhésion ;
- à justifier d'une activité libérale conventionnée réalisée à 50 % de son activité dans la zone très sous-dotée en ayant un honoraire annuel sans dépassement de plus de 10 000 € sur la zone la première année et 30 000 € les années suivantes (les honoraires sans dépassement correspondent aux honoraires liés à l'activité : AMI/AIS/DI/MAU/MCI, hors frais de déplacement et hors majorations nuit et dimanche) ;
- à exercer au sein d'un groupe formé d'infirmiers, d'un groupe pluri-professionnel quelle que soit sa forme juridique ou appartenir à une communauté professionnelle territoriale de santé telle que définie à l'article L. 1434-12 du code de la santé publique ou à une équipe de soins primaires définie à l'article L. 1411-11-1 du code de la santé publique avec formalisation d'un projet de santé commun déposé à l'ARS.

En outre, il s'engage à informer la caisse de la circonscription de son cabinet principal de son intention de cesser son activité dans la zone avant l'échéance du contrat, et ce sans délai.

#### Engagement optionnel

A titre optionnel, l'infirmier peut également s'engager à accueillir dans son cabinet un étudiant infirmier stagiaire pendant la durée de son stage de fin d'études dans les conditions précisées à l'annexe III de l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier.

### **Article 2.2 Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé**

En contrepartie du respect des engagements définis à l'article 2.1 par l'infirmier, l'assurance maladie s'engage à verser une aide forfaitaire à la première installation d'un montant de 37 500 euros au maximum.

Cette aide est versée de la manière suivante :

- au titre de la première année, 14 250 euros versés à la date de signature du contrat pour une activité libérale conventionnée sur la zone très sous-dotée d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ; pour l'infirmier exerçant entre un à trois jours par semaine à titre libéral sur la zone, le montant est proratisé sur la base de 100 % de l'aide versée pour une activité libérale d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ;

- au titre de la deuxième année, 14 250 euros versés avant le 30 avril de l'année civile suivante, pour une activité libérale conventionnée sur la zone très sous-dotée d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ; pour l'infirmier exerçant

entre un à trois jours par semaine à titre libéral sur la zone, le montant est proratisé sur la base de 100% de l'aide versée pour une activité libérale d'au moins trois jours par semaine (en moyenne sur l'année) ;

- et ensuite, les trois années suivantes, 3000 euros par année versés avant le 30 avril au titre de l'année civile précédente, sans proratisation en fonction de l'activité.

L'infirmier formé au tutorat et adhérant au contrat bénéficie également d'une rémunération complémentaire d'un montant de 150 euros par mois (pendant la durée du stage de fin d'études) s'il s'est engagé, à titre optionnel, à accueillir dans son cabinet un étudiant infirmier stagiaire à temps plein pendant la durée de son stage de fin d'études dans les conditions précisées à l'annexe III de l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier. Ce montant est proratisé en cas d'accueil à temps partiel d'un stagiaire.

Le versement des aides est conditionné au respect des engagements prévus au contrat.

En cas d'adhésion au cours d'une année civile, le respect des engagements est apprécié à compter du premier jour du mois suivant la date d'adhésion.

### **Article 3 Durée du contrat d'aide à la première installation en libéral**

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature, sans possibilité de renouvellement.

### **Article 4 Résiliation du contrat d'aide à la première installation en libéral**

#### **Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative de l'infirmier**

L'infirmier peut à tout moment décider de résilier son adhésion au contrat et ce, avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du cabinet principal du professionnel, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informera l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d'assurance maladie du ressort du cabinet principal du professionnel procède à la récupération des sommes indûment versées au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par l'infirmier. La somme proratisée à récupérer est calculée sur la base de la valeur totale de l'aide versée pour l'ensemble du contrat.

#### **Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie**

En cas d'absence de respect par l'infirmier de tout ou partie de ses engagements (infirmier ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat ou ne respectant plus ses engagements définis à l'article 2.1, la caisse l'informe par lettre recommandée avec accusé de réception de son intention de résilier le contrat.

L'infirmier dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier à l'infirmier la fin de son adhésion et récupérer les sommes indûment versées au titre du contrat au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation. La somme proratisée à récupérer est calculée sur la base de la valeur totale de l'aide versée pour l'ensemble du contrat.

La caisse d'assurance maladie informe l'agence régionale de santé de cette résiliation.

### **Article 5 Conséquence d'une modification des zones très sous-dotées**

En cas de modification par l'ARS des zones très sous-dotées prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'installation de l'infirmier adhérant de la liste des zones très sous-dotées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par l'infirmier ou la caisse d'assurance maladie.

#### **L'infirmier**

Nom Prénom

**La caisse d'assurance maladie**

Nom Prénom

**L'agence régionale de santé**

Nom Prénom

## ANNEXE 3

### CONTRAT TYPE D'AIDE AU MAINTIEN DES INFIRMIERS

#### DANS LES ZONES TRES SOUS DOTEES

- Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-12-2 et L. 162-14-4 ;
- Vu l'arrêté du 18 juillet 2007 portant approbation de la convention nationale des infirmiers libéraux et reconduite le 25 juillet 2017 ;
- Vu l'avis portant approbation de l'avenant n° 6 à la convention nationale des infirmiers publié au journal officiel du 13 juin 2019 ;
- Vu l'arrêté du 10 janvier 2020 relatif à la méthodologie applicable à la profession d'infirmier pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/682/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé relatif à la détermination des zones prévues à l'article L. 1434-4 du code de santé publique ;
- Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/683/2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire, relatif à l'adoption des contrats types régionaux en faveur des aides à l'installation et du maintien des infirmiers en zones très sous-dotées pris sur la base du contrat type national prévu à l'article 3.3.1.1 et à l'annexe III de la convention nationale ;

Il est conclu entre, d'une part,

**la Caisse Primaire d'Assurance Maladie** (dénommée ci-après CPAM) de :

Département :

Adresse :

représentée par : (nom, prénom/fonction/coordonnées)

**l'Agence Régionale de Santé** (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région : Pays de la Loire

Adresse : 17, boulevard Gaston Doumergue - CS 56233 - 44262 Nantes Cedex 2

représentée par Monsieur Jean-Jacques COIPLÉ – Directeur Général

Et, d'autre part, **l'infirmier** :

Nom, Prénom

Inscrit au tableau du conseil départemental de l'ordre des infirmiers de : .....

Sous le numéro .....

numéro ADELI :

numéro AM :

adresse professionnelle :

un contrat d'aide au maintien des infirmiers libéraux dans les zones très sous-dotées.

#### Article 1 Champ du contrat de maintien

##### Article 1.1. Objet du contrat de maintien

Le contrat a pour objet de favoriser le maintien des infirmiers libéraux en zones « très sous-dotées » par la mise en place d'une aide forfaitaire.

Cette option vise à inciter les infirmiers libéraux à maintenir leur exercice en zone « très sous-dotée ».

## **Article 1.2. Bénéficiaires du contrat de maintien**

Ce contrat est proposé aux infirmiers libéraux conventionnés installés dans une zone « très sous-dotée » telle que définie au 1° de l'article L. 1434-4 du code de santé publique.

L'adhésion au contrat est individuelle. Par conséquent, chaque infirmier d'un cabinet de groupe doit accomplir à titre personnel les démarches d'adhésion.

Dans le cas d'un exercice en groupe, il joint à l'acte d'adhésion une copie du contrat de groupe.

Pour un même infirmier, le contrat de maintien n'est pas cumulable ni avec le contrat d'aide à l'installation en libéral défini à l'article 3.3.1.1 de la convention nationale des infirmiers, ni avec le contrat d'aide à la première installation en libéral défini à l'article 3.3.1.2 de la convention nationale.

## **Article 2 Engagements des parties dans le contrat de maintien**

### **Article 2.1 Engagement de l'infirmier**

L'infirmier s'engage :

- à remplir les conditions lui permettant de percevoir les aides à la modernisation et à l'informatisation (indicateurs socles) prévues à l'article 22 de la convention nationale des infirmiers ;
- à exercer pendant une durée minimale de trois ans dans une zone « très sous-dotée » à compter de la date d'adhésion au contrat ;
- à justifier d'une activité libérale conventionnée réalisée à 50 % de son activité dans la zone très sous-dotée en ayant un honoraire annuel sans dépassement de plus de 10 000 € sur la zone la première année et 30 000 € les années suivantes ;
- à exercer au sein d'un groupe formé d'infirmiers, d'un groupe pluri-professionnel quelle que soit sa forme juridique ou appartenir à une communauté professionnelle territoriale de santé telle que définie à l'article L. 1434-12 du code de la santé publique ou à une équipe de soins primaires définie à l'article L. 1411-11-1 du code de la santé publique avec formalisation d'un projet de santé commun déposé à l'ARS.

En outre, il s'engage à informer la caisse de la circonscription de son cabinet principal de son intention de cesser son activité dans la zone avant l'échéance du contrat, et ce sans délai.

#### Engagement optionnel

A titre optionnel, l'infirmier peut également s'engager à accueillir dans son cabinet un étudiant infirmier stagiaire pendant la durée de son stage de fin d'études dans les conditions précisées à l'annexe III de l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier.

### **Article 2.2 Engagement de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé**

En contrepartie du respect des engagements définis à l'article 2.1 par l'infirmier, l'assurance maladie s'engage à verser une aide forfaitaire au maintien de l'activité d'un montant de 3 000 euros au maximum par an. Elle est versée au titre de chaque année avant le 30 avril de l'année civile suivante.

L'infirmier formé au tutorat et adhérant au contrat bénéficie également d'une rémunération complémentaire d'un montant de 150 euros par mois (pendant la durée du stage de fin d'études) s'il s'est engagé, à titre optionnel, à accueillir dans son cabinet un étudiant infirmier stagiaire à temps plein pendant la durée de son stage de fin d'études dans les conditions précisées à l'annexe III de l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier. Ce montant est proratisé en cas d'accueil à temps partiel d'un stagiaire.

Le versement des aides est conditionné au respect des engagements prévus au contrat.

En cas d'adhésion au cours d'une année civile, le respect des engagements est apprécié à compter du premier jour du mois suivant la date d'adhésion.

### **Article 3 Durée du contrat de maintien**

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction.

### **Article 4 Résiliation du contrat d'aide au maintien**

#### **Article 4.1 Rupture d'adhésion à l'initiative de l'infirmier**

L'infirmier peut à tout moment décider de résilier son adhésion au contrat et ce, avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du cabinet principal du professionnel, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informe l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d'assurance maladie du ressort du cabinet principal du professionnel procède à la récupération des sommes indûment versées au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par l'infirmier

#### **Article 4.2 Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie**

En cas d'absence de respect par l'infirmier de tout ou partie de ses engagements (infirmier ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat ou ne respectant plus ses engagements définis à l'article 2.1, la caisse l'informe par lettre recommandée avec accusé de réception de son intention de résilier le contrat.

L'infirmier dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier à l'infirmier la fin de son adhésion et récupérer les sommes indûment versées au titre du contrat au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation. La caisse d'assurance maladie informe l'agence régionale de santé de cette résiliation.

### **Article 5 Conséquence d'une modification des zones très sous-dotées**

En cas de modification par l'ARS des zones très sous-dotées prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'installation de l'infirmier adhérent de la liste des zones très sous-dotées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par l'infirmier ou l'assurance maladie.

#### **L'infirmier**

Nom Prénom

#### **La caisse d'assurance maladie**

Nom Prénom

#### **L'agence régionale de santé**

Nom Prénom





ARRETE N° ARS-PDL/DOSA/ASP/75/2020/44

portant la demande d'autorisation de commerce électronique de médicaments et de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments lié à l'officine de pharmacie sise Centre commercial Leclerc ZA La Guerche Rue Guy de la Fontaine- BOX 4 à SAINT-BREVINS-LES-PINS (44250) exploitée par Madame Justine LETOURNEUX et Monsieur Yves-Marie LETOURNEUX

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5125-33 et suivants et R. 5125-70 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1427 du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments, à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet et à la lutte contre la falsification de médicaments ;

Vu le décret n° 2012-1562 du 31 décembre 2012 relatif au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2016 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments dans les pharmacies d'officine, les pharmacies mutualistes et les pharmacies de secours minières, mentionnées à l'article L. 5121-5 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2016 relatif aux règles techniques applicables aux sites internet de commerce électronique de médicaments prévues à l'article L. 5125-39 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2015 constatant l'entrée en vigueur des dispositions des articles R. 5125-70 et R. 5125-74 du code de la santé publique relatives au logo commun devant figurer sur les sites internet de commerce électronique de médicaments ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ;

Vu la décision n° ARS-PDL/DG/2020/034 du 30 octobre 2020 portant désignation de Madame Elodie PERIBOIS en qualité de directrice par intérim de la direction de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie (DOSA) ;

Vu l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2020-048 du 30 octobre 2020, portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie, et à plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 avril 2007 octroyant la licence n° 44#000706 à l'officine de pharmacie sise Centre commercial Leclerc ZA La Guerche Rue Guy de la Fontaine- BOX 4 à SAINT-BREVINS-LES-PINS (44250) ;

Considérant la demande enregistrée le 06 novembre 2020 au vu de l'état complet du dossier, présentée par la société SELARL PHARMACIE LETOURNEUX, en vue de créer un site internet de commerce électronique de médicaments adossé à l'officine que cette société exploite, sous la licence n° 44#000706, sise Centre commercial Leclerc ZA La Guerche Rue Guy de la Fontaine- BOX 4 à SAINT-BREVINS-LES-PINS (44250) ;

Considérant le rapport du pharmacien inspecteur de santé publique de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire en date du 22 décembre 2020 ;

Considérant qu'il ressort de l'étude de la demande que l'activité de commerce électronique de médicaments pourra être réalisée dans le respect des bonnes pratiques de dispensation des médicaments dans les pharmacies d'officine ;

Considérant par ailleurs que l'aménagement du local de l'officine est adapté à l'exercice de cette activité ;

**ARRETE** :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La demande d'autorisation de commerce électronique de médicaments et de création d'un site internet de commerce électronique de médicaments adossé à l'officine de pharmacie sise Centre commercial Leclerc ZA La Guerche Rue Guy de la Fontaine- BOX 4 à SAINT-BREVINS-LES-PINS (44250) exploitée par Madame Justine LETOURNEUX et Monsieur Yves-Marie LETOURNEUX, est acceptée.

Le site sera exploité à l'adresse électronique suivante : <http://www.pharmaciedespins-44250.pharmavie.fr>

**ARTICLE 2** : Dans les quinze jours suivant la date d'autorisation, le titulaire d'officine informe le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de la création de son site internet de commerce électronique de médicaments et lui transmet à cet effet une copie de la demande adressée à l'Agence Régionale de Santé et une copie de la présente autorisation.

**ARTICLE 3** : Toute modification substantielle des éléments sur la base desquels la présente autorisation est délivrée doit faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire et au Conseil de l'Ordre des Pharmaciens dont le pharmacien relève.

**ARTICLE 4** : La cessation d'activité de l'officine entraîne la fermeture de son site internet.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**ARTICLE 6** : La Directrice par intérim de l'offre de santé et en faveur de l'autonomie de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le **23 DEC. 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,  
La responsable du département Accès aux soins primaires,

  
**Eyelyne RIVET**



Direction Interrégionale de la Mer

Nord Atlantique-Manche Ouest





**ARRÊTÉ n° 47/2020**

portant approbation de la délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire n° 12/2020 du 27 novembre 2020 fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche à pied professionnelle sur le littoral de la Vendée

Le préfet de la région Pays de la Loire

- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles R.912-31 à R.912-34 ;  
VU l'arrêté du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest n°24/2020 du 31 août 2020 portant subdélégation de signature administrative pour les attributions relevant du préfet de la région Pays de la Loire ;  
SUR proposition du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique – Manche Ouest,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire n° 12/2020 du 27 novembre 2020 fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche à pied professionnelle sur le littoral de la Vendée est approuvée et rendue obligatoire.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n° 36/2019 du 31 octobre 2019 portant approbation de la délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire n° 15/2019 du 18 octobre 2019 fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche à pied professionnelle sur le littoral de la Vendée est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de la région Pays de la Loire, le directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest et le directeur départemental des territoires et de la mer (délégation à la mer et au littoral) de la Vendée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 17 décembre 2020

Pour le préfet, et par délégation,

la cheffe de l'unité réglementation et droits à produire

  
Marie BEAUSSAN

**Ampliations :**

Ministère de la mer (direction des pêches maritimes et de l'aquaculture, sous-direction des ressources halieutiques, bureau de la gestion de la ressource)

Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest (adjoints ; division pêche et aquaculture ; division contrôle des activités maritimes ; secrétariat : enregistrement, affichage)

Préfecture du département de Vendée

Direction départementale des territoires et de la mer-délégation à la mer et au littoral de Vendée

Centre National de Surveillance de la Pêche (CNSP – Cross Etel)

Groupement de gendarmerie maritime de l'Atlantique (Brest)

Compagnie de gendarmerie maritime de Lorient

Région de gendarmerie Pays de la Loire ;

Groupement départemental de gendarmerie de la Loire-Atlantique (Nantes)

Groupement départemental de gendarmerie de la Vendée (La Roche-sur-Yon)

Direction interrégionale des douanes (Nantes)

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER Nantes ; Lorient, La trinité sur Mer, La Rochelle)

Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire

Préfecture de la région Pays de la Loire (secrétariat général pour les affaires régionales, pôle politiques publiques)

Préfecture de la région Pays de la Loire (secrétariat général pour les affaires régionales, pôle modernisation et moyens, plateforme régionale d'administration, mutualisations et finances, bureau des affaires administratives) pour publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.



Art. L.912-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime

Vu le règlement (CE) n° 1954/2003 du conseil du 4 novembre 2003 concernant la gestion de l'effort de pêche concernant certaines zones et ressources de pêche communautaires, modifiant le règlement (CE) n° 2847/93 et abrogeant les règlements (CE) n° 685/95et (CE) n° 2027/95,

Vu le règlement (CE) n° 1415/2004 du 19 juillet 2004 fixant le niveau maximal annuel d'effort de pêche pour certaines zones de pêche et pêcheries,

Vu le règlement (CE) n° 2103/2004 du 9 décembre 2004 relatif à la transmission de données concernant certaines pêcheries des eaux occidentales et de la mer Baltique,

Vu le règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la PCP,

Vu le règlement d'exécution (UE) n°404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche,

Vu le règlement (CE) n° 1380/2013 du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune des pêches,

Vu le règlement (CE) n° 2019/1241 relatif à la conservation des ressources halieutiques et à la protection des écosystèmes marins par des mesures techniques par le biais de mesures techniques Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses livres IX et II,

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses livres IX et II,

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2016 modifié déterminant les conditions de délivrance du permis de pêche à pied professionnelle,

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 relatif à l'obligation de déclarations statistiques en matière de produits de la pêche maritime à pied professionnelle,

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 2013 modifié déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins pour la pêche professionnelle,

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants,

Vu l'arrêté préfectoral n°69/2011 modifié du 29 novembre 2011 réglementant la pêche des coquillages sur le littoral du département de la Vendée ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38/2015 du 12 août 2015 portant approbation du règlement intérieur du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire,

Vu l'arrêté préfectoral n°2018/783 du 12 décembre 2018 portant classement de salubrité des zones de production professionnelle de coquillages vivants sur le littoral de la Vendée ;

Vu la délibération du Comité National des Pêches et des Elevages Marins n°B79/2018 du 25 octobre 2018 relative à la création et aux conditions d'attribution des licences pour l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel,

Vu la délibération n°17/2019 du 18/10/2019 fixant la contribution financière de la licence de pêche à pied professionnelle en Loire-Atlantique et en Vendée,

Vu la consultation du public du projet de cette délibération mise en ligne par le COREPEM du 29 octobre 2020 au 19 novembre 2020 et vu la consultation du public de son projet d'arrêté portant son approbation mise en ligne par la Préfecture des Pays de la Loire du 30 octobre au 19 novembre 2020,

Considérant la nécessité de prévoir les conditions particulières d'attribution de la licence de pêche de la pêche à pied ;

Considérant la nécessité d'ajuster l'effort de pêche aux ressources halieutiques disponibles, aux aspects socio-économiques, aux possibilités d'absorption du marché à un prix d'équilibre, ainsi qu'aux obligations d'encadrement de la pêche à pied ;

Suite à la Commission « pêche à pied » du 24 septembre 2020,

Le Bureau adopte les dispositions suivantes :

## ARTICLE 1 : DEFINITION D'UNE LICENCE DE PECHE ET CONTINGENT

La pêche à pied à titre professionnel des animaux marins sur le littoral de Vendée est soumise à l'attribution d'une licence générale. Dans ce secteur, seuls les titulaires de cette licence générale sont autorisés à pratiquer la pêche à pied à titre professionnel des animaux marins. La pêche à pied à titre professionnel ne peut se pratiquer que sur les secteurs de pêche ayant fait l'objet d'un classement de salubrité et de surveillance sanitaire hormis en ce qui concerne les gastéropodes non-filtreurs.

## ARTICLE 2 : DEFINITION DE TIMBRES ET CONTINGENTS

Pour les coquillages listés dans le tableau ci-dessous, il est créé un timbre nécessaire à l'exploitation durable du gisement classé en plus de l'obtention de la licence générale. Chaque timbre est contingenté et correspond à des espèces de coquillages de pêche à pied selon le tableau suivant :

| Timbre nécessaire à l'exploitation des :          | Contingents |
|---|-------------|
| Palourdes du département de la Vendée             | 206         |
| Coques du département de la Vendée                | 150         |
| Huîtres du département de la Vendée               | 150         |
| Moules du département de la Vendée                | 50          |
| Autres Animaux Marins du département de la Vendée | 81          |

En cas de circonstance particulière liée à l'activité ostréicole et après examen par la commission de litiges, le nombre ou l'attribution des timbres « huîtres » pourra être modifié. Dans l'hypothèse de la création de nouvelles licences par délibération, la possibilité d'attribuer en priorité ces timbres à des ostréiculteurs détenteurs de concessions de cultures marines sur le Domaine Public Maritime du littoral concerné et remplissant les conditions réglementaires fixées par la réglementation générale des cultures marines (paiement de la CPO, respect des cahiers des charges des concessions, ...) sera étudiée.

Il peut être créé par délibération d'autres timbres nécessaires à l'exploitation d'un gisement classé particulier en plus de l'obtention de la licence générale.

### ARTICLE 3 : DEPOT DE LA DEMANDE DE LICENCE

Seuls les formulaires établis par le CRPME des Pays de La Loire (COREPEM) et diffusés par le COREPEM (antenne locale de Noirmoutier) peuvent servir de support à la demande de la licence et des timbres.

La demande de dossier en vue de la délivrance de la licence et des timbres est à formuler par écrit auprès du COREPEM (antenne locale de Noirmoutier) avant le 15 décembre l'année précédant la demande. Ils seront ensuite disponibles sur le site internet du COREPEM.

Le dossier de demande de la licence et des timbres doit être envoyé dûment complété et accompagné de toutes ses pièces obligatoires par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé en mains propres contre émargement et récépissé, au plus tard le 31 janvier de l'année de la demande auprès du COREPEM (antenne locale de Noirmoutier). Tout dossier de demande envoyé après ce délai ou parvenu incomplet fera l'objet d'une décision de rejet.

La date de réception de la demande complète est celle retenue comme seule date de dépôt de la demande. Pour les demandes incomplètes reçues après le 20 janvier, les pièces manquantes ne pourront pas être réclamées à temps aux demandeurs pour pouvoir être renvoyées avant la date limite du 31 janvier. Celles-ci feront donc directement l'objet d'une décision de rejet.

### ARTICLE 4 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA LICENCE ET DES TIMBRES

Définitions :

« Nouvelle demande » : demande effectuée par toute personne (appelée alors « nouveau demandeur ») ne possédant pas la licence ou le timbre demandé l'année précédente

« Campagne » : correspond à la période de validité de la licence, soit du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril de l'année suivante.

❶ La licence ne peut être attribuée par le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins des Pays de La Loire (COREPEM) qu'aux pêcheurs professionnels titulaires d'un permis national de pêche à pied à titre professionnel délivré pour la même période par le Préfet du département dans lequel le demandeur envisage de pratiquer principalement son activité. La licence fait l'objet d'un document (carte), valide seulement si elle est visée par le COREPEM.

Les timbres définis à l'article 2 de la présente délibération ne peuvent être attribués qu'aux titulaires de la licence pêche à pied des coquillages sur le littoral de Vendée de la campagne concernée.

Dans un souci de viabilité économique du projet, seuls les demandeurs obtenant au moins le timbre « palourdes » tel que défini à l'article 2 de la présente délibération pourront obtenir un autre timbre « coques », « moules » et « autres animaux marins » tel que défini à l'article 2 de la présente délibération.

En dérogation du précédent paragraphe, seuls les demandeurs titulaires lors de la campagne précédente des timbres « autres animaux marins » et « huitres » sans être titulaire d'un timbre « palourde » pourront renouveler ce cas de figure pour la campagne suivante.

❷ Pour bénéficier de la licence et des timbres, le demandeur doit :

- Etre à jour de ses obligations de déclaration de captures portant sur l'année civile précédente en cas de renouvellement, et de ses cotisations professionnelles obligatoires dues aux différents organismes professionnels de pêche.

- Pour les nouveaux demandeurs, présenter un projet professionnel tel que prévu par le formulaire de demande défini à l'article 3 de la présente délibération.

- Joindre au dossier de demande les règlements concernant la licence et le(s) timbre(s) demandés

- Dans un souci de viabilité économique du projet, seuls les demandeurs obtenant au moins un timbre tel que défini à l'article 2 et conformément à l'article 4 de la présente délibération, sur le littoral du département de La Vendée, pourront prétendre à l'obtention de la licence générale de pêche de Vendée définie à l'article 1 de la présente délibération.

❸ Si le nombre de demandes de licences et/ou des timbres est supérieur au contingent, les priorités d'attribution sont les suivantes :

- a) Demandeur ayant obtenu la licence ou le timbre demandé(e) pour la campagne précédente, ne l'ayant pas abandonné(e) et dont la situation reste inchangée, sauf cas de force majeure dûment constaté et apprécié par la Commission de Litiges (le demandeur peut préciser ce cas de force majeure dans un courrier justificatif joint à la demande de licence et de timbre)
- b) Demandeur ayant déjà été titulaire de la licence ou du timbre demandé(e) au moins une campagne au cours des 3 dernières campagnes précédant l'année de la demande.
- c) Demandeur justifiant ou explicitant dans le projet professionnel prévu dans le formulaire de demande, d'une expérience professionnelle maritime suffisante, ou avoir suivi avec succès une formation à un métier maritime,
- d) Demandeur ayant déjà déposé sa demande complète dans les temps impartis pour la même licence ou timbre et ne l'ayant pas obtenu(e) ni annulée(e), par ordre de priorité pour les 6, 5, 4, 3, puis 2 campagnes successives précédentes, puis pour la campagne précédente
- e) Au regard du dossier de demande et notamment du projet professionnel, demandeur dont la situation économique et professionnelle rend le plus pertinent l'accès à la licence ou le timbre demandé(e)
- f) Tout autre demandeur ayant demandé conformément à la réglementation la licence ou le timbre concerné(e).

Si les critères définis au présent article ne suffisent pas à départager toutes les demandes à l'intérieur de chaque catégorie, les ordres de priorité seront définis par la Commission de Litiges définie par la délibération n°19/2017 du 09/06/17, au regard de la description du projet professionnel de l'intéressé, et conformément à l'article L.921-2 du code rural et de la pêche maritime, en tenant compte des antériorités des producteurs, des orientations du marché et des équilibres socio-économiques.

### ARTICLE 5 : VALIDITE ET CONDITIONS FINANCIERES

La licence et les timbres sont valables 12 mois, du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril de l'année suivante, dans la limite des dates d'ouverture et de fermeture propres à chacun des gisements classés.



La licence et les timbres donnent lieu au versement de contributions financières fixées par le Comité Régional des Pêches. La licence et les timbres seront attribuées seulement si le pêcheur à pied s'est acquitté de la totalité de ces contributions financières. Pour toute restitution de licence et de timbres après sanction de retrait de permis prononcé par l'autorité administrative compétente, les contributions correspondant aux licences et timbres restitués ne seront pas remboursées.

Les sommes dégagées du montant des licences ou des timbres alimentent un fonds géré par le Comité régional servant à financer la gestion de ces licences, la mise en œuvre des mesures liées à la pêche à pied et résultant des délibérations du Comité régional, ou toute action liée à la gestion de l'activité de pêche à pied en Vendée.

Si le pêcheur obtenant ses licences et ses timbres est en arrêt de travail (certificat établi par le médecin à l'appui) à partir du début de leur validité, seule la contribution financière relative à la licence générale est encaissée. Les contributions financières relatives aux timbres seront encaissées dès la date de la fin du dernier certificat d'arrêt de travail dont la copie aura été envoyée au COREPEM par le pêcheur. A cet effet, en cas de prolongation de l'arrêt, le demandeur devra envoyer au COREPEM le nouveau certificat au plus tard 8 jours après la date de fin du dernier certificat envoyé, faute de quoi l'encaissement aura lieu.

Si l'arrêt maladie se prolonge du début jusqu'à la fin de la validité de la licence et des timbres détenus, les contributions financières relatives aux timbres ne seront pas encaissées, et en cas de demande de renouvellement pour la campagne suivante, les demandes concernant les mêmes timbres seront considérées en renouvellement.

#### **ARTICLE 6 : ABANDON DU DROIT DE PECHE EN COURS DE CAMPAGNE**

Un abandon de licence ou de timbre sera pris en compte dès la réception au COREPEM (Antenne Locale de Noirmoutier) du document faisant office de licence concerné (carte) et d'une lettre précisant l'abandon. Le remboursement des licences et des timbres annulés n'est possible que dans le cas où le(s) gisement(s) concerné(s) par cette annulation n'a (ont) pas encore été ouvert(s) pendant la période de validité de la licence. Cet abandon de licence ou de timbre ne fera l'objet d'aucune réattribution à quelque demandeur que ce soit en cours de campagne, cependant :

En cas d'arrêt pour une maladie grave d'un minimum de trois mois, ou autre cas de force majeure apprécié et reconnu recevable par la commission de litiges du COREPEM compétente pour les questions de pêche à pied, un échange provisoire de droit de pêche avec le conjoint ou l'enfant du pêcheur ou, dans le cas d'une entreprise, par un de ses salariés répondant aux critères appropriés, pourra être décidé par la Commission de Litiges. Le conjoint, l'enfant ou le salarié bénéficiant de l'échange doit avoir la qualité de pêcheur à pied professionnel. Cet échange provisoire n'est pas considéré comme une acquisition d'antériorité pour l'année suivante.

#### **ARTICLE 7 : CONTROLES, RETRAIT DE LA LICENCE DU DROIT DE PECHE EN COURS DE CAMPAGNE**

Tout pêcheur à pied est dans l'obligation de porter sur soi l'original (ou duplicata fourni par le COREPEM en cas de perte) du document faisant office de licence lors de son activité et de le présenter à tout agent chargé de la police des pêches maritimes.

En application du code rural et de la pêche maritime, la licence pourra être suspendue ou retirée par les autorités administratives compétentes en cas de manquement grave à la réglementation en vigueur.

Les infractions à la présente délibération et à celles prises pour son application sont recherchées et poursuivies conformément au code rural et de la pêche maritime.

#### **ARTICLE 8**

Tout pêcheur à pied membre d'une ou plusieurs commissions du Comité National des Pêches et des Elevages Marins, ainsi que du Conseil et/ou du Bureau du COREPEM et/ou du jury de la formation « pêche à pied » définie à l'article R921-70 du code rural, peut rattraper le quota des journées de pêche perdues par sa participation à ces commissions du CNPM/conseils ou bureaux du CNPM et du COREPEM ainsi que du jury de la formation « pêche à pied », sur toute zone de pêche autorisée en Vendée en signalant au COREPEM et à la DDTM/DML la date de présence à ces réunions et la date des journées de rattrapage de quota prévues.

**ARTICLE 9** : La délibération n°15/2019 du 18/10/19 est abrogée et remplacée par la présente.

Fait à Les Sables d'Olonne, le 27 novembre 2020  
Le Président, José JOUNEAU





**ARRÊTÉ n° 48/2020**

portant modification du règlement local de la station de pilotage des Sables d'Olonne

Le préfet de la région Pays de la Loire

- VU le code des transports ;
- VU le code des ports maritimes ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales interministérielles
- VU le décret n°2010-130 du 11 février 2010 modifié, relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU l'arrêté ministériel n° 4318 GM-2 du 12 octobre 1976 portant modification de l'assiette de tarification du pilotage ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 modifié, relatif à l'organisation et au fonctionnement des assemblées commerciales ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n°3/2009 du 8 janvier 2009 modifié, portant règlement local de la station de pilotage des Sables d'Olonne ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n°2020/SGAR/DIRM NAMO/524 du 26 août 2020 portant délégation de signature à M. Guillaume Sellier, directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest ;
- VU l'arrêté du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest n°24/2020 du 31 août 2020 portant subdélégation de signature administrative pour les attributions relevant du préfet de la région Pays de la Loire ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée commerciale de la station de pilotage des Sables d'Olonne, qui s'est tenue le 3 décembre 2020 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Les annexes tarifaires n°1 et 2 du règlement local de la station de pilotage des Sables d'Olonne susvisé, sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

### ARTICLE 2

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1er janvier 2021.

### ARTICLE 3

L'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n°53/2019 du 31 décembre 2019 portant modification du règlement local de la station de pilotage des Sables d'Olonne est abrogé.

### ARTICLE 2

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest et le directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 21 DEC. 2020



Pour le préfet et par délégation,  
L'Administrateur en chef de 1ère classe des affaires maritimes  
Bruno ROUMÉGOU  
Directeur interrégional adjoint délégué  
de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest



### Ampliations :

Ministère de la mer (direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, direction des services de transport, sous-direction des ports et du transport fluvial, bureau de l'organisation et de la réglementation portuaire)

Préfecture de la région Pays de la Loire (secrétariat général pour les affaires régionales)

Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest (directeur adjoint délégué ; cellule communication études ; chrono)

Direction départementale des territoires et de la mer, délégation à la mer et au littoral de la Vendée

Station de pilotage des Sables d'Olonne

Préfecture de la région Pays de la Loire (secrétariat général pour les affaires régionales, pôle modernisation et moyens, plateforme régionale administration, mutualisations et finances, bureau des affaires administratives) pour publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.

## ANNEXE 1

Arrêté du Préfet de la région Pays de la Loire n° 48 - 2020

### TARIFS GENERAUX DU PORT DES SABLES D'OLONNE

2021

#### TARIF N° 1

Opération de pilotage à l'entrée ou à la sortie du port des Sables d'Olonne

|  |              |
|--|--------------|
| Jusqu'à 2 000 m <sup>3</sup> minimum de perception | 432.00 euros |
| Par m <sup>3</sup> supplémentaire                  | 0.0775 euros |

#### TARIF N°2

Mise à disposition de la vedette de pilotage remorquage : 195.00 euros

#### TARIF N°3 (mouvements)

1) Mouvement d'un navire à l'intérieur du bassin à flot de jour : 249.42 euros

2) A l'intérieur du bassin, les navires de longueur supérieure à 50 mètres sont affranchis de l'obligation de pilotage lorsqu'ils effectuent un déhalage le long d'un quai droit et s'ils n'ont pas à effectuer de saut de navires ou changer de cap.

3) Lors d'un mouvement, la mise à disposition de la vedette de pilotage remorquage donne lieu à l'application du tarif N°2.

4) Lors d'un mouvement, les navires qui franchissent la porte-écluse sont majorés de 30%.

## ANNEXE 2

Arrêté du Préfet de la région Pays de la Loire n° 48 - 2020

### MAJORATIONS ET REDUCTIONS AUX TARIFS GENERAUX,

### INDEMNITES DU PORT DES SABLES D'OLONNE

2021

Les factures de pilotage sont payables à réception. Toute facture qui ne sera pas payée dans un délai de 30 jours après la date de facturation sera majorée de 5 % et de 1 % de plus pour chaque mois supplémentaire de retard.

– Majorations et réductions aux tarifs généraux

2.1 Les navires qui, bien qu'affranchis de l'obligation de pilotage en raison de leur longueur, font appel aux services du pilote paient une majoration de tarif de 20%.

2.2 Les opérations de pilotage faites entre 18h00 et 08h00, heure locale, ainsi que les dimanches et jours fériés sont majorés de 25 %.

2.3 Les navires dont le capitaine est titulaire d'une licence de capitaine-pilote ne paient que 30% du tarif du pilotage normal quand ils ne font pas appel aux services du pilote.

2.4 Les navires-sabliers dont le capitaine est titulaire d'une licence de capitaine-pilote, qui extraient du sable de mer et effectuent au port des Sables d'Olonne le premier déchargement consécutif à cette extraction, ne paient que 18% du tarif de pilotage normal quand ils ne font pas appel au service du pilote.

2.5 Les navires qui n'auront pas signalé dix-huit heures avant leur arrivée l'heure probable d'arrivée paient une majoration de tarif de 20%.

2.6 Les navires retardés sont tenus de communiquer leur nouvel ETA au moins quatre heures à l'avance, s'il diffère de plus de deux heures de celui qu'ils ont annoncé précédemment. En cas d'omission, ils paient une indemnité égale à celle prévue à l'alinéa précédent, sans que le produit de cette majoration puisse excéder 40% du minimum de perception.

2.7 Les navires dépourvus de propulsion mécanique ou n'utilisant pas leur machine ou leur barre paient double tarif.

2.8 Lorsqu'une opération exceptionnelle ou un cas particulier fait l'objet d'une étude préalable spéciale, alors le demandeur est soumis en plus des tarifs généraux à un supplément tarifaire équivalent au minimum de perception du tarif N°1.

.../...

## **- Indemnités**

Le navire qui n'utilise pas les services du pilote commandé paie l'indemnité prévue par l'article 20 du règlement général du pilotage. Le montant de cette indemnité de déplacement est fixé à 40% du minimum de perception.

Cette indemnité est également due pour une attente ne dépassant pas une heure. Au delà d'une heure le navire paie une indemnité fixée à 20% du minimum de perception pour chaque nouvelle heure ou fraction d'heure d'attente.

L'attente est comptée à partir de l'heure de commande ou de l'heure probable d'arrivée (ETA), annoncée ou rectifiée dans les conditions des paragraphes 5) & 6) ci-dessus, et l'heure effective d'appareillage ou d'embarquement du pilote sur rade sans que cette durée ne puisse excéder dix heures.

Le navire qui enlève le pilote de la station dans un cas de force majeure paie, outre l'indemnité de route, l'indemnité journalière prévue à l'article 26 du règlement général du pilotage. Cette dernière est fixée à 40% du minimum de perception pour chacune des deux premières périodes de vingt-quatre heures et 65% du minimum de perception pour chacune des périodes de vingt-quatre heures suivantes. Toute période commencée est due en entier.

Quand le pilote est débarqué à l'étranger, le navire paie son rapatriement.

Quand le pilote demeure à bord d'un navire plus de six heures, le navire paie une indemnité de 15% du minimum de perception par heure supplémentaire (toute heure commencée est due)

Le navire qui n'a pas signalé dix huit heures avant son arrivée son tirant d'eau paie une indemnité de 20% du minimum de perception.

Le pilote au service du navire entre 11 heures et 15 heures ou entre 18 heures et 22 heures a droit à une indemnité de 4% du minimum de perception pour chacun des principaux repas.

Le montant de l'indemnité de déplacement de la vedette de pilotage remorquage pour un service autre que l'embarquement, le débarquement du pilote ou le remorquage de chalutiers est fixé à 70% du minimum de perception.

Ce tarif est majoré de 25% entre 18 heures et 8 heures locales ainsi que les dimanches et jours fériés.



**ARRÊTÉ n° 50/2020**

portant sur le règlement local de la station de pilotage de la Loire

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE  
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

- VU le code des transports ;
- VU le code des ports maritimes ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU le décret n°2010-130 du 11 février 2010 modifié, relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU l'arrêté ministériel n° 4318 GM-2 du 12 octobre 1976 portant modification de l'assiette de tarification du pilotage ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 modifié, relatif à l'organisation et au fonctionnement des assemblées commerciales ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n°2020/SGAR/DIRM/524 du 26 août 2020 portant délégation de signature à M. Guillaume Sellier, directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest ;
- VU l'arrêté du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest n°24/2020 du 31 août 2020 portant subdélégation de signature administrative pour les attributions relevant du préfet de la région Pays de la Loire ;
- VU l'arrêté du préfet de la Loire-Atlantique n°2019-1104 du 21 novembre 2019 relatif au pilotage des bateaux, convois et engins flottants qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage de la Loire ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n°49/2019 du 24 décembre 2019 portant règlement local de la station de pilotage de la Loire ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée commerciale de la station de pilotage de la Loire, qui s'est tenue le 27 novembre 2020 ;
- SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1:**

Les annexes tarifaires 1 et 2, du règlement local de la station de pilotage de la Loire susvisé, sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

**ARTICLE 2:**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**ARTICLE 3:**

Les annexes tarifaires 1 et 2 de l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n°49/2019 du 24 décembre 2019 sont abrogées.

**ARTICLE 4:**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur interrégional de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest et le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 21 DEC. 2020

Pour le préfet et par délégation,  
L'Administrateur en chef de 1<sup>ère</sup> classe des affaires maritimes  
Bruno ROUMÉGOU

Directeur interrégional adjoint délégué  
de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest





## Ampliations :

Ministère de la Mer (direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, direction des services de transport, sous-direction des ports et du transport fluvial, bureau de l'organisation et de la réglementation portuaire)

Préfecture de la région Pays de la Loire (secrétariat général pour les affaires régionales, pôle politiques publiques)

Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest (directeur adjoint délégué, cellule communication études, chrono)

Direction départementale des territoires et de la mer, délégation à la mer et au littoral de la Loire Atlantique

Membres titulaires et suppléants de l'assemblée commerciale de la station de pilotage de la Loire

Station de pilotage de la Loire

Préfecture de la région Pays de la Loire (secrétariat général pour les affaires régionales, pôle modernisation et moyens, plateforme régionale administration, mutualisations et finances, bureau des affaires administratives) pour publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire

## ANNEXE I

### TARIFS GENERAUX 2021

#### Conditions de paiements des factures et procédure de contestations des dimensions des navires

Pour bénéficier des tarifs et ristournes prévues dans les annexes 1 et 2 du règlement local, il appartient à l'agent de transmettre les justificatifs nécessaires auprès du service de facturation dans un délai de 72 heures après le départ du navire.

Les demandes de factures séparées devront impérativement être faites par mail auprès du service de facturation (facturation@pilotes-loire.com).

Toutes factures annulées et refaites seront majorées de 20 €.

En cas de contestation sur les dimensions d'un navire, l'agent doit fournir, au service facturation, l'ensemble des documents suivants :

- a) Carte de manœuvre pour le pilote (Pilot card)
- b) La feuille des caractéristiques du navire (Ship's particulars)
- c) Le certificat de franc bord (International load line certificate)
- d) Le certificat de Jauge (International tonnage certificate)
- e) Un plan d'ensemble (General arrangement drawing).

#### TARIFS N° 1

Pilotage de la mer au port de SAINT-NAZAIRE et aux appontements de MONTOIR, DONGES et PAIMBOEUF ainsi qu'aux ports, rades, appontements ou sea-lines de la zone extérieure ou vice-versa :

|                                     |           |                                   |
|-------------------------------------|-----------|-----------------------------------|
| moins de 2 000 m <sup>3</sup>       | € 681,808 | minimum de perception             |
| de 2 000 à 7 500 m <sup>3</sup>     | € 9,546   | par tranche de 100 m <sup>3</sup> |
| de 7 500 à 15 000 m <sup>3</sup>    | € 7,058   | " " "                             |
| de 15 000 à 50 000 m <sup>3</sup>   | € 6,333   | " " "                             |
| de 50 000 à 100 000 m <sup>3</sup>  | € 6,093   | " " "                             |
| de 100 000 à 150 000 m <sup>3</sup> | € 3,003   | " " "                             |
| de 150 000 à 250 000 m <sup>3</sup> | € 2,893   | " " "                             |
| plus de 250 000 m <sup>3</sup>      | € 1,919   | " " "                             |

Chaque tranche venant s'ajouter aux précédentes ; la dernière tranche correspondant au volume du navire est arrondie à la centaine de m<sup>3</sup> supérieure.

#### TARIF N° 2

Les navires porte-conteneurs, rouliers et cargo transportant des marchandises conventionnelles escalant aux postes du TMDC et aux postes RORO dans le cadre d'une ligne régulière, pour y effectuer des opérations commerciales hors vrac paient 75 % du tarif n° 1. L'application de ce tarif à 75 % ne peut entraîner de facturation inférieure au minimum de perception.

Définition lignes régulières :

Le chargement sur des navires de lignes régulières doit être ouvert au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, largement diffusés, en considérant que :

- chaque ligne régulière est liée à une seule zone géographique
- une ligne régulière feeder est différente de la ligne régulière mère
- les navires de bois en grumes ne sont pas sous le statut de lignes régulières
- le statut de ligne régulière est accordé par le port, sur demande préalable.

Pour bénéficier des dispositions tarifaires, il appartient à l'agent de déclarer auprès du service de facturation du pilotage :

- Les éléments de ligne régulière (numéro de ligne, accord écrit du GPMNSN, horaires de la ligne).
- La liste des navires de la ligne (nom, numéro OMI, longueur hors tout, largeur hors tout et tirant d'eau d'été max).
- Toutes modifications.

### **TARIF N° 3**

Pilotage de la mer aux ports de rivière situés à l'amont de PAIMBOEUF ou vice-versa : 120 % du tarif n° 1.

### **TARIF N° 4**

Mouvements dans la zone de pilotage intérieure. Cette zone est divisée en cinq sections comprenant chacune trois ou quatre secteurs qui sont ainsi définis :

#### **1 - Section portuaire de NANTES :**

- a) **Premier secteur** : des limites amont du port de NANTES au quai du CORDON BLEU inclus.
- b) **Deuxième secteur** : du quai du CORDON BLEU exclu au feu de HAUTE INDRE.
- c) **Troisième secteur** : du feu de HAUTE INDRE au feu du PELLERIN.

#### **2 - Section intermédiaire :**

- d) **Premier secteur** : du feu du PELLERIN au feu du HAUT BOIS.
- a) **Deuxième secteur** : du feu du HAUT BOIS au feu de LA RAMEE.
- b) **Troisième secteur** : du feu de LA RAMEE à l'aval du quai de PAIMBOEUF.

#### **3 - Section portuaire de DONGES-MONTOIR :**

4. **Premier secteur** : de l'aval du quai de PAIMBOEUF à l'aval du poste 4 de DONGES.
5. **Deuxième secteur** : de l'aval du poste 4 à l'aval du port pétrolier de DONGES.
6. **Troisième secteur** : de l'aval du port pétrolier au pont de SAINT-NAZAIRE/MINDIN.

#### **4 - Section portuaire de SAINT-NAZAIRE :**

- Premier secteur** : de la rade de SAINT-NAZAIRE à l'entrée des sas ou formes.
- Deuxième secteur** : le bassin de SAINT-NAZAIRE.
- Troisième secteur** : le bassin de PENHOET.

#### **5 - Section Mer :**

- 1) **Premier secteur** : la rade de SAINT-NAZAIRE du Pont de SAINT-NAZAIRE/MINDIN à la ligne VILLES-MARTIN-MOREES.
- 2) **Deuxième secteur** : de la ligne VILLES-MARTIN-MOREES aux bouées 5 et 8.
- 3) **Troisième secteur** : des bouées 5 et 8 aux bouées 1 et 2.
- 4) **Quatrième secteur** : des bouées 1 et 2 au point de stationnement du bateau-pilote.

Le tarif suivant s'applique à tout mouvement à l'intérieur d'un secteur :

Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest  
2 boulevard Allard- BP 78749 - 44 187 NANTES cedex 4  
Téléphone : 02.40.44.81.10 Télécopie : 02.40.73.33.26  
dir-m-namo@developpement-durable.gouv.fr

|          |                      |                        |           |                                   |
|----------|----------------------|------------------------|-----------|-----------------------------------|
| moins de | 2 500 m <sup>3</sup> |                        | € 125,893 | minimum de perception             |
| de       | 2 501 à              | 15 000 m <sup>3</sup>  | € 0,839   | par tranche de 100 m <sup>3</sup> |
| de       | 15 001 à             | 150 000 m <sup>3</sup> | € 0,728   | " " "                             |
| de       | 150 001 à            | 400 000 m <sup>3</sup> | € 0,682   | " " "                             |
| de       | 400 001 à            | 700 000 m <sup>3</sup> | € 0,581   | " " "                             |
| plus de  |                      | 700 000 m <sup>3</sup> | € 0,178   | " " "                             |

Chaque tranche venant s'ajouter aux précédentes.

Lorsqu'au cours d'un même mouvement un navire navigue dans des secteurs successifs, le parcours dans le premier secteur donne lieu à la perception du tarif ci-dessus, et les parcours dans chacun des secteurs suivants à la moitié de ce tarif.

Le mouillage des navires sur une rade (lorsque le pilotage est effectif), le mouillage et l'appareillage d'un sea-line, l'entrée et la sortie d'un port de la zone extérieure, le lancement d'un navire, la montée et la descente d'un dock flottant ainsi que l'entrée et la sortie de forme, l'évitage d'un navire en cours de mouvement, les compensations de compas et de goniomètres donnent lieu dans chaque cas à l'application du tarif ci-dessus.

Pour toute intervention « veille sécurité nautique » sur un navire à quai, il sera appliqué le tarif ci-dessus, par tranche de 6 heures au maximum, auquel sera ajouté une indemnité de 10 % du minimum de perception par heure de présence à bord (toutes tranches et heures commencées étant dues).

Tout mouvement piloté ne pourra donner lieu à la perception d'un tarif inférieur au minimum de perception du tarif N°1.

#### TARIF N° 5

Pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants fluviaux qui effectuent des mouvements dans la zone de pilotage intérieure. Cette zone est divisée en cinq sections comprenant chacune trois ou quatre secteurs définis au tarif N°4.

Le tarif suivant s'applique à tout mouvement à l'intérieur d'un secteur :

|          |                    |                        |           |                                   |
|----------|--------------------|------------------------|-----------|-----------------------------------|
| moins de | 700 m <sup>3</sup> |                        | € 160,900 | minimum de perception             |
| de       | 701 à              | 2 000 m <sup>3</sup>   | € 0,901   | par tranche de 100 m <sup>3</sup> |
| de       | 2 001 à            | 10 000 m <sup>3</sup>  | € 0,728   | " " "                             |
| de       | 10 001 à           | 15 000 m <sup>3</sup>  | € 0,716   | " " "                             |
| de       | 15 001 à           | 150 000 m <sup>3</sup> | € 0,690   | " " "                             |
| plus de  |                    | 150 001 m <sup>3</sup> | € 0,682   | " " "                             |

Ce tarif s'applique selon les mêmes modalités que le tarif n°4 qui concerne les mouvements.

Quand il n'y a pas de pilotage effectif, il sera fait application du taux de 14 % du tarif ci-dessus sauf pour les bateaux à passagers auxquels il sera fait application d'un taux de 28 %.

Tout mouvement piloté ne pourra donner lieu à la perception d'un tarif inférieur au minimum de perception du tarif N°1.

#### TARIF N°6

Pilotage des navires de croisières en escale commerciale, de la mer aux ports de la Loire, ainsi qu'aux ports, rades, appontements ou mouillages de la zone extérieure ou vice versa :

|          |                      |  |           |                       |
|----------|----------------------|--|-----------|-----------------------|
| moins de | 2 000 m <sup>3</sup> |  | € 681,808 | minimum de perception |
|----------|----------------------|--|-----------|-----------------------|

|         |           |                        |          |                                   |   |   |
|---------|-----------|------------------------|----------|-----------------------------------|---|---|
| de      | 2 001 à   | 7 500 m <sup>3</sup>   | € 10,248 | par tranche de 100 m <sup>3</sup> |   |   |
| de      | 7 501 à   | 15 000 m <sup>3</sup>  | € 9,895  | "                                 | " | " |
| de      | 15 001 à  | 30 000 m <sup>3</sup>  | € 8,393  | "                                 | " | " |
| de      | 30 001 à  | 50 000 m <sup>3</sup>  | € 7,432  | "                                 | " | " |
| de      | 50 001 à  | 75 000 m <sup>3</sup>  | € 6,644  | "                                 | " | " |
| de      | 75 001 à  | 100 000 m <sup>3</sup> | € 5,377  | "                                 | " | " |
| de      | 100 001 à | 150 000 m <sup>3</sup> | € 4,272  | "                                 | " | " |
| de      | 150 001 à | 250 000 m <sup>3</sup> | € 2,167  | "                                 | " | " |
| plus de |           | 250 000 m <sup>3</sup> | € 1,919  | "                                 | " | " |

Chaque tranche venant s'ajouter aux précédentes.

Pour les navires de croisière, le volume est calculé exceptionnellement avec la largeur maximale du navire, diminuée des ailerons de passerelle de navigation, lorsqu'ils sont débordants.

Lorsque le pilotage s'effectue de la mer à un port de rivière situé en amont de Paimbœuf (ou vice versa), il sera fait application d'un taux de 120 % du tarif ci-dessus.

#### **TARIF N° 7**

Opérations exceptionnelles :

Quand un navire effectue des essais de durée indéterminée dans la zone extérieure, il paie en plus des tarifs d'entrée et de sortie, un supplément calculé selon le tarif n° 1.

Tout navire venant d'un port de la Loire ou s'y rendant qui embarque ou débarque le pilote à l'Ouest de la ligne droite joignant le phare de la Banche au phare du Pilier paie un supplément de tarif égal à 50 % du tarif n° 1.

Toute opération exceptionnelle ou cas spécial qui aura fait l'objet d'une étude spéciale particulière paiera, en plus des tarifs généraux, un supplément équivalent au minimum de perception du tarif n°1.

Toute opération de mesures de courant, nécessaires à la préparation d'une opération exceptionnelle sera facturée 2,3 minimum de perception.

## ANNEXE II

### MAJORATIONS ET REDUCTIONS AUX TARIFS GENERAUX, INDEMNITES

#### I - Majorations et réductions aux tarifs généraux.

1°) Les navires qui, bien qu'affranchis de l'obligation de pilotage en raison de leur longueur, font appel aux services des pilotes paient une majoration de tarif de 20 %.

2°) Les navires dont le capitaine est titulaire d'une licence de capitaine-pilote ne paient que 30 % du tarif général du pilotage quand ils ne font pas appel aux services des pilotes.

3°) Les navires qui n'auront pas signalé dix-huit heures avant leur arrivée leur heure probable d'arrivée soit au bateau-pilote, soit au bureau du port de SAINT-NAZAIRE, paient une majoration de tarif de 20 % sans que le produit de cette majoration puisse excéder le **minimum de perception**.

4°) Le navire qui requiert une demande d'entrée, de sortie ou de mouvement avec un préavis de moins de 2 heures 30, ou après 18 heures 30 pour une commande de pilote comprise entre 21 heures et 11 heures le lendemain, paie une majoration de tarif de 20 % sans que le produit de cette majoration puisse excéder le **minimum de perception**.

5°) Les navires retardés sont tenus de communiquer leur nouvel E.T.A au moins quatre heures à l'avance, s'il diffère de plus de deux heures de celui qu'ils ont annoncé précédemment. En cas d'omission, ils paient une indemnité égale à celle prévue à l'alinéa précédent, sans que le produit de cette majoration puisse excéder **25 % du minimum de perception**.

6°) Les services d'un pilote pour expériences ou réglages de compas donnent lieu à l'application du tarif n° 4 prévue à l'annexe 1.

7°) Les navires qui entrent dans la zone de pilotage dans le seul but de débarquer un pilote d'une autre station ne paient aucun tarif de pilotage.

8°) Les navires qui entrent dans les ports de la Loire Maritime uniquement pour y subir des travaux de réparation bénéficient d'une remise de 20 % sur les tarifs n°1, n°2, n°3 et n° 6 de l'annexe 1.

Les navires qui, au cours de cette escale en Loire Maritime, auraient effectué des opérations commerciales ne bénéficient pas de cette remise.

9°) Les navires porte-conteneurs et cargo transportant des marchandises conventionnelles d'un même armement ou service commun d'armement escalant au TMDC dans le cadre d'une ligne régulière bénéficient d'une ristourne de fidélité en fonction du nombre de touchées réalisé sur une même ligne dans l'année civile :

|   |   |                   |
|---|---|-------------------|
| De la 7 <sup>ème</sup> à la 12 <sup>ème</sup> escale  | : | Réduction de 13 % |
| De la 13 <sup>ème</sup> à la 24 <sup>ème</sup> escale | : | Réduction de 17 % |
| De la 25 <sup>ème</sup> à la 36 <sup>ème</sup> escale | : | Réduction de 22 % |
| De la 37 <sup>ème</sup> à la 70 <sup>ème</sup> escale | : | Réduction de 28 % |
| Au-delà de la 70 <sup>ème</sup> escale                | : | Réduction de 33 % |

**NOTA :** Chaque ligne régulière est liée à une zone géographique (Océan Indien ou COA etc.). Une ligne « feeder » est différente de la ligne régulière mère.

10°) Les navires rouliers d'un même armement ou service commun d'armement escalant aux postes « RORO » dans le cadre d'une ligne régulière bénéficient d'une ristourne de fidélité en fonction du nombre de touchées réalisé sur une même ligne dans l'année civile :

|  |   |                   |
|--|---|-------------------|
| De la 7 <sup>ème</sup> à la 12 <sup>ème</sup> escale   | : | Réduction de 13 % |
| De la 13 <sup>ème</sup> à la 24 <sup>ème</sup> escale  | : | Réduction de 17 % |
| De la 25 <sup>ème</sup> à la 36 <sup>ème</sup> escale  | : | Réduction de 22 % |
| De la 37 <sup>ème</sup> à la 70 <sup>ème</sup> escale  | : | Réduction de 28 % |
| De la 71 <sup>ème</sup> à la 104 <sup>ème</sup> escale | : | Réduction de 33 % |



|   |                   |
|---|-------------------|
| De la 105 <sup>ème</sup> à la 156 <sup>ème</sup> escale | Réduction de 37 % |
| Au-delà de la 156 <sup>ème</sup> escale                 | Réduction de 40 % |

Les navires rouliers escalant au TMDC dans le cadre d'une ligne régulière opérée par le même armement ou service commun d'armement dont les navires escalent habituellement aux postes RORO bénéficient d'une ristourne identique.

Les navires rouliers escalant au poste « RORO » sont facturés selon un volume compté avec largeur maximale du navire diminuée des ailerons de passerelle de navigation débordants.

*L'application de ces ristournes ne peut entraîner de facturation inférieure au minimum de perception.*

11°) Les navires sabliers, dont le capitaine est titulaire d'une licence de capitaine-pilote ne paient que 10 % du tarif principal quand ils ne font pas appel aux services des pilotes.

12°) Les navires dépourvus de propulsion mécanique ou n'utilisant pas leur machine ou leur barre paient double tarif.

13°) Les navires à deux pilotes paient une majoration égale au minimum de perception et par pilote supplémentaire.

14°) Les navires qui escalent aux terminaux méthaniers paient trois minima de perception pour les premiers 2 000 mètres cube. Au-delà de la 71<sup>ème</sup> escale, ils ne payent plus que 2 minima de perception.

Si ces navires sont à deux pilotes, ils paient la majoration égale au minimum de perception.

15°) Les navires qui escalent dans les ports de la Loire Maritime uniquement pour y effectuer leur approvisionnement en combustible bénéficient d'une remise de 20 % sur les tarifs n°1, n°2, n°3 et n° 6 de l'annexe 1 si la durée de ces escales est inférieure à 24h00, la réduction est portée à 30 %.

Les navires qui, au cours de cette escale en Loire Maritime, auraient effectué des opérations commerciales ne bénéficient pas de cette remise.

16°) Les navires qui escalent dans les ports de la Loire Maritime uniquement pour y effectuer un transbordement simultanément de navire à navire entre le poste aval et le poste amont du terminal méthanier de Montoir bénéficient d'une remise de 15 % sur le tarif n°1 de l'annexe 1.

17°) Aucune réduction n'est appliquée sur les tarifs de mouvement (Tarif n° 4).

*L'application de ces ristournes ne peut entraîner de facturation inférieure au minimum de perception.*

18°) Les navires qui entrent dans les ports de la Loire Maritime uniquement pour y subir une mise en froid au terminal méthanier bénéficient d'une remise de 20 % sur le tarif n° 1 de l'annexe 1.

Les navires qui, au cours de cette escale en Loire Maritime, auraient effectué des opérations commerciales ne bénéficient pas de cette remise.

19°) Les navires qui escalent dans le cadre de la création d'une nouvelle ligne régulière bénéficient d'une réduction, fonction du volume taxable du navire moyen de la ligne suivant le tableau ci-après à compter de leur première escale et pour une durée d'une année.

- Volume taxable du navire moyen de la ligne inférieur à 50 000m<sup>3</sup> réduction de 10 %.
- Volume taxable du navire moyen de la ligne entre 50 000m<sup>3</sup> et 100 000m<sup>3</sup> réduction de 15 %.
- Volume taxable du navire moyen de la ligne supérieur à 100 000m<sup>3</sup> réduction de 20 %.

Pour bénéficier des dispositions tarifaires, il appartient à l'agent de déclarer et de transmettre auprès du service de facturation du pilotage avant la 1<sup>ère</sup> escale :

- 1) La ligne régulière (numéro de ligne, accord écrit du GPMNSN, horaires de la ligne).
- 2) La liste des navires de la ligne (nom, numéro OMI, longueur hors tout, largeur hors tout et tirant d'eau d'été max).
- 3) Toutes modifications.

Tout défaut d'information ou sous-estimation du volume taxable entraînera l'annulation de la réduction avec effet immédiat.

*L'application de cette réduction ne peut entraîner de facturation inférieure au minimum de perception.*

20°) Les navires qui escalent aux terminaux pétroliers de Donges paient deux et demi minima de perception pour les premiers 2 000 m<sup>3</sup> quand ils sont chargés de pétrole brut et un et demi minima de perception pour les premiers 2 000 m<sup>3</sup> quand ils sont chargés de pétrole raffiné.

Si ces navires sont à deux pilotes, ils paient la majoration égale au minimum de perception.

## **II - Indemnités.**

1°) Le navire qui n'utilise pas les services du pilote commandé ou appelé au port ou sur les rades, paie au titre de l'indemnité de déplacement :

**50% du minimum de perception pour un navire à quai,  
729,63 € pour un navire au large.**

2°) Lorsque le Pilote attend plus d'une heure, il est facturé une indemnité de **10 % du minimum de perception** par heure supplémentaire. Ces heures sont décomptées à partir de l'heure de commande ou de l'heure probable d'arrivée (HPA), annoncée ou rectifiée dans les conditions du paragraphe 1 3°) et 4°) ci-dessus et l'heure effective d'appareillage ou d'embarquement du pilote sur rade. Le total des heures supplémentaires ne pourra excéder dix heures.

3°) Lorsqu'un navire mouille en rivière en raison d'une avarie, le pilote perçoit une indemnité de **10% du minimum de perception** par heure d'attente. Ces heures sont décomptées entre l'heure de mouillage et l'heure de la remise en route.

Toute heure commencée est due.

4°) Le navire qui enlève le pilote de la station dans un cas de force majeure paie, outre l'indemnité de route, l'indemnité journalière prévue à l'article 26 du règlement général du pilotage. Cette dernière est fixée à **25 % du minimum de perception** pour chacune des deux premières périodes de 24 heures et **50 % du minimum de perception** pour chacune des périodes de 24 heures suivantes. Toute période commencée est due en entier.

Quand le pilote est débarqué en dehors de la zone où le pilotage est obligatoire, le navire paie son rapatriement.

5°) Quand le pilote demeure à bord d'un navire plus de 6 heures, le navire paie une indemnité de **10 % du minimum de perception** par heure supplémentaire. Toute heure commencée est due.

6°) Le navire qui modifie son heure de commande de pilote(s) moins de 2 heures avant l'heure de commande initiale, ou après 19 heures pour les navires dont l'heure de commande initiale est comprise entre 21 heures et 10 heures 30 le lendemain, paie une indemnité de **25 % du minimum de perception** par pilote concerné.

7°) Le navire qui utilise les services d'un pilote pour assurer la veille au mouillage paie une indemnité de **10 % du minimum de perception** par heure de veille. Toute heure commencée est due.

8°) Le navire qui mouille en cours de route en raison de l'attente d'une place à quai paie une indemnité de **10 % du minimum de perception**.

9°) Le navire qui n'a pas signalé 18 heures avant son arrivée son tirant d'eau soit au bateau-pilote, soit au bureau du port de SAINT-NAZAIRE paie une indemnité de **10% du minimum de perception**.

La même indemnité est due par les navires en provenance des ports compris entre BORDEAUX et BREST inclus qui n'ont pas signalé leur tirant d'eau dès leur départ de ces ports.

10°) Le pilote perçoit à titre personnel l'indemnité prévue à l'article D.5341-38 du Code des Transports pour tout pilotage, retenue ou déplacement effectué de nuit (de 18h00 à 08h00).

Cette indemnité est fixée à :

- **10% du minimum de perception** pour les navires ayant un volume inférieur à 45 000 m<sup>3</sup> ;
- **20% du minimum de perception** pour les navires ayant un volume égal ou supérieur à 45 000 m<sup>3</sup>.

11°) Le pilote au service du navire ou retenu à bord entre 12 heures et 14 heures ou entre 19 heures et 21 heures à droit, à son choix, soit à la nourriture des officiers, soit à une indemnité de **2 % du minimum de perception** pour chacun des principaux repas.

12°) Le pilote appelé à servir un navire dans la zone de pilotage obligatoire perçoit à titre personnel une indemnité d'embarquement de **7 % du minimum de perception**.

13°) Tout déplacement de bateau-pilote pour un service autre que l'embarquement ou le débarquement des pilotes est payé :

- 729,63 € pour une corvée en mer (forfait 2 H)
- 223,11 € pour une corvée sur rade (forfait de 40 min)

En dehors du forfait des corvées sur rade et à la mer, le tarif horaire d'utilisation d'une vedette est de 223,11 €.

Toute heure commencée est due.

Ces sommes sont versées au fonds de renouvellement du matériel de pilotage.

Direction Régionale de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la Forêt



**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE  
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**ARRÊTÉ n° 2020/DRAAF/74**

relatif au plan de compétitivité et de l'adaptation des exploitations agricoles (Pcae), volet animal, mis en œuvre dans le cadre du programme de développement rural des Pays de la Loire, opération 4.1.1 « investissements dans les bâtiments d'élevage »

- Vu** le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relative au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Vu** le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Vu** le règlement (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural ;
- Vu** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Vu** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu** le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Vu** le règlement (UE) n°807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural et introduisant des dispositions transitoires ;
- Vu** les Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricoles et forestiers et dans les zones rurales 2014 -2020 ;

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 311-1, L. 311-2, L. 313-1, L. 323-13, L. 341-1, L. 341-3, L. 411-59, L. 411-73, L725-2, R. 323-45, R. 323-47, R. 323-53, R. 323-54, R. 725-2, R. 112-14 et D. 343-3 à D. 343-18 ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, et notamment son article 10 ;
- Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Vu** le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions d'État pour des projets d'investissement abrogeant le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999;
- Vu** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu** le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
- Vu** le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu** l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;
- Vu** l'arrêté du 26 août 2015 relatif au plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles mis en œuvre dans le cadre des programmes de développement rural ;
- Vu** l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, modifié par les arrêtés du 23 octobre 2013 et du 11 octobre 2016 ;
- Vu** l'arrêté du 8 août 2016 relatif aux dépenses de gestion des effluents d'élevage admissible à un financement dans le cadre des plans de développement rural régionaux pour la programmation 2014-2020 ;
- Vu** l'arrêté du 2 février 2017 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne ;
- Vu** l'instruction technique DGPE/SDC/2017-430 du 11 mai 2017 relative aux modalités de financement de la gestion des effluents d'élevage dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles PCAE. Modifications relatives à l'application des délais de financement dans le bassin Loire-Bretagne ;
- Vu** le Programme de développement rural régional des Pays de la Loire, adopté par la Commission européenne le 28/08/2015, modifié, et notamment son opération 4.1.1 « Investissement dans les bâtiments d'élevage » ;
- Vu** l'avis du comité régional de suivi des fonds européens écrit du 28 novembre au 19 décembre 2016 sur les critères de sélection des opérations au financement FEADER ;
- Vu** les délibérations des commissions permanentes du Conseil Régional, autorité de gestion du FEADER , du 15 novembre 2019, des 9 et 10 juillet 2020 ;
- Vu** l'arrêté n°2020/SGAR/DRAAF/521 du 26 août 2020 portant délégation de signature de Monsieur le préfet à Monsieur Yvan LOBJOIT, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire ;

**Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.**



## A R R E T E

### **Article 1 : cadre général**

Les dispositions du présent arrêté fixent les modalités d'intervention de l'Etat, pour ses propres crédits, pour la modernisation des exploitations agricoles. Elles s'inscrivent dans les objectifs fixés par le Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE) du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, et sont mises en œuvre dans le cadre du Programme de développement rural régional (PDRR) des Pays de la Loire approuvé par la Commission européenne.

Le cadre d'intervention régionalisé du PCAE a été défini par la préfet de région en concertation avec le conseil régional des Pays de Loire, autorité de gestion du FEADER 2014-2020 en fonction des enjeux agricoles, environnementaux et sanitaires du territoire.

Le PCAE accompagne les investissements visant à développer la performance économique des exploitations agricoles, favoriser la préservation de l'environnement et à améliorer les conditions de travail ; ces investissements portent notamment sur la modernisation et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, le développement d'une démarche agroécologique, l'amélioration de la qualité des produits, la valorisation des liens entre produits et territoires, lutter contre les risques d'influenza aviaire.

Les dispositions du présent arrêté fixent les modalités d'attribution des subventions accordées au titre du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE), volet animal.

### **Article 2 : objectifs**

Une subvention est accordée aux exploitants agricoles pour financer des dépenses d'investissement destinées à développer la compétitivité et la transition énergétique des élevages dans les filières bovine, ovine, caprine, équine, avicole, cunicole et porcine. Ces investissements doivent permettre d'assurer une amélioration durable de la situation de l'exploitation, tant au plan économique qu'environnemental. Tous les projets doivent intégrer une démarche de progrès, tendre vers des objectifs d'amélioration de la qualité et/ou de l'état sanitaire, de l'impact environnemental.

### **Article 3 : modalités**

Les modalités de mise en œuvre du dispositif en 2020 sont celles précisées par les règlements décidés par la Commission permanente du Conseil régional des Pays de la Loire du 15 novembre 2019 et des 9 et 10 juillet 2020 qui figurent en annexe.

### **Article 4 : attribution et paiement**

Les aides de l'État sont attribuées par le préfet de la région des Pays de la Loire.

Les aides FEADER sont attribuées par le Président du Conseil régional par délégation de compétence du Conseil régional.

Les décisions relatives à ces aides sont signées par les DDT(M) qui reçoivent délégation de signature à cet effet.

Le paiement est assuré par l'Agence de Services et de Paiements.

### **Article 5 : durée**

Le présent arrêté est applicable à tous les dossiers déposés aux deux appels à projets 2020.

**Article 6 : Enveloppe de droits à engager**

L'État finance le PCAE, aux côtés de la Région, autorité de gestion du Plan de développement rural régional (PDRR), de l'Agence de l'eau Loire Bretagne et du Conseil départemental de la Sarthe.

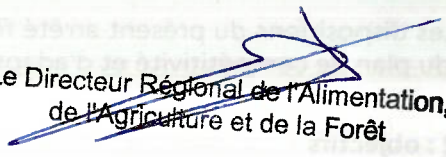
La part de la dotation de l'État s'élève à environ 5 700 000 € pour l'année 2020.

**Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le délégué régional de l'agence de service et de paiement (ASP) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire et des départements de Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée.

A Nantes, le **21 DEC. 2020**

Pour le préfet et par délégation,

  
Le Directeur Régional de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la Forêt

Yvan LOBJOIT

Annexe 1 – Règlement PCAE élevage version du 15 novembre 2019  
Annexe 2 – Règlement PCAE élevage version des 9 et 10 juillet 2020

# APPEL A PROJETS

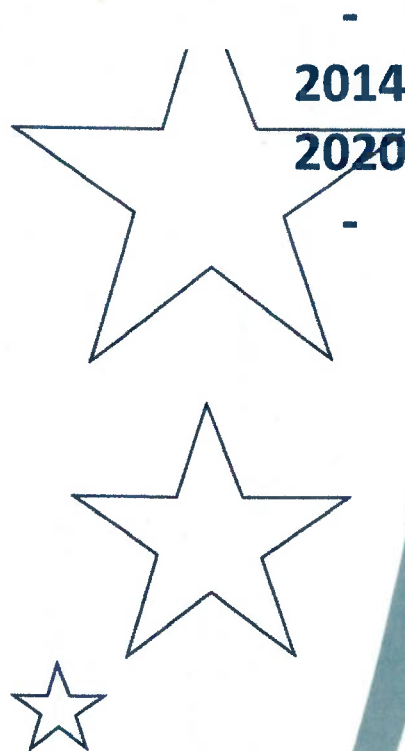
PLAN DE COMPETITIVITE ET D'ADAPTATION DES  
EXPLOITATIONS AGRICOLES (PCAE) - VOLET ELEVAGE

REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS

« MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE »

TYPE D'OPERATIONS 4.1.1

DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL  
DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE



Version du 15 novembre 2019

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| 1. Préalables .....   | 5  |
| 2. Action des financeurs et gestion des enveloppes de crédits ..... | 5  |
| 3. Appels à projets .....   | 6  |
| 4. Instruction des projets .....                                    | 6  |
| 5. Critères d'éligibilité .....                                     | 7  |
| 6. Engagements .....  | 10 |
| 7. Démarche de progrès .....  | 11 |
| 8. Sélection des projets .....                                      | 12 |
| 9. Décision d'attribution et paiement .....                         | 15 |
| 10. Modalités d'aide .....  | 15 |
| 11. Investissements éligibles .....                                 | 19 |
| 12. Attribution et paiement .....                                   | 22 |
| 13. Durée .....   | 22 |
| Liste des annexes .....   | 22 |

**VU** les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne,

**VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,

**VU** le règlement (UE) n°1305/2013, modifié, du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),

**VU** le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,

**VU** le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil sus visé,

**VU** le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013, modifié, du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié,

**VU** le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,

**VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2014) 5752 du 8 août 2014 portant approbation de certains éléments de l'accord de partenariat conclu avec la France,

**VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2015) 6093 du 28 août 2015 portant approbation du programme de développement rural de la région des Pays de la Loire en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié,

**VU** la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,

**VU** le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

**VU** le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020,

**VU** la délibération du Conseil régional des 30 et 31 janvier 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020,

**VU** la délibération du Conseil régional du 26 juin 2014 relative à l'organisation et au pilotage des politiques européennes,

**VU** la délibération de la Commission permanente du 29 septembre 2014 relative à la candidature de la Région aux fonctions d'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020 et la décision du Préfet du 14 octobre 2014,

**VU** le budget voté au titre de l'exercice 2020 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,

**VU** le règlement financier de la Région des Pays de la Loire,

**VU** la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 modifiée donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,

**VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire relatif aux délégations de signature aux agents de l'Etat pour l'ensemble des documents nécessaires à l'instruction, à l'attribution et au retrait des aides FEADER en vigueur

**VU** la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013, modifié, concernant la politique de développement rural dans la région des Pays de la Loire du 31 décembre 2014 et ses avenants,

**VU** les conventions relatives à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural des Pays de la Loire aux Directions départementales des territoires (et de la mer) de la région des Pays de la Loire pour la période de programmation 2014-2020 en dates du 16, 20, 23 et 26 mars 2015 et leur avenants,

**VU** les conventions destinées à confier la gestion administrative et la signature des décisions d'attribution des aides régionales octroyées dans le cadre du Programme de développement rural des Pays de la Loire 2014-2020 aux Directions départementales des territoires (et de la mer) des Pays de la Loire en dates du 9, 16, 23, 24, et 27 novembre 2015 et leurs avenants,

**VU** l'avis du Comité régional de suivi écrit du 22 octobre au 12 novembre 2018 sur les critères de sélection et les plafonds des opérations au financement FEADER,

**VU** l'Instruction technique DGPE/SDC/2017-430 du 11 mai 2017 relative aux modalités de financement de la gestion des effluents d'élevage dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles PCAE. Modifications relatives à l'application des délais de financement dans le bassin Loire-Bretagne,

**VU** la délibération de la commission permanente du Conseil régional du 15 novembre 2019 approuvant le règlement d'appel à projets « modernisation des bâtiments d'élevage » du PCAE élevage,

## 1. Préalables

Le présent règlement définit les modalités de soutien pour les investissements du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE), volet élevage en Pays de la Loire. Il concerne les productions de bovins, ovins, caprins, équins, porcins, volailles et lapins.

Le PCAE accompagne les investissements pour développer la performance économique, favoriser la préservation de l'environnement et améliorer les conditions de travail ; ceci par la modernisation des bâtiments, le développement d'une démarche agroécologique, l'amélioration de la performance énergétique, l'amélioration de la qualité des produits, la valorisation des liens entre produits et territoires.

Il s'inscrit, conformément aux dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement et du Conseil, au sein de l'opération 4.1.1 – Investissements dans les bâtiments d'élevage du programme de développement rural régional (PDRR) Pays de la Loire 2014-2020.

Les projets retenus doivent répondre à l'un des deux domaines prioritaires de l'Union pour le développement rural :

- « **compétitivité** » (domaine prioritaire 2A : Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché, ainsi que la diversification agricole)
- « **environnement** » (domaine prioritaire 5B : Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire).

Les actions doivent également s'inscrire dans les trois priorités transversales de l'Union que sont l'innovation, le climat, l'environnement.

La politique d'investissement doit privilégier une **approche globale de l'exploitation** permettant de s'assurer que l'investissement améliore de façon durable la situation de l'exploitation, tant sur le plan économique qu'environnemental (cf. principe de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles).

Tous les projets doivent intégrer une **démarche de progrès**. Ils doivent tendre vers des objectifs d'amélioration de la qualité et/ou de l'impact environnemental.

## 2. Action des financeurs et gestion des enveloppes de crédits

### Gestion des enveloppes de crédits

L'enveloppe de dépense publique totale prévue pour le dispositif PCAE élevage, sur la période 2014-2020, est de 145,86 M€. Les besoins seront estimés chaque année en fonction de la conjoncture et de différents paramètres (évolution de la réglementation...). Des enveloppes par appel à projets pourront être définies.

Afin de prendre en compte la diversité des filières animales et leurs besoins spécifiques et dans un souci d'équité dans l'accès aux aides, **3 sous-enveloppes annuelles sont établies selon les 3 groupes de filières suivants : herbivores** (bovin lait, bovin viande, veaux de boucherie, ovins, caprins, équins), avicole-cunicole (dont les élevages de gibier) et porcin avec le principe suivant :

- la répartition des crédits annuels (80%) entre les 3 sous-enveloppes basée sur le chiffre d'affaires régional et les besoins exprimés par chaque filière, soit **55% bovins ovins caprins équins, 30% aviculture/cuniculture, et 15% porcs**,
- la fongibilité annuelle des 3 sous-enveloppes : les crédits pourront être basculés d'un groupe sur l'autre à l'issue de la sélection des dossiers, selon la consommation et les besoins constatés,
- la constitution d'une **réserve de 20%** pour tenir compte lors du dernier appel à projets d'un éventuel retard d'une filière, lié à un événement conjoncturel particulier.



## Action des financeurs

La répartition de l'aide publique totale fixée dans le PDR est la suivante : FEADER (53%), contreparties nationales (47%). Les contreparties aux fonds européens pour cet appel à projets pourront être amenées par :

- l'État qui intervient dans le cadre du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE),
- la Région des Pays de la Loire qui intervient dans le cadre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation et du rapport agriculture et développement durable,
- l'Agence de l'eau Loire-Bretagne qui intervient en complément du cadre des mesures agro-environnementales et des Contrats Territoriaux Gestion Quantitative de l'eau,
- le Conseil Départemental de la Sarthe.

Répartition indicative des financements:

| Type d'investissements   | Répartition de l'aide publique totale (cf. point 8)  |
|--|--|
| Investissements de modernisation (hors mise aux normes)                    | FEADER (53%)<br>Cofinancement national (47%) : Etat, Région, Conseil Départemental                         |
| Investissements de mise aux normes pour la gestion des effluents d'élevage | FEADER (53%)<br>Cofinancement national (47%) : Etat, Agence de l'Eau Loire Bretagne, Conseil Départemental |

## 3. Appels à projets

Deux appels à projets seront réalisés par an. Les dates limites prévisionnelles pour le dépôt des dossiers de demande d'aide sont fixées chaque année au 14 février et au 28 août.

Pour être éligibles, les demandes d'aides doivent être envoyées pendant la période d'ouverture de chaque appel à projets (cachet de la poste faisant foi). Elles sont à adresser au guichet unique, à la Direction Départementale des Territoires (DDT) ou la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du département dans lequel le siège de l'exploitation se situe.

Les documents relatifs à chaque appel à projets sont mis en ligne sur le site internet de la DRAAF ou de la Région à l'adresse suivante : [www.europe.paysdelaloire.fr](http://www.europe.paysdelaloire.fr). Seuls les dossiers composés à partir des documents en vigueur lors de l'appel à projets sont recevables.

## 4. Instruction des projets

L'instruction des projets porte sur la vérification des critères d'éligibilité (cf. 5), du respect des engagements (cf. 6), et de la consistance de la démarche de progrès (cf. 7). Elle est réalisée par les DDT(M) au cours des trois mois suivant la date limite de dépôt des dossiers de demande d'aide.

Toutes les pièces constitutives du dossier doivent impérativement être à la disposition de la DDT(M) pour que les services puissent procéder à l'instruction de la demande. L'administration se réserve le droit de recevoir certaines pièces complémentaires au-delà de la date de clôture de l'appel à projets.

Pour les projets nécessitant un arrêté d'enregistrement ou d'autorisation ICPE : le dossier pourra être considéré complet sur présentation du récépissé du dépôt de demande d'enregistrement ou d'autorisation ICPE. L'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation ICPE devra être fourni à la DDT(M) avant la demande de versement du premier acompte.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de subvention, la DDT(M) adresse au demandeur un courrier d'accusé réception précisant la date de début d'éligibilité des dépenses (correspondant à la date de réception du dossier par la DDT(M)). Il ne peut être délivré que si le formulaire est dûment rempli. Tout engagement de la part du demandeur en faveur de l'exécution des travaux présentés dans le dossier de demande d'aide (signature de devis pour accord, versement d'acompte, facturation...) établi antérieurement à la date de début d'éligibilité des dépenses entraîne l'inéligibilité des dépenses correspondantes.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier, la DDT(M) adresse un **courrier** au demandeur :

- si toutes les pièces requises sont présentes à la date de clôture de l'appel à projets, le courrier précise que le dossier est **complet** et qu'il sera instruit ;
- si toutes les pièces requises ne sont pas présentes (relevé d'identité bancaire, Kbis à jour, attestation de l'organisme social (MSA) justifiant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations sociales (pour les JA installés en individuel ou en cas de création d'agriculteur personne morale l'attestation est à fournir au plus tard à la première demande de paiement), arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux pour les projets le nécessitant), le courrier précise les **pièces manquantes** à fournir. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à compter de la date d'envoi du courrier pour transmettre les pièces. Si le dossier a été complété dans le délai imparti, la DDT(M) adresse un courrier précisant que le dossier est complet et qu'il sera instruit. A défaut, le courrier indique que la demande est rejetée. Le demandeur garde la possibilité de déposer un nouveau dossier à un appel à projets suivant. La date de début d'éligibilité des dépenses correspondra alors à la date de réception de ce nouveau dossier.

La répartition des dossiers entre les domaines prioritaires 2A (compétitivité) et 5B (énergie) sera faite par les services instructeurs des DDT(M) sur la base des montants d'investissements éligibles non plafonnés majoritaires pris en charge selon les listes d'investissement définies au point 10 de ce règlement.

## 5. Critères d'éligibilité

Pour que son dossier soit éligible, le projet du demandeur doit répondre aux priorités d'intervention du plan et être retenu dans le cadre de l'appel à projets. Les demandes qui concernent des projets ne remplissant pas ces conditions font l'objet d'une décision de rejet pour cause d'irrecevabilité des dossiers. Les critères d'éligibilité déterminent l'accès du dossier au dispositif. Une opération n'est pas éligible si elle a été matériellement achevée avant le dépôt de la demande d'aide. Le simple renouvellement à l'identique d'un équipement n'est pas éligible.

### 5.1 Éligibilité des demandeurs

Sont éligibles au sens de l'article 4 du règlement (UE) n°1307/2013 :

- les agriculteurs personnes physiques ;
- les agriculteurs personnes morales dont les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) et les sociétés civiles laitières (SCL) ;
- les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à jour de leur cotisation au HCCA. Les CUMA doivent être composées uniquement de membres exerçant une activité agricole.
- les établissements de développement, d'enseignement et de recherche agricole qui exercent une

activité agricole au sens de l'article 4 du règlement (UE) n°1307/2013 ;

En outre, le porteur de projet, personne physique ou au moins un associé pour les personnes morales, doit être :

- âgé d'au moins 18 ans et de moins de 62 ans. La situation est appréciée au 1er janvier de l'année civile de dépôt de la demande.
- de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union européenne.

Le porteur de projet doit avoir son siège d'exploitation de production situé en Pays de la Loire.

Pour les sociétés civiles laitières (SCL) un même projet ne pourra pas faire l'objet d'une demande d'aide simultanée de la SCL et de l'un de ses membres. Plusieurs sociétés, si elles sont composées exactement des mêmes membres, ne peuvent pas bénéficier de plusieurs aides PCAE dans la même filière.

Sont exclues du dispositif les entreprises en difficulté avérée ; ainsi, les entreprises accompagnées doivent pouvoir être éligibles à des aides d'état et ne pas être l'objet d'une procédure collective en cours.

Sont également exclues du dispositif les sociétés de fait et les co-exploitations.

Les différents porteurs de projets doivent respecter les obligations réglementaires en vigueur dans les domaines social, sanitaire et environnemental.

## 5.2 Eligibilité du jeune agriculteur et nouvel installé

Les Jeunes Agriculteurs (JA) sont les agriculteurs tels que définis dans l'article 2 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil, modifié. Ils bénéficient des aides nationales à l'installation et sont installés à la date de la demande depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur le certificat de conformité CJA.

Le JA doit vérifier les conditions suivantes lors de la demande d'aide :

- être bien propriétaire de la parcelle concernée par le projet ou bénéficiaire de l'autorisation du propriétaire,
- avoir obtenu son permis de construire pour le projet,
- pour une installation dans le cadre sociétaire, avoir obtenu le n° SIRET d'identification de la société,
- le projet doit être inscrit dans le plan d'entreprise (PE) ou plan de développement de l'entreprise (PDE) actualisé selon les règles en vigueur pour l'établissement de ce plan (sauf en 5<sup>ème</sup> année pour les JA installés après 2015).

Pour bénéficier de la majoration du taux d'aide, il doit en outre avoir moins de 40 ans à la date de dépôt de son dossier de demande complet. La majoration JA est définitivement acquise quand le Jeune présente son CJA lors du versement de premier acompte.

Le nouvel installé est un agriculteur âgé de plus de 40 ans à la date d'installation (date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation), âgé de moins de 50 ans et installé depuis moins de 5 ans à la date de dépôt de la demande d'aide. Il doit être issu d'une autre branche d'activité que l'agriculture, sauf s'il était jusque-là salarié non exploitant. Le conjoint ne doit pas lui-même être exploitant, sauf dans le cas de la création d'un nouvel atelier de production. Il doit justifier d'une formation suffisante (niveau IV minimum) pour exercer son activité. Enfin pour prétendre à une notation équivalente à celle des JA aidés, il doit fournir un plan d'entreprise sur une durée de 5 ans à partir de l'installation et qui intègre le projet d'investissement qui fait l'objet de la demande.

## 5.3 Respect des normes communautaires en matière de gestion des effluents d'élevage

Sont éligibles les exploitations d'élevage qui respectent les normes minimales dans le domaine de l'environnement, ce qui implique que leur situation soit conforme au regard de la mise aux normes liées à la gestion des effluents. Les dossiers doivent comporter une expertise de dimensionnement des capacités de stockage d'effluents d'élevage avant et après projet, basée sur les capacités agronomiques de l'exploitation et de son plan d'épandage. Cette expertise est réalisée au moyen de l'outil DEXEL ou préDEXEL.



Dans un certain nombre de cas, des dérogations à l'expertise de dimensionnement avant travaux existent :

- L'élevage est une installation classée pour l'environnement qui relève du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement, sans modification des effectifs depuis l'arrêté ;
- L'éleveur est un JA installé depuis moins de 2 ans en exploitation individuelle ou en société, si le projet de mise aux normes est programmé dans son PE au-delà de la deuxième année, la dérogation à l'expertise de dimensionnement est étendue à concurrence de l'échéance indiquée dans le PE
- Les bâtiments de logement de l'ensemble des filières animales présentes sur l'exploitation, avant-projet, sont tous des litières accumulées intégrales stockables au champ ;

L'expertise de dimensionnement après travaux n'est pas nécessaire pour les élevages dans lesquels toutes les filières animales présentes sont logées sur litières accumulées intégrales stockables au champ.

Les dérogations citées ci-dessus ne s'appliquent pas pour les projets sollicitant une aide financière au titre de la mise aux normes.

#### **5.4 Exploitations concernées par l'application d'une nouvelle norme : cas des mises aux normes dans les nouvelles zones vulnérables et jeunes agriculteurs**

Les JA ont deux ans à compter de la date de l'installation (Certificat de conformité Jeunes agriculteurs) ou durant la période de réalisation des actions définies dans le plan d'entreprise, pour réaliser et achever leurs travaux (factures acquittées) de mise aux normes.

Toute demande d'aide de mise aux normes s'appuie sur la réalisation d'un Dexel (module PCAE) ou Pré-dexel faisant ressortir les situations avant et après projet mentionnant la capacité minimum à créer, dont celle non admissible au financement. Ces documents sont obligatoires. Ils sont joints au dossier de demande.

#### **5.5 Plancher de dépenses éligibles et périodicité des dépôts de dossiers**

Afin de privilégier les projets structurants, le plancher de dépenses éligibles est fixé à 10 000 € (investissements matériels et immatériels et auto-construction compris). Pour la production d'ovins, ce plancher est abaissé à 7 500 €.

#### **5.6 Périodicité des dépôts de dossiers**

Les investissements qui seront aidés dans le cadre de cet appel à projets ne doivent pas avoir fait l'objet d'une demande d'aide au titre d'un autre appel à projets PCAE élevage.

Un candidat ne peut présenter plus d'un dossier dans la même filière animale (bovin lait, bovin viande, ovins, caprins, veaux de boucherie, avicole, cunicole, porcin, équin) sur la durée du plan et plus de deux dans deux filières différentes. On entend par dossier présenté un dossier qui a été sélectionné. Si le dossier n'a pas été sélectionné, le candidat ne peut représenter strictement le même dossier.

Les cas suivants constituent des exceptions :

- l'arrivée d'un JA ou Nouvel Installé sur l'exploitation à condition qu'il s'agisse d'une première installation. De plus, à la date de dépôt de la 2<sup>ème</sup> demande, la 1<sup>ère</sup> demande doit avoir fait l'objet d'une dernière demande de paiement sauf s'il s'agit de la construction d'un nouveau bâtiment distinct.
- deux demandes de construction ou de rénovation volailles SIQO (Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine) peuvent être déposées sur la durée du programme, toutefois le montant cumulé des dépenses éligibles des deux demandes de construction ou rénovation sera plafonné dans la limite du plafond global de dépense éligible (cf. 10.2).

## 6. Engagements

Le candidat à l'aide accepte les engagements suivants :

- toute dépense d'investissement, pour être éligible, doit avoir fait l'objet d'une demande d'aide par le porteur du projet, préalablement à son commencement d'exécution, à l'exception des études préalables. Cette demande est constituée du dossier complet de demande d'aide. Elle est déposée au guichet unique. La date de début d'éligibilité des dépenses correspond à la date de réception de la demande mentionnée sur l'accusé réception délivré par le guichet unique. Seuls les dossiers complets au terme de la période d'appel à projets (cachet de la poste faisant foi) pourront être instruits. L'accusé réception du dossier complet délivré par l'administration ne vaut pas accord d'attribution de l'aide. Il est donc conseillé d'attendre la notification de l'aide pour commencer les travaux.
- engagement, sous réserve de l'attribution de l'aide :
  - o à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à partir de la date du paiement final de l'aide FEADER,
  - o à informer le guichet unique de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements,
  - o à se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
  - o à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » du dossier de demande d'aide,
  - o à respecter les obligations de publicité européenne des aides,
  - o à poursuivre son activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement son activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER,
  - o à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER,
  - o à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide.
  - o à s'engager dans une démarche de progrès. Cet engagement est mentionné sur le formulaire de demande. La démarche de progrès est caractérisée dans l'auto-diagnostic. Sa mise en œuvre est consolidée par le suivi d'une formation spécifique (cf. infra).

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, le cédant (celui qui cède l'exploitation et qui était bénéficiaire de l'aide) doit transférer les investissements et les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le repreneur reprend dans ce cas les investissements et doit poursuivre les engagements souscrits par le cédant pour la période restant à courir. Le transfert des investissements doit être total. En cas de transfert partiel, les engagements souscrits par le cédant doivent être respectés par le cédant lui-même. Dans le cas contraire, les investissements et les engagements doivent être repris par une seule entité juridique éligible au plan (exploitation individuelle, forme sociétaire, GAEC, ...). Lorsque le transfert intervient avant le paiement du solde de l'aide, le repreneur bénéficie du versement du solde.

Le transfert n'ouvre pas de droits nouveaux, l'aide est versée dans la limite du montant de la subvention notifiée au cédant après vérification du droit à subvention du repreneur.

Lorsque l'évolution de la forme sociale de l'exploitation pendant la période de réalisation de l'opération - notamment sortie d'un associé jeune agriculteur ou dissolution d'un GAEC - a des incidences sur la majoration du taux et le plafonnement de l'aide accordée, le montant de la subvention fait l'objet d'une révision.

Le nombre d'associé permettant la modulation des plafonds pour les GAEC doit être maintenue jusqu'à la fin de l'opération (demande du solde de la subvention), le cas échéant l'aide sera recalculée.

L'aide ne peut jamais être revue à la hausse, sauf en cas d'erreur administrative.

Ce transfert doit faire l'objet d'une demande écrite préalable et conjointe du cédant et du repreneur, et signée par les deux parties auprès du guichet unique. Ce dernier vérifiera que le repreneur remplit les conditions d'éligibilité à l'aide. Le guichet unique notifie une décision modificative au cédant et une nouvelle décision au repreneur.

## 7. Démarche de progrès

Conformément à l'article 1.3, le porteur de projet qui bénéficie du PCAE s'engage dans une démarche de progrès. Cette démarche se définit comme étant celle que l'exploitant adopte lorsqu'il décide d'appliquer les principes de l'agro-écologie à l'exercice de son activité. S'il n'existe pas de cahier des charges universel encadrant une telle démarche, des solutions particulières sont à définir pour chaque situation en s'appuyant sur des principes communs et notamment : la réduction des intrants, de la quantité d'eau utilisée et de la consommation d'énergie, le développement de la biodiversité, la conservation des sols, la diversification des sols.

L'entrée dans ce dispositif est conditionnée par les éléments suivants :

- La réalisation d'un auto-diagnostic de l'exploitation par le demandeur. Ce document a pour objet d'aider le porteur de projet à évaluer la durabilité de son exploitation au regard des volets économique, environnemental et social, et définir comment son projet s'inscrit dans sa démarche de progrès et comment il permet l'amélioration de la performance globale de l'exploitation. Cet auto-diagnostic est une pièce constitutive du dossier de demande d'aide et doit être réalisé pendant la période d'ouverture de l'appel à projet concerné par la demande d'aide ;
- Le suivi d'une formation dans les domaines relevant de l'agro-écologie ou de la multi-performance dont les modalités seront précisées. L'objectif est de permettre aux bénéficiaires de :
  - o comprendre les enjeux auxquels ils doivent faire face, faire de la veille, analyser les expériences ;
  - o raisonner les changements par une approche globale, stratégique, à moyen et long terme ;
  - o raisonner la stratégie et le plan d'action opérationnel et mobiliser en conséquence ses facteurs de production (foncier, travail, capital, moyens de production ...) ;
  - o mesurer les effets économiques et sociaux des changements à réaliser, notamment savoir chiffrer sur son exploitation l'impact économique, environnemental et social.

Pour être reconnue dans le cadre du dispositif d'aide, la formation doit avoir été suivie dans la période comprise entre deux ans avant la date de dépôt du projet et celle du dépôt de la dernière demande de paiement de la subvention (le dernier jour de la formation doit être compris dans cette période). L'attestation de suivi est établie par l'établissement formateur et doit certifier le suivi intégral de la formation. Une seule formation est exigée par bénéficiaire pour la période 2015 - 2020, quel que soit le nombre de demandes d'aides déposées.

La formation doit avoir une durée minimum de 2 jours. Elle sera complétée par une ½ journée de prestation rattachable, consacrée à une rencontre entre le porteur de projet formateur, sur le lieu de l'exploitation, pour un accompagnement personnalisé de la démarche de progrès à mettre en œuvre, au regard de l'auto-diagnostic. Ce format de formation avec prestation rattachable est adopté sous réserve qu'il soit compatible avec le règlement VIVEA « Dispositif VIVEA de formation accompagnant le PCAE en Pays de la Loire ». Ce format pourra être adapté, le cas échéant, pour être rendu conforme au règlement de formation en vigueur pour le VIVEA ou un autre OPCA.

Les domaines éligibles sont les suivants :

- **« agro-écologie »** : stratégies pouvant être employées par les agriculteurs afin d'améliorer à la fois leurs performances économiques et leurs performances environnementales :
  - raisonner ses interventions et rechercher l'efficacité dans l'utilisation des ressources (raisonner de la fertilisation azotée, améliorer la gestion de l'eau, améliorer la gestion des pesticides, protéger les sols), réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre ;
  - substituer à une/des intervention(s) chimique(s) une intervention avec un agent biologique (utilisation des auxiliaires de culture) et/ou par une intervention mécanique (désherbage mécanique) ;
  - re-concevoir totalement son système de production : développement des systèmes herbagers, autonomie alimentaire, itinéraires techniques (amélioration des pratiques culturales), réduction des coûts de mécanisation, démédecation, amélioration de la santé et du bien-être animal, organisation du travail,
- **« pilotage d'entreprise de la multi-performance »** : comprendre les enjeux auxquels faire face, savoir-faire de la veille, analyser les expériences, raisonner les changements par une approche globale, stratégique, mesurer les effets économiques et sociaux des changements à réaliser, identifier les indicateurs de performances qui peuvent être suivis et mesurés ;
- **agriculture biologique.**

Les formations éligibles comprennent également les appuis techniques mis en place dans le cadre du dispositif FranceAgriMer sur le volet agro-écologie, dans sa forme collective.

Pour les CUMA, la formation démarche de progrès devra être suivie par au minimum 2 adhérents si elles ont moins de 10 adhérents, et 4 adhérents si elles ont plus de 10 adhérents. La démarche de progrès se rapporte à la situation de l'exploitation. Les mêmes exploitants doivent réaliser l'autodiagnostic et la formation. Il n'y a pas d'obligation à suivre la même formation pour tous les adhérents.

## 8. Sélection des projets

Les projets sont sélectionnés à la suite d'appel à projets. A l'issue de l'instruction, les projets éligibles sont classés selon les critères de sélection pondérés par la notation définie ci-dessous. **Les projets obtenant une note inférieure à 50 points ne sont pas sélectionnables.** Un maximum de 185 points peut être obtenu.



| Principes applicables à l'établissement des critères de sélection                            | Critères   | Notation             |
|--|--|----------------------|
| <b>Renouvellement des générations</b><br>(50 points maximum)                                 | Jeune agriculteur (JA) avec DJA ou nouvel installé (NI) de plus de 40 ans  | 50                   |
| <b>ET</b>  |  |                      |
| <b>Investissements dans une filière à enjeu de pérennité</b><br>(40 points maximum)          | Le projet concerne un atelier volailles reproductrices - lapin - ovin - caprin - d'engraissement JB avec contractualisation d'au moins 60 % du nombre de JB produit par an ou de veaux de boucherie (contrat sur 5 ans obligatoire)            | 40                   |
| <b>ET</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la performance énergétique et environnementale</b><br>(10 points maximum) | Eleveur engagé dans une Démarche de Ferme Bas Carbone (utilisant un outil de type CAP2ER niveau 2 ou équivalent)   | 10                   |
|  | Eleveur ayant réalisé un diagnostic ou auto-diagnostic permettant une approche globale pour mesurer la performance énergétique et identifier les émissions de gaz à effet de serre de l'exploitation   | 5                    |
| <b>ET</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la performance énergétique et environnementale</b><br>(95 points maximum) | L'éleveur est situé dans une nouvelle zone vulnérable (NZV) et les travaux portent sur la gestion des effluents d'élevage  | 95<br>(note caduque) |
|  | GIEE et membre d'un GIEE dont le projet d'investissement correspond aux engagements de reconnaissance du GIEE  | 85                   |
|  | Porteur de projet engagé dans la démarche AgrAir   | 85                   |
|  | Le projet est une construction BEBC  | 75                   |
|  | Le projet est une rénovation BEBC  | 70                   |
| <b>OU</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la qualité des productions</b><br>(80 points maximum)                     | Le projet concerne une production SIQO   | 80                   |
|  | Le projet concerne la reconversion des élevages de production d'œufs catégorie 3 (poules pondeuses en cage) vers une production œufs de catégorie 2, 1 ou 0 (élevage au sol, de plein air, label, bio, etc.)                                   | 70                   |
| <b>OU</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la qualité sanitaire des exploitations</b><br>(90 points maximum)         | Le projet concerne uniquement des investissements de biosécurité <i>en filière cunicole ou avicole</i> « prêt à gaver » (liste des investissements établie dans le règlement)  | 90<br>(note caduque) |
| <b>OU</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la résilience et de la performance globale</b><br>(80 points maximum)     | Le projet inclut un investissement neuf de séchage solaire en grange   | 80                   |
|  | Le projet concerne la <i>filière cunicole</i>  | 75                   |
|  | Le projet concerne la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'un bâtiment de logement et éventuellement ses locaux annexes pour au moins 60 % du coût de projet plafonné <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine</i> | 65                   |
|  | Le projet est une rénovation qui concerne au moins des investissements liés à l'énergie, l'environnement ou le sanitaire <i>en filière porcine</i>   | 65                   |
|  | Le projet est une rénovation qui concerne au moins des investissements liés à l'énergie, l'environnement ou le sanitaire <i>en filière avicole</i>   | 60                   |
|  | Le projet concerne un atelier de fabrication d'aliment à la ferme (majoritaire) <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine ou porcine</i>   | 55                   |
|  | Le projet concerne la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'un bâtiment de logement et éventuellement ses locaux annexes pour moins de 60% du coût de projet plafonné <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine</i>  | 50                   |
|  | Le projet concerne uniquement des équipements de raclage ou hydrocurage des effluents <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine</i>  | 40                   |
|  | Le projet est une rénovation qui concerne uniquement des investissements améliorant les conditions de travail <i>en filière avicole - cunicole ou porcine</i>  | 30                   |

La notation des projets pour les critères liés à l'investissement se fait sur la base du montant des investissements éligibles majoritaires (plus de 50%) non plafonné.

En cas d'égalité entre plusieurs projets avec la même notation, seront prioritaires :

- les projets avec un critère « Jeune agriculteur (JA) avec DJA ou nouvel installé (NI) de plus de 40 ans »
- les demandeurs qui n'ont pas déjà bénéficié d'une aide au titre du PCAE élevage (T.O 4.1.1 du PDR)

La liste des investissements éligibles définit les dépenses rentrant dans le calcul des 60% de dépenses liées à la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'un bâtiment de logement et éventuellement ses locaux annexes. Le pourcentage est calculé sur le rapport entre les dépenses « logement » plafonnées sur les dépenses totales plafonnées. Dans le cas d'autoconstruction pour ces investissements, les dépenses sont comptabilisées comme investissement éligibles pour l'atteinte des « 60% logement ».

Si un projet sollicite la prise en compte d'un critère de sélection (BEBC, SIQO, etc.), le critère en question doit pouvoir être justifié au moment du dépôt de la demande. En l'absence de justificatif, et si le dossier est recevable par ailleurs, le dossier sera noté sans ce critère spécifique.

Pour la note de 95 points pour l'accompagnement des travaux portant sur la gestion des effluents d'élevage en nouvelles zones vulnérables (NZV), conformément à la circulaire du 11 mai 2017, les élevages en NVZ avaient jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour se mettre aux normes conformément à la Directive nitrates. La note est donc caduque pour le 1<sup>er</sup> AAP 2020 et suivants.

Pour la note de 90 points pour l'accompagnement spécifique des investissements en biosécurité en filières avicoles et cunicoles, conformément à l'arrêté du 8 février 2016, les élevages avicoles avaient 2 ans, soit jusqu'au 8 février 2018 pour se mettre aux normes biosécurité. La note est donc caduque pour le 1<sup>er</sup> AAP 2020 et suivants.

Un comité de sélection détermine la notation seuil à atteindre pour la sélection des projets éligibles pour chaque groupe de filières (cf. point 2) : herbivores (bovins, ovins, caprins, équins), avicole-cunicole, porcine :

- Si un projet obtient une note supérieure ou égale à la note seuil, le projet est sélectionné ;
- Si un projet reçoit une note inférieure à la note seuil, il n'est pas retenu et le candidat ne peut pas redéposer une demande de subvention pour le même projet.

Les exploitations s'engageant dans une démarche de « Ferme Bas Carbone » pour réduire leurs émissions de carbone ou gaz à effet de serre bénéficient d'une priorisation de 10 points.

Les éleveurs ayant réalisé un diagnostic ou auto-diagnostic portant sur la totalité de l'exploitation pour réaliser un état des lieux simple de la consommation d'énergie et des émissions des gaz à effet de serre bénéficient d'une priorisation de 5 points. Le diagnostic ou autodiagnostic mesurant la performance énergétique globale de l'exploitation doit permettre de réaliser les objectifs suivants :

- évaluer les consommations énergétiques directes et indirectes de l'exploitation agricole, avec leur répartition par poste, et pour les principaux ateliers de l'exploitation le cas échéant ;
- identifier les émissions de gaz à effet de serre par l'exploitation, avec leur répartition par poste ;
- identifier les puits de carbone
- contribuer à une réflexion plus globale sur la triple performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation.

La liste des démarches et diagnostics est définie en annexe 2 du présent règlement d'appel à projets.

La liste des démarches et diagnostics est susceptible d'être modifiée après avis du comité des financeurs dans la limite où les démarches et diagnostics respectent les objectifs d'amélioration de la performance énergétique et environnementale des exploitations. Cette liste mise à jour sera publiée à chaque appel à projets.

Le comité de sélection se réserve le droit d'ajourner certaines demandes en fonction de l'ordre de priorisation et de les réexaminer dans le cadre de l'appel à projets suivant. Dans ce cas, cela ne lui confère aucune priorité supplémentaire. Le début d'éligibilité des dépenses correspond à la date mentionnée sur l'accusé de réception

délivré pour la première demande. A l'issue de ce deuxième examen, le candidat reçoit la notification d'une décision favorable ou défavorable.

## 9. Décision d'attribution et paiement

A la suite de la sélection, le demandeur recevra soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre indiquant que la demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet. Les décisions d'attribution des aides sont signées par les agents des DDT(M) ayant reçu délégation de signature de la Présidente du Conseil régional à cet effet.

Lorsqu'une décision de subvention a été notifiée, le bénéficiaire dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la date de la décision pour terminer son projet. A titre exceptionnel, et sur demande motivée faite à la DDT(M) avant l'expiration du délai concerné, la DDT(M) peut, par décision motivée, accorder une ou plusieurs prorogations de ce délai.

En cas de décision favorable, la subvention européenne et les cofinancements sont versés au bénéficiaire par l'Agence de services et de paiements (ASP). Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit déposer à la DDT(M) au plus tard dans les six mois suivant la date limite pour l'achèvement complet de l'opération, le formulaire de demande de paiement qui lui a été adressé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif et des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs, attestation d'achèvement et de conformité des travaux, garantie décennale le cas échéant). Deux acomptes peuvent être demandés sur justificatifs des dépenses dans la limite de 80% du montant prévisionnel de la subvention. Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement des travaux. Le bénéficiaire doit conserver tous les originaux des factures.

Une visite sur place pour constater la réalisation des travaux peut être effectuée au préalable par la DDT(M) dans le cadre de l'instruction de la demande de paiement. Si la DDT(M) n'a pas reçu la dernière demande de paiement dans le respect des délais ci-dessus, elle procède à la clôture de l'opération et définit, le cas échéant, le montant de l'aide à reverser.

La subvention du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) ne pourra être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs. Le paiement est conjoint pour tous les financeurs sauf le Conseil Départemental de la Sarthe.

Le bénéficiaire encourt des sanctions si les dépenses qu'il présente, lors de sa demande de paiement, aboutissent à un montant d'aide excédant de plus de 10% le montant d'aide arrêté par le service instructeur après vérification de l'éligibilité des dépenses. Le montant de la sanction est égal au montant de l'écart entre le montant d'aide calculé à partir des dépenses présentées et le montant d'aide calculé à partir des dépenses éligibles). Le montant versé après application de la sanction est égal au montant d'aide calculé à partir des dépenses éligibles diminué du montant de l'écart.

## 10. Modalités d'aide

### 10.1 Taux d'aide

Le taux d'aide publique totale est de 25% des dépenses éligibles sauf pour :

- les productions sous SIQO, les projets de construction ou de rénovation de bâtiment BEBC, : 30% des dépenses éligibles ;

- les dépenses de déconstruction de bâtiment amianté : 20% des dépenses éligibles plafonnées ;
- Les dépenses des projets de mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents d'élevage : 40% des dépenses éligibles plafonnées ;

Ce taux est majoré de 10 points pour les jeunes agriculteurs (avec DJA) âgés de moins de 40 ans au moment de la demande. L'application de la majoration JA aux personnes morales (notamment en GAEC) peut se faire si le JA exerce un contrôle effectif et durable sur la structure d'après ses statuts. Dans ce cas, la majoration jeune agriculteur s'applique au pourcentage de parts sociales détenues par le jeune agriculteur à la date de dépôt de la demande d'aide.

Tableau récapitulatif des taux d'aide :

|   | Taux d'aide publique |
|---|----------------------|
| Cas général (modernisation)   | 25% <sup>(1)</sup>   |
| Construction ou rénovation pour toute production SIQO, construction ou rénovation de bâtiment d'élevage basse consommation (BEBC) | 30% <sup>(1)</sup>   |
| Mise aux normes seule ou associée à un projet de construction ou rénovation   | 40% <sup>(1)</sup>   |
| Déconstruction  | 20% <sup>(1)</sup>   |

(1) : +10% pour les JA, taux de majoration calculé au prorata des parts sociales pour les formes sociétaires

### 10.2 Plafond de dépenses éligibles

Les dépenses éligibles pour la modernisation des bâtiments d'élevage sont plafonnées à 60 000€ sauf pour :

- les projets de constructions BEBC (voir §10.6), les constructions poules pondeuses SIQO : 120 000€ ;
- les projets de construction ou rénovation de bâtiments volaille de chair SIQO: 90 000€. Les dépenses éligibles sont plafonnées à 60 000€ par bâtiment. Le projet peut être déposé en une ou deux demandes ;
- les constructions de bâtiment de logement de jeunes bovins (dont veaux de boucherie) de 100 nouvelles places minimum avec contractualisation sur 5 ans pour plus de 60% du nombre total de jeunes bovins produits par an : 90 000€ ;

Les dépenses de déconstruction sont plafonnées à 30 000€. Ce plafond vient en majoration du plafond des dépenses de modernisation ci-dessus.

Les dépenses éligibles de mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents d'élevage sont plafonnées à 50 000€.

Si le projet concerne la modernisation d'un bâtiment et la mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents : un plafond global s'applique par une majoration de 30 000€ du plafond des dépenses de modernisation ci-dessus. Les dépenses de modernisation et de mise aux normes restent plafonnées comme définies ci-dessus. Cette règle ne s'applique pas à la construction de bâtiment de logement de jeunes bovins (dont veaux de boucherie) de 100 places minimum avec contractualisation pour plus de 60% du nombre de jeunes bovins produits par an.

### 10.3 Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine

Les productions sous Signe d'identification de la qualité et de l'origine contribuent à l'amélioration de la qualité des produits. Ces démarches sont certifiées par un organisme certificateur indépendant. Pour bénéficier de la majoration de l'aide, l'exploitant s'engage à conserver cette démarche pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER.

Pour la filière bovin viande, le taux d'aide SIQO n'est possible que si l'investissement porte exclusivement sur le bâtiment pour les animaux en finition et bovins d'élevage.



#### 10.4 Déconstruction de bâtiments amiantés

La déconstruction des bâtiments amiantés est aidée sous les conditions suivantes :

- la déconstruction respecte la réglementation amiante en vigueur ; elle est réalisée par une entreprise certifiée ;
- l'éleveur s'engage à rénover ou reconstruire le(s) bâtiment(s) et à ne pas cesser ou réduire sa capacité de production.

La déconstruction peut-être partielle. Elle permet la reprise de la structure et du sol dans le cadre d'une opération de rénovation.

#### 10.5 Cas des projets avec plusieurs types de bâtiments

Dans le cas où un projet comporte plusieurs types bâtiments pour des sous filières présentant une notation, un taux ou un plafond différent, c'est le sous projet dont le montant d'investissement éligible est majoritaire qui définira la notation et les règles de calcul de la subvention.

#### 10.6 Bâtiments d'élevage basse consommation d'énergie (uniquement pour filières volailles, lapins et porcs)

Pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et la réalisation de bâtiments innovants (limitant l'impact environnemental et améliorant la compétitivité des élevages), les projets de bâtiment d'élevage basse consommation d'énergie (BEBC) sont encouragés. Le BEBC correspond à un cahier des charges qui s'applique aux bâtiments neufs et aux travaux de rénovation pour le logement des porcins ou des volailles/lapins, offrant une garantie de haute performance en matière d'économie d'énergie. Il comprend une liste déterminée d'investissements.

La conformité du projet avant travaux et de sa réalisation vis-à-vis du cahier des charges sera attestée par un technicien compétent. Cette pièce sera jointe au dossier de demande de paiement pour bénéficier de la majoration du taux et du plafond d'aide correspondants. Pour la rénovation BEBC de bâtiment un diagnostic énergétique préalable aux travaux est exigé. Les conclusions de ce diagnostic doivent énumérer les investissements et leurs caractéristiques permettant de respecter les exigences du cahier des charges BEBC. Seuls les investissements figurant dans ces conclusions sont éligibles au titre de la rénovation BEBC.

Dans le cas d'un investissement mixte au sein d'un même projet de bâtiment, portant en partie sur de la rénovation BEBC et en partie sur de la rénovation non BEBC ou l'amélioration de la compétitivité, le taux de subvention appliqué est celui de la rénovation BEBC si plus de 50% de la valeur des investissements éligibles plafonnés relèvent des listes « investissements éligibles visant l'économie d'énergie » et « cahier des charges BEBC » pour les filières volailles-lapins et « cahier des charges BEBC » et « investissements BEBC » pour la filière porcine. Sinon, le taux est celui de la rénovation non BEBC.

L'agrandissement d'un bâtiment de logement existant est pris comme construction BEBC si plus de 75% des dépenses éligibles sont relatives à la construction neuve. La totalité du bâtiment doit satisfaire au cahier des charges BEBC. Cette règle ne concerne pas les constructions de salles isolées.

Dans le cas d'une construction BEBC, le plafond de dépenses éligibles peut prendre en compte des dépenses de rénovation BEBC venant en sus.

Pour la filière volailles (hors lapins), le critère BEBC ne peut être retenu que pour les bâtiments de plus de 750m<sup>2</sup> sauf pour :

- les bâtiments dédiés exclusivement à l'élevage de cailles, où le critère ne peut être retenu que pour les bâtiments de plus de 400m<sup>2</sup>
- Pour les salles de gavage, il n'existe pas de limite de surface

### 10.7 Investissements structurants en faveur de l'efficacité énergétique

Pour les projets de construction de système de séchage solaire de fourrages en grange, une étude de faisabilité (technico-économique et énergétique) est exigée. Cette étude peut bénéficier d'une aide de l'ADEME à hauteur de 50% et n'est donc pas éligible au PCAE.

### 10.8 Investissements de gestion des effluents

Le montant total hors taxes des dépenses éligibles des postes de logement des animaux et de gestion des effluents est diminué d'un montant correspondant à la norme minimale réglementaire (RDS ou ICPE) à respecter. Le diagnostic environnemental précise la part imputable à ces seuils. Les modalités de cette imputation sont précisées dans une note du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Pour les JA en forme sociétaire en zone vulnérable historique, le calcul des dépenses éligibles de l'ensemble des dépenses de mises aux normes est effectué au prorata des parts sociales du JA au sein de la structure au moment du dépôt de la demande d'aide.

Le diagnostic environnemental vis-à-vis de la gestion des effluents d'élevage doit être établi à partir du Dexel ou préDexel. La réalisation du Dexel est éligible dans les dépenses de mise aux normes au titre des frais généraux s'il est suivi des travaux. Si le Dexel n'est pas suivi des travaux, le taux d'aide appliqué sera celui du dossier au titre de la modernisation des bâtiments d'élevage.

L'aide de mise aux normes est assise uniquement sur les dépenses éligibles relatives aux nouvelles capacités de stockage prévues au projet ainsi qu'aux installations de traitement d'effluents peu chargés.

### 10.9 Modulation des plafonds pour les GAEC

Les plafonds sont multipliés par 1,8 pour deux associés, par 2,1 pour trois associés et par 2,3 pour quatre associés et plus. Le plafond pour la déconstruction ne rentre pas dans la règle de transparence GAEC. La modulation des plafonds pour les GAEC ne s'applique pas pour la filière avicole.

### 10.10 Tableau récapitulatif des plafonds des dépenses éligibles

| PLAFONDS ELIGIBLES PAR PROJET*       |   | Toute exploitation agricole (hors GAEC) | GAEC à 2 associés | GAEC à 3 associés | GAEC à 4 associés et plus |
|--------------------------------------|---|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| Toutes filières hors filière avicole | Cas général (modernisation)   | 60 000 €                                | 108 000 €         | 126 000 €         | 138 000 €                 |
|                                      | Cas général (modernisation) + mise aux normes associée  | 90 000 €                                | 162 000 €         | 189 000 €         | 207 000 €                 |
|                                      | Construction BEBC   | 120 000 €                               | 216 000 €         | 252 000 €         | 276 000 €                 |
|                                      | Construction BEBC + mise aux normes associée  | 150 000 €                               | 270 000 €         | 315 000 €         | 345 000 €                 |
|                                      | Projet de logement jeunes bovins (dont veaux de boucherie) de 100 places minimum, avec contrat de 60 % minimum du nombre de JB produit / an | 90 000 €                                | 162 000 €         | 189 000 €         | 207 000 €                 |
|                                      | Mise aux normes seule   | 50 000 €                                | 90 000 €          | 105 000 €         | 115 000 €                 |

\*Plafond global. Voir §10.2 pour les sous-plafonds pour les dépenses de mise aux normes et de construction/rénovation.



| PLAFONDS ELIGIBLES PAR PROJET* |  | Toute exploitation agricole (hors GAEC) | GAEC à 2 associés | GAEC à 3 associés | GAEC à 4 associés et plus |
|--------------------------------|--|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| Filière avicole                | Cas général (modernisation)  |   | 60 000 €          |                   |                           |
|                                | Cas général (modernisation) + mise aux normes associée   |   | 90 000 €          |                   |                           |
|                                | Construction ou rénovation bâtiments volailles de chair SIQO (plafond par bâtiment : 60 000€)                            |   | 90 000 €          |                   |                           |
|                                | Construction ou rénovation bâtiments volailles de chair SIQO (plafond par bâtiment : 60 000€) + mise aux normes associée |   | 120 000 €         |                   |                           |
|                                | Construction BEBC ou Construction poules pondeuses SIQO  |   | 120 000 €         |                   |                           |
|                                | Construction BEBC ou Construction poules pondeuses SIQO + mise aux normes associée                                       |   | 150 000 €         |                   |                           |
|                                | Mise aux normes seule  |   | 50 000 €          |                   |                           |

\*Plafond global. Voir §10.2 pour les sous-plafonds pour les dépenses de mise aux normes et de construction/rénovation.

NB : le montant total hors taxes des dépenses éligibles des postes de logement des animaux et de gestion des effluents est diminué d'un montant correspondant à la norme minimale réglementaire à respecter. Les modalités de cette imputation sont précisées dans une note du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

## 11. Investissements éligibles

La liste des investissements éligibles est définie en annexe 1 du présent règlement d'appel à projets.

La liste des dépenses éligibles est susceptible d'être modifiée après avis du comité des financeurs dans la limite où le type d'investissement, l'enjeu et la fonction du matériel restent identiques. Cette liste mise à jour sera publiée à chaque appel à projets.

### 11.1 Mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents (Directive nitrates)

#### a/ Aires de stockage fumières et plates-formes d'égouttage

- terrassement, radier béton, murs (murs d'égouttages ycp) fondation comprises ;
- élévations, murs, murs auto stables, modules préfabriqués, murs filtrants ;
- réseau et regards de collecte, caniveaux ;
- couverture de fumière (en cas de création de fumière uniquement)

#### b/ fosse de stockage des effluents liquides

- tous types de fosses comprenant : les fosses bétonnées, les fosses géomembranes, les poches à lisier, y compris fosses de stockage et de décantation visant le recyclage de l'eau pour les systèmes d'hydrocurage
- terrassement ;
- radiers, dalle béton fond de la géomembrane ;
- drainage des eaux et drainage des gaz (géomembranes) et leurs évacuations ;
- murs y compris murs de refend ;
- clôtures, portillon d'accès ;
- regards de visites ;

- kit fixes de reprises d'effluents pour fosses géomembranes, kit de vidange (géomembranes), puits de pompage, plots de mixage ;
- échelle fixes ;

#### c/ systèmes de traitement des effluents peu chargés (remplacent les décanteurs)

- systèmes validés par le comité officiel national, intégrant le traitement primaire, secondaire et tertiaire (pompes comprises) ;
- pour la structure cf. fosses ;
- les végétaux utilisés pour les traitements, lagunes, tuyaux du traitement tertiaire ;
- équipements de transfert (cf. infra) ;
- systèmes de traitement par épandage (systèmes de décantation, stockage, système tertiaire = systèmes d'aspersion adaptés au système de traitement (périmètre de 200m maxi) (tuyaux perforés, asperseurs auto tractés, enrouleurs basse pression, lignes sprinklers ;

#### d/ dispositif de transfert des effluents et des radiers de silos utilisés pour stocker des fourrages avec écoulement de jus ou utilisés en libre-service

- aire de transfert ;
- terrassement, radier, bordures, dos d'âne ;( strictement limités aux surfaces de stockages des fourrages avec écoulement) ;
- pompes fixes, canalisation, regards ;

#### e/ homogénéisation du lisier

- brasseurs, broyage et pompage ;

#### f/ les couvertures de fosses et des fumières

- charpente, couverture (tous types, y compris systèmes avec flotteurs), bardages, gouttières, descentes ;

#### g/ méthanisation

- Uniquement la partie fosse de stockage (cf. point b) ;

#### h/ systèmes de recyclage des eaux blanches

#### i/ équipements alimentation biphase (hors truies et porcelets)

Ne sont pas éligibles à la mise aux normes :

- caillebotis non éligibles (pris en charge dans le cadre de la modernisation) ;
- réseau de canalisation + pompe fixe, pendillards exclu car non spécifique aux effluents peu chargés ;
- couvertures d'aire d'exercice ;

### **11.2 Fabrication d'aliment à la ferme**

L'éligibilité des projets comportant des investissements spécifiques de la fabrication d'aliments à la ferme est conditionnée par les critères suivants :

- La création d'une FAF ou, dans le cas d'une FAF existante, l'accroissement de la capacité de stockage (rénovation exclue) ou le changement du type de stockage, ne peut se faire que dans la limite de 100% des besoins de l'élevage objet du projet. L'éleveur remplit la grille de calcul d'autosuffisance alimentaire jointe au formulaire.
- Les matières premières doivent provenir à plus de 60% en volume de l'exploitation de l'éleveur ou d'un approvisionnement local (Pays de la Loire ou département limitrophe). Pour bénéficier de l'aide, le porteur de projet s'engage à fournir la preuve (facture ou attestation attachée à la facture ou au bon de commande) de l'origine des matières premières achetées et à conserver cette démarche pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER.

- La réalisation d'un diagnostic préalable établissant les besoins prioritaires en matière d'installations et d'équipements de fabrication d'aliments.

Pour la construction, l'organisme d'accompagnement de l'éleveur sur le projet devra être mentionné dans la demande de subvention.

### 11.3 Auto-construction

L'agriculteur peut exécuter lui-même une partie des travaux (auto-construction). Dans ce cas, les dépenses liées à l'achat de matériaux mis en œuvre et à la location de matériel nécessaires aux travaux sont éligibles. Le matériel n'est pas éligible lorsqu'il ne peut être affecté exclusivement au projet financé.

Le temps passé par l'agriculteur (main d'œuvre) n'est pas éligible.

Pour des raisons de sécurité et de garantie décennale, n'est pas prise en charge l'auto-construction relative aux travaux comportant un risque pour l'éleveur, son exploitation ou l'environnement. Aussi les travaux suivants doivent obligatoirement être réalisés par une entreprise pour être éligibles à l'aide PCAE :

- couverture et charpente,
- électricité,
- fosses ou réservoir de stockage pour lesquels une garantie décennale est demandée (à partir de 50 m<sup>3</sup>).

L'auto construction est autorisée pour les systèmes de traitement, les fosses, pré-fosses, cuves de réception et BTS (bassin tampon et de sédimentation) de moins de 50 m<sup>3</sup>.

### 11.4 Frais généraux

Les frais généraux concernant la conception du bâtiment (plans, frais d'architecte), sa maîtrise d'œuvre (conformité technique, suivi du chantier, conduite des travaux), la conception d'un projet de gestion des effluents d'élevage et sa maîtrise d'œuvre (plan d'épandage ou projet agronomique, expertise de dimensionnement, diagnostic...), la conception d'un projet d'insertion paysagère des bâtiments, le diagnostic énergétique lié au projet (en cas de rénovation type BEBC), le diagnostic global d'exploitation sont éligibles dans la limite de 10% de la dépense éligible et sont pris en compte pour le respect des plafonds des dépenses éligibles définis dans les modalités de financement, s'ils ne sont pas financés par ailleurs.

### 11.5 Coûts raisonnables

Les projets sont soumis à un examen des coûts raisonnables. Il existe plusieurs méthodes pour contrôler le caractère raisonnable des coûts. Dans le cas où un référentiel permet d'estimer les coûts raisonnables par type d'investissement et type d'opération, le demandeur peut ne présenter qu'un seul devis. Dans le cas contraire, la vérification du caractère raisonnable des coûts s'effectue par la comparaison de plusieurs devis appuyé si besoin de l'avis d'un comité expert. Le nombre de devis minimum à présenter par le porteur de projets est fonction du montant de chaque nature de dépense :

- pour les natures de dépenses inférieures à 2000 € HT : minimum 1 devis,
- pour les natures de dépenses comprises entre 2000 € HT et inférieures à 90 000€ HT : 2 devis minimum,
- pour les natures de dépenses supérieures à 90 000 € HT : 3 devis minimum.

### 11.6 Investissements inéligibles

- les investissements qui ne poursuivent aucun des objectifs fixés au plan, en particulier ceux qui concernent des opérations d'entretien, de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- les investissements qui ont déjà fait l'objet d'une aide au titre du PCAE élevage,
- les investissements directement liés à l'application d'une norme minimale dans les domaines de

l'hygiène et du bien-être animal et de l'environnement,

- l'investissement qui n'est pas en relation directe avec l'activité d'élevage,
- les hangars à matériels, les entrepôts, les matériels destinés aux cultures et les engins mobiles,
- les bâtiments, les équipements ou matériels d'occasion y compris si reconditionné à neuf
- l'achat de bâtiments existants,
- les bâtiments, les équipements ou matériels en copropriété,
- les matériels et équipements mobiles autres que ceux présents dans la liste ci-dessus
- les locaux commerciaux,
- les citernes, puits et clôtures de plein champ (en dehors des cas mentionnés ci-dessus),
- les matériels et équipements non associés à un projet de construction ou de rénovation, sauf séchage en grange,
- les matériels et équipements mobiles,
- les investissements financés par le canal d'un crédit-bail ou d'une location-vente
- tout investissement immatériel autre que ceux cités précédemment, en particulier les frais relatifs au montage du dossier.

## 12. Attribution et paiement

Les aides FEADER sont attribuées par la Présidente du Conseil Régional par délégation de compétence du Conseil régional. Les décisions relatives à ces aides sont signées par les DDT(M) qui reçoivent délégation de signature à cet effet.

Les aides de la Région sont attribuées par les DDT(M) en vertu de la convention du 24 novembre 2015 et de ses avenants.

Le paiement est assuré par l'Agence de Services et de Paiement.

## 13. Durée

Le présent règlement est applicable jusqu'au 30 juin 2022. Il pourra être révisé durant cette période si nécessaire.

## Liste des annexes

Annexe 1 : Liste des investissements éligibles

Annexe 2 : Liste des diagnostics, auto-diagnostics et outils validés permettant l'amélioration de la performance énergétique et environnementale des exploitations agricoles



## ANNEXE 1 : Liste des investissements éligibles

(Dernière mise à jour : comité des financeurs du 24/05/2019)

### 1 Liste des investissements éligibles pour les filières bovins/ovins/caprins/veaux de boucherie/ équin :

|   |   |
|---|---|
| <p><b>A/ liste des investissements constituant le logement et participant au calcul du seuil des 60% définissant la priorité logement</b></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- terrassement – fondation ;</li> <li>- sol et revêtement de sol (y compris tapis), caillebotis ;</li> <li>- élévations, bardage, revêtement des murs ;</li> <li>- plafonds, planchers,</li> <li>- charpentes et couvertures y compris tunnels. Dans ce dernier cas, la bâche est éligible à partir d'une densité de 550g/m<sup>2</sup> et garantie 10 ans ;</li> <li>- couvertures de fosse ;</li> <li>- isolation ;</li> <li>- ventilation statique ou dynamique;</li> <li>- éclairage naturel ou artificiel, y compris dômes éclairants ;</li> <li>- tubulures (cornadis, barrières, logettes, ...);</li> <li>- abreuvoirs, auges fixes ;</li> <li>- cases à veaux, niches individuelles ou collectives à veaux ;</li> <li>- aire d'exercice, aire d'attente, aire de transfert, aire d'alimentation qu'elles soient couvertes ou non ;</li> <li>- contention fixe et quai d'embarquement, y compris portes de tri automatisées, parc de tri et cage de retournement ;</li> <li>- locaux annexes (locaux sanitaires, locaux de traite hors équipement) ;</li> <li>- réseaux (électricité et eau) ;</li> <li>- impluvium : de la récupération au stockage (hors traitement) ;</li> <li>- système de séchage solaire en grange : capteur solaire, entrée d'air, isolation, gaine de collecte et caisson de récupération d'air, ventilateur, caillebotis déshumidificateur d'air, récupérateur d'air sur système de cogénération, chaudière bois, griffe.</li> </ul> <p>▪ <b>liste complémentaire spécifique aux ovins et caprins:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cases d'agnelage-caprinage, les abris d'agnelage ;</li> <li>- les louves ;</li> <li>- lampes chauffantes, chauffage radiant nouvelle génération ;</li> <li>- pédiluve ;</li> </ul> |
| <p><b>B/ listes des équipements ne rentrant pas dans le décompte des 60 % d'investissement s définissant le logement</b></p>                  | <p><b>Investissements visant l'amélioration de travail pour la production (restructuration et modernisation des bâtiments, équipements et bien être)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- distribution automatique d'alimentation y compris robots (par wagonnets ou par tapis) comprenant : mélangeuse fixe ou distributrice automatisée, rails, automate, cuisine (terrassement, sols, élévations, charpente couverture), convoyeur (wagonnet ou tapis), hors stockage fourrage (trémies, silos à plat ou silo tour) ;</li> <li>- DAC, DAL (et silo exclusivement dédié y compris maçonnerie);</li> <li>- Equipement fixe de distribution automatique de litière ;</li> <li>- racleurs y compris robots, hydrocurage (hors fosses et plateforme de stockage), séparateur de phases ;</li> <li>- télésurveillance fixe (caméras et réseau) ;</li> <li>- parc de tri ;</li> <li>- les matériels de pesée (basculer et cage) ;</li> <li>- brasseurs d'air et brumisateurs</li> </ul> <p>▪ <b>liste spécifique lait</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- équipements de traite, robots, tank ;</li> </ul> <p>▪ <b>liste spécifique ovins et caprins</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la cage de retournement ;</li> <li>- 1 seul appareil de lecture électronique fixe (il peut être intégré à la contention) ;</li> <li>- bac d'équarrissage ou à cadavres (pas en chambre froide) ;</li> </ul> <p>▪ <b>liste spécifique veaux de boucherie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préparateur d'aliment dont pompe à chaleur pour production d'eau chaude;</li> </ul>   |

|   |   |
|---|---|
| Investissements visant l'amélioration de l'autonomie énergétique les exploitations : économies d'énergie, production d'énergie renouvelable | <ul style="list-style-type: none"> <li>- chauffage solaire, chauffage gaz à condensation ;</li> <li>▪ <b>liste spécifique lait</b></li> <li>- pré-refroidisseur et réseau ;</li> <li>- récupérateur de chaleur ;</li> </ul>   |
| Investissements pour l'amélioration de l'autonomie alimentaire  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- fabrication à la ferme (aplatisseur, cellules de stockage, convoyage, vis, automatismes)</li> <li>▪ <b>liste spécifique ovins et caprins</b></li> <li>- fournitures de clôture pour caprins : grillage et barbelés, éligibles uniquement en cas d'installation JA, de conversion à l'agriculture biologique (hors clôtures mobile et filets), pose non éligible ;</li> <li>- fournitures de clôture pour ovins : grillage à mouton et barbelés (hors clôtures mobile et filets), éligibles uniquement en cas d'installation JA et NI, pose non éligible ;</li> </ul> |

Les investissements suivants ne sont pas éligibles :

- rénovation de séchage en grange;
- taxis en lait ;
- chauffe-eau (hors préparation d'aliment pour les veaux de boucherie) ;
- accès et abords ;
- bâtiments ou équipement de stockage du fourrage (sans séchage solaire), de la litière ou du matériel.

Pour être éligible, le projet devra comporter, sur le lieu principal d'élevage, à la date de réception des travaux, un système de contention et d'embarquement des animaux.

Pour les projets ovins le cheptel minimum pour être éligible est de 50 brebis.

Pour les projets caprins le cheptel minimum pour être éligible est de 150 chèvres. Le seuil est abaissé à 60 chèvres pour les producteurs de fromage fermiers.

Pour la filière équine, sont éligibles uniquement les éleveurs professionnels de l'élevage. L'activité élevage doit représenter plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'exploitation. Le nombre de poulinières doit être supérieur à 10. Seuls les chevaux d'élevage sont pris en compte. Dans le cas d'un bâtiment de logement accueillant également des chevaux de compétition, la dépense éligible sera calculée au prorata du nombre de chevaux d'élevage sur le nombre total de chevaux prévus dans le projet.



## 2 Liste des investissements éligibles pour les filières volailles et cunicole :

| <b>- CONSTRUCTION A NEUF DE BATIMENTS FIXES</b>   |   |
|---|---|
| <b>Pré-requis à la construction</b><br><i>(hors filière lapins)</i>   | - Sont éligibles à la construction les bâtiments de plus de 150m <sup>2</sup> , fixes ou mobiles.   |
| <b>Investissements éligibles à la construction</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les investissements immatériels : dossier administratif (Installation Classée) et permis de construire ;</li> <li>- la main d'œuvre entreprise ;</li> <li>- le terrassement et les accès (terrassement, terre, empiérement, drains, écoulement, gestion des eaux usées et gestion de l'écoulement des eaux pluviales...);</li> <li>- la maçonnerie (béton = dè, semelle, plate-forme et aires bétonnées intérieures et extérieures, dalles silos, trottoir, sol du sas ; ferraille ; pierres,...) ;</li> <li>- les soubassements : les longrines isolées ;</li> <li>- les cloisons et les séparations intérieures ;</li> <li>- les raccordements aux réseaux (ERDF, téléphone, eau, gaz de ville...);</li> <li>- la coque du bâtiment (panneaux latéraux, trappes, bardage, charpente, isolation, couverture, ouvrants et sortants, portes et portails, sas, local de stockage et climatisation des œufs le cas échéant, locaux techniques, aménagements/équipements sanitaires et de biosécurité, gouttières...);</li> <li>- l'installation intérieure : logements et cages, nids et pondoirs, système de ramassage, calibrage et conditionnement des œufs, électricité, ventilation, chauffage, récupération de chaleur, régulation (boitier de régulation, sondes, actionneurs, vérins, treuils, câbles...), éclairage, alimentation, abreuvement (distribution, traitement...), refroidissement, lavage d'air, comptage d'eau, d'aliment et d'énergie, alarmes, appareils de pesage, gaveuse (pour chacun de ces postes prise en charge des équipements et des accessoires divers) ; parcs au sol pour lapins (y compris son enrichissement : refuges, nuitées, etc.)</li> <li>- les silos extérieurs et accessoires ;</li> <li>- les perchoirs ;</li> <li>- les caillebotis, les racleurs ;</li> <li>- l'équipement complet des sas, des locaux techniques, de la salle de stockage des œufs (climatiseur...);</li> <li>- la clôture du parcours le cas échéant ;</li> </ul> <p>Sont éligibles à la construction les bâtiments mobiles respectant : hauteur mini aux côtés de 1,9m, coefficient d'isolation maximum longs pans + toiture de 0,55W /M<sup>2</sup>.K, fenêtre pour lumière naturelle, trappes de sorties sur parcours.</p> <p>Les investissements destinés à l'élevage de poules pondeuses en cage ne sont pas éligibles.</p> |
| <b>Cahier des charges SIQO</b><br><br><i>A respecter dans le cadre d'une construction uniquement</i>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Radiants réglables nouvelle génération (pondeuses non concernées) ;</li> <li>- Ventilation régulée automatisée ;</li> <li>- Isolation renforcée de la sous toiture (panneaux de polyuréthane : 40 mm d'épaisseur minimum) ;</li> <li>- Eclairage basse-consommation (nouvelle génération) ;</li> </ul> <p>Pour les bâtiments de conception Louisiane proscrire la pose de bâches non isolantes et opaques ;</p> <p>Les bâtiments sont dimensionnés en fonction des cahiers des charges des SIQO en vigueur</p>   |
| <b>Cahier des charges BEBC</b><br><br><i>A respecter que ce soit dans le cadre d'une rénovation ou d'une construction</i> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Isolation minimum à respecter : U &lt; 0,4 au plafond ; U &lt; 0,6 en longs pans et pignons ; et U &lt; 0,9 W/(m<sup>2</sup>.K) en soubassements ;</li> <li>- En bâtiment dynamique : ventilateurs économes et/ou turbines ;</li> <li>- Compteurs gaz (si utilisation de gaz) et électricité spécifiques au bâtiment ;</li> <li>- Régulation automatique centralisée ;</li> <li>- Eclairage basse-consommation (LED, tubes fluorescents sans ballast ferromagnétiques, lampes fluo-compactes, sodium..., dont systèmes de régulation) ;</li> <li>- En cas de chauffage par radiants : proscrire les radiants non réglables d'ancienne génération ;</li> <li>- <i>Attestation obligatoire réalisée par un technicien agréé après travaux (« bâtiment conforme au cahier des charges BEBC ») à présenter dans le dossier de paiement)</i></li> </ul>   |

| <b>- RENOVATION (ENERGIE, ENVIRONNEMENT, SANITAIRE, TRAVAIL)</b>   |  |
|--|--|
| <b>Obligations générales et pré-requis à la rénovation</b><br><i>(filière volailles uniquement, hors dossiers contenant uniquement des investissements éligibles au titre de la mise aux normes pour la gestion des effluents d'élevage)</i> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sont éligibles à la rénovation les bâtiments de plus de 150m<sup>2</sup>, fixes ou mobiles</li> <li>- Une exploitation ayant déjà bénéficié d'une aide lors des appels à projets spécifiques rénovation en filières volailles de chair standard ne peut prétendre à une aide via le PCAE élevage pour de la rénovation en filière volailles de chair standard sur son exploitation.</li> <li>- Lumière naturelle à l'issue de la rénovation (obligation pour la filière volailles de chair uniquement)</li> <li>- La rénovation comprend impérativement au minimum les investissements de l'un des 2 modules :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Module 1 :</b> Ré-isolation de la sous-toiture pour atteindre un coefficient recommandé U&lt;0.61 (=50 mm de PU) ET Réfection bardage vertical (pignons et/ou longs pan) pour atteindre un coefficient recommandé U&lt;0.72 (= 40 mm de PU)</li> <li>• <b>Module 2 :</b> Ré-isolation de la sous-toiture pour atteindre un coefficient recommandé U&lt;0.61 (=50mm de PU) OU Réfection bardage vertical (pignons et/ou longs pan) pour atteindre un coeff. recommandé U&lt;0.72 (= 40mm de PU) ; + 1 investissement au choix parmi :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dynamisation des bâtiments</li> <li>- Echangeurs récupérateurs de chaleur</li> <li>- Bétonnages des sols intérieurs (béton exclusivement, pas d'enrobé ou matériaux poreux, recommandé : présence d'un film polyane et respect de la norme NFP 11-213-2 : 13 cm d'épaisseur minimum pour dallage circulés par animaux, 15 cm d'épaisseur minimum et armé pour dallage circulés par engins agricoles).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Investissements éligibles visant l'économie d'énergie</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Isolation et étanchéité du bâtiment (matériaux isolants : panneaux sandwichs ou alvéolaires, laines minérales, béton isolé, ouvrants (trappes, fenêtres et volets isolés...), joints, rideaux isolants...);</li> <li>- Dynamisation des bâtiments (ventilateurs économes et turbines, accessoires) ;</li> <li>- Automates de régulation centralisée, trappes automatisées, vérins et actionneurs...</li> <li>- Echangeurs récupérateurs de chaleur ;</li> <li>- Chauffage gaz régulé (aérothermes, radiants progressifs, plancher chauffant, chaudières à condensation...);</li> <li>- Eclairage basse consommation (éclairage LED, fluorescent, lampes fluo-compactes, sodium... dont systèmes de régulation)</li> <li>- Lumière naturelle (fenêtres, bandeaux lumineux, trappes claires, puits de lumière... dont systèmes de régulation et d'obturation) ;</li> <li>- Compteurs d'énergie (ceux-ci doivent être dédiés au bâtiment) ;</li> </ul>   |
| <b>Investissements éligibles visant l'amélioration de la performance environnementale</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouvrages de traitement et de gestion des effluents (séparation de phase, couvertures de fosses);</li> <li>- Raclage du lisier pour les élevages concernés ;</li> <li>- Uniquement en cuniculture : Systèmes de refroidissement (brumisation, pad cooling ou panneaux évaporatifs...), salle de préparation d'air.</li> <li>- Cages et logements permettant d'améliorer le bien-être des animaux : reposes pattes, logements collectifs et cages grands modèles, cages avec mezzanine, parcs au sol pour lapins (y compris son enrichissement : refuges, nuitées, etc.), volières éligibles en filière œuf uniquement, jardins d'hiver non-éligibles ;</li> </ul>  |
| <b>Investissements éligibles, visant l'amélioration de la situation sanitaire</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bétonnage et revêtements sanitaires des sols intérieurs dont isolation ;</li> <li>- Filière Prêt à gaver : Chaîne d'alimentation et d'abreuvement à l'intérieur des bâtiments ;</li> <li>- Uniquement en cuniculture :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bétonnage des aires sanitaires extérieures ;</li> <li>- Protection des sites (grillages, clôture, effaroucheurs, barrières...);</li> <li>- Matériel de traitement de l'eau (pompes à chlore/acide/peroxyde, électrolyse avec ajout de solution saline, bac, déferriseur, adoucisseur, démanganisateur...);</li> <li>- Second ou troisième silos pour la gestion des aliments avec délais de retrait ;</li> </ul> </li> </ul>  |

|  |  |
|--|--|
| <b>Investissements éligibles visant l'amélioration des conditions de travail</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Automatisation de l'alimentation uniquement en cuniculture ;</li> <li>- Automatisation/mécanisation du ramassage-calibrage-conditionnement des œufs et de la pesée des animaux ;</li> <li>- Automatisation/mécanisation du paillage semi-fixe spécifique à l'atelier volailles, du ramassage-calibrage-conditionnement des œufs et de la pesée des animaux ;</li> </ul> |
|--|--|

Pour la construction, l'organisme d'accompagnement de l'éleveur sur le projet devra être mentionné dans la demande de subvention.

**Palmipèdes gras** : les logements pour palmipèdes en phase de gavage doivent à minima répondre aux caractéristiques techniques suivantes : cages collectives (4 000 cm<sup>2</sup> pour 3 canards, 5000 cm<sup>2</sup> pour 4 canards, 1 200 cm<sup>2</sup> par canard pour 5 canards et plus ; côté minimum de 80 cm ; abreuvoirs longitudinaux ; sol confortable ; lumière minimum). L'accompagnement financier de ces élevages est possible dès lors qu'ils respectent les normes bien être.

### 3 Liste des investissements éligibles pour la filière porcine :

| <b>CONSTRUCTION A NEUF BEBC</b>  |   |
|--|---|
| <b>Pré-requis à la construction</b>  | - Construction à neuf de bâtiments en post-sevrage, engraissement, maternité et gestantes   |
| <b>Investissements éligibles à la construction</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements immatériels : dossier administratif (Installations Classées) et permis de construire ;</li> <li>- la main d'œuvre Entreprise ;</li> <li>- gros et second œuvre : sous-bassements, préfosse, caillebotis, murs, portes, fenêtres, murs coupe-feu, charpente, toiture, cloisonnement des salles, aménagement intérieur (séparations de cases, abreuvement..., hors alimentation) ;</li> <li>- tous les investissements pris en compte dans le cadre de la rénovation (environnement, sanitaire, travail) ;</li> </ul>  |
| <b>Cahier des charges BEBC (cf. annexe) à respecter dans le cadre d'une construction</b> | <p><b>Equipements à réaliser de façon obligatoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- isolation, étanchéité, respect du coefficient minimum d'isolation (cf. Tableau des caractéristiques d'isolation énergétique selon les types de bâtiments porcins) ;</li> <li>- installation d'une ventilation économe (y.c. trappe automatisée, variateurs de fréquence) ou d'une ventilation centralisée ;</li> <li>- installation de compteurs spécifiques au bâtiment (eau, électricité) ;</li> <li>- équipements de chauffage régulés (radiants, aérothermes, plaques chauffantes...) ;</li> <li>- boîtiers de régulation ;</li> <li>- éclairage basse consommation ou lumière naturelle (fenêtres, puits de lumière...)</li> </ul> <p><b>Autres investissements à réaliser au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- niches pour porcelets ;</li> <li>- échangeurs de chaleur et réseau ;</li> <li>- pompe à chaleur et réseau ;</li> <li>- chaudière biomasse et réseau</li> </ul> |
| <b>RENOVATION (BEBC, ENVIRONNEMENT, SANITAIRE, TRAVAIL)</b>                              |   |

|                              |  |   |
|------------------------------|--|---|
| Performance environnementale | <b>Investissements BEBC</b>  | <p><b>Equipements obligatoires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compteur spécifique sur l'énergie ;</li> <li>- respect d'un coefficient mini d'isolation (cf. tableau ci-dessous) ;</li> <li>- respect du cahier des charges BEBC (cf. annexe) ;</li> </ul> <p><b>Autres équipements au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- isolation, étanchéité ;</li> <li>- installation d'une ventilation économe (y.c. trappe automatisée, variateurs de fréquence) ou d'une ventilation centralisée ;</li> <li>- équipements de chauffage régulés (radiants, aérothermes, plaques chauffantes...) ;</li> <li>- boîtiers de régulation ;</li> <li>- éclairage basse consommation et lumière naturelle (fenêtres, puits de lumière...) ; programmeurs pour l'éclairage et centralisation de la programmation</li> <li>- niches pour porcelets ;</li> <li>- échangeur de chaleur (sur ventilation centralisée ou salle par salle) et réseau ;</li> <li>- pompe à chaleur et réseau ;</li> <li>- chaudière biomasse et réseau ;</li> </ul> |
|                              | <b>Autres investissements visant l'amélioration de la performance environnementale</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- compteur d'eau ;</li> <li>- laveur d'air centralisé ;</li> <li>- couverture de fosse ;</li> <li>- raclage du lisier en pré-fosse ;</li> <li>- traitement des effluents (séparation de phase) ;</li> <li>- refroidissement de l'air dont brumisation, cooling ;</li> <li>- abreuvoirs économes en eau ;</li> <li>- récupération des eaux pluviales ;</li> </ul>   |
|                              | <b>Investissements éligibles, visant principalement l'amélioration de la situation sanitaire</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- création ou rénovation d'une quarantaine ;</li> <li>- création ou rénovation d'un sas sanitaire ;</li> <li>- création ou rénovation d'une aire de stockage, d'un quai d'embarquement ou de déchargement des porcs</li> <li>- Gestion des Animaux Trouvés Morts (ATM) : aménagement d'une aire bétonnée ou stabilisée et achat des équipements (cloche, bac, stockage en caisson réfrigéré) ou compostage si validé</li> <li>- filtration d'air (uniquement pour les élevages de sélection multiplication) ;</li> <li>- traitement de l'eau (pompes à chlore/acide, électrolyse avec ajout de solution saline, bac, déferriseur, adoucisseur...) ;</li> <li>- changement des sols et parois (uniquement en cas de problème sanitaire avéré)</li> </ul>  |
|                              | <b>Investissements éligibles, visant principalement l'amélioration des conditions de travail</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- poste fixe de lavage ; robot de lavage (captif dans le bâtiment, nécessitant des investissements fixes)</li> <li>- équipements matériels d'automatisation et de précision : pesées et tris automatisés, capteurs, TIC (technologies de l'information et de la communication) et logiciels connexes ;</li> <li>- cages de maternité relevables ; Cases maternité en liberté</li> <li>- Abreuvement pour les animaux nourris à la soupe</li> </ul>   |
|                              | <b>Investissements pour l'amélioration de l'autonomie alimentaire</b>                            | <p><b>Dans le cas de <u>FAF existantes</u> : création de stockage supplémentaire pour les matières premières produites localement et réduction du risque Trichine, ou changement du type de stockage (suppression du stockage à plat)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipements éligibles pour le stockage supplémentaire : silos tours, silos souples, cellules extérieures ou cellules sous hangar (hors hangar), boisseaux ;</li> <li>- Equipements éligibles pour réduire le risque Trichine : systèmes de couverture de cellules, systèmes de nettoyage et de ventilation des</li> </ul>  |

|  |  |
|--|--|
|  | <p>céréales (pré-nettoyeurs, ventilateurs...) et couverture de la fosse de réception, aspirateur industriel ;</p> <p><b>Pour la création d'une FAE, ajout de plusieurs autres domaines d'intervention :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage des minéraux et / ou tourteaux : silos, supports de big bag, silos toile, boisseaux ;</li> <li>- Pesée et réception des matières premières notamment pont bascule ;</li> <li>- Traçabilité / qualité : étuve pour mesurer taux d'humidité, matériel informatique relié à l'automate pour garantir une traçabilité informatisée ;</li> <li>- Amélioration des conditions de travail : passerelles de cellules ;</li> <li>- Le cœur de fabrique et le transfert de l'aliment (hors machine à soupe)</li> </ul> |
| <b>CONSTRUCTION DE BATIMENTS SIQO</b>                                |  |
| <b>Bâtiments SIQO</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- construction de bâtiments, cabanes ;</li> <li>- clôtures ;</li> <li>- courettes extérieures avec récupération des jus ;</li> <li>- automatisation de la distribution fixe de paille (hors pailleuses tractées)</li> </ul>   |
| <b>- RENOVATION de BATIMENTS SIQO (système d'élevage sur paille)</b> |  |
| <b>Rénovation (élevage sur paille)</b>                               | Réaménagement de bâtiments existants afin d'élever des porcs sur paille  |

#### Bâtiment d'élevage basse consommation

Pour la rénovation des bâtiments porcs BEBC, un diagnostic énergétique « bâtiment » préalable aux travaux est exigé. Pour pouvoir être qualifiée de BEBC, une rénovation ou une construction devra permettre d'atteindre les seuils de consommations énergétiques définis dans le « Guide du bâtiment d'élevage à énergie positive (BEBC+) ». Pour cela, le diagnostic réalisé par un technicien devra prouver que les efficacités (connues et validées) cumulées des équipements projetés permettent bien d'atteindre les objectifs BEBC. Ceux-ci se raisonnent par stade physiologique et non globalement au niveau de l'exploitation. Une attestation sera ainsi fournie dès le dépôt du dossier. Elle devra être validée lors du dépôt des factures ou revue si des modifications sont intervenues dans les types d'investissements.

Tableau des caractéristiques d'isolation énergétique (coefficient U mini à respecter) selon les types de bâtiments porcins (température extérieure de -5 °C)

| Sol   | Stade physiologique                            | Toiture | Murs      |
|---|--|---------|-----------|
| Sol abondamment paillé                      | Maternité                                      | 1,00    | 1,2 à 1,5 |
|   | Post-sevrage<br>Engraissement<br>Reproducteurs |         |           |
| Gisoir bétonné et isolé + aire à déjections | Maternité, Post-sevrage                        | 0,50    | 0,80      |
|   | Engraissement, Reproducteurs                   | 0,80    | 1,00      |
| Caillebotis intégral                        | Maternité, Post-sevrage                        | 0,40    | 0,60      |
|   | Engraissement, Reproducteurs                   | 0,60    | 0,80      |

Les maternités collectives sont éligibles.

## **ANNEXE 2 : Liste des diagnostics, auto-diagnostics et outils validés permettant l'amélioration de la performance énergétique et environnementale des exploitations agricoles**

### Démarche de Ferme Bas Carbone :

- Réalisation d'un diagnostic avec l'outil CAP2ER niveau 2 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018

### Diagnostic ou auto-diagnostic permettant une approche globale pour mesurer la performance énergétique et identifier les émissions de gaz à effet de serre de l'exploitation (au choix) :

- Dia'terre
- « Je diagnostique ma ferme.com »
- GEEP (filière porcine)



# APPEL A PROJETS

PLAN DE COMPETITIVITE ET D'ADAPTATION DES  
EXPLOITATIONS AGRICOLES (PCAE) - VOLET ELEVAGE

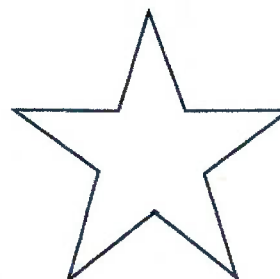
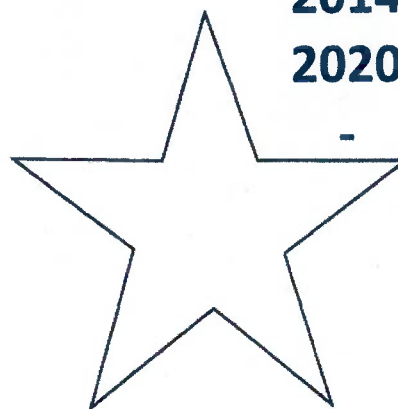
REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS

« MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE »

TYPE D'OPERATIONS 4.1.1

DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL  
DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE

-  
2014  
2020  
-



Version des 9 et 10 juillet 2020

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| 1. Préalables .....   | 5  |
| 2. Action des financeurs et gestion des enveloppes de crédits ..... | 5  |
| 3. Appels à projets .....   | 6  |
| 4. Instruction des projets .....                                    | 6  |
| 5. Critères d'éligibilité .....                                     | 7  |
| 6. Engagements .....  | 10 |
| 7. Démarche de progrès .....  | 11 |
| 8. Sélection des projets .....                                      | 12 |
| 9. Décision d'attribution et paiement .....                         | 15 |
| 10. Modalités d'aide .....  | 15 |
| 11. Investissements éligibles .....                                 | 19 |
| 12. Attribution et paiement .....                                   | 21 |
| 13. Durée .....   | 21 |
| Liste des annexes .....   | 21 |

- VU** les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil,
- VU** le règlement (UE) n°1305/2013, modifié, du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),
- VU** le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil sus visé,
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013, modifié, du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié,
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C (2014) 5752 du 8 août 2014 portant approbation de certains éléments de l'accord de partenariat conclu avec la France,
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C (2015) 6093 du 28 août 2015 portant approbation du programme de développement rural de la région des Pays de la Loire en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié,
- VU** la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,
- VU** le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,
- VU** le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020,
- VU** la délibération du Conseil régional des 30 et 31 janvier 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020,
- VU** la délibération du Conseil régional du 26 juin 2014 relative à l'organisation et au pilotage des politiques européennes,
- VU** la délibération de la Commission permanente du 29 septembre 2014 relative à la candidature de la Région aux fonctions d'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020 et la décision du Préfet du 14 octobre 2014,
- VU** le budget voté au titre de l'exercice 2020 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,
- VU** le règlement financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 modifiée donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire relatif aux délégations de signature aux agents de l'Etat pour l'ensemble des documents nécessaires à l'instruction, à l'attribution et au retrait des aides FEADER en vigueur,

**VU** la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013, modifié, concernant la politique de développement rural dans la région des Pays de la Loire du 31 décembre 2014 et ses avenants,

**VU** les conventions relatives à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural des Pays de la Loire aux Directions départementales des territoires (et de la mer) de la région des Pays de la Loire pour la période de programmation 2014-2020 en dates du 16, 20, 23 et 26 mars 2015 et leurs avenants,

**VU** les conventions destinées à confier la gestion administrative et la signature des décisions d'attribution des aides régionales octroyées dans le cadre du Programme de développement rural des Pays de la Loire 2014-2020 aux Directions départementales des territoires (et de la mer) des Pays de la Loire en dates du 9, 16, 23, 24, et 27 novembre 2015 et leurs avenants,

**VU** l'avis du Comité régional de suivi écrit du 22 octobre au 12 novembre 2018 sur les critères de sélection et les plafonds des opérations au financement FEADER,

**VU** l'Instruction technique DGPE/SDC/2017-430 du 11 mai 2017 relative aux modalités de financement de la gestion des effluents d'élevage dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles PCAE. Modifications relatives à l'application des délais de financement dans le bassin Loire-Bretagne,

**VU** la délibération du Conseil régional des 9 et 10 juillet 2020 approuvant le présent règlement et abrogeant le règlement approuvé en Commission Permanente du 29 mai 2020.

# 1. Préalables

Le présent règlement définit les modalités de soutien pour les investissements du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE), volet élevage en Pays de la Loire. Il concerne les productions de bovins, ovins, caprins, équins, porcins, volailles et lapins.

Le PCAE accompagne les investissements pour développer la performance économique, favoriser la préservation de l'environnement et améliorer les conditions de travail ; ceci par la modernisation des bâtiments, le développement d'une démarche agroécologique, l'amélioration de la performance énergétique, l'amélioration de la qualité des produits, la valorisation des liens entre produits et territoires.

Il s'inscrit, conformément aux dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement et du Conseil, au sein de l'opération 4.1.1 – Investissements dans les bâtiments d'élevage du programme de développement rural régional (PDRR) Pays de la Loire 2014-2020.

Les projets retenus doivent répondre à l'un des deux domaines prioritaires de l'Union européenne pour le développement rural :

- « **compétitivité** » (domaine prioritaire 2A : Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché, ainsi que la diversification agricole)
- « **environnement** » (domaine prioritaire 5B : Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire).

Les actions doivent également s'inscrire dans les trois priorités transversales de l'Union que sont l'innovation, le climat, l'environnement.

La politique d'investissement doit privilégier une **approche globale de l'exploitation** permettant de s'assurer que l'investissement améliore de façon durable la situation de l'exploitation, tant sur le plan économique qu'environnemental (cf. principe de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles).

Tous les projets doivent intégrer une **démarche de progrès**. Ils doivent tendre vers des objectifs d'amélioration de la qualité et/ou de l'impact environnemental.

## 2. Action des financeurs et gestion des enveloppes de crédits

### Gestion des enveloppes de crédits

L'enveloppe de dépense publique totale prévue pour le dispositif PCAE élevage, sur la période 2014-2020, est de 145,86 M€. Les besoins seront estimés chaque année en fonction de la conjoncture et de différents paramètres (évolution de la réglementation...). Des enveloppes par appel à projets pourront être définies.

Afin de prendre en compte la diversité des filières animales et leurs besoins spécifiques et dans un souci d'équité dans l'accès aux aides, **3 sous-enveloppes annuelles sont établies selon les 3 groupes de filières suivants : herbivores** (bovin lait, bovin viande, veaux de boucherie, ovins, caprins, équins), avicole-cunicole (dont les élevages de gibier) et porcine avec le principe suivant :

- la répartition des crédits annuels (80%) entre les 3 sous-enveloppes basée sur le chiffre d'affaires régional et les besoins exprimés par chaque filière, soit **55% bovins ovins caprins équins, 30% aviculture/cuniculture, et 15% porcs**,
- la fongibilité annuelle des 3 sous-enveloppes : les crédits pourront être basculés d'un groupe sur l'autre à l'issue de la sélection des dossiers, selon la consommation et les besoins constatés,
- la constitution d'une **réserve de 20%** pour tenir compte lors du dernier appel à projets d'un éventuel retard d'une filière, lié à un événement conjoncturel particulier.

## Action des financeurs

La répartition de l'aide publique totale fixée dans le PDR est la suivante : FEADER (53%), contreparties nationales (47%). Les contreparties aux fonds européens pour cet appel à projets pourront être amenées par :

- l'État qui intervient dans le cadre du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE),
- la Région des Pays de la Loire qui intervient dans le cadre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation et du rapport agriculture et développement durable,
- l'Agence de l'eau Loire-Bretagne qui intervient en complément du cadre des mesures agro-environnementales et des Contrats Territoriaux Gestion Quantitative de l'eau,
- le Conseil Départemental de la Sarthe.

Répartition indicative des financements :

| Type d'investissements   | Répartition de l'aide publique totale (cf. point 8)  |
|--|--|
| Investissements de modernisation (hors mise aux normes)                    | FEADER (53%)<br>Cofinancement national (47%) : Etat, Région, Conseil Départemental                         |
| Investissements de mise aux normes pour la gestion des effluents d'élevage | FEADER (53%)<br>Cofinancement national (47%) : Etat, Agence de l'Eau Loire Bretagne, Conseil Départemental |

## 3. Appels à projets

Deux appels à projets seront réalisés par an. Les dates limites prévisionnelles pour le dépôt des dossiers de demande d'aide sont fixées chaque année au 14 février et au 28 août.

Pour être éligibles, les demandes d'aides doivent être envoyées pendant la période d'ouverture de chaque appel à projets (cachet de la poste faisant foi). Elles sont à adresser au guichet unique, à la Direction Départementale des Territoires (DDT) ou la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du département dans lequel le siège de l'exploitation se situe.

Les documents relatifs à chaque appel à projets sont mis en ligne sur le site internet de la DRAAF ou de la Région à l'adresse suivante : [www.europe.paysdelaloire.fr](http://www.europe.paysdelaloire.fr). Seuls les dossiers composés à partir des documents en vigueur lors de l'appel à projets sont recevables.

## 4. Instruction des projets

L'instruction des projets porte sur la vérification des critères d'éligibilité (cf. 5), du respect des engagements (cf. 6), et de la consistance de la démarche de progrès (cf. 7).

Toutes les pièces constitutives du dossier doivent impérativement être à la disposition de la DDT(M) pour que les services puissent procéder à l'instruction de la demande. L'administration se réserve le droit de recevoir certaines pièces complémentaires au-delà de la date de clôture de l'appel à projets.

Pour les projets nécessitant un arrêté d'enregistrement ou d'autorisation ICPE : le dossier pourra être considéré



complet sur présentation du récépissé du dépôt de demande d'enregistrement ou d'autorisation ICPE. L'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation ICPE devra être fourni à la DDT(M) avant la demande de versement du premier acompte.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de subvention, la DDT(M) adresse au demandeur un courrier d'accusé réception précisant la date de début d'éligibilité des dépenses (correspondant à la date de réception du dossier par la DDT(M)). Il ne peut être délivré que si le formulaire est dûment rempli. Tout engagement de la part du demandeur en faveur de l'exécution des travaux présentés dans le dossier de demande d'aide (signature de devis pour accord, versement d'acompte, facturation...) établi antérieurement à la date de début d'éligibilité des dépenses entraîne l'inéligibilité des dépenses correspondantes.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier, la DDT(M) adresse un **courrier** au demandeur :

- si toutes les pièces requises sont présentes à la date de clôture de l'appel à projets, le courrier précise que le dossier est **complet** et qu'il sera instruit ;

A défaut, le demandeur recevra un courrier lui précisant que la demande est rejetée.

- si toutes les pièces suivantes ne sont pas présentes :
  - arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux pour les projets le nécessitant
  - relevé d'identité bancaire ;
  - attestation de l'organisme social (MSA) justifiant que le bénéficiaire (et ses associés pour les formes sociétaires) est à jour de ses obligations sociales (hors JA en cours d'installation à titre individuel ou en société)

un courrier précisant ces **pièces manquantes** à fournir sera adressé au demandeur dans un délai de 2 mois à compter de la date de dépôt de la demande. Il dispose d'un délai d'un mois à compter de la date d'envoi du courrier pour transmettre les pièces. Si le dossier a été complété dans le délai imparti, la DDT(M) adresse un courrier précisant que le dossier est complet et qu'il sera instruit. A défaut la demande sera rejetée.

- pour les JA en cours d'installation en forme sociétaire, le demandeur devra communiquer au plus tard le dernier jour de l'appel à projets, une preuve de dépôt au registre du commerce s'il n'est pas en mesure de fournir un Kbis à jour. Le Kbis définitif sera à communiquer au plus tard à la première demande de paiement ;
- de même ces JA en phase d'installation devront joindre l'attestation MSA « à jour de ses cotisations » au plus tard à la dernière demande de paiement,
- En cas de rejet de la demande d'aide pour les motifs précédents, le demandeur garde la possibilité de déposer un nouveau dossier à un appel à projets suivant. La date de début d'éligibilité des dépenses correspondra alors à la date de réception de ce nouveau dossier.

La répartition des dossiers entre les domaines prioritaires 2A (compétitivité) et 5B (énergie) sera faite par les services instructeurs des DDT(M) sur la base des montants d'investissements éligibles non plafonnés majoritaires pris en charge selon les listes d'investissement définis au point 10 de ce règlement.

## 5. Critères d'éligibilité

Pour que son dossier soit éligible, le projet du demandeur doit répondre aux priorités d'intervention du plan et être retenu dans le cadre de l'appel à projets. Les demandes qui concernent des projets ne remplissant pas ces conditions font l'objet d'une décision de rejet pour cause d'irrecevabilité des dossiers. Les critères d'éligibilité déterminent l'accès du dossier au dispositif. Une opération n'est pas éligible si elle a été matériellement achevée avant le dépôt de la demande d'aide. Le simple renouvellement à l'identique d'un équipement n'est pas éligible.

## 5.1 Éligibilité des demandeurs

Sont éligibles au sens de l'article 4 du règlement (UE) n°1307/2013 :

- les agriculteurs personnes physiques ;
- les agriculteurs personnes morales dont les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) et les sociétés civiles laitières (SCL) ;
- les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) à jour de leur cotisation au HCCA. Les CUMA doivent être composées uniquement de membres exerçant une activité agricole.
- les établissements de développement, d'enseignement et de recherche agricole qui exercent une activité agricole au sens de l'article 4 du règlement (UE) n°1307/2013 ;

En outre, le porteur de projet, personne physique ou au moins un associé pour les personnes morales, doit être :

- âgé d'au moins 18 ans et de moins de 62 ans. La situation est appréciée au 1er janvier de l'année civile de dépôt de la demande.
- de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union européenne.

Le porteur de projet doit avoir son siège d'exploitation de production situé en Pays de la Loire.

Pour les sociétés civiles laitières (SCL) un même projet ne pourra pas faire l'objet d'une demande d'aide simultanée de la SCL et de l'un de ses membres. Plusieurs sociétés, si elles sont composées exactement des mêmes membres, ne peuvent pas bénéficier de plusieurs aides PCAE dans la même filière.

Sont exclues du dispositif les entreprises en difficulté avérée ; ainsi, les entreprises accompagnées doivent pouvoir être éligibles à des aides d'Etat et ne pas être l'objet d'une procédure collective en cours.

Sont également exclues du dispositif les sociétés de fait et les co-exploitations.

Les différents porteurs de projets doivent respecter les obligations réglementaires en vigueur dans les domaines social, sanitaire et environnemental.

## 5.2 Éligibilité du jeune agriculteur et nouvel installé

Les Jeunes Agriculteurs (JA) sont les agriculteurs tels que définis dans l'article 2 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil, modifié. Ils bénéficient des aides nationales à l'installation et sont installés à la date de la demande depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur le certificat de conformité CJA.

Le JA doit vérifier les conditions suivantes lors de la demande d'aide :

- être bien propriétaire de la parcelle concernée par le projet ou bénéficiaire de l'autorisation du propriétaire,
- avoir obtenu son permis de construire pour le projet,
- pour une installation dans le cadre sociétaire, avoir obtenu le n° SIRET d'identification de la société,
- le projet doit être inscrit dans le plan d'entreprise (PE) ou plan de développement de l'entreprise (PDE) actualisé selon les règles en vigueur pour l'établissement de ce plan (sauf en 5<sup>ème</sup> année pour les JA installés après 2015).

Pour bénéficier de la majoration du taux d'aide, il doit en outre avoir moins de 40 ans à la date de dépôt de son dossier de demande complet. La majoration JA est définitivement acquise quand le Jeune présente son CJA lors du versement de premier acompte.

Le nouvel installé est un agriculteur âgé de plus de 40 ans à la date d'installation (date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation), âgé de moins de 50 ans et installé depuis moins de 5 ans à la date de dépôt de la demande d'aide. Il doit être issu d'une autre branche d'activité que l'agriculture, sauf s'il était jusque-là salarié non exploitant. Le conjoint ne doit pas lui-même être exploitant, sauf dans le cas de la création d'un nouvel atelier de production. Il doit justifier d'une formation suffisante (niveau IV minimum) pour exercer son activité. Enfin pour prétendre à une notation équivalente à celle des JA aidés, il doit fournir un plan d'entreprise sur une durée de 5 ans à partir de l'installation et qui intègre le projet d'investissement qui fait l'objet de la demande.

### 5.3 Respect des normes communautaires en matière de gestion des effluents d'élevage

Sont éligibles les exploitations d'élevage qui respectent les normes minimales dans le domaine de l'environnement, ce qui implique que leur situation soit conforme au regard de la mise aux normes liées à la gestion des effluents. Les dossiers doivent comporter une expertise de dimensionnement des capacités de stockage d'effluents d'élevage avant et après projet, basée sur les capacités agronomiques de l'exploitation et de son plan d'épandage. Cette expertise est réalisée au moyen de l'outil DEXEL ou préDEXEL.

Dans un certain nombre de cas, des dérogations à l'expertise de dimensionnement avant travaux existent :

- L'élevage est une installation classée pour l'environnement qui relève du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement, sans modification des effectifs depuis l'arrêté ;
- L'éleveur est un JA installé depuis moins de 2 ans en exploitation individuelle ou en société, si le projet de mise aux normes est programmé dans son PE au-delà de la deuxième année, la dérogation à l'expertise de dimensionnement est étendue à concurrence de l'échéance indiquée dans le PE ;
- Les bâtiments de logement de l'ensemble des filières animales présentes sur l'exploitation, avant-projet, sont tous des litières accumulées intégrales stockables au champ ;

L'expertise de dimensionnement après travaux n'est pas nécessaire pour les élevages dans lesquels toutes les filières animales présentes sont logées sur litières accumulées intégrales stockables au champ.

Les dérogations citées ci-dessus ne s'appliquent pas pour les projets sollicitant une aide financière au titre de la mise aux normes.

### 5.4 Exploitations concernées par l'application d'une nouvelle norme : cas des mises aux normes dans les nouvelles zones vulnérables et jeunes agriculteurs

Les JA ont deux ans à compter de la date de l'installation (Certificat de conformité Jeunes agriculteurs) ou durant la période de réalisation des actions définies dans le plan d'entreprise, pour réaliser et achever leurs travaux (factures acquittées) de mise aux normes.

Toute demande d'aide de mise aux normes s'appuie sur la réalisation d'un Dixel (module PCAE) ou Pré-dixel faisant ressortir les situations avant et après projet mentionnant la capacité minimum à créer, dont celle non admissible au financement. Ces documents sont obligatoires. Ils sont joints au dossier de demande.

### 5.5 Plancher de dépenses éligibles et périodicité des dépôts de dossiers

Afin de privilégier les projets structurants, le plancher de dépenses éligibles est fixé à 10 000 € (investissements matériels et immatériels et auto-construction compris). Pour la production d'ovins, ce plancher est abaissé à 7 500 €.

### 5.6 Périodicité des dépôts de dossiers

Les investissements qui seront aidés dans le cadre de cet appel à projets ne doivent pas avoir fait l'objet d'une demande d'aide au titre d'un autre appel à projets PCAE élevage.

Un candidat ne peut présenter plus d'un dossier dans la même filière animale (bovin lait, bovin viande, ovins, caprins, veaux de boucherie, avicole, cunicole, porcin, équin) sur la durée du plan et plus de deux dans deux filières différentes. On entend par dossier présenté un dossier qui a été sélectionné. Si le dossier n'a pas été sélectionné, le candidat ne peut représenter strictement le même dossier.

Les cas suivants constituent des exceptions :

- l'arrivée d'un JA ou Nouvel Installé sur l'exploitation à condition qu'il s'agisse d'une première installation. De plus, à la date de dépôt de la 2<sup>ème</sup> demande, la 1<sup>ère</sup> demande doit avoir fait l'objet d'une dernière demande de paiement sauf s'il s'agit de la construction d'un nouveau bâtiment distinct.
- deux demandes de construction ou de rénovation volailles SIQO (Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine) peuvent être déposées sur la durée du programme, toutefois le montant cumulé des dépenses éligibles des deux demandes de construction ou rénovation sera plafonné dans la limite du plafond global de dépense éligible (cf. 10.2).
- deux demandes en filière canards de chair et canards reproducteurs sont possibles. Cependant, à la date de dépôt de la 2<sup>ème</sup> demande, la 1<sup>ère</sup> demande doit avoir fait l'objet d'une dernière demande de paiement sauf si le 2<sup>ème</sup> projet concerne un bâtiment distinct.

## 6. Engagements

Le candidat à l'aide accepte les engagements suivants :

- toute dépense d'investissement, pour être éligible, doit avoir fait l'objet d'une demande d'aide par le porteur du projet, préalablement à son commencement d'exécution, à l'exception des études préalables. Cette demande est constituée du dossier complet de demande d'aide. Elle est déposée au guichet unique. La date de début d'éligibilité des dépenses correspond à la date de réception de la demande mentionnée sur l'accusé réception délivré par le guichet unique. Seuls les dossiers complets au terme de la période d'appel à projets (cachet de la poste faisant foi) pourront être instruits. L'accusé réception du dossier complet délivré par l'administration ne vaut pas accord d'attribution de l'aide. Il est donc conseillé d'attendre la notification de l'aide pour commencer les travaux.
- engagement, sous réserve de l'attribution de l'aide :
  - à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à partir de la date du paiement final de l'aide FEADER,
  - à informer le guichet unique de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements,
  - à se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
  - à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » du dossier de demande d'aide,
  - à respecter les obligations de publicité européenne des aides,
  - à poursuivre son activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement son activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER,
  - à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER,
  - à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide.
  - à s'engager dans une démarche de progrès. Cet engagement est mentionné sur le formulaire de demande. La démarche de progrès est caractérisée dans l'auto-diagnostic. Sa mise en œuvre est consolidée par le suivi d'une formation spécifique (cf. infra).

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, le cédant (celui qui cède l'exploitation et qui était bénéficiaire de l'aide) doit transférer les investissements et les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le repreneur reprend dans ce cas les investissements et doit poursuivre les engagements souscrits par le cédant pour la période restant à courir.



Le transfert des investissements doit être total. En cas de transfert partiel, les engagements souscrits par le cédant doivent être respectés par le cédant lui-même. Dans le cas contraire, les investissements et les engagements doivent être repris par une seule entité juridique éligible au plan (exploitation individuelle, forme sociétaire, GAEC, ...). Lorsque le transfert intervient avant le paiement du solde de l'aide, le repreneur bénéficie du versement du solde.

Le transfert n'ouvre pas de droits nouveaux, l'aide est versée dans la limite du montant de la subvention notifiée au cédant après vérification du droit à subvention du repreneur.

Lorsque l'évolution de la forme sociale de l'exploitation pendant la période de réalisation de l'opération - notamment sortie d'un associé jeune agriculteur ou dissolution d'un GAEC - a des incidences sur la majoration du taux et le plafonnement de l'aide accordée, le montant de la subvention fait l'objet d'une révision.

Le nombre d'associé permettant la modulation des plafonds pour les GAEC doit être maintenue jusqu'à la fin de l'opération (demande du solde de la subvention), le cas échéant l'aide sera recalculée.

L'aide ne peut jamais être revue à la hausse, sauf en cas d'erreur administrative.

Ce transfert doit faire l'objet d'une demande écrite préalable et conjointe du cédant et du repreneur, et signée par les deux parties auprès du guichet unique. Ce dernier vérifiera que le repreneur remplit les conditions d'éligibilité à l'aide. Le guichet unique notifie une décision modificative au cédant et une nouvelle décision au repreneur.

## 7. Démarche de progrès

Conformément à l'article 1.3, le porteur de projet qui bénéficie du PCAE s'engage dans une démarche de progrès. Cette démarche se définit comme étant celle que l'exploitant adopte lorsqu'il décide d'appliquer les principes de l'agro-écologie à l'exercice de son activité. S'il n'existe pas de cahier des charges universel encadrant une telle démarche, des solutions particulières sont à définir pour chaque situation en s'appuyant sur des principes communs et notamment : la réduction des intrants, de la quantité d'eau utilisée et de la consommation d'énergie, le développement de la biodiversité, la conservation des sols, la diversification des sols.

L'entrée dans ce dispositif est conditionnée par les éléments suivants :

- La réalisation d'un auto-diagnostic de l'exploitation par le demandeur. Ce document a pour objet d'aider le porteur de projet à évaluer la durabilité de son exploitation au regard des volets économique, environnemental et social, et définir comment son projet s'inscrit dans sa démarche de progrès et comment il permet l'amélioration de la performance globale de l'exploitation. Cet auto-diagnostic est une pièce constitutive du dossier de demande d'aide et doit être réalisé pendant la période d'ouverture de l'appel à projet concerné par la demande d'aide ;
- Le suivi d'une formation dans les domaines relevant de l'agro-écologie ou de la multi-performance dont les modalités seront précisées. L'objectif est de permettre aux bénéficiaires de :
  - o comprendre les enjeux auxquels ils doivent faire face, faire de la veille, analyser les expériences ;
  - o raisonner les changements par une approche globale, stratégique, à moyen et long terme ;
  - o raisonner la stratégie et le plan d'action opérationnel et mobiliser en conséquence ses facteurs de production (foncier, travail, capital, moyens de production ...) ;
  - o mesurer les effets économiques et sociaux des changements à réaliser, notamment savoir chiffrer sur son exploitation l'impact économique, environnemental et social.

Pour être reconnue dans le cadre du dispositif d'aide, la formation doit avoir été suivie dans la période comprise entre deux ans avant la date de dépôt du projet et celle du dépôt de la dernière demande de paiement de la subvention (le dernier jour de la formation doit être compris dans cette période). L'attestation de suivi est établie par l'établissement formateur et doit certifier le suivi intégral de la formation. Une seule formation est exigée par bénéficiaire pour la période 2015 - 2020, quel que soit le nombre de demandes d'aides déposées.

La formation doit avoir une durée minimum de 2 jours. Elle sera complétée par une ½ journée de prestation rattachable, consacrée à une rencontre entre le porteur de projet formateur, sur le lieu de l'exploitation, pour un accompagnement personnalisé de la démarche de progrès à mettre en œuvre, au regard de l'auto-diagnostic. Ce format de formation avec prestation rattachable est adopté sous réserve qu'il soit compatible avec le règlement VIVEA « Dispositif VIVEA de formation accompagnant le PCAE en Pays de la Loire ». Ce format pourra être adapté, le cas échéant, pour être rendu conforme au règlement de formation en vigueur pour le VIVEA ou un autre OPCA.

Les domaines éligibles sont les suivants :

- « agro-écologie » : stratégies pouvant être employées par les agriculteurs afin d'améliorer à la fois leurs performances économiques et leurs performances environnementales :
  - o raisonner ses interventions et rechercher l'efficacité dans l'utilisation des ressources (raisonner de la fertilisation azotée, améliorer la gestion de l'eau, améliorer la gestion des pesticides, protéger les sols), réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre ;
  - o substituer à une/des intervention(s) chimique(s) une intervention avec un agent biologique (utilisation des auxiliaires de culture) et/ou par une intervention mécanique (désherbage mécanique) ;
  - o re-concevoir totalement son système de production : développement des systèmes herbagers, autonomie alimentaire, itinéraires techniques (amélioration des pratiques culturales), réduction des coûts de mécanisation, démédecation, amélioration de la santé et du bien-être animal, organisation du travail,
- « pilotage d'entreprise de la multi-performance » : comprendre les enjeux auxquels faire face, savoir-faire de la veille, analyser les expériences, raisonner les changements par une approche globale, stratégique, mesurer les effets économiques et sociaux des changements à réaliser, identifier les indicateurs de performances qui peuvent être suivis et mesurés ;
- agriculture biologique.

Les formations éligibles comprennent également les appuis techniques mis en place dans le cadre du dispositif FranceAgriMer sur le volet agro-écologie, dans sa forme collective.

Pour les CUMA, la formation démarche de progrès devra être suivie par au minimum 2 adhérents si elles ont moins de 10 adhérents, et 4 adhérents si elles ont plus de 10 adhérents. La démarche de progrès se rapporte à la situation de l'exploitation. Les mêmes exploitants doivent réaliser l'autodiagnostic et la formation. Il n'y a pas d'obligation à suivre la même formation pour tous les adhérents.

Les établissements de développement, d'enseignement et de recherche agricole ne sont pas concernés par l'obligation de réalisation d'une formation dans le cadre de la démarche de progrès.

## 8. Sélection des projets

Les projets sont sélectionnés à la suite d'appel à projets. A l'issue de l'instruction, les projets éligibles sont classés selon les critères de sélection pondérés par la notation définie ci-dessous. **Les projets obtenant une note inférieure à 50 points ne sont pas sélectionnables.** Un maximum de 185 points peut être obtenu.



| Principes applicables à l'établissement des critères de sélection                            | Critères   | Notation             |
|--|--|----------------------|
| <b>Renouvellement des générations</b><br>(50 points maximum)                                 | Jeune agriculteur (JA) avec DJA ou nouvel installé (NI) de plus de 40 ans  | 50                   |
| <b>ET</b>  |  |                      |
| <b>Investissements dans une filière à enjeu de pérennité</b><br>(40 points maximum)          | Le projet concerne un atelier volailles reproductrices - lapin - ovin - caprin - d'engraissement JB avec contractualisation d'au moins 60 % du nombre de JB produit par an ou de veaux de boucherie (contrat sur 5 ans obligatoire)            | 40                   |
| <b>ET</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la performance énergétique et environnementale</b><br>(10 points maximum) | Eleveur engagé dans une Démarche de Ferme Bas Carbone (utilisant un outil de type CAP2ER niveau 2 ou équivalent)   | 10                   |
|  | Eleveur ayant réalisé un diagnostic ou auto-diagnostic permettant une approche globale pour mesurer la performance énergétique et identifier les émissions de gaz à effet de serre de l'exploitation   | 5                    |
| <b>ET</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la performance énergétique et environnementale</b><br>(95 points maximum) | L'éleveur est situé dans une nouvelle zone vulnérable (NZV) et les travaux portent sur la gestion des effluents d'élevage  | 95<br>(note caduque) |
|  | GIEE et membre d'un GIEE dont le projet d'investissement correspond aux engagements de reconnaissance du GIEE  | 85                   |
|  | Porteur de projet engagé dans la démarche AgrAir   | 85                   |
|  | Le projet est une construction BEBC  | 75                   |
|  | Le projet est une rénovation BEBC  | 70                   |
| <b>OU</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la qualité des productions</b><br>(80 points maximum)                     | Le projet concerne une production SIQO   | 80                   |
|  | Le projet concerne la reconversion des élevages de production d'œufs catégorie 3 (poules pondeuses en cage) vers une production œufs de catégorie 2, 1 ou 0 (élevage au sol, de plein air, label, bio, etc.)                                   | 70                   |
| <b>OU</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la qualité sanitaire des exploitations</b><br>(90 points maximum)         | Le projet concerne uniquement des investissements de biosécurité <i>en filière cunicole ou avicole</i> « prêt à gaver » (liste des investissements établie dans le règlement)  | 90<br>(note caduque) |
| <b>OU</b>  |  |                      |
| <b>Amélioration de la résilience et de la performance globale</b><br>(80 points maximum)     | Le projet inclut un investissement neuf de séchage solaire en grange   | 80                   |
|  | Le projet concerne la <i>filière cunicole</i>  | 75                   |
|  | Le projet concerne la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'un bâtiment de logement et éventuellement ses locaux annexes pour au moins 60 % du coût de projet plafonné <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine</i> | 65                   |
|  | Le projet est une rénovation qui concerne au moins des investissements liés à l'énergie, l'environnement ou le sanitaire <i>en filière porcine</i>   | 65                   |
|  | Le projet est une rénovation qui concerne au moins des investissements liés à l'énergie, l'environnement ou le sanitaire <i>en filière avicole</i>   | 60                   |
|  | Le projet concerne un atelier de fabrication d'aliment à la ferme (majoritaire) <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine ou porcine</i>   | 55                   |
|  | Le projet concerne la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'un bâtiment de logement et éventuellement ses locaux annexes pour moins de 60% du coût de projet plafonné <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine</i>  | 50                   |
|  | Le projet concerne uniquement des équipements de raclage ou hydrocurage des effluents <i>en filière bovine - ovine - caprine - équine</i>  | 40                   |
|  | Le projet est une rénovation qui concerne uniquement des investissements améliorant les conditions de travail <i>en filière avicole - cunicole ou porcine</i>  | 30                   |

La notation des projets pour les critères liés à l'investissement se fait sur la base du montant des investissements éligibles majoritaires (plus de 50%) non plafonné.

En cas d'égalité entre plusieurs projets avec la même notation, seront prioritaires :

- les projets avec un critère « Jeune agriculteur (JA) avec DJA ou nouvel installé (NI) de plus de 40 ans »
- les demandeurs qui n'ont pas déjà bénéficié d'une aide au titre du PCAE élevage (T.O 4.1.1 du PDR)

La liste des investissements éligibles définit les dépenses rentrant dans le calcul des 60% de dépenses liées à la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'un bâtiment de logement et éventuellement ses locaux annexes. Le pourcentage est calculé sur le rapport entre les dépenses « logement » plafonnées sur les dépenses totales plafonnées. Dans le cas d'autoconstruction pour ces investissements, les dépenses sont comptabilisées comme investissement éligibles pour l'atteinte des « 60% logement ».

Si un projet sollicite la prise en compte d'un critère de sélection (BEBC, SIQO, etc.), le critère en question doit pouvoir être justifié au moment du dépôt de la demande. En l'absence de justificatif, et si le dossier est recevable par ailleurs, le dossier sera noté sans ce critère spécifique.

Pour la note de 95 points pour l'accompagnement des travaux portant sur la gestion des effluents d'élevage en nouvelles zones vulnérables (NZV), conformément à la circulaire du 11 mai 2017, les élevages en NVZ avaient jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour se mettre aux normes conformément à la Directive nitrates. La note est donc caduque pour le 1<sup>er</sup> AAP 2020 et suivants.

Pour la note de 90 points pour l'accompagnement spécifique des investissements en biosécurité en filières avicoles et cunicoles, conformément à l'arrêté du 8 février 2016, les élevages avicoles avaient 2 ans, soit jusqu'au 8 février 2018 pour se mettre aux normes biosécurité. La note est donc caduque pour le 1<sup>er</sup> AAP 2020 et suivants.

Un comité de sélection détermine la notation seuil à atteindre pour la sélection des projets éligibles pour chaque groupe de filières (cf. point 2) : herbivores (bovins, ovins, caprins, équins), avicole-cunicole, porcine :

- Si un projet obtient une note supérieure ou égale à la note seuil, le projet est sélectionné ;
- Si un projet reçoit une note inférieure à la note seuil, il n'est pas retenu et le candidat ne peut pas redéposer une demande de subvention pour le même projet.

Les exploitations s'engageant dans une démarche de « Ferme Bas Carbone » pour réduire leurs émissions de carbone ou gaz à effet de serre bénéficient d'une priorisation de 10 points.

Les éleveurs ayant réalisé un diagnostic ou auto-diagnostic portant sur la totalité de l'exploitation pour réaliser un état des lieux simple de la consommation d'énergie et des émissions des gaz à effet de serre bénéficient d'une priorisation de 5 points. Le diagnostic ou autodiagnostic mesurant la performance énergétique globale de l'exploitation doit permettre de réaliser les objectifs suivants :

- évaluer les consommations énergétiques directes et indirectes de l'exploitation agricole, avec leur répartition par poste, et pour les principaux ateliers de l'exploitation le cas échéant ;
- identifier les émissions de gaz à effet de serre par l'exploitation, avec leur répartition par poste ;
- identifier les puits de carbone
- contribuer à une réflexion plus globale sur la triple performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation.

La liste des démarches et diagnostics est définie en annexe 2 du présent règlement d'appel à projets.

La liste des démarches et diagnostics est susceptible d'être modifiée après avis du comité des financeurs dans la limite où les démarches et diagnostics respectent les objectifs d'amélioration de la performance énergétique et environnementale des exploitations. Cette liste mise à jour sera publiée à chaque appel à projets.

Le comité de sélection se réserve le droit d'ajourner certaines demandes en fonction de l'ordre de priorisation et de les réexaminer dans le cadre de l'appel à projets suivant. Dans ce cas, cela ne lui confère aucune priorité supplémentaire. Le début d'éligibilité des dépenses correspond à la date mentionnée sur l'accusé de réception délivré pour la première demande. A l'issue de ce deuxième examen, le candidat reçoit la notification d'une décision favorable ou défavorable.

## 9. Décision d'attribution et paiement

A la suite de la sélection, le demandeur recevra soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre indiquant que la demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet. Les décisions d'attribution des aides sont signées par les agents des DDT(M) ayant reçu délégation de signature de la Présidente du Conseil régional à cet effet.

Lorsqu'une décision de subvention a été notifiée, le bénéficiaire dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la date de la décision pour terminer son projet. A titre exceptionnel, et sur demande motivée faite à la DDT(M) avant l'expiration du délai concerné, la DDT(M) peut, par décision motivée, accorder une ou plusieurs prorogations de ce délai.

En cas de décision favorable, la subvention européenne et les cofinancements sont versés au bénéficiaire par l'Agence de services et de paiements (ASP). Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit déposer à la DDT(M) au plus tard le 31 mars 2023, le formulaire de demande de paiement qui lui a été adressé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif et des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs, attestation d'achèvement et de conformité des travaux, garantie décennale le cas échéant). Deux acomptes peuvent être demandés sur justificatifs des dépenses dans la limite de 80% du montant prévisionnel de la subvention. Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement des travaux (incluant la formation). Le bénéficiaire doit conserver tous les originaux des factures.

Une visite sur place pour constater la réalisation des travaux peut être effectuée au préalable par la DDT(M) dans le cadre de l'instruction de la demande de paiement. Si la DDT(M) n'a pas reçu la dernière demande de paiement dans le respect des délais ci-dessus, elle procède à la clôture de l'opération et définit, le cas échéant, le montant de l'aide à reverser.

La subvention du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) ne pourra être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs. Le paiement est conjoint pour tous les financeurs sauf le Conseil Départemental de la Sarthe.

Le bénéficiaire encourt des sanctions si les dépenses qu'il présente, lors de sa demande de paiement, aboutissent à un montant d'aide excédant de plus de 10% le montant d'aide arrêté par le service instructeur après vérification de l'éligibilité des dépenses. Le montant de la sanction est égal au montant de l'écart entre le montant d'aide calculé à partir des dépenses présentées et le montant d'aide calculé à partir des dépenses éligibles). Le montant versé après application de la sanction est égal au montant d'aide calculé à partir des dépenses éligibles diminué du montant de l'écart.

## 10. Modalités d'aide

### 10.1 Taux d'aide

Le taux d'aide publique totale est de 25% des dépenses éligibles sauf pour :

- les productions sous SIQO, les projets de construction ou de rénovation de bâtiment BEBC, : 30% des dépenses éligibles ;
- les dépenses de déconstruction de bâtiment amianté : 20% des dépenses éligibles plafonnées ;
- Les dépenses des projets de mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents d'élevage : 40% des dépenses éligibles plafonnées ;

Ce taux est majoré de 10 points pour les jeunes agriculteurs (avec DJA) âgés de moins de 40 ans au moment de la demande. L'application de la majoration JA aux personnes morales (notamment en GAEC) peut se faire si le JA exerce un contrôle effectif et durable sur la structure d'après ses statuts. Dans ce cas, la majoration jeune agriculteur s'applique au pourcentage de parts sociales détenues par le jeune agriculteur à la date de dépôt de la demande d'aide.

Tableau récapitulatif des taux d'aide :

|   | Taux d'aide publique |
|---|----------------------|
| Cas général (modernisation)   | 25% <sup>(1)</sup>   |
| Construction ou rénovation pour toute production SIQO, construction ou rénovation de bâtiment d'élevage basse consommation (BEBC) | 30% <sup>(1)</sup>   |
| Mise aux normes seule ou associée à un projet de construction ou rénovation   | 40% <sup>(1)</sup>   |
| Déconstruction  | 20% <sup>(1)</sup>   |

(1) : +10% pour les JA, taux de majoration calculé au prorata des parts sociales pour les formes sociétaires

### 10.2 Plafond de dépenses éligibles

Les dépenses éligibles pour la modernisation des bâtiments d'élevage sont plafonnées à 60 000€ sauf pour :

- les projets de constructions BEBC (voir §10.6), les constructions poules pondeuses SIQO : 120 000€ ;
- les projets de construction ou rénovation de bâtiments volaille de chair SIQO: 90 000€. Les dépenses éligibles sont plafonnées à 60 000€ par bâtiment. Le projet peut être déposé en une ou deux demandes ;
- les constructions de bâtiment de logement de jeunes bovins (dont veaux de boucherie) de 100 nouvelles places minimum avec contractualisation sur 5 ans pour plus de 60% du nombre total de jeunes bovins produits par an : 90 000€ ;

Les dépenses de déconstruction sont plafonnées à 30 000€. Ce plafond vient en majoration du plafond des dépenses de modernisation ci-dessus.

Les dépenses éligibles de mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents d'élevage sont plafonnées à 50 000€.

Si le projet concerne la modernisation d'un bâtiment et la mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents : un plafond global s'applique par une majoration de 30 000€ du plafond des dépenses de modernisation ci-dessus. Les dépenses de modernisation et de mise aux normes restent plafonnées comme définies ci-dessus. Cette règle ne s'applique pas à la construction de bâtiment de logement de jeunes bovins (dont veaux de boucherie) de 100 places minimum avec contractualisation pour plus de 60% du nombre de jeunes bovins produits par an.

### 10.3 Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine

Les productions sous Signe d'identification de la qualité et de l'origine contribuent à l'amélioration de la qualité des produits. Ces démarches sont certifiées par un organisme certificateur indépendant. Pour bénéficier de la majoration de l'aide, l'exploitant s'engage à conserver cette démarche pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER.

Pour la filière bovin viande, le taux d'aide SIQO n'est possible que si l'investissement porte exclusivement sur le bâtiment pour les animaux en finition et bovins d'élevage.



#### 10.4 Déconstruction de bâtiments amiantés

La déconstruction des bâtiments amiantés est aidée sous les conditions suivantes :

- la déconstruction respecte la réglementation amiante en vigueur ; elle est réalisée par une entreprise certifiée ;
- l'éleveur s'engage à rénover ou reconstruire le(s) bâtiment(s) et à ne pas cesser ou réduire sa capacité de production.

La déconstruction peut être partielle. Elle permet la reprise de la structure et du sol dans le cadre d'une opération de rénovation.

#### 10.5 Cas des projets avec plusieurs types de bâtiments

Dans le cas où un projet comporte plusieurs types bâtiments pour des sous filières présentant une notation, un taux ou un plafond différent, c'est le sous projet dont le montant d'investissement éligible est majoritaire qui définira la notation et les règles de calcul de la subvention.

#### 10.6 Bâtiments d'élevage basse consommation d'énergie (uniquement pour filières volailles, lapins et porcs)

Pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et la réalisation de bâtiments innovants (limitant l'impact environnemental et améliorant la compétitivité des élevages), les projets de bâtiment d'élevage basse consommation d'énergie (BEBC) sont encouragés. Le BEBC correspond à un cahier des charges qui s'applique aux bâtiments neufs et aux travaux de rénovation pour le logement des porcins ou des volailles/lapins, offrant une garantie de haute performance en matière d'économie d'énergie. Il comprend une liste déterminée d'investissements.

La conformité du projet avant travaux et de sa réalisation vis-à-vis du cahier des charges sera attestée par un technicien compétent. Cette pièce sera jointe au dossier de demande de paiement pour bénéficier de la majoration du taux et du plafond d'aide correspondants. Pour la rénovation BEBC de bâtiment un diagnostic énergétique préalable aux travaux est exigé. Les conclusions de ce diagnostic doivent énumérer les investissements et leurs caractéristiques permettant de respecter les exigences du cahier des charges BEBC. Seuls les investissements figurant dans ces conclusions sont éligibles au titre de la rénovation BEBC.

Dans le cas d'un investissement mixte au sein d'un même projet de bâtiment, portant en partie sur de la rénovation BEBC et en partie sur de la rénovation non BEBC ou l'amélioration de la compétitivité, le taux de subvention appliqué est celui de la rénovation BEBC si plus de 50% de la valeur des investissements éligibles plafonnés relèvent des listes « investissements éligibles visant l'économie d'énergie » et « cahier des charges BEBC » pour les filières volailles-lapins et « cahier des charges BEBC » et « investissements BEBC » pour la filière porcine. Sinon, le taux est celui de la rénovation non BEBC.

L'agrandissement d'un bâtiment de logement existant est pris comme construction BEBC si plus de 75% des dépenses éligibles sont relatives à la construction neuve. La totalité du bâtiment doit satisfaire au cahier des charges BEBC. Cette règle ne concerne pas les constructions de salles isolées.

Dans le cas d'une construction BEBC, le plafond de dépenses éligibles peut prendre en compte des dépenses de rénovation BEBC venant en sus.

Pour la filière volailles (hors lapins), le critère BEBC ne peut être retenu que pour les bâtiments de plus de 750m<sup>2</sup> sauf pour :

- les bâtiments dédiés exclusivement à l'élevage de cailles, où le critère ne peut être retenu que pour les bâtiments de plus de 400m<sup>2</sup>
- Pour les salles de gavage, il n'existe pas de limite de surface

## 10.7 Investissements structurants en faveur de l'efficacité énergétique

Pour les projets de construction de système de séchage solaire de fourrages en grange, une étude de faisabilité (technico-économique et énergétique) est exigée. Cette étude peut bénéficier d'une aide de l'ADEME à hauteur de 50% et n'est donc pas éligible au PCAE.

## 10.8 Investissements de gestion des effluents

Le montant total hors taxes des dépenses éligibles des postes de logement des animaux et de gestion des effluents est diminué d'un montant correspondant à la norme minimale réglementaire (RDS ou ICPE) à respecter. Le diagnostic environnemental précise la part imputable à ces seuils. Les modalités de cette imputation sont précisées dans une note du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Pour les JA en forme sociétaire en zone vulnérable historique, le calcul des dépenses éligibles de l'ensemble des dépenses de mises aux normes est effectué au prorata des parts sociales du JA au sein de la structure au moment du dépôt de la demande d'aide.

Le diagnostic environnemental vis-à-vis de la gestion des effluents d'élevage doit être établi à partir du Dixel ou préDixel. La réalisation du Dixel est éligible dans les dépenses de mise aux normes au titre des frais généraux s'il est suivi des travaux. Si le Dixel n'est pas suivi des travaux, le taux d'aide appliqué sera celui du dossier au titre de la modernisation des bâtiments d'élevage.

L'aide de mise aux normes est assise uniquement sur les dépenses éligibles relatives aux nouvelles capacités de stockage prévues au projet ainsi qu'aux installations de traitement d'effluents peu chargés.

## 10.9 Modulation des plafonds pour les GAEC

Les plafonds sont multipliés par 1,8 pour deux associés, par 2,1 pour trois associés et par 2,3 pour quatre associés et plus. Le plafond pour la déconstruction ne rentre pas dans la règle de transparence GAEC. La modulation des plafonds pour les GAEC ne s'applique pas pour la filière avicole.

## 10.10 Tableau récapitulatif des plafonds des dépenses éligibles

| PLAFONDS ELIGIBLES PAR PROJET*       |   | Toute exploitation agricole (hors GAEC) | GAEC à 2 associés | GAEC à 3 associés | GAEC à 4 associés et plus |
|--------------------------------------|---|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| Toutes filières hors filière avicole | Cas général (modernisation)   | 60 000 €                                | 108 000 €         | 126 000 €         | 138 000 €                 |
|                                      | Cas général (modernisation) + mise aux normes associée  | 90 000 €                                | 162 000 €         | 189 000 €         | 207 000 €                 |
|                                      | Construction BEBC   | 120 000 €                               | 216 000 €         | 252 000 €         | 276 000 €                 |
|                                      | Construction BEBC + mise aux normes associée  | 150 000 €                               | 270 000 €         | 315 000 €         | 345 000 €                 |
|                                      | Projet de logement jeunes bovins (dont veaux de boucherie) de 100 places minimum, avec contrat de 60 % minimum du nombre de JB produit / an | 90 000 €                                | 162 000 €         | 189 000 €         | 207 000 €                 |
|                                      | Mise aux normes seule   | 50 000 €                                | 90 000 €          | 105 000 €         | 115 000 €                 |

\*Plafond global. Voir §10.2 pour les sous-plafonds pour les dépenses de mise aux normes et de construction/rénovation.



| PLAFONDS ELIGIBLES PAR PROJET* |  | Toute exploitation agricole (hors GAEC) | GAEC à 2 associés | GAEC à 3 associés | GAEC à 4 associés et plus |
|--------------------------------|--|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| Filière avicole                | Cas général (modernisation)  |   | 60 000 €          |                   |                           |
|                                | Cas général (modernisation) + mise aux normes associée   |   | 90 000 €          |                   |                           |
|                                | Construction ou rénovation bâtiments volailles de chair SIQO (plafond par bâtiment : 60 000€)                            |   | 90 000 €          |                   |                           |
|                                | Construction ou rénovation bâtiments volailles de chair SIQO (plafond par bâtiment : 60 000€) + mise aux normes associée |   | 120 000 €         |                   |                           |
|                                | Construction BEBC ou Construction poules pondeuses SIQO  |   | 120 000 €         |                   |                           |
|                                | Construction BEBC ou Construction poules pondeuses SIQO + mise aux normes associée                                       |   | 150 000 €         |                   |                           |
|                                | Mise aux normes seule  |   | 50 000 €          |                   |                           |

\*Plafond global. Voir §10.2 pour les sous-plafonds pour les dépenses de mise aux normes et de construction/rénovation.

NB : le montant total hors taxes des dépenses éligibles des postes de logement des animaux et de gestion des effluents est diminué d'un montant correspondant à la norme minimale réglementaire à respecter. Les modalités de cette imputation sont précisées dans une note du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

## 11. Investissements éligibles

La liste des investissements éligibles est définie en annexe 1 du présent règlement d'appel à projets.

La liste des dépenses éligibles est susceptible d'être modifiée après avis du comité des financeurs dans la limite où le type d'investissement, l'enjeu et la fonction du matériel restent identiques. Cette liste mise à jour sera publiée à chaque appel à projets.

### 11.1 Fabrication d'aliment à la ferme

L'éligibilité des projets comportant des investissements spécifiques de la fabrication d'aliments à la ferme est conditionnée par les critères suivants :

- La création d'une FAF ou, dans le cas d'une FAF existante, l'accroissement de la capacité de stockage (rénovation exclue) ou le changement du type de stockage, ne peut se faire que dans la limite de 100% des besoins de l'élevage objet du projet. L'éleveur remplit la grille de calcul d'autosuffisance alimentaire jointe au formulaire.
- Les matières premières doivent provenir à plus de 60% en volume de l'exploitation de l'éleveur ou d'un approvisionnement local (Pays de la Loire ou département limitrophe). Pour bénéficier de l'aide, le porteur de projet s'engage à fournir la preuve (facture ou attestation attachée à la facture ou au bon de commande) de l'origine des matières premières achetées et à conserver cette démarche pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER.
- La réalisation d'un diagnostic préalable établissant les besoins prioritaires en matière d'installations et d'équipements de fabrication d'aliments.

Pour la construction, l'organisme d'accompagnement de l'éleveur sur le projet devra être mentionné dans la demande de subvention.

## 11.2 Auto-construction

L'agriculteur peut exécuter lui-même une partie des travaux (auto-construction). Dans ce cas, les dépenses liées à l'achat de matériaux mis en œuvre et à la location de matériel nécessaires aux travaux sont éligibles. Le matériel n'est pas éligible lorsqu'il ne peut être affecté exclusivement au projet financé. Le temps passé par l'agriculteur (main d'œuvre) n'est pas éligible.

Pour des raisons de sécurité et de garantie décennale, n'est pas prise en charge l'auto-construction relative aux travaux comportant un risque pour l'éleveur, son exploitation ou l'environnement. Aussi les travaux suivants doivent obligatoirement être réalisés par une entreprise pour être éligibles à l'aide PCAE :

- couverture et charpente,
- électricité,
- fosses ou réservoir de stockage pour lesquels une garantie décennale est demandée (à partir de 50 m<sup>3</sup>).

L'auto construction est autorisée pour les systèmes de traitement, les fosses, pré-fosses, cuves de réception et BTS (bassin tampon et de sédimentation) de moins de 50 m<sup>3</sup>.

## 11.3 Frais généraux

Les frais généraux concernant la conception du bâtiment (plans, frais d'architecte), sa maîtrise d'œuvre (conformité technique, suivi du chantier, conduite des travaux), la conception d'un projet de gestion des effluents d'élevage et sa maîtrise d'œuvre (plan d'épandage ou projet agronomique, expertise de dimensionnement, diagnostic...), la conception d'un projet d'insertion paysagère des bâtiments, le diagnostic énergétique lié au projet (en cas de rénovation type BEBC), le diagnostic global d'exploitation sont éligibles dans la limite de 10% de la dépense éligible et sont pris en compte pour le respect des plafonds des dépenses éligibles définis dans les modalités de financement, s'ils ne sont pas financés par ailleurs.

## 11.4 Coûts raisonnables

Les projets sont soumis à un examen des coûts raisonnables. Il existe plusieurs méthodes pour contrôler le caractère raisonnable des coûts. Dans le cas où un référentiel permet d'estimer les coûts raisonnables par type d'investissement et type d'opération, le demandeur peut ne présenter qu'un seul devis. Dans le cas contraire, la vérification du caractère raisonnable des coûts s'effectue par la comparaison de plusieurs devis appuyé si besoin de l'avis d'un comité expert. Le nombre de devis minimum à présenter par le porteur de projets est fonction du montant de chaque nature de dépense :

- pour les natures de dépenses inférieures à 2000 € HT : minimum 1 devis,
- pour les natures de dépenses comprises entre 2000 € HT et inférieures à 90 000€ HT : 2 devis minimum,
- pour les natures de dépenses supérieures à 90 000 € HT : 3 devis minimum.

## 11.5 Investissements inéligibles

- les investissements qui ne poursuivent aucun des objectifs fixés au plan, en particulier ceux qui concernent des opérations d'entretien, de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- les investissements qui ont déjà fait l'objet d'une aide au titre du PCAE élevage,
- les investissements directement liés à l'application d'une norme minimale dans les domaines de l'hygiène et du bien-être animal et de l'environnement,
- l'investissement qui n'est pas en relation directe avec l'activité d'élevage,
- les hangars à matériels, les entrepôts, les matériels destinés aux cultures et les engins mobiles,
- les bâtiments, les équipements ou matériels d'occasion y compris si reconditionné à neuf
- l'achat de bâtiments existants,

- les bâtiments, les équipements ou matériels en copropriété,
- les matériels et équipements mobiles autres que ceux présents dans la liste ci-dessus
- les locaux commerciaux,
- les citernes, puits et clôtures de plein champ (en dehors des cas mentionnés ci-dessus),
- les matériels et équipements non associés à un projet de construction ou de rénovation, sauf séchage en grange,
- les matériels et équipements mobiles,
- les investissements financés par le canal d'un crédit-bail ou d'une location-vente
- tout investissement immatériel autre que ceux cités précédemment, en particulier les frais relatifs au montage du dossier.

## 12. Attribution et paiement

Les aides FEADER sont attribuées par la Présidente du Conseil Régional par délégation de compétence du Conseil régional. Les décisions relatives à ces aides sont signées par les DDT(M) qui reçoivent délégation de signature à cet effet.

Les aides de la Région sont attribuées par les DDT(M) en vertu de la convention du 24 novembre 2015 et de ses avenants.

Le paiement est assuré par l'Agence de Services et de Paiement.

## 13. Durée

Le présent règlement est applicable jusqu'au 30 juin 2022. Il pourra être révisé durant cette période si nécessaire.

## Liste des annexes

Annexe 1 : Liste des investissements éligibles

Annexe 2 : Liste des diagnostics, auto-diagnostics et outils validés permettant l'amélioration de la performance énergétique et environnementale des exploitations agricoles

# ANNEXE 1 : Liste des investissements éligibles

## 1 Liste des investissements éligibles pour les filières bovins/ovins/caprins/veaux de boucherie/ équin :

|   |   |
|---|---|
| <p><b>A/ liste des investissements constituant le logement et participant au calcul du seuil des 60% définissant la priorité logement</b></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- terrassement – fondation ;</li> <li>- sol et revêtement de sol (y compris tapis), caillebotis ;</li> <li>- élévations, bardage, revêtement des murs ;</li> <li>- plafonds, planchers,</li> <li>- charpentes et couvertures y compris tunnels. Dans ce dernier cas, la bâche est éligible à partir d'une densité de 550g/m<sup>2</sup> et garantie 10 ans ;</li> <li>- couvertures de fosse ;</li> <li>- isolation ;</li> <li>- ventilation statique ou dynamique;</li> <li>- éclairage naturel ou artificiel, y compris dômes éclairants ;</li> <li>- tubulures (cornadis, barrières, logettes, ...);</li> <li>- abreuvoirs, auges fixes ;</li> <li>- cases à veaux, niches individuelles ou collectives à veaux ;</li> <li>- aire d'exercice, aire d'attente, aire de transfert, aire d'alimentation qu'elles soient couvertes ou non ;</li> <li>- contention fixe et quai d'embarquement, y compris portes de tri automatisées, parc de tri et cage de retournement ;</li> <li>- locaux annexes (locaux sanitaires, locaux de traite hors équipement) ;</li> <li>- réseaux (électricité et eau) ;</li> <li>- impluvium : de la récupération au stockage (hors traitement) ;</li> <li>- système de séchage solaire en grange : capteur solaire, entrée d'air, isolation, gaine de collecte et caisson de récupération d'air, ventilateur, caillebotis déshumidificateur d'air, récupérateur d'air sur système de cogénération, chaudière bois, griffe.</li> </ul> <p>▪ <b>liste complémentaire spécifique aux ovins et caprins:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cases d'agnelage-caprinage, les abris d'agnelage ;</li> <li>- les louves ;</li> <li>- lampes chauffantes, chauffage radiant nouvelle génération ;</li> <li>- pédiluve ;</li> </ul> |
| <p><b>B/ listes des équipements ne rentrant pas dans le décompte des 60 % d'investissement s définissant le logement</b></p>                  | <p><b>Investissements visant l'amélioration de travail pour la production (restructuration et modernisation des bâtiments, équipements et bien être)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- distribution automatique d'alimentation y compris robots (par wagonnets ou par tapis) comprenant : mélangeuse fixe ou distributrice automatisée, rails, automate, cuisine (terrassement, sols, élévations, charpente couverture), convoyeur (wagonnet ou tapis), hors stockage fourrage (trémies, silos à plat ou silo tour) ;</li> <li>- DAC, DAL (et silo exclusivement dédié y compris maçonnerie);</li> <li>- Equipement fixe de distribution automatique de litière ;</li> <li>- racleurs y compris robots, hydrocurage (hors fosses et plateforme de stockage), séparateur de phases ;</li> <li>- télésurveillance fixe (caméras et réseau) ;</li> <li>- parc de tri ;</li> <li>- les matériels de pesée (bascule et cage) ;</li> <li>- brasseurs d'air et brumisateurs</li> </ul> <p>▪ <b>liste spécifique lait</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- équipements de traite, robots, tank ;</li> </ul> <p>▪ <b>liste spécifique ovins et caprins</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la cage de retournement ;</li> <li>- 1 seul appareil de lecture électronique fixe (il peut être intégré à la contention) ;</li> <li>- bac d'équarrissage ou à cadavres (pas en chambre froide) ;</li> </ul> <p>▪ <b>liste spécifique veaux de boucherie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préparateur d'aliment dont pompe à chaleur pour production d'eau chaude;</li> </ul> <p><b>Investissements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chauffage solaire, chauffage gaz à condensation ;</li> </ul>  |



|  |  |   |
|--|--|---|
|  | <b>visant l'amélioration de l'autonomie énergétique les exploitations : économies d'énergie, production d'énergie renouvelable</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>liste spécifique lait</b></li> <li>- pré-refroidisseur et réseau ;</li> <li>- récupérateur de chaleur ;</li> </ul>  |
|  | <b>Investissements pour l'amélioration de l'autonomie alimentaire</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- fabrication à la ferme (aplatisseur, cellules de stockage, convoyage, vis, automatismes)</li> <li>▪ <b>liste spécifique ovins et caprins</b></li> <li>- fournitures de clôture pour caprins : grillage et barbelés, éligibles uniquement en cas d'installation JA, de conversion à l'agriculture biologique (hors clôtures mobile et filets), pose non éligible ;</li> <li>- fournitures de clôture pour ovins : grillage à mouton et barbelés (hors clôtures mobile et filets), éligibles uniquement en cas d'installation JA et NI, pose non éligible ;</li> </ul> |

Les investissements suivants ne sont pas éligibles :

- rénovation de séchage en grange;
- taxis en lait ;
- chauffe-eau (hors préparation d'aliment pour les veaux de boucherie) ;
- accès et abords ;
- bâtiments ou équipement de stockage du fourrage (sans séchage solaire), de la litière ou du matériel.

Pour être éligible, le projet devra comporter, sur le lieu principal d'élevage, à la date de réception des travaux, un système de contention et d'embarquement des animaux.

Pour les projets ovins le cheptel minimum pour être éligible est de 50 brebis.

Pour les projets caprins le cheptel minimum pour être éligible est de 150 chèvres. Le seuil est abaissé à 60 chèvres pour les producteurs de fromage fermiers.

Pour la filière équine, sont éligibles uniquement les éleveurs professionnels de l'élevage. L'activité élevage doit représenter plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'exploitation. Le nombre de poulinières doit être supérieur à 10. Seuls les chevaux d'élevage sont pris en compte. Dans le cas d'un bâtiment de logement accueillant également des chevaux de compétition, la dépense éligible sera calculée au prorata du nombre de chevaux d'élevage sur le nombre total de chevaux prévus dans le projet.

## 2 Liste des investissements éligibles pour les filières volailles et cunicole :

| - CONSTRUCTION A NEUF DE BATIMENTS FIXES   |  |
|--|--|
| <p><b>Pré-requis à la construction</b><br/>(hors filière lapins)</p>   | <p>- Sont éligibles à la construction les bâtiments de plus de 150m<sup>2</sup>, fixes ou mobiles.</p>   |
| <p><b>Investissements éligibles à la construction</b></p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les investissements immatériels : dossier administratif (Installation Classée) et permis de construire ;</li> <li>- la main d'œuvre entreprise ;</li> <li>- le terrassement et les accès (terrassement, terre, empiérement, drains, écoulement, gestion des eaux usées et gestion de l'écoulement des eaux pluviales...);</li> <li>- la maçonnerie (béton = dès, semelle, plate-forme et aires bétonnées intérieures et extérieures, dalles silos, trottoir, sol du sas ; ferraille ; pierres,...) ;</li> <li>- les soubassements : les longrines isolées ;</li> <li>- les cloisons et les séparations intérieures ;</li> <li>- les raccordements aux réseaux (ERDF, téléphone, eau, gaz de ville...);</li> <li>- la coque du bâtiment (panneaux latéraux, trappes, bardage, charpente, isolation, couverture, ouvrants et sortants, portes et portails, sas, local de stockage et climatisation des œufs le cas échéant, locaux techniques, aménagements/équipements sanitaires et de biosécurité, gouttières...);</li> <li>- l'installation intérieure : logements et cages, nids et pondoirs, système de ramassage, calibrage et conditionnement des œufs, électricité, ventilation, chauffage, récupération de chaleur, régulation (boîtier de régulation, sondes, actionneurs, vérins, treuils, câbles...), éclairage, alimentation, abreuvement (distribution, traitement...), refroidissement, lavage d'air, comptage d'eau, d'aliment et d'énergie, alarmes, appareils de pesage, gaveuse (pour chacun de ces postes prise en charge des équipements et des accessoires divers) ; parcs au sol pour lapins (y compris son enrichissement : refuges, nuitées, etc.)</li> <li>- les silos extérieurs et accessoires ;</li> <li>- les perchoirs ;</li> <li>- les caillebotis, les racleurs ;</li> <li>- l'équipement complet des sas, des locaux techniques, de la salle de stockage des œufs (climatiseur...);</li> <li>- la clôture du parcours le cas échéant ;</li> </ul> <p>Sont éligibles à la construction les bâtiments mobiles respectant : hauteur mini aux côtés de 1,9m, coefficient d'isolation maximum longs pans + toiture de 0,55W /M<sup>2</sup>.K, fenêtre pour lumière naturelle, trappes de sorties sur parcours.</p> <p>Les investissements destinés à l'élevage de poules pondeuses en cage ne sont pas éligibles.</p> |
| <p><b>Cahier des charges SIQO</b></p> <p><i>A respecter dans le cadre d'une construction uniquement</i></p>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Radiants réglables nouvelle génération (pondeuses non concernées) ;</li> <li>- Ventilation réglée automatisée ;</li> <li>- Isolation renforcée de la sous toiture (panneaux de polyuréthane : 40 mm d'épaisseur minimum) ;</li> <li>- Eclairage basse-consommation (nouvelle génération) ;</li> </ul> <p>Pour les bâtiments de conception Louisiane proscrire la pose de bâches non isolantes et opaques ;</p> <p>Les bâtiments sont dimensionnés en fonction des cahiers des charges des SIQO en vigueur</p>   |
| <p><b>Cahier des charges BEBC</b></p> <p><i>A respecter que ce soit dans le cadre d'une rénovation ou d'une construction</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Isolation minimum à respecter : U &lt; 0,4 au plafond ; U &lt; 0,6 en longs pans et pignons ; et U &lt; 0,9 W/(m<sup>2</sup>.K) en soubassements ;</li> <li>- En bâtiment dynamique : ventilateurs économes et/ou turbines ;</li> <li>- Compteurs gaz (si utilisation de gaz) et électricité spécifiques au bâtiment ;</li> <li>- Régulation automatique centralisée ;</li> <li>- Eclairage basse-consommation (LED, tubes fluorescents sans ballast ferromagnétiques, lampes fluo-compactes, sodium..., dont systèmes de régulation) ;</li> <li>- En cas de chauffage par radiants : proscrire les radiants non réglables d'ancienne génération ;</li> </ul> <p><i>Attestation obligatoire réalisée par un technicien agréé après travaux (« bâtiment conforme au cahier des charges BEBC ») à présenter dans le dossier de paiement)</i></p>  |



| <b>- RENOVATION (ENERGIE, ENVIRONNEMENT, SANITAIRE, TRAVAIL)</b>   |  |
|--|--|
| <b>Obligations générales et pré-requis à la rénovation</b><br><i>(filière volailles uniquement, hors bâtiments accueillant canards de chair, canards reproducteurs et hors dossiers contenant uniquement des investissements éligibles au titre de la mise aux normes pour la gestion des effluents d'élevage)</i> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sont éligibles à la rénovation les bâtiments de plus de 150m<sup>2</sup>, fixes ou mobiles</li> <li>- Une exploitation ayant déjà bénéficié d'une aide lors des appels à projets spécifiques rénovation en filières volailles de chair standard ne peut prétendre à une aide via le PCAE élevage pour de la rénovation en filière volailles de chair standard sur son exploitation.</li> <li>- Lumière naturelle à l'issue de la rénovation (obligation pour la filière volailles de chair uniquement)</li> <li>- La rénovation comprend impérativement au minimum les investissements de l'un des 2 modules : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Module 1 :</b> Ré-isolation de la sous-toiture pour atteindre un coefficient recommandé U&lt;0.61 (=50 mm de PU) ET Réfection bardage vertical (pignons et/ou longs pan) pour atteindre un coefficient recommandé U&lt;0.72 (= 40 mm de PU)</li> <li>• <b>Module 2 :</b> Ré-isolation de la sous-toiture pour atteindre un coefficient recommandé U&lt;0.61 (=50mm de PU) OU Réfection bardage vertical (pignons et/ou longs pan) pour atteindre un coeff. recommandé U&lt;0.72 (= 40mm de PU) ; + 1 investissement au choix parmi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dynamisation des bâtiments</li> <li>- Echangeurs récupérateurs de chaleur</li> <li>- Bétonnages des sols intérieurs (béton exclusivement, pas d'enrobé ou matériaux poreux, recommandé : présence d'un film polyane et respect de la norme NFP 11-213-2 : 13 cm d'épaisseur minimum pour dallage circulés par animaux, 15 cm d'épaisseur minimum et armé pour dallage circulés par engins agricoles).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Investissements éligibles visant l'économie d'énergie</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Isolation et étanchéité du bâtiment (matériaux isolants : panneaux sandwichs ou alvéolaires, laines minérales, béton isolé, ouvrants (trappes, fenêtres et volets isolés...), joints, rideaux isolants...);</li> <li>- Dynamisation des bâtiments (ventilateurs économes et turbines, accessoires) ;</li> <li>- Automates de régulation centralisée, trappes automatisées, vérins et actionneurs...</li> <li>- Echangeurs récupérateurs de chaleur ;</li> <li>- Chauffage gaz régulé (aérothermes, radiants progressifs, plancher chauffant, chaudières à condensation...);</li> <li>- Eclairage basse consommation (éclairage LED, fluorescent, lampes fluo-compactes, sodium... dont systèmes de régulation)</li> <li>- Lumière naturelle (fenêtres, bandeaux lumineux, trappes claires, puits de lumière... dont systèmes de régulation et d'obturation) ;</li> <li>- Compteurs d'énergie (ceux-ci doivent être dédiés au bâtiment) ;</li> </ul>   |
| <b>Investissements éligibles visant l'amélioration de la performance environnementale</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouvrages de traitement et de gestion des effluents (séparation de phase, couvertures de fosses);</li> <li>- Raclage du lisier pour les élevages concernés ;</li> <li>- Uniquement en cuniculture : Systèmes de refroidissement (brumisation, pad cooling ou panneaux évaporatifs...), salle de préparation d'air.</li> <li>- Cages et logements permettant d'améliorer le bien-être des animaux: reposes pattes, logements collectifs et cages grands modèles, cages avec mezzanine, parcs au sol pour lapins (y compris son enrichissement : refuges, nuitées, etc.), volières éligibles en filière œuf uniquement, jardins d'hiver non-éligibles ;</li> </ul>   |
| <b>Investissements éligibles, visant l'amélioration de la situation sanitaire</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bétonnage et revêtements sanitaires des sols intérieurs dont isolation ;</li> <li>- Filière Prêt à gaver : Chaîne d'alimentation et d'abreuvement à l'intérieur des bâtiments ;</li> <li>- Filière canards de chair et canards reproducteurs (y compris bâtiments multi-espèces accueillant des canards de chair ou canard reproducteurs): alimentation, abreuvement, distribution, traitement</li> <li>- Uniquement en cuniculture : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bétonnage des aires sanitaires extérieures ;</li> <li>- Protection des sites (grillages, clôture, effaroucheurs, barrières...);</li> <li>- Matériel de traitement de l'eau (pompes à chlore/acide/peroxyde, électrolyse avec ajout de solution saline, bac, déferriseur, adoucisseur, déminéralisateur...);</li> <li>- Second ou troisième silos pour la gestion des aliments avec délais de retrait ;</li> </ul> </li> </ul>  |

|  |  |
|--|--|
| <b>Investissements éligibles visant l'amélioration des conditions de travail</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Automatisation de l'alimentation-abreuvement uniquement en cuniculture ;</li> <li>- Automatisation/mécanisation du ramassage-calibrage-conditionnement des œufs et de la pesée des animaux ;</li> <li>- Automatisation/mécanisation du paillage semi-fixe spécifique à l'atelier volailles, du ramassage-calibrage-conditionnement des œufs et de la pesée des animaux ;</li> </ul> |
|--|--|

Pour la construction, l'organisme d'accompagnement de l'éleveur sur le projet devra être mentionné dans la demande de subvention.

**Palmipèdes gras** : les logements pour palmipèdes en phase de gavage doivent à minima répondre aux caractéristiques techniques suivantes : cages collectives (4 000 cm<sup>2</sup> pour 3 canards, 5000 cm<sup>2</sup> pour 4 canards, 1 200 cm<sup>2</sup> par canard pour 5 canards et plus ; côté minimum de 80 cm ; abreuvoirs longitudinaux ; sol confortable ; lumière minimum). L'accompagnement financier de ces élevages est possible dès lors qu'ils respectent les normes bien être.

### 3 Liste des investissements éligibles pour la filière porcine :

| <b>CONSTRUCTION A NEUF BEBC</b>  |   |
|--|---|
| <b>Pré-requis à la construction</b>  | - Construction à neuf de bâtiments en post-sevrage, engraissement, maternité et gestantes   |
| <b>Investissements éligibles à la construction</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements immatériels : dossier administratif (Installations Classées) et permis de construire ;</li> <li>- la main d'œuvre Entreprise ;</li> <li>- gros et second œuvre : sous-bassements, préfosse, caillebotis, murs, portes, fenêtres, murs coupe-feu, charpente, toiture, cloisonnement des salles, aménagement intérieur (séparations de cases, abreuvement..., hors alimentation) ;</li> <li>- tous les investissements pris en compte dans le cadre de la rénovation (environnement, sanitaire, travail) ;</li> </ul>  |
| <b>Cahier des charges BEBC (cf. annexe) à respecter dans le cadre d'une construction</b> | <p><b>Equipements à réaliser de façon obligatoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- isolation, étanchéité, respect du coefficient minimum d'isolation (cf. Tableau des caractéristiques d'isolation énergétique selon les types de bâtiments porcins) ;</li> <li>- installation d'une ventilation économe (y.c. trappe automatisée, variateurs de fréquence) ou d'une ventilation centralisée ;</li> <li>- installation de compteurs spécifiques au bâtiment (eau, électricité) ;</li> <li>- équipements de chauffage régulés (radiants, aérothermes, plaques chauffantes...);</li> <li>- boîtiers de régulation ;</li> <li>- éclairage basse consommation ou lumière naturelle (fenêtres, puits de lumière...);</li> </ul> <p><b>Autres investissements à réaliser au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- niches pour porcelets ;</li> <li>- échangeurs de chaleur et réseau ;</li> <li>- pompe à chaleur et réseau ;</li> <li>- chaudière biomasse et réseau</li> </ul> |
| <b>RENOVATION (BEBC, ENVIRONNEMENT, SANITAIRE, TRAVAIL)</b>                              |   |
| <b>Investissements BEBC</b>  | <p><b>Equipements obligatoires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compteur spécifique sur l'énergie ;</li> <li>- respect d'un coefficient mini d'isolation (cf. tableau ci-dessous) ;</li> <li>- respect du cahier des charges BEBC (cf. annexe) ;</li> </ul> <p><b>Autres équipements au choix :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- isolation, étanchéité ;</li> </ul>   |

|                              |  |   |
|------------------------------|--|---|
| Performance environnementale |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- installation d'une ventilation économe (y.c. trappe automatisée, variateurs de fréquence) ou d'une ventilation centralisée ;</li> <li>- équipements de chauffage régulés (radiants, aérothermes, plaques chauffantes...);</li> <li>- boîtiers de régulation ;</li> <li>- éclairage basse consommation et lumière naturelle (fenêtres, puits de lumière...); programmateurs pour l'éclairage et centralisation de la programmation</li> <li>- niches pour porcelets ;</li> <li>- échangeur de chaleur (sur ventilation centralisée ou salle par salle) et réseau ;</li> <li>- pompe à chaleur et réseau ;</li> <li>- chaudière biomasse et réseau ;</li> </ul>  |
|                              | <b>Autres investissements visant l'amélioration de la performance environnementale</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- compteur d'eau ;</li> <li>- laveur d'air centralisé ;</li> <li>- couverture de fosse ;</li> <li>- raclage du lisier en pré-fosse ;</li> <li>- traitement des effluents (séparation de phase) ;</li> <li>- refroidissement de l'air dont brumisation, cooling ;</li> <li>- abreuvoirs économes en eau ;</li> <li>- récupération des eaux pluviales ;</li> </ul>   |
|                              | <b>Investissements éligibles, visant principalement l'amélioration de la situation sanitaire</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- création ou rénovation d'une quarantaine ;</li> <li>- création ou rénovation d'un sas sanitaire ;</li> <li>- création ou rénovation d'une aire de stockage, d'un quai d'embarquement ou de déchargement des porcs</li> <li>- Gestion des Animaux Trouvés Morts (ATM) : aménagement d'une aire bétonnée ou stabilisée et achat des équipements (cloche, bac, stockage en caisson réfrigéré) ou compostage si validé</li> <li>- filtration d'air (uniquement pour les élevages de sélection multiplication) ;</li> <li>- traitement de l'eau (pompes à chlore/acide, électrolyse avec ajout de solution saline, bac, déferriseur, adoucisseur...);</li> <li>- changement des sols et parois (uniquement en cas de problème sanitaire avéré)</li> </ul>   |
|                              | <b>Investissements éligibles, visant principalement l'amélioration des conditions de travail</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- poste fixe de lavage ; robot de lavage (captif dans le bâtiment, nécessitant des investissements fixes)</li> <li>- équipements matériels d'automatisation et de précision : pesées et tris automatisés, capteurs, TIC (technologies de l'information et de la communication) et logiciels connexes ;</li> <li>- cages de maternité relevables ; Cases maternité en liberté</li> <li>- Abreuvement pour les animaux nourris à la soupe</li> </ul>   |
|                              | <b>Investissements pour l'amélioration de l'autonomie alimentaire</b>                            | <p><b>Dans le cas de FAF existantes : création de stockage supplémentaire pour les matières premières produites localement et réduction du risque Trichine, ou changement du type de stockage (suppression du stockage à plat)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipements éligibles pour le stockage supplémentaire : silos tours, silos souples, cellules extérieures ou cellules sous hangar (hors hangar), boisseaux ;</li> <li>- Equipements éligibles pour réduire le risque Trichine : systèmes de couverture de cellules, systèmes de nettoyage et de ventilation des céréales (pré-nettoyeurs, ventilateurs...) et couverture de la fosse de réception, aspirateur industriel ;</li> </ul> <p><b>Pour la création d'une FAF, ajout de plusieurs autres domaines d'intervention :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage des minéraux et / ou tourteaux : silos, supports de big bag, silos toile, boisseaux ;</li> </ul> |

|  |  |
|--|--|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pesée et réception des matières premières notamment pont bascule ;</li> <li>- Traçabilité / qualité : étuve pour mesurer taux d'humidité, matériel informatique relié à l'automate pour garantir une traçabilité informatisée ;</li> <li>- Amélioration des conditions de travail : passerelles de cellules ;</li> <li>- Le cœur de fabrique et le transfert de l'aliment (hors machine à soupe)</li> </ul> |
| <b>CONSTRUCTION DE BATIMENTS SIQO</b>                                |  |
| <b>Bâtiments SIQO</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- construction de bâtiments, cabanes ;</li> <li>- clôtures ;</li> <li>- courettes extérieures avec récupération des jus ;</li> <li>- automatisation de la distribution fixe de paille (hors pailleuses tractées)</li> </ul>   |
| <b>- RENOVATION de BATIMENTS SIQO (système d'élevage sur paille)</b> |  |
| <b>Rénovation (élevage sur paille)</b>                               | Réaménagement de bâtiments existants afin d'élever des porcs sur paille  |

### Bâtiment d'élevage basse consommation

Pour la rénovation des bâtiments porcs BEBC, un diagnostic énergétique « bâtiment » préalable aux travaux est exigé. Pour pouvoir être qualifiée de BEBC, une rénovation ou une construction devra permettre d'atteindre les seuils de consommations énergétiques définis dans le « Guide du bâtiment d'élevage à énergie positive (BEBC+) ». Pour cela, le diagnostic réalisé par un technicien devra prouver que les efficacités (connues et validées) cumulées des équipements projetés permettent bien d'atteindre les objectifs BEBC. Ceux-ci se raisonnent par stade physiologique et non globalement au niveau de l'exploitation. Une attestation sera ainsi fournie dès le dépôt du dossier. Elle devra être validée lors du dépôt des factures ou revue si des modifications sont intervenues dans les types d'investissements.

Tableau des caractéristiques d'isolation énergétique (coefficient U mini à respecter) selon les types de bâtiments porcins (température extérieure de -5 °C)

| Sol  | Stade physiologique                            | Toiture | Murs      |
|--|--|---------|-----------|
| Sol abondamment paillé                         | Maternité                                      | 1,00    | 1,2 à 1,5 |
|  | Post-sevrage<br>Engraissement<br>Reproducteurs |         |           |
| Gisoir bétonné et isolé +<br>aire à déjections | Maternité, Post-sevrage                        | 0,50    | 0,80      |
|  | Engraissement, Reproducteurs                   | 0,80    | 1,00      |
| Caillebotis intégral                           | Maternité, Post-sevrage                        | 0,40    | 0,60      |
|  | Engraissement, Reproducteurs                   | 0,60    | 0,80      |

Les maternités collectives sont éligibles.

#### **4 Liste des investissements éligibles pour la mise aux normes vis-à-vis de la gestion des effluents (Directive nitrates) pour toutes les filières**

##### a/ Aires de stockage fumières et plates-formes d'égouttage

- terrassement, radier béton, murs (murs d'égouttages ycp) fondation comprises ;
- élévations, murs, murs auto stables, modules préfabriqués, murs filtrants ;
- réseau et regards de collecte, caniveaux ;
- couverture de fumière (en cas de création de fumière uniquement)

##### b/ fosse de stockage des effluents liquides

- tous types de fosses comprenant : les fosses bétonnées, les fosses géomembranes, les poches à lisier, y compris fosses de stockage et de décantation visant le recyclage de l'eau pour les systèmes d'hydrocurage
- terrassement ;
- radiers, dalle béton fond de la géomembrane ;
- drainage des eaux et drainage des gaz (géomembranes) et leurs évacuations ;
- murs y compris murs de refend ;
- clôtures, portillon d'accès ;
- regards de visites ;
- kit fixes de reprises d'effluents pour fosses géomembranes, kit de vidange (géomembranes), puits de pompage, plots de mixage ;
- échelle fixes ;

##### c/ systèmes de traitement des effluents peu chargés (remplacent les décanteurs)

- systèmes validés par le comité officiel national, intégrant le traitement primaire, secondaire et tertiaire (pompes comprises) ;
- pour la structure cf. fosses ;
- les végétaux utilisés pour les traitements, lagunes, tuyaux du traitement tertiaire ;
- équipements de transfert (cf. infra) ;
- systèmes de traitement par épandage (systèmes de décantation, stockage, système tertiaire = systèmes d'aspersion adaptés au système de traitement (périmètre de 200m maxi) (tuyaux perforés, asperseurs auto tractés, enrouleurs basse pression, lignes sprinklers ;

##### d/ dispositif de transfert des effluents et des radiers de silos utilisés pour stocker des fourrages avec écoulement de jus ou utilisés en libre-service

- aire de transfert ;
- terrassement, radier, bordures, dos d'âne ;( strictement limités aux surfaces de stockages des fourrages avec écoulement) ;
- pompes fixes, canalisation, regards ;

##### e/ homogénéisation du lisier

- brasseurs, broyage et pompage ;

##### f/ les couvertures de fosses et des fumières

- charpente, couverture (tous types, y compris systèmes avec flotteurs), bardages, gouttières, descentes ;

##### g/ méthanisation

- Uniquement la partie fosse de stockage (cf. point b) ;

##### h/ systèmes de recyclage des eaux blanches

##### i/ équipements alimentation biphase (hors truies et porcelets)

Ne sont pas éligibles à la mise aux normes :

- caillebotis non éligibles (pris en charge dans le cadre de la modernisation) ;
- réseau de canalisation + pompe fixe, pendillards exclu car non spécifique aux effluents peu chargés ;
- couvertures d'aire d'exercice ;

## **ANNEXE 2 : Liste des diagnostics, auto-diagnostics et outils validés permettant l'amélioration de la performance énergétique et environnementale des exploitations agricoles**

### Démarche de Ferme Bas Carbone :

- Réalisation d'un diagnostic avec l'outil CAP2ER niveau 2 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018

### Diagnostic ou auto-diagnostic permettant une approche globale pour mesurer la performance énergétique et identifier les émissions de gaz à effet de serre de l'exploitation (au choix) :

- Dia'terre
- GEEP (filière porcine)





**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE  
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**Arrêté 2021/DRAAF/75**

relatif au cadrage régional des actions mises en œuvre au titre de  
l'accompagnement à l'installation-transmission en agriculture (AITA)  
pour l'année 2021

**Vu** le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil.

**Vu** le règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole », modifié.

**Vu** le règlement (CE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans le secteur agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

**Vu** le régime-cadre exempté de notification n° SA 40833 relatif aux aides aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.

**Vu** le régime-cadre exempté de notification n° SA 40979 relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.

**Vu** le code rural et de la pêche maritime (notamment les articles D330-2 et suivants, L 511-4).

**Vu** le décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle.

- Vu** le décret n°2015-781 du 29 juin 2015 fixant les conditions de participation des chambres d'agriculture à la politique d'installation en agriculture.
- Vu** le décret n°2016-1140 du 22 août 2016 relatif à l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture.
- Vu** le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.
- Vu** le décret 2020-1097 du 27 août 2020 relatif à la capacité professionnelle agricole et aux structures départementales chargées de la préparation à l'installation en agriculture.
- Vu** l'arrêté du 9 janvier 2009 relatif au financement des structures et des actions de formation dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif permettant l'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (PPP).
- Vu** l'arrêté du 2 août 2016 relatif à la mise en œuvre de l'aide aux exploitations agricoles employant un salarié ou un stagiaire dans la perspective de lui transmettre l'entreprise, pris en application de l'article D 343-43 du code rural et de la pêche maritime.
- Vu** l'arrêté du 22 août 2016 relatif au plan de professionnalisation personnalisé.
- Vu** l'arrêté AGRT1631769A du 28 décembre 2016 fixant les conditions de participation des chambres d'agriculture à la politique d'installation en agriculture.
- Vu** l'arrêté n°2020/SGAR/DRAAF/521 en date du 26 août 2020 portant délégation de signature à M. Yvan LOBJOIT directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire.
- Vu** la décision 2020/DRAAF/51 du 27 Août 2020 portant subdélégation de signature administrative.
- Vu** l'instruction technique DGPE/SDC/2016-1015 du 28 décembre 2016 relative aux modalités de mise en œuvre de la mission de service public liée à l'installation des jeunes agriculteurs, exercée par les chambres d'agriculture.
- Vu** l'instruction technique DGPE/SDC/2018-613 du 14 août 2018 relative à la gestion et à la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement à l'installation et à la transmission en agriculture (AITA).
- Vu** la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 relative à la présentation de la démarche et de l'organisation de la préparation à l'installation en agriculture.
- Vu** la note de service DGER/SDPFE/2017-619 du 20 juillet 2017 relative à la diffusion du cahier des charges relatifs aux Points d'accueil Installation (PAI), Centres d'Élaboration de Plan de Professionnalisation Personnalité (CEPPP) et stage collectif de 21h des des dossiers de demande de labellisation.
- Vu** la note de service DGER/SDPFE/2020-601 du 5 octobre 2020 portant sur la prorogation au 31 décembre 2021 des labellisations des structures départementales chargées de la préparation à l'installation en agriculture.
- Vu** la note de service DGPE/SDC/2020-616 du 7 octobre 2020 relative aux aides « de minimis » appliqués au secteur agricole et forestier.

**Considérant** le programme régional de l'accompagnement à l'installation-transmission en agriculture financé par l'État, élaboré sur la base des consultations écrites des membres du CRIT d'août et septembre 2016 et présenté en CRIT du 21 novembre 2016.

**SUR** proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

## ARRÊTE

**Article 1 :** Le présent arrêté et annexes définit, pour l'année 2021, les actions du cadre national retenues en Pays de la Loire et les modalités d'attribution des aides au titre de l'accompagnement à l'installation-transmission en agriculture (ci-après dénommé AITA).

Il concerne exclusivement les actions du programme financées avec des crédits de l'État, à savoir :

Volet 1 – Accueil des porteurs de projet : financement des points accueil installation (PAI)

Volet 3 – Préparation à l'installation :

- Action 3.1 soutien à la réalisation du plan de professionnalisation personnalisé (PPP),
- Action 3.2 : soutien à la réalisation du stage 21 heures,
- Action 3.3 : bourse de stage d'application en exploitation,
- Action 3.4 : indemnité du maître-exploitant,

Volet 4 – Suivi du nouvel exploitant

Volet 5 – Incitation à la transmission hors cadre familial :

- Action 5.1 : prise en charge du diagnostic d'exploitation à céder,
- Action 5.2 : incitation du cédant à l'inscription au répertoire départ installation (RDI),
- Action 5.4 : prise en charge du conseil de stratégie de transmission,

Volet 6 – Communication, animation :

- Action 6.1 : aide aux actions de repérage et de sensibilisation auprès des agriculteurs sans successeur,
- Action 6.2 : aide aux actions collectives d'animation et de communication en faveur du métier d'agriculteur, de l'installation et de la transmission,
- Action 6.3 : aide aux actions d'animation en faveur de la coordination régionale.

En Pays de la Loire, l'État ne finance pas les actions du volet 2 du programme AITA.

**Article 2 : Présentation et mise en œuvre des aides gérées par la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)**

### **VOLET 1 : Accueil des porteurs de projet (PAI)**

Ce volet se compose d'un seul dispositif qui prend en charge les activités du point accueil installation (PAI) à destination des candidats à l'installation.

Cette action a pour objectif de financer les actions mises en œuvre par les PAI dans le cadre de leur mission d'accueil et de coordination de l'accompagnement de proximité de tous les porteurs de projets qui souhaitent s'installer en agriculture (sollicitant ou non les aides à l'installation) : accueil, information, orientation, aide à l'auto-diagnostic, suivi, collecte et transfert des données des porteurs de projet, etc.

Les actions mises en œuvre par le PAI sont à destination de tout public et le PAI labellisé<sup>1</sup> est la structure bénéficiaire de l'aide.

<sup>1</sup> par arrêté préfectoral n°2018/DRAAF/20 du 27 février 2018 modifié.

Le coût des activités liées à l'accueil est défini sur la base des dépenses suivantes : dépenses directes de personnel, frais de déplacement, de restauration, location de salle/matériel, dépenses de fonctionnement courant interne à la structure si elles sont directement liées aux activités, les coûts de sous-traitance liées aux activités. Les dépenses d'équipements sont inéligibles.

L'aide annuelle de l'État qui peut prendre en charge 100 % des dépenses éligibles présentées, est calculée de la manière suivante :

- **plafond d'engagement** :  $7\,500\text{ €} + (\text{nombre moyen de nouveaux installés AMEXA sur les 3 dernières années}^2 \times 3 \text{ heures} \times 42\text{ €}) + (\text{nombre moyen de DJA attribuées sur les 3 dernières années}^3 \times 3 \text{ heures} \times 42\text{ €})$ .

Le paiement de l'aide doit se faire sur la base d'un relevé détaillé de la prestation réellement effectuée et :

dans la limite du montant engagé,

dans la limite des montants justifiés par le prestataire, en tenant compte également des autres financements accordés,

dans la limite d'un **plafond au paiement** calculé comme suit :

- $7\,500\text{ €} + (\text{nombre de personnes accueillies au PAI}^4 \text{ durant l'année civile} \times 3 \text{ heures} \times 42\text{ €}) + (\text{nombre de DJA attribuées durant l'année civile} \times 3 \text{ heures} \times 42\text{ €})$ .

En fin d'année, un ajustement du plafond peut être possible dans la limite des crédits disponibles, pour prendre en compte un surcroît d'activité du PAI, dans la limite des montants justifiés par le prestataire, en tenant compte également des autres financements accordés (collectivités territoriales, FSE).

### **VOLET 3 : Préparation à l'installation**

Ce volet comprend 2 dispositifs d'aide gérés directement par la DRAAF, qui visent à soutenir le renforcement de la professionnalisation du porteur de projet.

#### **Volet 3.1 : soutien à la réalisation du plan de professionnalisation personnalisé (PPP)**

Cette action vise à prendre en charge l'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé (PPP)<sup>5</sup> du candidat à l'installation, par le centre d'élaboration du PPP (CEPPP). Il ne sera financé qu'un seul PPP par porteur de projet, à l'exception des cas définis plus bas. Le bénéficiaire de l'aide est le CEPPP labellisé<sup>6</sup> qui accompagne le candidat et formalise le PPP.

L'aide annuelle de l'État est fixée forfaitairement à 500 € par PPP. Elle est calculée et plafonnée de la manière suivante :

- **plafond à l'engagement pour l'année n** :  $(\text{nombre annuel prévisionnel d'agrément de PPP en année n} \times 300\text{ €}) + (\text{nombre annuel prévisionnel de validations en année n de PPP agréés en année n à n-3} \times 200\text{ €})$ ,
- **plafond au paiement** :  $(\text{nombre annuel d'agrément de PPP en année n} \times 300\text{ €}) + (\text{nombre annuel de validations en année n de PPP agréés en années n à n-3} \times 200\text{ €})$ .

Dans le cas d'une circonstance exceptionnelle<sup>7</sup> conduisant à un dépassement du délai de 24 mois entre la date de validation du PPP et la date d'installation (certificat de conformité), le porteur de projet disposant déjà d'un PPP validé et souhaitant bénéficier des aides à l'installation peut solliciter un second PPP, si le délai entre la date d'agrément et la date de

2 A titre d'exemple, il s'agira pour 2020 des années 2016, 2017 et 2018.

3 A titre d'exemple, il s'agira pour 2020 des années 2016, 2017 et 2018.

4 Le nombre de personnes accueillies par le PAI correspond au nombre de fiches-contacts renseignées à l'occasion des rendez-vous réalisés.

5 Le PPP est accessible et ouvert à tous les candidats à l'installation après passage au PAI. Il est obligatoire pour les candidats prévoyant de solliciter les aides à l'installation.

6 Par l'arrêté préfectoral n°2018/DRAAF/21 du 27 février 2018 modifié.

7 La circonstance exceptionnelle est caractérisée de la manière suivante : ne pas être prévisible au moment du dépôt de la demande d'aide à l'installation, ne pas dépendre d'une raison de convenance du porteur de projet, avoir des conséquences directes sur le non respect du délai maximal de 24 mois entre la date de validation du PPP et la date d'installation (conditions cumulatives).

validation est de 3 ans, ou un avenant au PPP si le délai entre les dates d'agrément et de validation est inférieure à 3 ans.

### **Volet 3.2 : soutien à la réalisation du stage 21 heures**

Ce dispositif consiste à prendre en charge financièrement le coût de l'organisation et de l'animation du stage collectif 21 heures<sup>8</sup> dont les modalités pratiques sont décrites dans la note de service DGER/SDFPE/2017-619 du 20 juillet 2017 susvisée.

Le bénéficiaire de l'aide est le centre de formation habilité pour l'organisation des sessions de stages collectifs 21 heures<sup>9</sup>.

L'aide annuelle de l'État est fixée forfaitairement à 120 € par stagiaire selon les modalités suivantes :

- **plafond à l'engagement** : nombre annuel prévisionnel de stages 21H x 120 €,
- **plafond au paiement** : nombre annuel effectif<sup>10</sup> de stages 21H x 120 €.

### **Labellisation des PAI, CEPPP et centres de formation (stage 21 heures)**

La labellisation des PAI, CEPPP et centres de formation «21 heures» se fait dans le cadre d'un appel à candidatures organisé au niveau régional, par la DRAAF et dont les modalités de mise en œuvre sont fixées dans la note de service du 20 juillet 2017, susvisée. Elle est accordée pour une période de 3 ans. La labellisation en cours, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2020 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2021 par décret du 27 août 2020, susvisé.

La DRAAF établit ensuite une convention de labellisation triennale et une convention financière annuelle pour mettre en place les financements de l'État au titre des volets 1 et 3.

### **VOLET 6 : Actions de communication**

*Les PAI ne peuvent pas émarger directement aux actions du volet 6. Seules les structures porteuses des PAI pourront le faire sous réserve que les actions présentées au titre du volet « animation - communication » ne soient pas prévues par le cahier des charges de labellisation des PAI.*

Les actions annuelles, mises en œuvre en Pays de la Loire, au titre de ce volet, sont :

- les actions de repérage et de sensibilisation auprès des agriculteurs sans successeur,
- les actions collectives d'animation et de communication en faveur du métier d'agriculteur, de l'installation, de la transmission et des filières innovantes,
- les actions d'animation en faveur de la coordination régionale.

Ces actions peuvent être mises en place par tout type de structure telle que les structures porteuses des PAI, la chambre régionale d'agriculture, les organisations professionnelles agricoles (OPA) ou organismes à vocation agricole en partenariat éventuellement avec les Pôles emploi, l'APECITA et les centres de formation.

Les dépenses éligibles au financement de l'État sont les dépenses internes supportées par le demandeur éligible pour mettre en œuvre l'action retenue (dépenses de personnel, frais de déplacement des animateurs liés à la réalisation de l'action, prestations externes rattachables à l'action, dépenses de fonctionnement de la structure dans la limite d'un montant forfaitaire).

<sup>8</sup> Le stage 21H est accessible à tous les candidats à l'installation qu'ils aient ou non un PPP agréé, qu'ils sollicitent ou non les aides à l'installation.

<sup>9</sup> Par décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt du 23 février 2018 modifiée.

<sup>10</sup> Sur la base des feuilles d'émargement signés par les stagiaires pour chacun des jours concernés.

## **Volet 6.1 : Actions de repérage et de sensibilisation**

Les actions de repérage et de sensibilisation des agriculteurs sans successeur sont mises en œuvre sur des territoires géographiques ciblés en fonction de la population d'agriculteurs concernés. Ces actions doivent être menées en lien avec les Répertoires Départ Installation (RDI) et en utilisant les déclarations d'intention de cessation d'activité (DICA) déposées par les agriculteurs souhaitant bénéficier de la retraite.

Ces projets s'inscrivent dans une démarche partenariale au niveau local et concertée au niveau régional. La méthode de travail présentée au financement de l'État veillera à favoriser la concertation avec les collectivités locales et les autres acteurs locaux, notamment les opérateurs économiques et la SAFER.

Le nombre de « jours conseillers » éligibles par département, consacrés à la réalisation des actions de repérage et de sensibilisation est plafonné à 100 jours. L'action de sensibilisation doit être réalisée sur une demi-journée.

L'aide de l'État représente au maximum :

- 66 % des dépenses éligibles pour les actions de repérage,
- 50 % des dépenses éligibles pour les actions de sensibilisation.

## **Volet 6.2 : Actions collectives d'animation et de communication en faveur du métier d'agriculteur, de l'installation, de la transmission, des filières innovantes ou des projets**

Les actions de communication et/ou d'animation peuvent porter sur des thématiques uniques (installation de manière générale) ou peuvent être transversales en couvrant plusieurs thématiques (à titre d'exemple, communication sur l'installation et pour une filière donnée).

Les actions peuvent être de nature diverse (production de plaquettes/brochures, interventions auprès d'élèves/de cédants/de candidats à l'installation, réalisation d'études et d'enquêtes, développement d'outils de communication, participation à des salons agricoles pour la promotion du métier, etc...). En revanche, l'État ne finance pas les supports média onéreux du type spots TV.

A titre d'exemple, la communication en matière d'installation peut couvrir les champs suivants :

- mettre en œuvre des actions générales de communication sur le métier d'agriculteur au bénéfice des candidats potentiels à l'installation ou de jeunes publics,
- mieux faire connaître et animer le répertoire départ installation (RDI),
- informer sur les dispositifs d'accompagnement et de soutien aux porteurs de projet et de la transmission-installation,
- montrer la diversité des aides à l'installation,
- faire connaître le parcours préparatoire à l'installation.

De même, en matière de transmission, les actions de communication et d'animation peuvent porter sur les thématiques suivantes :

- encourager l'inscription au répertoire départ installation (RDI),
- promouvoir le parrainage et plus généralement favoriser la transmission à de jeunes agriculteurs,
- participer éventuellement à la conception d'un répertoire des cédants potentiels (en amont de l'inscription au RDI),
- accompagner les futurs cédants pour la préparation à la transmission en fournissant des informations nécessaires à la recherche d'un associé,
- informer sur les relations entre associés, sensibiliser à l'anticipation de la transmission et à la recherche d'un nouveau repreneur.

Ces projets d'actions doivent permettre de sensibiliser les publics cibles, à savoir :

- les futurs porteurs de projet d'installation : demandeurs d'emploi, personnes en reconversion professionnelle, élèves en phase d'orientation professionnelle (niveau



enseignement secondaire minimum), apprentis, étudiants. Les interventions dans les établissements agricoles seront prioritaires,

- les futurs cédants.

Les projets d'actions collectives d'animation et/ou de communication devront s'inscrire dans une démarche coordonnée au niveau régional qui prévoira, le cas échéant, des déclinaisons pertinentes dans chaque département.

Pour ces projets d'actions, le temps de préparation retenu sera au maximum égal au temps consacré à l'intervention, l'opération ou la manifestation.

L'aide de l'État représente au maximum 50 % du montant des dépenses éligibles.

### **Volet 6.3 : Actions d'animation en faveur de la coordination régionale**

Dans un contexte de régionalisation de la politique d'installation, les actions d'animation et de coordination des structures intervenant dans la mise en place de la politique d'installation peuvent être prises en charge.

Ces actions de coordination et d'animation doivent avoir pour objectif de faciliter l'accès au secteur agricole de tout candidat à l'installation, hors missions déjà exercées au sein des PAI. Elles peuvent revêtir différentes formes : réunions avec les chargés de mission, partage de ressources et de pratiques...

L'aide de l'État représente au maximum 60 % des dépenses éligibles pour les actions de coordination régionale.

## **Article 3 : Modalités de gestion des aides de la DRAAF**

### **Volets 1, 3.1 et 3.2 : PAI, CEPPP et organismes de formation habilités « stage 21H »**

Les dossiers de demande d'aide sont à déposer en DRAAF :

- avant le 30 septembre 2021, pour le financement du PAI (volet 1),
- avant le 10 avril 2021, pour le financement des PPP et l'organisation des stages « 21 heures » (volets 3.1 et 3.2).

Les documents à transmettre par les structures labellisées pour établir les demandes d'aides sont :

- pour le PAI : un état prévisionnel des dépenses annuelles (selon le modèle présenté en annexe 1 de la convention annuelle de financement),
- pour le CEPPP : la copie de la liste des candidats passés par le PAI et ayant sollicité un rendez-vous au CEPPP (liste établie par le PAI),
- pour le centre de formation « stage 21H » : copie de la liste des candidats disposant d'un PPP agréé dans l'année et précisant la date de participation au stage collectif 21 heures (liste établie par le CEPPP).

Sur la base de ces documents, la DRAAF établit avec chaque structure labellisée, une convention financière annuelle précisant le cadre de l'intervention et rappelant les moyens dévolus par la structure pour la bonne réalisation de l'action. Cette convention fixe également les conditions d'intervention de l'État.

### **Volet 6 : Actions de communication**

Les dossiers de demande d'aide sont à compléter et à déposer en DRAAF dans le cadre d'un appel à projets organisé via l'outil « Démarches Simplifiées ». L'échéance de dépôt est fixée dans le cahier des charges qui est consultable et téléchargeable sur la page dédiée du site de la DRAAF : <http://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr/APPELS-A-PROJETS>. La DRAAF informe les membres du comité régional installation transmission (CRIT) de la publication de l'appel à projets.

Le porteur de projet peut être une structure unique ou un chef de file associé à plusieurs co-contractants par une convention de partenariat. Dans ce dernier cas, la demande d'aide doit désigner nominativement le chef de file responsable et interlocuteur unique de la DRAAF pour le dépôt du dossier ainsi que pour toute question s'y rapportant. Ce chef de file est, par ailleurs, responsable de la restitution des résultats et des productions du projet ainsi que des pièces justificatives nécessaires au paiement de l'aide.

Pour les actions de repérage et de sensibilisation (volet 6.1), les projets d'actions devront mentionner :

- les éléments justifiant le territoire de l'action, notamment au regard du nombre de cessation d'activité sans successeur,
- les objectifs précis de travail prévus pour l'année civile,
- le contenu détaillé de l'action proposée, la méthode retenue, l'inscription dans une démarche régionale, la concertation avec les collectivités locales et les autres acteurs locaux,
- les indicateurs de réalisation et de résultats des actions,
- la liste des différentes opérations de l'action et les moyens mis en œuvre (ETP ou heures dédiées, etc.),
- le coût et le plan de financement prévisionnels de l'action.

Pour les actions d'animation et de communication (volet 6.2), les projets d'actions devront mentionner :

- les objectifs de travail prévus pour l'année civile (notamment le public cible : effectif, niveau),
- le type d'animation proposée notamment la durée, la méthode, les outils utilisés, les moyens de mobilisation mis en œuvre,
- les indicateurs de réalisation et de résultats des actions,
- la liste des différentes opérations de l'action et les moyens mis en œuvre (ETP ou heures dédiées, etc.),
- le coût et le plan de financement prévisionnels de l'action.

Pour les actions d'animation en faveur de la coordination régionale (action 6.3), les projets d'actions devront mentionner :

- les objectifs de travail prévus pour l'année civile,
- les modalités de coordination proposées notamment la durée, la méthode, les outils utilisés, les moyens de mobilisation mis en œuvre,
- les indicateurs de réalisation et de résultats des actions,
- la liste des différentes opérations de l'action et les moyens mis en œuvre (ETP ou heures dédiées, etc.),
- le coût et le plan de financement prévisionnels de l'action.

Les modalités de présentation des dépenses éligibles des actions relevant du volet 6, sont définies par la DRAAF. Elles sont indiquées dans le dossier type de demande d'aide.

Après instruction et sélection des dossiers par la DRAAF, l'aide de l'État est accordée sous forme de subvention dans le cadre d'une convention annuelle passée avec le bénéficiaire précisant les modalités de présentation des dépenses, les règles de mise en place de l'aide et de son paiement.

#### **Article 4 : Présentation et mise en œuvre des aides gérées par les directions départementales des territoires (et de la mer) (DDT(M))**

##### **Volet 3 : Préparation à l'installation**

##### **Volet 3.3 : Bourse de stage**

Tout candidat à l'installation bénéficiaire d'un PPP peut se voir prescrire un stage d'application en exploitation agricole par le conseiller CEPPP au regard de son projet et des compétences à consolider. Il peut s'agir d'un stage d'observation ou d'un stage de mise en situation, d'une durée comprise entre 1 et 6 mois. Les éléments de cadrage du stage

d'application en exploitation agricole sont précisés dans la note de service DGER/SDPFE/2015-219 du 10 mars 2015 susvisée.

La demande de bourse et son accord par le préfet du département constituent un préalable au départ en stage. Un stagiaire ne pourra pas débiter son stage sans avoir préalablement reçu l'accord de la DDT(M).

Le montant de la bourse de stage versé au stagiaire est fixé de la manière suivante, selon les dispositions de l'arrêté du 9 janvier 2009 susvisé :

- 230 € par mois ;
- 385 € par mois pour les stagiaires qui remplissent l'une des conditions suivantes :
  - avoir au moins un membre de sa famille à charge au sens de l'article L, 313-3 du code de la sécurité sociale ;
  - être domicilié dans un département d'outre-mer et réaliser son stage hors de ce département ;
  - être domicilié en France et réaliser son stage dans un pays étranger ;
  - avoir réalisé une activité salariée au moins 6 mois au cours des 12 derniers mois précédant le stage.

Si le montant de la bourse est calculé au jour effectif de stage réalisé, il représente 10,62 € par jour pour le cas général et 17,77 € par jour pour la bourse majorée. Ces taux sont obtenus en considérant qu'un mois comporte statistiquement 21,66 jours ouvrés (5 jours ouvrés/semaine x 52 semaines/12 mois).

### **Volet 3.4 : Indemnité maître-exploitant**

Les maîtres-exploitants recevant sur leur exploitation un stagiaire dans le cadre du stage d'application en exploitation agricole pourront solliciter une indemnité forfaitaire de 90 € par mois de stage sous réserve de remplir les conditions d'éligibilité décrites dans l'article D343-24 du code rural et de la pêche maritime.

Si le montant de l'indemnité au maître exploitant est calculé au jour effectif de stage réalisé, il représente 4,16 € par jour. Ce taux est obtenu en considérant qu'un mois comporte statistiquement 21,66 jours ouvrés (5 jours ouvrés/semaine \* 52 semaines/12 mois).

### **VOLET 4 : suivi du nouvel exploitant**

Ce volet se compose d'un seul dispositif qui prend en charge le financement du suivi du nouvel exploitant.

La prestation de suivi du nouvel exploitant définie en Pays de la Loire est précisée en annexe du présent arrêté. Elle doit permettre au jeune agriculteur :

- d'analyser la mise en œuvre de son projet et d'en préciser le développement (évolution du phasage de la mise en œuvre du projet) et si besoin le réorienter,
- d'avoir un regard extérieur sur la mise en œuvre de son projet que ce soit en termes économique, technique, environnemental, organisationnel, etc.

Elle comprend un diagnostic de mise en œuvre du plan d'entreprise (PE) accessible à tout nouvel installé respectant les critères d'éligibilité. En revanche, le suivi technico-économique, sous forme de séquences collectives d'information et d'échanges et d'un appui individuel, ne sera pas systématique, mais prescrit à des exploitants chez lesquels le diagnostic a révélé des difficultés ou des incohérences importantes dans la réalisation du PE.

Cette prestation est réalisée au cours des 4 années du PE de la manière suivante :

- le diagnostic du PE porte sur la 1ère année du plan d'entreprise (PE) et est donc sollicité et réalisé au cours de la deuxième année du PE. Il ne doit pas excéder une durée d'un jour maximum ;

- le suivi technico-économique, lorsqu'il est conseillé à l'issue du diagnostic, est réalisé sur une période de 2 ans (24 mois) après la réalisation du diagnostic (séquences collectives et appui individuel). Il doit être réalisé, à minima, sur 3 jours ou 6 demi-journées.

En cas de circonstances dûment justifiées auprès de la DRAAF des Pays de la Loire et sous réserve de son accord préalable à tout début d'opération, le diagnostic du plan d'entreprise (PE) peut être réalisé à compter du 6<sup>ème</sup> mois suivant l'installation.

Ce dispositif est ouvert aux jeunes exploitants :

- bénéficiaires de la dotation jeunes agriculteurs (DJA) au titre de l'opération 6.1.1 du programme de développement régional (PDRR) des Pays de la Loire,
- qui réalisent cette prestation auprès d'un prestataire agréé par la DRAAF.

L'aide de l'État représente 80 % maximum du coût HT, elle est plafonnée à 1 500 € HT de la façon suivante :

- plafonnée à 500 € HT pour le diagnostic seul,
- plafonnée à 1 000 € HT pour le suivi technico-économique (si préconisé par le diagnostic).

Cette aide est sollicitée par l'exploitant, mais versée au prestataire agréé par la DRAAF sur la base d'un mandat signé du demandeur et de la structure agréée qui la déduit du montant TTC de la facture présentée à l'exploitant.

## **VOLET 5 : incitation à la transmission hors cadre familial**

Les dispositifs de ce volet visent à soutenir financièrement l'accompagnement à la transmission d'exploitations lorsque celle-ci est hors du cadre familial. Ces aides peuvent ainsi concerner les agriculteurs cédants (ou futurs cédants) qui vont quitter l'agriculture dans le cadre d'un départ en retraite, d'une démarche d'Aide à la Reconversion Professionnelle (ARP) ou d'une procédure de liquidation judiciaire auprès du Tribunal.

### **Volet 5.1 : Prise en charge du diagnostic de l'exploitation à céder**

Le futur cédant (exploitant individuel ou associé-exploitant) peut réaliser un diagnostic d'exploitation à céder lorsqu'il permet de faciliter la démarche de transmission-installation. L'objectif de cette prestation est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

La prestation de diagnostic d'exploitation à céder définie en Pays de la Loire, est précisée en annexe du présent arrêté. Elle doit permettre au cédant :

- de dresser un état des lieux de l'exploitation à céder (descriptif des ateliers de production, des moyens de production, analyse technico-économique de l'exploitation...),
- d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

Il comprend une visite sur site d'une demi-journée minimum, avec entretien avec le futur cédant et les éventuels associés. Une restitution orale du diagnostic lui sera faite lors de la remise du rapport de diagnostic.

Ce dispositif est ouvert à tout futur cédant (exploitant individuel ou associé-exploitant) qui :

- souhaite quitter l'agriculture,
- a déposé, au préalable, sa déclaration d'intention de cessation d'activité agricole (DICA) dans le cadre d'un départ en retraite ou qui s'inscrit dans une procédure de reconversion professionnelle justifiée (ARP, procédure de liquidation judiciaire auprès du Tribunal),
- s'inscrit dans le cadre d'une cession hors cadre familial<sup>11</sup>,
- réalise ce diagnostic auprès d'un prestataire agréé par la DRAAF.

<sup>11</sup> La cession hors cadre familial s'entend comme la cession d'une exploitation agricole à un nouvel exploitant qui n'est pas un parent (ou un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3<sup>ème</sup> degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil).

Quand le diagnostic d'exploitation à céder est réalisé, il devra, par ailleurs, **impérativement s'inscrire au Répertoire Départ Installation (RDI)**. Le résultat du diagnostic accompagne son inscription au RDI.

L'aide de l'État représente 80% du coût (HT) du diagnostic, dans la limite de 1 500 € par prestation.

Cette aide est sollicitée par le cédant, mais versée au prestataire agréé par la DRAAF sur la base d'un mandat signé du demandeur et de la structure agréée qui la déduit du montant TTC de la facture présentée au cédant.

### **Volet 5.2 : Incitation du cédant à l'inscription au répertoire départ à l'installation (RDI)**

Cette aide est destinée à encourager les futurs cédants à s'inscrire au RDI en vue de rechercher un jeune repreneur. Les futurs cédants peuvent être en exploitation individuelle ou en société. Dans le cadre d'une société, les parts sociales dont le cédant est détenteur devront être transmises à un jeune qui le remplacera au sein de la société.

L'aide est versée directement à l'agriculteur cédant.

Aucune aide à l'inscription au RDI n'est versée lorsqu'il n'y a pas de départ en retraite, de cessation d'activité agricole ou de constat du départ d'un associé.

Le cédant ayant trouvé un repreneur et souhaitant bénéficier de cette aide formule sa demande en l'adressant à la DDT(M).

Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le cédant doit être inscrit au RDI depuis au moins douze mois avant la transmission. La vérification de cette durée est effectuée au vu de la publication de l'offre sur le site [www.repertoireinstallation.com](http://www.repertoireinstallation.com) (date du numéro de création de l'offre). L'inscription au RDI est effective dès la signature du mandat donné par le cédant à la chambre d'agriculture gérant le RDI. Lorsque la cession n'est pas réalisée dans le délai de 12 mois, le préfet peut proroger le délai de cession de cette même durée.

Le cédant doit avoir réalisé un diagnostic d'exploitation à céder au plus tard 3 mois après l'inscription au RDI. Ce diagnostic permet au futur repreneur de disposer d'un état des lieux de l'outil de production à reprendre.

L'aide de l'État est fixée à 500 € par cédant. Elle est versée au cédant, sous réserve :

- de la cessation d'activité du cédant dûment justifiée (attestation de la MSA précisant la date de cessation d'activité),
- de la réalisation au préalable de la cession et au plus tard 3 mois après l'inscription au RDI, d'un diagnostic de l'exploitation à céder, justifiée par la remise des résultats du diagnostic,
- de la transmission effective au jeune agriculteur hors cadre familial, âgé de moins de 40 ans, justifiée par les actes de cession des actifs de l'exploitation correspondant à la quote-part détenue par le cédant ;
- du dépôt de la demande de DJA par le jeune agriculteur hors cadre familial, âgé de moins de 40 ans, à la DDT(M), justifié par la copie de l'accusé-réception « dossier DJA recevable ».

### **Volet 5.3 : Prise en charge du conseil de stratégie de transmission**

Cette aide est destinée à anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.

La prestation de conseil de stratégie de transmission définie en Pays de la Loire, est précisée en annexe du présent arrêté. Elle doit permettre au cédant :

- de bénéficier d'un accompagnement personnalisé qui permet notamment d'élaborer un premier état des lieux de l'exploitation et de se voir proposer plusieurs stratégies de transmission,



- de retenir une stratégie de transmission et de disposer d'un plan d'actions en cohérence avec le scénario envisagé.

Ce dispositif est ouvert à tout futur cédant (exploitant individuel ou associé-exploitant) qui :

- souhaite quitter l'agriculture,
- âgé entre 52 et 57 ans au dépôt de la demande d'aide au conseil,
- qui s'inscrit dans le cadre d'une cession hors cadre familial,
- réalise cet accompagnement auprès d'un prestataire agréé par la DRAAF.

L'aide de l'État représente 80% du coût (HT) de cet accompagnement dans la limite de 1 500 € par prestation.

Cette aide est sollicitée par le cédant, mais versée au prestataire agréé par la DRAAF sur la base d'un mandat signé du demandeur et de la structure agréée qui la déduit du montant TTC de la facture réglée par le bénéficiaire.

#### **Article 5 : Mission de service public liée à l'installation des jeunes agriculteurs exercée par les chambres d'agriculture**

Cette mission de service public est assurée selon les modalités précisées dans l'instruction technique du 28 décembre 2016, susvisée.

#### **Article 6 : Agrément préalable des prestataires de conseil et/ou de diagnostic**

L'agrément préalable des prestataires assurant la réalisation de conseils et/ou diagnostics concerne les actions 4 (Suivi du Nouvel Exploitant), 5.1 (Diagnostic d'exploitation à céder) et 5.3 (Conseil de stratégie de transmission) instruites par les DDT(M).

Cet agrément est délivré par les services de la DRAAF après expertise des dossiers de candidature<sup>12</sup> déposés par les prestataires dans le cadre d'un appel à candidatures unique pour l'ensemble des prestations (suivi du nouvel exploitant, diagnostic d'exploitation à céder et conseil d'accompagnement en amont de la transmission), publié en tant que de besoin.

La DRAAF organise cet appel à candidatures via l'outil « Démarches Simplifiées ». Le cahier des charges précisant les modalités de constitution de la demande d'agrément et la procédure d'agrément est consultable et téléchargeable sur la page dédiée du site de la DRAAF : <http://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr/APPELS-A-PROJETS>.

La DRAAF informe les membres du comité régional installation transmission (CRIT) de la publication de l'appel à candidatures.

Après sélection des dossiers, la DRAAF établit une convention d'agrément avec le(s) organisme(s) retenu(s). Elle comporte :

- des clauses techniques : description de l'organisme prestataire, contenu des actions mises en place, modalités de réalisation des prestations,
- des données financières : participation financière de l'État, coût des prestations ...,
- les engagements liés à l'agrément, à respecter par le prestataire et les pièces constitutives du bilan d'activité annuel à transmettre à la DRAAF.

L'agrément accordé par la DRAAF est annuel, avec possibilité de le renouveler 2 fois par tacite reconduction, sans nécessité de relancer un appel à candidatures. En cas d'évolution du cahier des charges ou en cas de défaillance du prestataire, l'agrément doit être renouvelé ou suspendu.

La liste des prestataires agréés est disponible en DDT(M) et en DRAAF. Elle est complétée des nouvelles structures agréées, après chaque appel.

<sup>12</sup> La candidature pour l'agrément doit être de portée régionale et être présentée par une structure unique ou par l'intermédiaire d'un chef de file associé à plusieurs cocontractants par une convention de partenariat.



## Article 7 : Modalités de gestion des aides des DDT(M)

### Dispositions générales

Les formulaires de demande d'aide sont disponibles auprès de la DRAAF et des services des DDT(M).

Accompagnés des pièces justificatives, ils doivent être déposés auprès de la DDT(M) du département du siège de l'exploitation du demandeur.

Quel que soit le dispositif sollicité, les demandes d'aide doivent être déposées complètes en DDT(M). Tout dossier incomplet est rejeté.

Pour être éligibles au financement de l'État, les actions ne doivent pas avoir débuté avant le dépôt du dossier complet de demande d'aide en DDT(M). La date de réception du dossier complet indiquée dans l'accusé de réception transmis au demandeur vaut date de début de travaux.

Les services instructeurs vérifient l'éligibilité des dossiers, procèdent à l'engagement comptable des aides sous OSIRIS et établissent des décisions juridiques d'octroi de l'aide dans la limite des crédits alloués au programme AITA.

Ces décisions sont transmises aux bénéficiaires et à la délégation régionale de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Le versement de l'aide est effectué par l'ASP après instruction de la demande de paiement accompagnée des pièces justificatives fournies par la DDT(M).

### Volets 3, 3.4 et 5.2 : Bourse de stage en exploitation, indemnité du maître-exploitant et incitation du cédant à l'inscription au RDI

Les dossiers doivent être déposés en DDT(M), à compter du 1<sup>er</sup> janvier et jusqu'au 15 octobre, le cachet de la poste faisant foi. Ce dépôt pourra être organisé, en cours d'année, via la plate-forme dédiée « Démarches Simplifiées ».

### Volet 4, 5.1 et 5.3 : Dispositions pour le suivi du nouvel exploitant), le diagnostic d'exploitation à céder et le Conseil de stratégie de transmission

Le dépôt des demandes d'aide en DDT(M), est organisé dans le cadre de quatre appels à projets annuels (tout dispositif confondu), selon le calendrier suivant :

- 1<sup>ère</sup> période de dépôt des dossiers : du 11 janvier au 15 février 2021,
- 2<sup>ème</sup> période de dépôt des dossiers : du 16 février au 15 avril 2021,
- 3<sup>ème</sup> période de dépôt des dossiers : du 16 avril au 30 juin 2021,
- 4<sup>ème</sup> période de dépôt des dossiers : du 1<sup>er</sup> juillet au 15 octobre 2021.

Ces appels à projets pourront être organisés via la plate-forme dédiée « Démarches Simplifiées ».

Pour le suivi du nouvel exploitant, le demandeur dépose dans un 1<sup>er</sup> temps une demande d'aide pour la réalisation du diagnostic du PE. Cette demande doit être déposée en DDT(M) au cours de sa deuxième année de PE.

Si dans le diagnostic, il est recommandé un suivi technico-économique, il dépose alors une demande d'aide pour le financement de ce suivi. Cette seconde demande peut être déposée dès que le demandeur a en sa possession le rapport du diagnostic, soit à compter de la deuxième année du PE.

Tout dossier de diagnostic déposé hors de la période susnommée est rendu inéligible (notamment à l'issue de la 2<sup>ème</sup> année d'installation).

Tout dossier incomplet à l'issue de la période de l'appel à projets est inéligible. Le demandeur pourra déposer une nouvelle demande dans le cadre d'un appel à projet suivant.

Les bénéficiaires disposent d'un délai de 12 mois maximum à compter de la décision d'octroi de l'aide pour réaliser et acquitter la prestation envisagée, à l'exception du suivi technico-économique pour lequel ce délai est porté à 24 mois maximum, sachant qu'il doit être réalisé et acquitté dans tous les cas avant la fin de la 4ème année du PE. Les demandeurs ont ensuite un délai de trois mois maximum pour constituer le dossier de demande de paiement et le transmettre à la DDT(M).

Après réalisation de la prestation, le bénéficiaire de l'aide AITA constitue une demande de paiement qu'il transmet au prestataire. Elle sera accompagnée du mandat signé entre le prestataire et le bénéficiaire de la prestation permettant le versement de l'aide au prestataire. Le prestataire transmet ensuite l'ensemble des demandes de paiement sous bordereau de transmission spécifique à la DDT(M).

A titre exceptionnel et compte tenu de la situation sanitaire, **les prestations** relevant des demandes d'aide engagées sur l'année budgétaire **2019** au titre des volets 4 (SNE) et 5 (DEC et CST), devront être acquittées au plus tard **le 30 juin 2021**.

#### **Article 8 : Financement.**

Les crédits sont fongibles entre les 5 volets et leur ventilation par dispositif, sera effectuée sur la base des éléments suivants :

- le financement des actions obligatoires des volets 1 et 3 (PAI, CEPPP et organismes de formation habilités « stage 21 heures »),
- les demandes de financement présentées, en début d'année, au titre du volet 6 (animation, communication),
- les premières prévisions de dépenses au titre des volets 4 et 5 transmises par les services instructeurs.

#### **Article 9 : Suivi budgétaire**

En décembre, un état récapitulatif des engagements financiers est transmis par les DDT(M) et les collectivités territoriales à la DRAAF qui dresse un bilan global de la mise en œuvre du programme régional d'accompagnement à l'installation et à la transmission en agriculture pour la région. Ce bilan est transmis à l'administration centrale, au plus tard, **le 15 avril** de l'année suivante.

Ce bilan comporte une partie statistique et financière et présente une analyse des résultats obtenus en matière d'installations et de transmissions.

Ce document pourra permettre de réorienter, si besoin est, le programme en vue d'améliorer son efficacité pour l'année suivante. Il sera adressé à l'administration centrale et à la délégation régionale de l'ASP.

#### **Article 10 : Contrôle**

Les aides du programme régional d'accompagnement à l'installation et à la transmission en agriculture pourront faire l'objet d'un contrôle dans le cadre des contrôles sur place des aides à l'installation réalisés auprès des bénéficiaires.

En cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide accordée, sauf cas de force majeure, le préfet arrête à l'encontre du bénéficiaire une décision de déchéance de droit à l'aide.

### Article 11 : Durée

Le présent arrêté est applicable du 1<sup>er</sup> décembre 2020 au 31 décembre 2021.

### Article 12 : Litiges et voies de recours

Les litiges sont arbitrés par la DRAAF pour toutes les actions, après consultation des DDT(M). Le secrétariat de la gestion administrative de ce programme est assuré par la DRAAF, qui informe les différents partenaires locaux des décisions prises.

Outre les recours gracieux et hiérarchiques (auprès du Ministre chargé de l'agriculture) qui peuvent s'exercer dans un délai de deux mois, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêté ou en cas de recours gracieux ou hiérarchique à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente. Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 13 : Exécution

Le secrétaire général aux affaires régionales des Pays de la Loire, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire et le délégué régional de l'agence de service et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire.

À Nantes, le **24 DEC. 2020**

Pour le préfet et par délégation,

~~Le Directeur Régional de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la Forêt~~

**Yvan LOBJOIT**



## **ANNEXE TECHNIQUE A L'ARRÊTÉ n° 2021/DRAAF/**

### **Prestations de conseils et de diagnostics en faveur du nouvel exploitant ou du cédant**

#### **1) Descriptif de la prestation de suivi du nouvel exploitant (VOLET 4) :**

La prestation de suivi du nouvel exploitant doit permettre au jeune agriculteur :

- d'analyser la mise en œuvre de son projet et d'en préciser le développement (évolution du phasage de la mise en œuvre du projet) et si besoin le réorienter,
- d'avoir un regard extérieur sur la mise en œuvre de son projet que ce soit en termes économique, technique, environnemental, organisationnel.

Cette prestation comporte :

- 1ère étape : **un diagnostic du plan d'entreprise (PE) obligatoire** permettant d'établir un point de situation de la mise en œuvre du PE et de mettre en évidence d'éventuelles difficultés. Il doit notamment porter sur les événements importants survenus sur l'exploitation, les résultats des différents ateliers par rapport au prévisionnel, les résultats techniques et économiques de l'exploitation par rapport au prévisionnel, les investissements réalisés ou à réaliser, les difficultés rencontrées... Si cette expertise fait état d'une difficulté dans la mise en œuvre du projet d'installation ou d'un besoin de conforter les compétences du jeune installé, le diagnostic du PE préconise par ordre de priorité, des actions relevant de la formation professionnelle<sup>13</sup> continue (et leurs thématiques) et/ou un suivi technico-économique.
- 2ème étape : un **suivi technico-économique** s'il est recommandé dans le cadre du diagnostic du PE. Ce suivi est composé de séquences collectives d'information et d'échanges et d'un appui individuel au nouvel exploitant.

**Les séquences collectives** s'articulent autour de groupes de jeunes installés auxquels peuvent être associés quelques exploitants confirmés. Ces groupes doivent répondre à la diversité des publics et s'appuyer sur la richesse des échanges. En effet, ce format « collectif » permet aux nouveaux installés de bénéficier de l'expérience des différents participants et de constituer des réseaux locaux au niveau territorial ou dans leur filière.

Le contenu de ces séquences collectives, doit tenir compte des besoins d'information, de formation et d'appui identifiés auprès des participants. Les thématiques abordées sont : bilan entre projet initial et situation réelle au moment du suivi, approche globale de l'exploitation, gestion stratégie-pilotage de l'entreprise, la trésorerie, journées techniques selon les différentes filières ou systèmes (agronomie et productions végétales, conduite des élevages,...), mise en cohérence avec les obligations environnementales, gestion du temps et du travail, les relations humaines (pour les installations en société), commercialisation, communication.

Les séquences collectives sont complétées par un appui individuel.

**L'appui individuel du nouvel exploitant** correspond à un suivi personnalisé de la mise en œuvre du plan d'entreprise composé, a minima, des éléments suivants :

- rappels administratifs et réglementaires pour le développement de l'activité,
- point d'étape de la mise en œuvre du projet d'installation (surfaces et modes de production, cheptel, main d'œuvre, bâtiments, aspects juridiques et fiscaux, aspects commerciaux,...),

<sup>13</sup> Les actions relevant de la formation professionnelle continue sont distinctes des séquences en collectif prévues dans le suivi technico-économique et ne sont pas concernées par le présent appel à candidatures.

analyse du développement (évolution du phasage de la mise en œuvre du projet) et réorientation si besoin.

- Suivi financier de l'installation (analyse des résultats par rapport au prévisionnel),
- expertise des difficultés rencontrées ou des faiblesses identifiées dans la mise en œuvre et solutions proposées,
- analyse et échanges sur les choix que doit faire le nouvel installé : nouveaux investissements ? Changement de modes de production ?...
- perspectives au-delà des 3 premières années : conseil sur les actions prévues, accès à de nouveaux contacts, échéances administratives à ne pas oublier,...
- application des compétences acquises au cours des séquences en collectifs

Les séquences collectives et l'appui individuel doivent être réalisés, à minima, sur 3 jours ou 6 demi-journées. La prestation globale du suivi du nouvel exploitant (diagnostic du PE et suivi technico-économique) doit être réalisée au cours des 4 ans suivant l'installation effective.

## **2) Descriptif du diagnostic d'exploitation à céder (VOLET 5) :**

Le futur cédant peut réaliser un diagnostic d'exploitation à céder lorsqu'il permet de faciliter la démarche de transmission-installation. L'objectif de cette prestation est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise. Il s'agit de dresser l'état des lieux des outils de production, d'analyser la situation économique ainsi que l'environnement de l'exploitation afin de donner des indications sur la valeur de la reprise et sur les perspectives de développement pour le repreneur.

Le diagnostic d'exploitation à céder doit comporter a minima les informations suivantes :

- identité du cédant, installation individuelle ou société, contexte de la cession (famille, habitation, etc..)
- état des lieux :
  - historique de l'exploitation,
  - représentations photographiques/cartographique des bâtiments, de l'exploitation, du parcellaire,
  - situation de l'exploitation (zonage PLU, documents d'urbanisme,...),
  - environnement socio-économique,
  - exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et de leurs fonctions),
  - main d'œuvre,
  - superficie totale et mode de faire valoir,
  - description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales),
  - analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,...)
  - mode de commercialisation,
  - analyse économique et financière,
  - aspects juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif,
  - modalités de reprise.
- Synthèse générale :
  - cartographie de l'exploitation,
  - atouts et faiblesses, opportunités et menaces sur la pérennité de l'exploitation et sur les perspectives de transmission avec une approche en terme de viabilité,
  - proposition de plusieurs stratégies de transmission (scenarii),
  - estimation d'une fourchette de la valeur de l'entreprise ou réalisation de plusieurs estimations de la valeur de l'exploitation en fonction des différents scenarii de transmission envisagés,
  - préconisations et points de vigilance,

- conditions de transmission,
- perspectives de développement ou d'adaptation ou de modification de l'orientation technico-économique de l'exploitation,
- accompagnement(s) à mettre en place.

Ce diagnostic passe par une visite sur site d'une demi-journée minimum, avec entretien avec le futur cédant ou les éventuels futurs associés. Une restitution orale du diagnostic lui sera faite lors de la remise du rapport de diagnostic.

Les méthodes d'approche de la valeur de l'exploitation seront exposées dans la réponse à l'appel à candidatures d'obtention de l'agrément.

### **3) Descriptif du conseil de stratégie de transmission (VOLET 5) :**

Ce conseil a pour objectif d'anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et mettre en place les conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.

Cet accompagnement comporte les éléments suivants :

- Prise de contact, avec le recueil de l'expression du besoin d'accompagnement personnalisé en prenant en compte l'état initial des connaissances du cédant et sa représentation personnelle de la transmission souhaitée,
- sensibilisation à la transmission à un futur chef d'exploitation en vue d'assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs : aborder les enjeux individuels et collectifs de la transmission,
- élaboration d'un premier état des lieux notamment sur les systèmes de production, les moyens de production, les investissements, avec l'identification des facteurs de réussite et des facteurs de risques, des atouts et faiblesses, des opportunités et menaces sur le projet de transmission,
- proposition de plusieurs stratégies de transmission (scenarii),
- énoncé des points de vigilance (notamment maîtrise foncière et état des actifs de production),
- information sur les démarches dans la phase de préparation à la cession, de cessation d'activité et sur les contacts à prendre,
- choix d'un scénario argumenté,
- élaboration et restitution du plan d'actions cohérent avec le scénario choisi avec des conseils sur la préparation à la transmission, en vue de la pérennisation de la structure, afin d'assurer une reprise dans les meilleures conditions.



Rectorat

Région Académique Pays de la Loire

Académie de Nantes

RECTORAT

Secrétariat général

Direction de l'organisation  
générale et de  
l'enseignement supérieur

Arrêté N°2020/rectorat-  
EPLE/NOUVEAU/ 20. FI du  
01 septembre deux mille  
vingt

Dossier suivi par  
Christelle DURAND  
Valérie CHAUBLET  
Téléphone : 02.40.37.37.11  
ce.sgadom@ac-nantes.fr

LE RECTEUR DE LA REGION ACADEMIQUE PAYS DE LA LOIRE ET DE  
L'ACADEMIE DE NANTES, CHANCELIER DES UNIVERSITES

- VU le code de l'éducation ;
- VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du 3 janvier 2013 du Président de la République, nommant Monsieur William MAROIS en qualité de Recteur de l'académie de Nantes ;
- VU le décret du Président de la République en date du 29 juillet 2020 nommant Monsieur Didier MARTIN en qualité de préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- VU l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires ;
- VU l'arrêté n°2020/SGAR/RECTORAT/536 du préfet de la région Pays de la Loire, en date du 26 août 2020, portant délégation de signature à Monsieur William MAROIS, recteur de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes, chancelier des universités, et autorisant la subdélégation ;

**ARRETE**

4, rue de la Houssinière  
B.P. 72616  
44326 NANTES Cedex 3

- Article 1 : En application de l'article 38 du décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 juillet 2009 susvisé et des arrêtés préfectoraux également susvisés, subdélégation de signature est donnée aux chefs d'établissement à l'effet de signer les pièces justificatives des dépenses de personnels suivantes : procès-verbaux d'installation, états d'heures supplémentaires-années, tout état indemnitaire, lettres d'engagement pour le recrutement de vacataires.
- Article 2 : Les fonctionnaires désignés à l'article 1<sup>er</sup> signeront comme il est indiqué sur les fiches individuelles annexées au présent arrêté.
- Article 3 : Les subdélégations, ainsi accordées, seront adressées au préfet de la région Pays de la Loire et déposées à la Direction régionale des finances publiques des Pays de la Loire.
- Article 4 : Les dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.
- Article 5 : Le Secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 1er septembre 2020



William MAROIS

LE RECTEUR DE LA REGION ACADÉMIQUE PAYS DE LA LOIRE ET DE L'ACADÉMIE DE  
NANTES, CHANCELIER DES UNIVERSITÉS

Rectorat

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Secrétariat général

VU le code de l'éducation, notamment son article R 911-89 ;

Direction de l'organisation  
générale et de  
l'enseignement supérieur

VU le décret 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 janvier 2013, nommant Monsieur William MAROIS en qualité de recteur de l'académie de Nantes.

Arrêté N°2020/rectorat-  
EPLE/NOUVEAU/21.ADMI  
du 01 septembre 2020

**A R R E T E**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée aux chefs d'établissements publics locaux d'enseignement pour les actes de gestion ayant trait :

1° Aux congés de maladie prévus au premier alinéa du 2° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, aux congés de même nature prévus à l'article 24 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 et à l'article 12 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 ;

2° Aux congés pour maternité ou pour adoption et au congé de paternité prévus au 5° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, à l'article 22 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 et à l'article 15 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986.

**Article 2 :** Les dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

**Article 3 :** Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de Loire.

Dossier suivi par  
Christelle DURAND  
Valérie CHAUBLET  
Téléphone : 02.40.37.37.11  
ce.sgadom@ac-nantes.fr

4, rue de la Houssinière  
B.P. 72616  
44326 NANTES Cedex 3

A Nantes, le 1er septembre 2020



William MAROIS

